

REPUBLIQUE DU BURUNDI

CABINET DU PRESIDENT

LOI N°1/ *09* DU *31* DECEMBRE 2025 PORTANT MODIFICATION DE LA LOI
N°1/12 DU 24 JUIN 2025 PORTANT FIXATION DU BUDGET GENERAL DE LA
REPUBLIQUE DU BURUNDI POUR L'EXERCICE 2025/2026

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/27 du 9 décembre 2021 portant Modification de la Loi Organique n°1/03 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/20 du 20 juin 2022 portant Révision de la Loi n°1/35 du 4 décembre 2008 relative aux Finances Publiques ;

Vu la Loi Organique n°1/21 du 27 juin 2022 portant Modification de la Loi Organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction, Condition de service et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/05 du 16 mars 2023 portant Détermination et Délimitation des Provinces, des Communes, des Zones, des Collines et/ou Quartiers de la République du Burundi ;

Vu la Loi Organique n°1/18 du 07 juin 2024 portant Réorganisation de l'Administration Communale ;

Vu la Loi du 21 septembre 1963 portant Code Général des Impôts et Taxes ;

Vu la Loi n°1/02 du 11 janvier 2007 instituant le Code des Douanes ;

Vu la Loi n°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi ;

Vu la Loi n°1/04 du 17 février 2009 portant sur les Transports Intérieurs Routiers ;

Vu la Loi n°1/10 du 30 juin 2009 portant Application du Tarif Extérieur Commun « TEC » de la Communauté Est Africaine ;

Vu la Loi n°1/12 du 27 juillet 2009 portant Révision du Système de Taxation des Carburants ;

Vu la Loi n°1/09 du 30 mai 2011 portant Code des Sociétés Privées et à Participation Publique au Burundi ;

Vu la Loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant Réglementation de l'Action Récursaire et Directe de l'Etat et des Communes contre leurs Mandataires et leurs Préposés ;

Vu la Loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les Activités Bancaires ;

Vu la Loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant Révision du Code Pénal ;

Vu la Loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant Modification de la Loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des Marchés Publics ;

Vu la Loi n°1/05 du 27 février 2019 régissant le Marché des Capitaux au Burundi ;

[Signature] 8

Vu la Loi n°1/05 du 20 février 2020 portant Fixation des Droits d'Enregistrement en Matière Foncière ;

Vu la Loi n°1/12 du 12 mai 2020 portant Code de la Protection Sociale au Burundi, tel que modifié à ce jour ;

Vu la Loi n°1/06 du 17 juillet 2020 portant Code des Assurances du Burundi ;

Vu la Loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant Révision de la Loi n°1/02 du 17 février 2009 portant Institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée « T.V.A. » ;

Vu la Loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux Procédures Fiscales et Non Fiscales ;

Vu la Loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant Modification de la Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux Impôts sur les Revenus ;

Vu la Loi n°1/19 du 17 juin 2021 portant Modification de la Loi n°1/24 du 10 septembre 2008 portant Code des Investissements du Burundi ;

Vu la Loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant Révision de la Loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant Création, Organisation et Fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes ;

Vu la Loi n°1/03 du 08 février 2023 portant Modification de la Loi n°1/28 du 23 août 2006 portant Statut Général des Fonctionnaires ;

Vu la Loi n°1/09 du 15 mai 2025 portant Modification de la Loi n°1/02 du 03 mars 2016 portant Réforme de la Fiscalité Communale au Burundi ;

Vu le Décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 modifiant la Loi du 17 février 1964 relative aux Impôts Réels ;

Vu le Décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant Modification de la Loi du 19 mars 1964 relative à la Comptabilité Publique de l'Etat ;

Revu la Loi n°1/12 du 24 juin 2025 portant Fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'Exercice 2025/2026 ;

Le Conseil des Ministres ayant délibéré ;

L'Assemblée Nationale et le Sénat ayant adopté ;

PROMULGUE :

A handwritten signature, possibly 'GAT', followed by a small 'x' mark.

TABLE DES MATIERES

TITRE I : DU BUDGET GENERAL DES RESSOURCES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EN CAPITAL	4
TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES	13
TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES	24
TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES	49
TITRE V : DES EXONERATIONS	50
TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES	53
TABEAU A: VENTILATION DES RESSOURCES	60
TABEAU B: CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES	71
TABEAU C: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTERE	77
TABEAU D: BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT SUR LES RESSOURCES NATIONALES	118
TABEAU E: TIRAGE SUR LES DONS PROJETS	242
TABEAU F: TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS	245

GHI 8

TITRE I: DU BUDGET GENERAL DES RESSOURCES ET DES DEPENSES ORDINAIRES ET EN CAPITAL

Article 1 : Les ressources du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2025/2026 modifié s'élèvent à 5 015 690 387 074 BIF et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
	RECETTES COURANTES	3 455 722 004 647
	RECETTES INTERIEURES	3 344 298 466 344
	RECETTES FISCALES	2 513 833 823 690
71	PRODUITS FISCAUX	2 402 410 285 387
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	647 227 508 684
7111	Impôts sur le revenu des personnes physiques	259 515 790 773
7112	Impôts sur les personnes morales	387 254 673 485
7113	Impôts non ventilables	457 044 426
714	Impôts sur les biens et services	1 522 684 049 862
7141	Impôts généraux sur les biens & services	1 048 389 696 138
7142	Accises	443 558 886 678
7144	Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité	30 735 467 046
715	Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	232 498 726 841
7151	Droits de douane à l'importation	214 106 951 495
7152	Taxes à l'exportation	1 601 967 227
7158	Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	16 789 808 119
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
72	PRODUITS NON FISCAUX	941 888 180 957
721	Revenus de la propriété	270 343 292 145
7211	Dividendes	56 887 339 993
7213	Loyers	195 399 077 569
7214	Recettes minières	18 056 874 583
722	Ventes de biens et de services	307 317 755 171
723	Droits administratifs	271 067 741 017
724	Amendes et pénalités	23 049 628 017
728	Autres produits non fiscaux	70 109 764 607
73	DONS	1 326 827 317 936
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 326 827 317 936
74	PRODUITS FINANCIERS	309 213 307
741	Intérêts des prêts et avances	98 128 507
744	Gains de change	211 084 800
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	232 831 851 184
781	Cessions d'actifs immobilisés	308 525 000
782	Produit de la liquidation des Entreprises Publiques	566 639 448
783	Produit de la privatisation des Entreprises Publiques	4 039 269 464
784	Récupération des fonds détournés et malversations	5 771 879 400
7850	Reliquat frais de mission et provision	350 000 000
7860	Remboursement du montant indûment perçu	1 000 000 000
7870	Reliquat des comptes à fin d'exploitation	4 534 620 558

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
7880	Autres	216 260 917 314
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	152 250 000 000
78804	Remboursement crédit parlementaire	875 000 000
78805	Remboursement financement SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
78806	Remboursement financement rétrocédé (REGIDESO)	13 823 413 227
78807	Remboursement achat maïs	45 000 000 000
	TOTAL DES RESSOURCES	5 015 690 387 074

Article 2 : Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025/2026 modifié s'élèvent à 5 351 432 090 358 BIF et se répartissent comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
	a) DEPENSES COURANTES	2 774 855 134 548
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 502 256 752 490
	1. Rémunérations des salariés	1 173 255 017 838
61	Rémunérations des salariés	1 173 255 017 838
	2. Achats de biens et services	644 773 296 023
62	Services extérieurs	149 600 999 169
63	Achats	495 172 296 854
	Transferts et Subsidés	552 957 526 721
666	Contributions aux organisations internationales	54 288 779 628
67	Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges	94 626 669 189
671	Prestations sociales employeur	1 068 868
672	Assistance sociale	1 749 845 111
673	Autres transferts courants	92 875 755 210
	Allocations et subventions	404 042 077 904
653	Subventions aux collectivités territoriales	17 022 359 482
661	Allocations et subsides	316 553 289 775
662	Allocations aux services ministériels	59 392 865 276
664	Allocations aux entités administratives autonomes	11 073 563 371
888	Imprévus	19 847 373 605
667	Exonérations accordées	111 423 538 303
	3. Intérêts	272 598 382 058
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	20 300 958 473
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	251 197 423 585
644	Pertes de change	1 100 000 000
	b) DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 576 576 955 810
	Dépenses d'investissements sur ressources intérieures	1 187 855 847 738
20	Immobilisations incorporelles	39 984 794 835
21	Immobilisations corporelles	449 731 515 515
22	Stocks	287 916 393 554
23	Immobilisations en cours	1 550 000 000
25	Prêts et autres créances à plus d'un an	7 000 000 000

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
26	Titres et participations	104 713 060 607
271	Contrepartie nationale	296 960 083 227
	Dépenses d'investissement sur ressources extérieures	1 388 721 108 072
272	Tirages sur emprunts	61 893 790 136
273	Tirages sur dons	1 326 827 317 936
	TOTAL DES DEPENSES	5 351 432 090 358

Article 3 : L'équilibre du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025/2026 modifié se présente comme suit :

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
	I. RECETTES COURANTES	3 455 722 004 647
	Recettes fiscales	2 513 833 823 690
711	Impôts sur les revenus, les bénéfices et les gains en capital	647 227 508 684
714	Impôts sur les biens et services	1 522 684 049 862
715	Impôts sur le commerce extérieur & les transactions internationales	232 498 726 841
76	Impôts et taxes exonérés	111 423 538 303
	Recettes non fiscales	941 888 180 957
721	Revenus de la propriété	270 343 292 145
	Autres recettes non fiscales	671 544 888 812
722	Ventes de biens et de services	307 317 755 171
723	Droits administratifs	271 067 741 017
724	Amendes et pénalités	23 049 628 017
728	Autres produits non fiscaux	70 109 764 607
73	II. DONS	1 326 827 317 936
732	Dons sur projets avec financements extérieurs	1 326 827 317 936
74	III. PRODUITS FINANCIERS	309 213 307
741	Intérêts des prêts et avances	98 128 507
744	Gains de change	211 084 800
78	IV. PRODUITS EXCEPTIONNELS	232 831 851 184
781	Cessions d'actifs immobilisés	308 525 000
782	Produit de la liquidation des Entreprises Publiques	566 639 448
783	Produit de la privatisation des Entreprises Publiques	4 039 269 464
784	Récupération des fonds détournés et malversations	5 771 879 400
7850	Reliquat frais de mission et provision	350 000 000
7860	Remboursement du montant indûment perçu	1 000 000 000
7870	Reliquat des comptes à fin d'exploitation	4 534 620 558
78802	Remboursement avance sur subvention des engrais	152 250 000 000
78804	Remboursement crédit parlementaire	875 000 000
78805	Remboursement financement SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
78806	Remboursement financement rétrocédé (REGIDESO)	13 823 413 227
78807	Remboursement achat maïs	45 000 000 000
	TOTAL RECETTES ET DONS (I+II+III+IV)	5 015 690 387 074



COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
	V. DEPENSES COURANTES	2 774 855 134 548
	Dépenses sur biens et services et autres transferts courants	2 502 256 752 490
	1. Rémunération des salariés	1 173 255 017 838
61	Rémunérations des salariés	1 173 255 017 838
	2. Achats de biens et services	644 773 296 023
62	Services extérieurs	149 600 999 169
63	Achats	495 172 296 854
	Transferts et subsides	552 957 526 721
666	Contributions aux organisations internationales	54 288 779 628
67	Prestations sociales, employeur, assistance sociale et autres charges	94 626 669 189
671	Prestations sociales employeur	1 068 868
672	Assistance sociale	1 749 845 111
673	Autres transferts courants	92 875 755 210
	Allocations et subventions	404 042 077 904
653	Subventions aux collectivités territoriales	17 022 359 482
661	Allocations et subsides	316 553 289 775
662	Allocations aux services ministériels	59 392 865 276
664	Allocations aux entités administratives autonomes	11 073 563 371
888	Imprévus	19 847 373 605
667	Exonérations	111 423 538 303
	3. Intérêts	272 598 382 058
641	Intérêts sur emprunts extérieurs	20 300 958 473
642	Intérêts sur emprunts intérieurs	251 197 423 585
644	Pertes de change	1 100 000 000
	VI. SOLDE COURANT HORS DONS (I-V)	680 866 870 099
	VII. SOLDE COURANT Y COMPRIS DONS (I+II+III+IV-V)	2 240 835 252 526
	VIII. DEPENSES D'INVESTISSEMENTS	2 576 576 955 810
	Dépenses d'investissements sur ressources intérieures	1 187 855 847 738
	Dépenses d'Investissement sur ressources extérieures	1 388 721 108 072
272	Tirages sur emprunts	61 893 790 136
273	Tirages sur dons	1 326 827 317 936
	IX. DEFICIT GLOBAL AVEC DONS (VII-VIII)	-335 741 703 284
	X. DEFICIT GLOBAL HORS DONS (VI-VIII)	-1 895 710 085 711
	XI. RESTES A PAYER	
	XII. DEFICIT (BASE CAISSE) (IX-XI)	-335 741 703 284
	XIII. FINANCEMENT	335 741 703 284
	Financement extérieur net	-46 066 198 266
17	Remboursement de la dette extérieure	-107 959 988 402
272	Tirages sur emprunts	61 893 790 136
	Financement intérieur net	381 807 901 550
	Financement bancaire	1 349 432 394 855
	BRB	243 259 707 317

COMPTE	LIBELLE	BUDGET 2025/2026 MODIFIE
	Banques commerciales	1 106 172 687 538
	Financement non bancaire	130 164 879 688
16800	Remboursement dette intérieure	-1 097 789 372 993
	XIV. BESOIN DE FINANCEMENT (XII-XIII)	0

Article 4 : Les dépenses du budget général de l'Etat pour l'exercice 2025/2026 modifié, réparties par institution, programme et dotation se présentent comme suit :

CODE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU ACTION	INTITULE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME DOTATION	BUDGET ANNUEL REVISE	PART DE LA DOTATION/ PROGRAMME DANS LE BUDGET MODIFIE
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	154,197,230,263	100%
063	Dotations de la Présidence	154,197,230,263	100%
02	VICE-PRESIDENCE	5,193,448,008	100%
064	Dotations de la Vice-Présidence	5,193,448,008	100%
03	PRIMATURE	17,911,111,777	100%
065	Dotations de la Primature	17,911,111,777	100%
04	SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2,621,348,806	100%
066	Dotations du Secrétariat Général de l'Etat	2,621,348,806	100%
05	ASSEMBLEE NATIONALE	27,907,616,889	100%
067	Dotations à l'Assemblée Nationale	27,907,616,889	100%
06	SENAT	16,364,742,970	100%
068	Dotations du Sénat	16,364,742,970	100%
07	COUR DES COMPTES	1,770,881,045	100%
069	Dotations de la Cour des Comptes	1,770,881,045	100%
08	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	13,697,022,163	100%
070	Dotation à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI)	13,697,022,163	100%
11	MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	319,411,553,419	100%
001	Administration du territoire	5,508,016,622	2%
002	Décentralisation et développement	11,814,257,552	4%

CODE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU ACTION	INTITULE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU DOTATION	BUDGET ANNUEL REVISE	PART DE LA DOTATION/ PROGRAMME DANS LE BUDGET MODIFIE
	local		
003	Sécurité Publique	264,202,402,730	83%
004	Gestion des catastrophes et Protection Civile	1,195,197,508	0%
005	Administration Générale	36,691,679,006	11%
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	110,698,682,348	100%
006	Défense des intérêts du Burundi et des Burundais à l'International	903,944,674	1%
007	Intégration sous régionale, régional et coopération international	11,575,936,749	10%
008	Administration Générale	71,569,572,785	65%
024	Intégration du Burundi au sein de la Communauté Est Africaine	26,649,228,141	24%
13	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	671,575,658,111	100%
009	Défense Nationale	657,256,443,205	98%
010	Administration Générale	7,969,167,661	1%
063	Etudes Stratégiques et des Statistiques	175,681,895	0%
064	Gestion des Anciens Combattants	6,174,365,350	1%
14	MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1,858,310,591,283	100%
012	Mobilisation des ressources, gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	1,591,492,527,408	86%
013	Gestion budgétaire et comptable	118,348,506,548	6%
014	Gestion et Sauvegarde du patrimoine de l'Etat	89,915,967,922	5%
015	Administration Générale	34,380,261,414	2%
029	Economie Numérique	4,325,954,386	0%
076	Dotation aux imprévus	19,847,373,605	1%

CODE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU ACTION	INTITULE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU DOTATION	BUDGET ANNUEL REVISE	PART DE LA DOTATION/ PROGRAMME DANS LE BUDGET MODIFIE
16	MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	67,998,377,551	100%
016	Accès à la justice	37,404,110,392	55%
017	Droits humains	10,654,112,214	16%
019	Administration Générale	18,764,368,718	28%
042	Genre	1,175,786,227	2%
19	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	36,845,862,858	100%
020	Recrutement et gestion des carrières des agents publics	6,868,297,504	19%
021	Emploi et travail décent	1,768,111,493	5%
022	Gouvernance et réforme administrative	5,677,483,366	15%
023	Administration Générale	12,783,162,580	35%
040	Protection sociale	9,748,807,914	26%
20	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	14,189,917,264	100%
025	Promotion économique des jeunes	1,767,660,679	12%
026	Sports	8,989,369,263	63%
027	Culture	1,548,459,165	11%
028	Administration Générale	1,884,428,157	13%
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	10,638,953,787	100%
030	Communication et Médias	8,364,426,866	79%
032	Administration Générale	1,175,526,920	11%
033	Promotion de l'Image de Marque du Burundi	1,099,000,000	10%



CODE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU ACTION	INTITULE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU DOTATION	BUDGET ANNUEL REVISE	PART DE LA DOTATION/ PROGRAMME DANS LE BUDGET MODIFIE
32	MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	693,045,610,489	100%
033	Enseignement Préscolaire, Fondamental et Post Fondamental Général et Pédagogique	64,592,117,531	9%
034	Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique	81,414,858,867	12%
035	Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	8,839,515,953	1%
036	Administration Générale	538,199,118,139	78%
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	194,798,381,152	100%
037	Offre et accès aux services et soins de santé	114,599,513,912	59%
038	Prévention et Sécurité Sanitaire	10,952,141,570	6%
039	Administration Générale	69,246,725,670	36%
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	355,772,151,393	100%
044	Agriculture	286,530,136,311	81%
045	Élevage et Halieutique	11,681,085,888	3%
046	Environnement et gestion durables des terres	15,930,767,967	4%
047	Recherche-innovation	24,303,883,042	7%
048	Administration Générale	17,326,278,185	5%
42	MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	219,776,264,942	100%
050	Industrie et Artisanat	25,381,198,694	12%
051	Commerce	46,475,075,264	21%
052	Tourisme	2,401,697,440	1%



CODE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU ACTION	INTITULE MINISTERE OU INSTITUTION/ PROGRAMME OU DOTATION	BUDGET ANNUEL REVISE	PART DE LA DOTATION/ PROGRAMME DANS LE BUDGET MODIFIE
054	Eau Potable et Assainissement de Base	50,875,446,035	23%
055	Energie	28,150,552,221	13%
056	Hydrocarbures, Mines et Carrières	58,736,303,243	27%
057	Administration Générale	7,755,992,045	4%
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	367,876,965,022	100%
049	Transports	18,767,397,800	5%
058	Infrastructures de transport	285,756,161,150	78%
059	Infrastructures socioéconomiques et administratives	24,188,614,607	7%
060	Equipements et Rationalisation du Charroi de l'Etat	3,699,437,205	1%
061	Habitat, Urbanisation et gestion des déchets et assainissement	11,941,385,165	3%
062	Administration Générale	23,523,969,095	6%
71	INSTITUTION DE L'OMBUDSMAN	2,573,132,753	100%
071	Dotation à l'institution de l'ombudsman	2,573,132,753	100%
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4,489,034,539	100%
074	Dotation à la Cour Suprême et au Parquet Général de la République	4,489,034,539	100%
75	COUR CONSTITUTIONNELLE	795,804,849	100%
075	Dotation à la Cour Constitutionnelle	795,804,849	100%
Total général		5,168,460,343,681	



TITRE II : DES DISPOSITIONS GENERALES PORTANT SUR LA GESTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES

Article 5 : Conformément au concept de budget unifié, aux règles et principes de l'unité budgétaire, de l'annualité et de l'universalité de trésorerie de l'Etat, le budget général de l'Etat, en recettes et dons, en dépenses courantes, en dépenses en capital et prêts nets, en financement, est préparé par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

L'exécution du budget de l'Etat dans chaque ministère ou institution constitutionnelle relève exclusivement de l'ordonnateur, du responsable de programme, du contrôleur des engagements des dépenses, du comptable public et du caissier de l'Etat.

Les ministres et les responsables des institutions constitutionnelles sont ordonnateurs principaux des crédits des programmes, des dotations, des budgets annexes et des budgets d'affectation spéciale de leur ministère ou de leur institution.

Toutefois, le ministre ayant les finances dans ses attributions reste l'ordonnateur unique des dépenses en attendant la mise en place d'un système d'information pour la déconcentration effective de l'ordonnancement.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions est l'ordonnateur principal unique des recettes et des crédits destinés à couvrir :

- les dépenses accidentelles et imprévisibles ;
- les défauts de remboursement ou appels en garanties intervenus sur les comptes d'avances, de prêts, d'aval et de garanties ;
- les charges financières de la dette de l'Etat (remboursement de la dette, des intérêts et des pertes de change) ;
- les dépenses du personnel de l'Etat ;
- les dépenses financées sur les ressources extérieures pour lesquelles les comptables publics du trésor ne sont pas assignataires.

La fonction d'ordonnateur principal unique des recettes du ministre ayant les finances dans ses attributions est déléguée à l'Office Burundais des Recettes pour toutes les recettes intérieures (fiscales et non fiscales).

Le comptable principal de l'Etat est chargé du paiement des dépenses du budget général de l'Etat, de la centralisation des comptes, de l'animation et de la coordination du travail de l'ensemble des comptables publics. Le ministre ayant les finances dans ses attributions nomme les comptables publics de l'Etat et commissionne les comptables spécialisés des organismes et établissements autonomes et les comptables des projets ainsi que des entités territoriales.

Toute tranche mensuelle accordée à ces organismes doit être justifiée par la communication, aux fins de vérification et de reddition des comptes de l'Etat, d'un rapport d'exécution des dépenses qui doit être classifié selon la nomenclature budgétaire et comptable, des extraits des comptes bancaires faisant ressortir le solde du compte au dernier jour du mois et du livre journal de caisse dont la présentation conditionne l'octroi des tranches suivantes.

Article 6 : Les dépenses de l'Etat sont engagées, liquidées et ordonnancées avant d'être payées. Toutefois, certaines dépenses spécifiques ou exceptionnelles peuvent être payées avant leur ordonnancement. Dans ce cas, elles doivent être régularisées sur les crédits budgétaires correspondants au cours de l'exercice concerné.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions fixe la liste exhaustive des dépenses éligibles à cette procédure exceptionnelle ainsi que les modalités de leur enregistrement comptable et de leur régularisation.

Article 7 : Les ressources en dons et prêts extérieurs sont budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme recettes du budget général de l'Etat.

Toutes les dépenses, courantes et en capital, imputables sur ces mêmes ressources sont totalement budgétisées, nomenclaturées et codifiées comme dépenses du budget général de l'Etat.

En vue d'assurer l'exécution des présentes dispositions, le ministre ayant les finances dans ses attributions est habilité à négocier avec les bailleurs de fonds pour décider de l'allocation des ressources et à prendre par ordonnance les mesures d'ordre réglementaire pour le suivi et la comptabilisation compatible avec les clauses de financement ou les accords de crédits et les lois en vigueur.

Article 8 : La fongibilité des fonds publics, la disponibilité et la liquidité des financements et des fonds extérieurs budgétisés selon les dispositions de l'article 7 sont assurées dès l'ouverture des crédits prévus et autorisés par la loi de finances de l'exercice 2025/2026 par :

- la mise en place des cadres juridiques et réglementaires transparents agréés par l'administration et les bailleurs de fonds pour en assurer et en garantir la bonne gestion ;
- la production mensuelle des états justificatifs des décaissements destinés à couvrir uniquement les dépenses budgétisées et qui sont communiqués aux bailleurs de fonds.

Article 9 : Les tirages sur emprunts extérieurs directs et rétrocédés sont visés au préalable par le ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué. Le département de la dette en assure le suivi et la centralisation mensuelle. Les dépenses effectuées par les gestionnaires des projets font l'objet de rapports mensuels d'exécution et sont transmises au département de la dette aux fins de vérification et de reddition des comptes. Les dépenses doivent être classifiées selon la nomenclature budgétaire et comptable. Ces rapports servent de justificatifs à la mobilisation des tirages suivants.

Article 10 : Dans le cadre de la gestion de la trésorerie de l'Etat et pour faire face aux décalages éventuels en cours d'exercice entre les recettes et les dépenses de l'Etat, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des titres du Trésor conformément à la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir en dernier ressort aux avances de la Banque de la République du Burundi.

Article 11 : Dans la limite du déficit budgétaire, exercice 2025/2026, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à :

- émettre des titres du Trésor suivant la convention signée entre le ministre ayant les finances dans ses attributions et le gouverneur de la Banque de la République du Burundi ;
- émettre des titres du Trésor sur le marché des capitaux ;
- recourir aux concours extérieurs dans l'ordre de préférence suivant : dons, prêts à long terme à des conditions concessionnelles et autres prêts.

Article 12 : Les comptes en devises des entités et projets de l'Etat, et ceux des Organisations Non Gouvernementales recevant des appuis extérieurs sont gérés suivant la réglementation de la Banque de la République du Burundi.

Article 13 : Les opérations financières de l'Etat telles que définies à l'article 6 du décret-loi n°1/039 du 30 décembre 1989 portant modification de la loi du 19 mars 1964 relative à la comptabilité publique de l'Etat et instituant la nomenclature et la codification des ressources, des finances et des charges de l'Etat sont rattachées au budget général de l'Etat.

Elles participent à la reddition mensuelle des comptes de l'Etat. Le crédit de chaque compte doit faire apparaître la distinction entre les ressources propres et transferts reçus. Le débit doit ventiler les charges entre les dépenses courantes et dépenses en capital.

Article 14 : Les gestionnaires et les comptables des projets financés sur les ressources nationales et extérieures sont tenus à la justification des dépenses qui y sont imputables.

Ces justifications sont adressées au ministre de tutelle et au ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 15 : Les fonds d'indemnisation sont transférés directement aux comptes des bénéficiaires.

Article 16 : Le rapatriement des devises issues de toutes les exportations est obligatoire.

La Banque de la République du Burundi est chargée de la mise en application de cette disposition et de fixer les modalités pratiques de cession de ces devises sur le marché de change.

Article 17 : Toute recette non prévue dans la loi, qui est réalisée en cours d'exercice, vient en augmentation du budget des recettes. Les paiements rattachés aux crédits de l'exercice 2025/2026 sont autorisés jusqu'au 30 juin 2026.

Toutefois, les engagements des dépenses sont clôturés au 30 avril 2026, sauf pour les salaires, les frais de mission, la dette publique et les dépenses payées sans ordonnancement préalable ainsi que toute autre exception autorisée par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Une lettre circulaire du ministre ayant les finances dans ses attributions fixe trimestriellement les délais-limites et les modalités pour la clôture des opérations d'engagement, de liquidation et d'ordonnancement au titre de l'exécution du budget.

Article 18 : Toutes les recettes des établissements publics à caractère administratif, des administrations personnalisées de l'Etat bénéficiant des subsides de l'Etat ainsi que d'autres services de l'Etat financés sur le budget de l'Etat, sont collectées via les comptes desdites institutions ouverts à cette fin et nivelés chaque jour au compte de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes vers le compte général du Trésor.



En cas de non-respect de ce délai, la banque est passible d'une amende équivalente à cent pour cent (100%) du montant collecté.

Les dispositions des alinéas précédents s'appliquent également aux impôts et taxes télépayés par les contribuables.

Article 19 : Les prévisions budgétaires en recettes et en dépenses, des communes, des hôpitaux publics et des établissements publics à caractère social, commercial et industriel sont inscrites au budget annexe. Les réalisations du budget de ces derniers sont renseignées trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes avec copie au ministre ayant les finances dans ses attributions.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions a un droit de regard sur tous les comptes des organismes publics.

Article 20 : Sans préjudice des dispositions de la loi n°1/16 du 07 juin 2024 portant modification du décret-loi n°1/024 du 13 juillet 1989 portant cadre organique des administrations personnalisées de l'Etat, de la loi n°1/17 du 07 juin 2024 portant modification du décret-loi n°1/23 du 26 juillet 1988 portant cadre organique des Etablissements publics et de la loi organique n°1/18 du 07 juin 2024 portant réorganisation de l'Administration communale, l'exercice comptable correspond à l'année budgétaire qui commence le 1^{er} juillet de l'année N et se termine le 30 juin de l'année N+1.

Les revenus réalisés du 1^{er} janvier au 30 juin 2025 seront déclarés au plus tard le 30 septembre 2025.

Les acomptes trimestriels sont exigibles le dernier jour des sixième (6^{ème}), neuvième (9^{ème}) et douzième (12^{ème}) mois de l'exercice concerné.

La production des états financiers de toutes les Administrations personnalisées de l'Etat, de tous les Etablissements publics à caractère administratif, industriel et/ou commercial, de toutes les administrations à caractère social, des collectivités locales, s'aligne à l'exercice budgétaire.

Les états financiers de chaque exercice doivent être soumis, avant le 30 septembre de l'exercice suivant, à l'approbation du Conseil d'administration après leur certification et sont transmis au ministre ayant les finances dans ses attributions, au plus tard le 30 octobre de chaque année.

Article 21 : L'exécution de la dépense publique est faite sur base des prévisions inscrites dans les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) alignées à la nomenclature budgétaire de l'Etat.

Article 22 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) des projets financés sur les ressources extérieures qui n'ont pas encore reçu l'avis de non objection des Partenaires au Développement jusqu'au 30 juin 2025 restent provisoires. Les responsables des projets sont tenus de transmettre les Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) endéans 10 jours ouvrables comptés à partir de la date de réception de l'avis de non objection.

Article 23 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les institutions constitutionnelles sont autorisées à engager leurs dépenses sous forme de tranches moyennant la présentation du projet de leur utilisation.

Toutefois, les ministères et autres institutions peuvent accéder à cette autorisation sur accord préalable du ministre ayant les finances dans ses attributions pour certaines fournitures de biens et services.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 24 : Les dépenses des structures rattachées aux ministères et institutions constitutionnelles doivent suivre le circuit normal de l'exécution budgétaire.

Pour les cas exceptionnels, seul l'engagement en tranches mensuelles est autorisé.

Article 25 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les cabinets des gouverneurs et les directions provinciales des ministères sont autorisés à engager leurs dépenses sous forme des tranches trimestrielles correspondant aux crédits budgétaires alloués aux activités prévues dans leurs Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA).

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités de décaissement des tranches trimestrielles, de leur consommation et de leur mécanisme de rapportage.

Article 26 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 4 février 2008 portant code des marchés publics, pour les marchés de fourniture et ceux de construction, l'administration communale et l'administration provinciale sont autorisées, sous le contrôle de la direction provinciale en charge des marchés publics, à passer les marchés de leurs circonscriptions.

Le seuil des marchés est fixé comme suit :

Nature du marché	Seuil par	
	Province	Commune
Travaux	500 000 000	300 000 000
Fourniture	200 000 000	150 000 000
Service	150 000 000	100 000 000

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités de mise en application ».

Article 27 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les institutions visées aux articles 23, 24, 25 et 26 de la présente loi ont l'obligation d'effectuer, pour tout paiement à leurs fournisseurs, les retenues prévues à l'article 120 alinéa 1 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, exception faite à l'application des dispositions de l'article 121 de cette loi.

Article 28 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les constructions sont exécutées par les ministères et institutions qui les ont planifiées pour un marché contractuel d'un montant inférieur ou égal à un milliard de francs Burundi (1 000 000 000 BIF).

Les marchés de construction dépassant le seuil visé à l'alinéa précédent sont exécutés par l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) sur base d'une convention dûment signée avec le ministère ou l'institution bénéficiaire.

Toutefois, le ministre ayant les finances dans ses attributions autorise, à titre dérogatoire, le ministère ou l'institution de passer un marché de construction dépassant ce seuil.

Pour les travaux confiés à l'OBUHA, les crédits budgétaires y relatifs sont prévus et engagés sur les lignes budgétaires des ministères et institutions concernés au profit du compte de l'OBUHA ouvert à la Banque de la République du Burundi.

Article 29 : Pour améliorer la transparence, la traçabilité et la gouvernance budgétaire, les institutions publiques et parapubliques bénéficiant des subsides de l'Etat ne sont pas autorisées à avoir un compte de fonctionnement ouvert dans une banque commerciale ou autre institution financière.

Article 30 : Le recouvrement de tous les revenus issus du patrimoine de l'Etat est assuré par l'Office Burundais des Recettes.

Article 31 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est instauré un système de remboursement du prêt-bourse perçu par les étudiants boursiers lors de leur cursus académique.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances, l'enseignement supérieur et le travail dans leurs attributions, détermine les modalités pratiques du présent article.

Article 32 : Toutes les conventions de dons, de prêts et d'emprunts qui engagent l'Etat sont obligatoirement signées par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

Article 33 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les dépenses liées à l'entretien et à la réparation des véhicules des ministères et institutions sont engagées sur base d'un bon de commande établi et visé par un contrôleur des engagements des dépenses à l'exception des institutions bénéficiaires des tranches.

Les ministères et institutions établissent et communiquent au ministère en charge des finances les garages autorisés à effectuer les opérations d'entretien et de réparation de leur charroi respectif.

Article 34 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les ministères et institutions doivent fournir au plus tard le 05 juillet 2025, un état détaillé des effectifs de leurs employés en service et leur affectation.

Ils sont également tenus de transmettre au ministère en charge des finances, un état récapitulatif des mouvements de personnel, détaillant les entrées et sorties intervenues dans leurs départements et ce, au plus tard le 05 de chaque mois.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités de rapportage.

Article 35 : Tous les bons de commande des ministères et institutions, y compris les administrations personnalisées de l'Etat et des établissements publics à caractère administratif ne sont valables que s'ils sont visés par le Contrôleur des Engagements des Dépenses (CED) après vérification de la disponibilité du budget.

Article 36 : Aucun projet n'est présenté dans la loi de finances que si les critères d'éligibilité tels que l'alignement au Plan National de Développement révisé et/ou l'existence de la fiche de projet standard présentée par le ministère technique, sont remplis.



Article 37 : Les gestionnaires de tous les comptes ouverts à la Banque de la République du Burundi, les gestionnaires de tous les projets quelles que soient leurs sources de financement, et d'une façon générale tous les gestionnaires bénéficiant des tranches de crédits, des avances, des prêts directs et rétrocédés du Trésor, sont tenus à la justification trimestrielle des fonds accordés.

En cas de manquement à cette obligation, le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé, après une mise en demeure, à bloquer les comptes et à les solder au bénéfice du Trésor public.

Article 38 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, pour les institutions publiques, les paiements en espèces sur guichet de la Banque de la République du Burundi sont plafonnés à cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF).

Toutefois, sur une demande motivée de l'ordonnateur demandeur, le ministre ayant les finances dans ses attributions accorde une dérogation de dépassement de ce plafond.

Article 39 : Aucun marché public attribué et exécuté par les entreprises, fournisseurs et prestataires nationaux ne peut être libellé en monnaies étrangères.

Article 40 : Tous les marchés publics sont conclus pour une période d'une année, en conformité avec le principe d'annualité budgétaire. L'autorité contractante doit s'assurer de la disponibilité du financement avant le lancement de l'avis d'appel d'offres, conformément à son plan prévisionnel de passation des marchés publics et avant la signature de la lettre de commande.

Toutefois, seuls les marchés publics d'investissement visés à l'article 41 de la présente loi sont conclus pour une période de plus d'une année.

Article 41 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, une dissociation en crédit d'engagement et en crédit de paiement est opérée pour permettre une meilleure visibilité et continuité dans la gestion des dépenses d'investissement financées sur les ressources nationales et s'exécutant sur une durée de plus d'une année.

Toutefois, aucun marché ne peut s'exécuter sur une durée de plus de 3 ans, exception faite aux marchés complexes dont l'autorisation est accordée par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 42 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, certains marchés de fournitures des biens, tant nationaux qu'internationaux sont négociés directement avec les producteurs ou fabricants.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 43 : Conformément aux dispositions pertinentes de la Loi n°1/18 du 07 juin 2024 portant réorganisation de l'Administration Communale, la passation de tous les marchés de fournitures, travaux et services conformément aux règles et procédures en rapport avec le code des marchés publics est décentralisée dans les communes et provinces.

Un marché de fournitures, des travaux et de services ne dépassant pas un montant d'un milliard de francs Burundi (1 000 000 000 BIF) est ouvert au profit des entreprises, fournisseurs et prestataires œuvrant dans la commune et/ou province dans lesquelles le marché s'exécute avant la brèche à la concurrence nationale en cas d'absence d'offres conformes.

En cas d'offres techniques et financières égales, les sociétés coopératives sont prioritaires.



Article 44 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions, conjointement avec le ministre en charge du bâtiment actualisent par voie d'ordonnance, au cas échéant, les taux de location des biens immeubles et meubles de l'Etat.

Article 45 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les contrats des immeubles loués ou mis en location par l'Etat doivent être conjointement signés, au nom de l'Etat, par les ministres ayant respectivement les infrastructures et les finances dans leurs attributions.

Une copie de chaque contrat de mise en location est transmise à l'Office Burundais des Recettes dans un délai de quinze (15) jours calendaires, comptés à partir de la date de signature.

Article 46 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, un rapport d'inventaire des contrats de location des biens meubles et immeubles loués par les services publics (Etat) est produit par le ministère en charge des infrastructures et transmis au ministère en charge des finances au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit chaque trimestre.

Une ordonnance des ministres en charge des infrastructures et des finances détermine les modalités pratiques de rapportage.

Article 47 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les ministères et institutions prévoient un montant dédié à l'apurement de leurs arriérés.

Article 48 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est instauré un plan de titrisation des créances détenues sur l'Etat pour les exercices antérieurs.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités pratiques du présent article.

Article 49 : Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique salariale équitable, la part-emploi des fonctionnaires et agents civils de l'Etat est exonérée de l'impôt sur les revenus.

Article 50 : Tous les recrutements sont gelés sauf pour les ministères en charge de la Défense, de la Sécurité, de l'Education et de la Santé ainsi que pour les institutions qui suivent :

- Office Burundais des Recettes (OBR) ;
- Autorité de Régulation des Marchés des Capitaux (ARMC) ;
- Autorité de Régulation des Marchés publics (ARMP) ;
- Agence de Régulation et Contrôle des Assurances (ARCA) ;
- Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR) ;
- Conseil National de la Communication (CNC) ;
- Office de la Première Dame pour le Développement du Burundi (OPDDB) ;
- Agence de Développement du Burundi (ADB) ;
- Parquet Général de la République ;
- Cour Constitutionnelle ;
- Office Burundais de l'Emploi et de la Main d'œuvre (OBEM) ;
- Office Burundais des Mines et Carrières (OBM) ;
- Office Burundais des Droits d'Auteurs et des droits voisins (OBDA) ;
- Agence Burundaise de l'Emploi des Jeunes (ABEJ) ;
- Programme d'Autonomisation Economique et de l'Emploi des Jeunes (PAEEJ) ;
- Maison de la Culture ;
- Fonds de Service Universel (FSU) ;
- Centre National d'Appareillage et de Rééducation (CNAR) ;

- Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) ;
- Agence Burundaise de l'Electrification Rurale (ABER) ;
- Agence Burundaise de l'Hydraulique et de l'Assainissement en Milieu Rural (AHAMR) ;
- Autorité de Régulation des secteurs de l'Eau potable et Energie (AREEN) ;
- Université du Burundi (UB) ;
- Ecole Normale Supérieure (ENS) ;
- Académie Rundi ;
- Commission Nationale permanente de lutte contre la prolifération des Armes légères et de Petit calibre (CNAP) ;
- Hôpital de la Police Nationale du Burundi (HPNB) ;
- Agence Routière du Burundi (ARB) ;
- Autorité Maritime et Portuaire du Burundi (AMPB) ;
- Direction des Titres Fonciers et du Cadastre National (DTFCN).

Ces recrutements doivent se faire dans la limite du budget disponible.

Les remplacements du personnel dans tous les autres secteurs sont autorisés. Toutefois, ces recrutements et remplacements ne peuvent être effectués que pour un poste bien défini et justifié par des critères de performance.

Les recrutements et les remplacements ne peuvent être effectifs que s'ils sont visés par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 51 : Les jetons de présence des commissions techniques/comités de pilotage, créés pour un événement ou une activité ponctuelle sont supprimés sauf pour les commissions permanentes, multisectorielles, mises en place par loi, décret ou arrêté.

Un arrêté du Premier Ministre détermine les modalités pratiques de fonctionnement de ces commissions techniques/comités de pilotage.

Article 52 : Les plafonds d'engagements trimestriels élaborés sur base des Plans de Travail et Budget Annuel (PTBA) alignés à la nomenclature budgétaire de l'Etat pour les ministères ou institutions sont validés par le conseil des ministres.

Sans préjudice aux dispositions de l'alinéa premier, tous les gestionnaires des crédits doivent respecter les plafonds d'engagements trimestriels.

Article 53 : Les véhicules cédés par les projets ou programmes des bailleurs de fonds sont préalablement enregistrés dans la comptabilité du ministère en charge des finances avant d'être remis au ministère en charge du charroi de l'Etat pour les répartir aux services ayant exprimé le besoin.

Une copie du document de transfert de chaque véhicule cédé est remise au ministère en charge des finances.

Tout véhicule cédé à l'Etat change d'immatriculation endéans trois mois à partir de la date de signature de l'acte de cession.

S'agissant des véhicules déjà cédés dont les actes de cession ne sont pas disponibles, une dérogation est accordée pour le changement d'immatriculation au plus tard le 31 décembre 2025.

Article 54 : Un marché de fournitures, de travaux et de services ne dépassant pas un montant de deux milliards de francs Burundi (2 000 000 000 BIF) est ouvert prioritairement à la compétition des entreprises locales.

Article 55 : Les achats des vivres, des non vivres et fournitures utilisées par les écoles fondamentales et post-fondamentales ainsi que les vivres destinés aux cantines scolaires sont ouverts au marché local « au niveau communal ou provincial », dans le strict respect des dispositions de l'article 26 de la présente loi, avant d'être étendus sur le marché national en cas de non satisfaction de la demande par offre communale ou provinciale.

Article 56 : Aucun marché de fourniture de véhicules de type affaire et promenade des établissements publics de l'Etat à caractère administratif, commercial, social ou industriel ainsi que les administrations personnalisées de l'Etat n'est autorisé à excéder un montant de cent quatre-vingt millions de francs Burundi (180 000 000 BIF) hors taxe sur valeur ajoutée (HTVA).

Article 57 : Par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant Code des marchés publics, la commande de toutes les fournitures de même nature au profit des ministères et institutions dépensiers peut être adressée directement au fabricant local ou étranger ayant justifié préalablement les capacités techniques et financières.

Cette mesure s'étend également aux établissements publics fonctionnant sur base des fonds publics.

Article 58 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation aux dispositions de la loi n°1/04 du 29 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 4 février 2008 portant Code des marchés publics, il est interdit à tout attributaire du marché public de procéder à l'importation des fournitures produites localement en qualité et en quantité suffisante et à prix inférieur ou égal.

A cet effet, l'élaboration des DAO doit tenir compte des dispositions du présent article.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 59 : Aucune réservation de crédits sur le compte marché en cours de finalisation n'est autorisée pour les marchés non exécutés pendant l'exercice budgétaire.

Pour des cas dûment justifiés, les dépenses engagées au cours d'un exercice en cours, mais non encore décaissées, doivent être programmées dans l'exercice suivant.

Article 60 : Tous les comptes publics sont des sous-comptes du compte général du Trésor.

Article 61 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut déléguer aux gestionnaires de crédits d'exécuter des tranches de crédits pour une période déterminée en vue de maîtriser les dépenses publiques et de les contenir dans la limite des recettes et des financements disponibles.

En cas de contreperformance des recettes, il est autorisé à bloquer l'engagement des dépenses non fixes.

Article 62 : Les dépenses imprévues sont inscrites dans le budget du ministère des finances. Ce crédit est réparti par ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions entre les crédits des ministères et institutions responsables de l'exécution de ces dépenses imprévues. Aucune dépense ne peut être imputée directement sur ce crédit global.

Article 63 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions a le droit de préemption du budget total alloué au désintéressement des dépôts à vue (comptes courants) de la Banque pour le Commerce et le Développement et de la Banque Populaire du Burundi en liquidation sur les recouvrements effectués par les commissions ad hoc.

A cet effet, les présidents des commissions de liquidation sont tenus de produire des rapports trimestriels et de les communiquer au ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 64 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à effectuer, au cours de l'exercice, les transferts de crédits que l'exécution du budget rend nécessaires dans les limites prescrites par la loi de finances.

Il est interdit à tout gestionnaire de crédit d'engager ou d'imputer une dépense en dépassement du crédit voté et accordé en application des dispositions des articles 2 et 3.

Le ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à prendre des mesures qui s'imposent pour éviter le dépassement des crédits.

Sans préjudice des sanctions pénales prévues, en cas de gestions frauduleuses, par l'article 454 de la loi n°1/27 du 29 décembre 2017 portant révision de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant Code pénal, les sanctions disciplinaires prévues par l'article 88 de la loi n°1/03 du 08 février 2023 portant modification de la loi n°1/28 du 23 août 2006 portant statut général des fonctionnaires sont également applicables à tous les comptables publics de l'Etat et gestionnaires des crédits visés par la présente loi.

Article 65 : Tout contrat, toute décision et toute convention à signer au nom de l'Etat, tout marché de fournitures, de services ou de travaux, ayant pour effet d'engager une dépense ou d'imposer à l'Etat des obligations de paiements, directs ou indirects, conformément aux seuils réglementaires, doivent, pour être valables et payables, être contrôlés et approuvés préalablement par le ministre ayant les finances dans ses attributions sous peine de nullité.

Article 66 : Les prix des biens et services sont fixés conformément au référentiel des prix pour la mise en œuvre des procédures d'exécution des marchés publics.

Article 67 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions peut autoriser des acomptes préalablement à l'exécution des marchés publics des travaux, des services et des fournitures.

Article 68 : Toute personne active bénéficiant de l'assistance sociale de l'Etat, est préalablement appelée à adhérer à l'une ou à des sociétés coopératives de production.

Article 69 : Toute transaction commerciale faite sur le territoire burundais s'effectue en francs Burundi conformément à la réglementation de change en vigueur.

Article 70 : Pour tous les établissements scolaires œuvrant sur le territoire burundais, les frais de scolarité ou toute autre transaction s'effectuent en monnaie locale.

Article 71 : L'exportation des déchets de fer, d'aluminium et d'huile de vidange, des produits semi finis fabriqués à base des déchets de fer et d'aluminium, est interdite.

Il est aussi interdit d'exporter toute matière première indispensable pour les industries locales.



TITRE III : DES DISPOSITIONS DE COLLECTE DES RECETTES

Article 72 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué une contribution spéciale destinée à l'achat des bancs pupitres, des manuels scolaires, au recrutement des enseignants et à l'appui à la Carte d'Assistance Maladie « CAM ».

Cette contribution est fixée à 0,5% :

- de la rémunération mensuelle nette du personnel des projets financés par les partenaires au développement ;
- de l'indemnité mensuelle nette perçue par les mandataires politiques ;
- du montant payé au marché exécuté par les bénéficiaires des marchés publics ;
- de la rémunération mensuelle nette des cadres nommés par le Président de la République, les Présidents des deux chambres du Parlement et l'Ombudsman.

La participation volontaire à cette contribution de toute personne morale ou physique non visée à l'alinéa précédent du présent article est encouragée.

Cette contribution est collectée via les comptes de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes et nivelés chaque jour au compte général du Trésor.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 73 : Il est opéré une taxe de consommation de services de dix pour cent (10%) sur les tarifs appliqués par les notaires et avocats pour le compte du Trésor. Cette taxe est collectée par le notaire ou avocat et reversée à l'Etat.

Cette taxe supportée par le client est déclarée et reversée mensuellement par le notaire ou l'avocat au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 74 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, le taux de la redevance administrative payée par l'importateur est fixé à 1% de la valeur en douane rendu sur le territoire national.

Article 75 : Il est opéré une taxe de consommation de services de 5% sur les tarifs d'hébergement hors toute taxe, appliqués par les établissements hôteliers pour le développement du secteur du tourisme. Cette taxe est collectée par les gestionnaires des hôtels, motels et maisons de passage, ensuite déclarée et reversée mensuellement au plus tard le 15^{ème} jour du mois qui suit la période de collecte.

En cas de défaillance du redevable légal, les sanctions applicables sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Tout propriétaire ou gestionnaire d'un hôtel, motel ou maison de passage est tenu d'afficher, à l'entrée visible par le public, l'indication de l'usage de l'immeuble ; au cas contraire, une amende de cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) lui est appliquée.

Article 76 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire au titre d'acompte d'impôt sur les revenus sur toutes les importations destinées à la revente introduites sur le territoire burundais. Le taux du prélèvement forfaitaire est fixé à trois pour cent (3%) de la valeur en douane des importations, sauf pour le carburant.

Pour l'importation des véhicules, le prélèvement forfaitaire est appliqué à partir du deuxième véhicule d'affaires et promenades importé par individu et par an, excepté pour les véhicules en franchise douanière.

Toutefois, en cas de transfert du véhicule avant l'expiration d'une période de deux ans, comptée à partir de la date de son importation, ce prélèvement forfaitaire devient exigible.

Article 77 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est appliqué une surtaxe de 10% sur la valeur en douane de l'alcool éthylique classé aux rubriques tarifaires 22 07 10 00 et 22 07 20 00 du Tarif Extérieur Commun de la Communauté Est Africaine.

Article 78 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus d'affaires sur les opérations suivantes :

a) les achats locaux effectués par des contribuables auprès des fabricants des produits suivants :

- le sucre : 1% du prix de vente ;
- les boissons alcoolisées et non alcoolisées produites selon les catégories suivantes :

1° les bières : 1% du prix ex-usine ;
2° les limonades : 0,5 % du prix ex-usine ;
3° les jus de toute nature : 0,5% du prix ex-usine ;
4° les vins : 2 % du prix ex-usine ;
5° les liqueurs : 20% du prix ex-usine ;

- l'eau minérale : 1% du prix ex-usine ;
- la farine : 0,85 % du prix ex-usine ;
- les huiles produites localement : 2% du prix de vente ;
- les cigarettes achetées auprès des fabricants locaux : 1% du prix de vente ;
- les tissus : 1% du prix de vente ;
- les huiles palmistes (noix) : 2% du prix de vente ;

b) les achats locaux des carburants et lubrifiants auprès des importateurs : 0,74% du prix de vente ;

c) l'abattage par les bouchers :

1° bovin : quatre mille francs Burundi
(4 000 BIF) par tête de bovin ;
2° capridés, ovidés, porcs : deux mille francs Burundi
(2000 BIF) par tête ;

d) l'achat du café parche : 0,9% du prix de vente.

Ce prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus concerne uniquement les personnes qui s'approvisionnent auprès des fabricants/transformateurs. Ces derniers sont chargés de la collecte, de la déclaration et du paiement de ce prélèvement au trésor public.

Article 79 : Par dérogation à l'article 85 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, toute personne physique et morale percevant un revenu locatif imposable doit préparer une déclaration annuelle sous la forme spécifiée par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et la soumettre à l'Administration fiscale au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle de l'encaissement des loyers.

Cette déclaration doit être unique pour les revenus locatifs encaissés sur tout le territoire.

Article 80 : Par dérogation à l'article 37 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Les revenus d'affaires s'entendent comme le montant des recettes provenant de l'exercice d'une profession commerciale, industrielle, artisanale ou libérale diminué de toutes les dépenses et charges éventuellement déductibles selon les dispositions des articles 54 à 73.

Les revenus d'affaires incluent aussi le produit de toute vente d'actifs détenus dans le cadre d'exercice d'activités d'affaires et des liquidations perçues pendant l'exercice fiscal, ainsi que les revenus provenant de la location de machines et d'autres équipements, y compris des équipements agricoles.

En outre, les revenus d'affaires comprennent les revenus provenant de la fourniture de logements meublés dans les hôtels, motels et établissements où sont hébergés des hôtes payants, les locations des salles de fêtes ou de spectacles.

Les revenus perçus par les exploitants des marchés ouverts au public et de la location des terrains sont imposés à l'impôt sur les revenus locatifs.

Article 81 : Par dérogation aux dispositions de l'article 81 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, le point 1° de l'alinéa premier de cet article est modifié comme suit :

L'impôt sur le revenu locatif est assis sur le revenu locatif des bâtiments.

Article 82 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué un système d'acompte d'impôt sur le revenu locatif payable au plus tard le 30 septembre de chaque année. Le montant à payer est égal à au moins un quart de l'impôt sur les revenus locatifs établi au titre de l'exercice fiscal précédent.

Article 83 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, pour toutes les sociétés commerciales privées quelle que soit leur forme juridique, en l'absence du procès-verbal d'affectation des bénéfices nets de la période, les dividendes sont censés être distribués à concurrence de 100% dans un délai de trente (30) jours calendaires, comptés à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus.

Aucun bénéfice net ne peut être mis en report à nouveau et en réserves libres pour deux exercices successifs. Au cas contraire, la retenue à la source de 15% de ce bénéfice net est applicable conformément aux dispositions de l'article 122 au point 1° de la loi relative à l'impôt sur les revenus.

Par dérogation à l'article 122 de la loi précitée, la retenue de 15% est exigible au plus tard le quinzième jour qui suit le mois au cours duquel le fait générateur est intervenu.



Article 84 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les bénéfices nets d'impôt réalisés par les sociétés à participation publique, les établissements publics à caractère commercial ou industriel sont répartis dans un délai de trente (30) jours calendaires, comptés à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus.

Les dividendes revenant à l'Etat sont versés sur les comptes de transit des recettes non fiscales de l'Office Burundais des Recettes au plus tard le quinzième jour qui suit le mois de répartition.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, les dividendes sont majorés d'une pénalité de 5% par mois de retard.

Article 85 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, toute société dans laquelle l'Etat du Burundi est le seul actionnaire, l'affectation du bénéfice net de la période intervient dans un délai de trente (30) jours calendaires, compté à partir de la date limite de déclaration de l'impôt sur les revenus après validation par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

A défaut, le bénéfice est pris en recettes par l'Office Burundais des Recettes.

Article 86 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les excédents d'exploitation réalisés par les établissements publics à caractère administratif ou social, les administrations personnalisées de l'Etat, sont versés au trésor public, déduction faite des sommes affectées aux réinvestissements dûment validés conjointement par le ministre de tutelle et le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Les institutions publiques de sécurité sociale ne sont pas concernées par cette mesure.

La présente disposition est aussi applicable à tous les excédents d'exploitation reportés au 30 juin 2025.

Article 87 : Toutes les recettes issues de la location des stands, des shops ou tout autre espace dans les marchés faisant partie du patrimoine de l'Etat, sont versées sur les comptes ouverts au nom de l'Office Burundais des Recettes dans les institutions financières et nivelés chaque jour vers le compte général du Trésor.

A ce titre, les recettes issues de cette location sont réparties comme suit :

- 50% reviennent au Trésor public ;
- 50% reviennent aux communes.

En application de cette disposition, les loyers sont payés directement par le commerçant occupant le stand, le shop ou l'espace et sont fixés au double des loyers initialement tarifés par les communes. Les contrats y relatifs sont signés entre l'Office Burundais des Recettes et l'occupant.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et l'intérieur dans leurs attributions, détermine les modalités de collaboration entre l'Office Burundais des Recettes et les communes.

Article 88 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les barèmes des redevances perçues sur la cession ou concession des terrains du domaine privé de l'Etat sont actualisés.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant les finances, l'urbanisme et l'environnement dans leurs attributions détermine les modalités d'application de cet article.

Article 89 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est instauré un système de valorisation des vieux boisements relevant du domaine privé de l'Etat.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant les finances et l'environnement dans leurs attributions fixe les modalités d'application de cet article.

Article 90 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les barèmes des redevances sur les services offerts par l'OBPE pour les exploitants miniers, sont actualisés.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant les finances et l'environnement dans leurs attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 91 : Il est opéré une taxe ad valorem et une taxe spécifique sur les vins et les spiritueux, la bière, les eaux minérales et les eaux gazéifiées, même aromatisées, les limonades, les sodas et les boissons non-alcoolisées, les jus de toute nature, les véhicules usagés ou neufs, l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle.

a) La taxe ad valorem s'applique aux produits ci-dessous énumérés et aux taux fixés comme suit :

1. les vins mousseux autres que les champagnes : 100% ;
2. les champagnes et les liqueurs : 200% ;
3. les autres vins : 80% ;
4. les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées : 13%.

Il est appliqué une surtaxe de 100% de la valeur en douane sur les bières, les eaux minérales et les eaux gazéifiées même aromatisées, importées et de 25% de la valeur en douane sur limonades, soda, boissons non alcoolisées et jus de toute nature importées.

5. l'abonnement et l'achat des cartes de recharge audiovisuelle : 12% ;

6. la taxe de consommation sur les véhicules : elle s'applique aux véhicules de la position tarifaire 87.03 du Tarif Extérieur Commun (TEC), à l'exception des ambulances, des voitures cellulaires et des voitures corbillards et le taux est fixé comme suit :

- Pour les véhicules à moteur à piston alternatif, à allumage par étincelles d'une cylindrée :
 - a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
 - b. entre 1 501 et 3 000 cc : 12% ;
 - c. excédent 3 000 cc : 17% ;
- Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) d'une cylindrée :
 - a. inférieure ou égale à 1 500 cc : 7% ;
 - b. entre 1 501 et 2 500 cc : 12% ;
 - c. excédent 2 500 cc : 17%.
- Pour les autres véhicules de cette position tarifaire : 17%.

Toutefois, la taxe de consommation ne s'applique pas aux véhicules utilitaires pour le transport des marchandises et des personnes ainsi qu'aux véhicules possédés pendant au moins une année, faisant objet de déménagement par des ressortissants burundais.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe de consommation sur les véhicules sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

b) La taxe spécifique s'applique aux produits ci-dessous énumérés et au tarif fixé comme suit :

1. la bière : 40 000 BIF/hl à l'exception des bières produites avec 100% de matières premières locales. Pour cette catégorie de bière, la taxe est fixée à 12 430 BIF/hl ;
2. les limonades, soda, jus de toute nature et autres boissons non alcoolisées non repris dans cet article : 30 400 BIF/hl ;
3. les vins mousseux : 500 BIF/litre ;
4. autres vins : 130 BIF/litre ;
5. alcool, liqueurs et autres boissons : les rubriques tarifaires comprises entre 22 08 20 00 et 22 08 90 90 : 500 BIF/litre ;
6. le carburant : 210 BIF/litre ;
7. les lubrifiants : 300 BIF/litre.

La taxe ad valorem et la taxe spécifique s'appliquent aux produits importés ou fabriqués localement.

A l'importation, la taxe ad-valorem est appliquée sur la valeur coût, assurance fret (CAF) rendu sur le territoire national, augmenté des droits de douane, tandis que pour les produits fabriqués localement, elle est appliquée sur le prix de vente.

Pour le sucre importé ou produit localement :

- la taxe de consommation est supprimée ;
- le taux de la TVA applicable est de 10% ;
- les droits de douane sont fixés à 25%.

La taxe de consommation de toute nature est incluse dans la base taxable de la TVA.

Article 92 : Toute personne qui opère le prélèvement conformément à la présente loi, est tenue de remplir une déclaration fiscale sous la forme prescrite par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes et de transférer le montant collecté dans les quinze (15) jours calendaires qui suivent le mois du prélèvement.

Toute personne obligée de prélever et qui se soustrait à cette obligation, est tenue personnellement de payer à l'Administration fiscale le montant de l'impôt dû, amendes et intérêts de retard compris. Elle peut récupérer l'impôt payé auprès du redevable de l'impôt, à l'exclusion des amendes et intérêts.

Article 93 : Le décret-loi n°1/027 du 21 juillet 1989 portant modification de la loi n°1/003 du 8 janvier 1987 portant transfert de l'impôt sur les revenus locatifs perçus sur le territoire du Burundi aux communes et à la Mairie de Bujumbura reste abrogé. L'impôt sur les revenus locatifs est rapatrié au sein de la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.

A ce titre, l'Office Burundais des Recettes collecte l'impôt locatif. Les recettes issues de l'impôt locatif sont réparties comme suit :

- 60% reviennent aux communes ;
- 40% reviennent au trésor public.



Article 94 : La livraison de bâtiments, ou de fraction de bâtiments dont l'usage n'est pas encore défini, faite par les personnes morales, est taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans les conditions définies par la loi.

Dans le cas des livraisons d'une propriété où il y a de bâtiments ou d'une fraction de bâtiments en cours de construction dont l'usage n'est pas défini et des constructions à usage d'habitation, la valeur taxable est déterminée en appliquant le coefficient à la valeur de la propriété.

Le coefficient est obtenu par le prorata des superficies bâties par rapport à la superficie totale de la parcelle.

Article 95 : Pour les importations des produits pétroliers, la valeur taxable à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est constituée par la valeur Coût, Assurance et Fret « CAF », rendue sur le territoire du Burundi, augmentée des droits et taxes de porte de toute nature liquidée par l'Administration douanière.

Article 96 : Pour les contribuables qui fournissent des biens et /ou des services à l'Etat, la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est exigible lors de l'encaissement du prix.

Article 97 : Par dérogation aux dispositions de l'article 22 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), la déduction ou le remboursement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) est conditionné (e) par la vérification du paiement de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) collectée. A cet effet, le demandeur doit coopérer à ladite vérification.

Pour être admise en déduction ou en remboursement, la TVA doit figurer sur une facture électronique envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'Office Burundais des Recettes (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement.

Article 98 : Par dérogation aux dispositions de l'article 24 de la Loi n° 1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, cet article est modifié comme suit :

Si le montant de la taxe à déduire en application de l'article 22 est supérieur au montant de la taxe collectée au titre d'une période imposable sur ses opérations réalisées, ou sur les opérations pour lesquelles l'assujetti est tenu de s'acquitter de la taxe en vertu de l'article 53, l'excédent est imputé sur la déclaration ultérieure.

Lorsque chacune des déclarations périodiques portant sur trois périodes imposables consécutives fait apparaître un crédit de taxe, une demande de remboursement peut être déposée au cours du mois suivant la troisième période. Cette demande doit porter sur un montant déterminé par le ministre. Si le crédit de taxe n'atteint pas ce montant, il est reporté sur la déclaration ultérieure.

Néanmoins, le ministre peut, selon les modalités qu'il détermine, permettre à certaines catégories d'assujettis de demander le remboursement de leurs crédits de taxe après chaque période imposable.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 3 du présent article, le crédit TVA qui n'a pas été demandé en remboursement au cours du mois suivant la troisième période, n'est plus accepté en report durant les périodes ultérieures.

Sous réserve des dispositions de l'article 33 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 régissant la TVA, le contribuable conserve son droit de faire la demande de remboursement de son crédit TVA.



Article 99 : Par dérogation aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales, en cas de fraude fiscale, il est institué une procédure exceptionnelle de contrôle fiscal. Cette procédure s'ouvre immédiatement au constat des faits constitutifs de fraude fiscale.

Avant la clôture de ce contrôle, un procès-verbal de constat de fraude fiscale doit être établi et dûment signé par l'agent autorisé de l'Office Burundais des Recettes, dans un délai ne dépassant pas 24 heures, compté à partir de la constatation de l'un ou l'autre des éléments constitutifs de fraude fiscale.

L'établissement des impositions suite à la constatation de fraude fiscale doit être fait dans un délai ne dépassant pas cinq (5) jours ouvrables, comptés à partir de la date de l'établissement et de la signature du procès-verbal.

L'établissement des impositions visé à l'alinéa précédent doit être matérialisé par une note d'imposition immédiatement exigible et recouvrable, malgré tout recours.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions spécifie les circonstances dans lesquelles les dispositions du présent article sont applicables.

Article 100 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'employeur qui recourt à l'emploi d'une main d'œuvre étrangère est tenu au paiement d'une taxe de 4%, calculée sur la base du salaire annuel brut du travailleur concerné. Cette taxe, supportée par l'employeur, est payée annuellement à partir de la date du visa du contrat de travail.

La date limite de paiement de cette taxe est fixée au 31 mars de chaque année.

Le non-respect de ce délai est sanctionné conformément aux dispositions de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 101 : L'Office Burundais des Mines et Carrières (OBM) est tenu de transmettre trimestriellement à l'Office Burundais des Recettes une liste actualisée de tous les exploitants des substances minérales actifs, leurs adresses physiques, leurs productions et leurs recettes mensuelles.

Tout exportateur des minerais a l'obligation d'en établir une déclaration douanière, quel que soit son statut juridique et transmettre mensuellement à l'OBR avec copie à l'OBM, la liste des exploitants et les montants respectifs des retenues relatifs à la part de l'Etat.

Article 102 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, seize pour cent (16%) de la valeur des minerais exploités au Burundi par les exploitants artisanaux ou semi-mécanisés sont versés aux comptes des recettes non fiscales gérés par l'Office Burundais des Recettes.

Les revenus des exploitants artisanaux ou semi-mécanisés et des comptoirs miniers restent soumis à l'impôt sur les revenus.

Article 103 : L'Etat a le droit de préemption en cas de minoration des prix de cession des immeubles construits ou non.

Article 104 : Le ministre ayant les finances dans ses attributions, conjointement avec le ministre en charge de la justice et le ministre en charge des infrastructures, actualisent par voie d'ordonnance, les taux utilisés lors de la cession immobilière.

Article 105 : Au cours de la gestion budgétaire 2025/2026, il est opéré une redevance informatique de 0,25% de la valeur en douanes par chaque déclaration douanière.

Article 106 : Il est opéré une taxe ad valorem de vingt pour cent (20%) sur la soude caustique destinée à la revente.

Toutefois, la taxe ad valorem ne s'applique pas à la soude caustique à usage industriel confirmé par le ministre ayant l'industrie dans ses attributions.

Article 107 : Il est opéré une pénalité anti-pollution de trois millions de francs Burundi (3 000 000 BIF) par véhicule importé âgé de sept (7) ans et plus.

Une pénalité anti-pollution additionnelle est opérée sur la valeur en douane des véhicules âgés de sept (7) ans et plus. Elle est fixée en pourcentage de la valeur en douane de la manière suivante :

a) Pour les véhicules à moteur à piston alternatif à allumage étincelante d'une cylindrée :

- 1° inférieure ou égale à 1 500 cc : 5% ;
- 2° entre 1 501 cc et 3 000 cc : 10% ;
- 3° au-delà de 3 000 cc : 15% ;
- 4° pour les autres véhicules : 15% ;

b) Pour les véhicules à moteur à piston, à allumage par compression (diesel ou semi diesel) d'une cylindrée :

- 1° inférieure ou égale à 1 500 cc : 5% ;
- 2° entre 1 501 cc et 2 500 cc : 10% ;
- 3° au-delà de 2 500 cc : 15% ;
- 4° pour les autres véhicules : 15%.

Article 108 : La redevance routière est fixée à un montant de soixante-quinze de francs Burundi (75 BIF) par litre de carburant consommé.

Article 109 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué une redevance annuelle environnementale forfaitaire fixée comme suit :

pour les motocyclettes, tricycles et les quadricycles :

- 1° les motocyclettes : dix mille francs Burundi (10 000 BIF) ;
- 2° les tricycles et quadricycles à moteurs : vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) ;

pour les véhicules et autres engins d'un poids :

- 1° inférieur ou égal à 1400 kg : cinquante mille Francs Burundi (50 000 BIF) ;
- 2° de 1401 kg à 2500 kg : cent mille francs Burundi (100 000 BIF) ;
- 3° de 2501 kg à 3500 kg : cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) ;
- 4° de 3501 kg à 9000 kg : un million de francs Burundi (1 000 000 BIF) ;
- 5° de 9001 kg et plus : un million cinq cent mille francs Burundi (1 500 000 BIF).

Cette redevance est payable au plus tard le 31 mars de chaque année.

Le retard de paiement de cette redevance est passible d'une amende de cinquante pour cent (50%) majorée de un pour cent (1%) par mois de retard.

La redevance des véhicules et motos acquise au cours de l'année est calculée suivant le prorata.

Pour les nouvelles mises en consommation à partir du 1er avril, cette redevance est payée avant la mise en circulation au prorata des mois d'utilisation restant de l'exercice budgétaire.

Les véhicules de l'Etat, des missions diplomatiques et consulaires, des organismes internationaux, des organisations non gouvernementales ayant signé des conventions avec le Gouvernement du Burundi dans le cadre de l'exécution de leurs missions ainsi que les véhicules électriques ne sont pas concernés par cette disposition.

Toutefois, cette redevance est appliquée forfaitairement à tous les véhicules de transport en commun de plus de douze (12) places à hauteur de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) ».

Article 110 : Il est opéré un impôt forfaitaire libératoire trimestriel sur le transport rémunéré. L'impôt est fixé comme suit :

1° camion :

- a) de moins de 7 tonnes : trente-neuf mille de francs Burundi (39 000 BIF) ;
- b) de 7 à 10 tonnes : cinquante-quatre mille de francs Burundi (54 000 BIF) ;
- c) de plus de 10 tonnes : deux cent mille de francs Burundi (200.000 BIF) ;

2° bus de plus de 35 places : cinquante-quatre mille de francs Burundi (54 000 BIF) ;

3° bus de plus de 18 à 35 places : trente-neuf mille de francs Burundi (39 000 BIF) ;

4° bus de 12 à 18 places : vingt-quatre mille de francs Burundi (24 000 BIF) ;

5° taxi voiture : vingt mille de francs Burundi (20 000 BIF) ;

6° tricyclomoteur : quinze mille de francs Burundi (15 000 BIF) ;

7° taxi moto : quinze mille de francs Burundi (15 000 BIF).

Les contribuables tenus par les lois fiscales de faire une comptabilité complète ne sont pas concernés par cet article.

Article 111 : Il est opéré des sanctions aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation des véhicules et motos déclassés ou hors usage.

Ces mesures disposent que :

1° celui qui vend ou cède un véhicule outre cycle, cyclomoteur ou véhicule à propulsion ou qui le met temporairement ou définitivement hors usage, doit en faire la déclaration dans trente (30) jours calendaires à l'Office Burundais des Recettes. Cette déclaration est faite simultanément avec la remise de la carte d'immatriculation et des plaques ;

2° l'absence de la déclaration et de la remise volontaire de la carte et des plaques dans les délais prévus au paragraphe précédent, entraîne une amende de cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF) ;

3° celui qui utilise les plaques des véhicules ou motos hors usage ou qui utilise d'une manière frauduleuse les plaques ou la carte d'immatriculation d'un autre véhicule, commet une infraction et est passible sans préjudice des autres sanctions pénales prévues pour faux et usage de faux, d'une amende de :

- deux millions de francs Burundi (2 000 000 BIF) pour les motos et motos tricycles ;
- cinq millions de francs Burundi (5 000 000 BIF) pour les véhicules de tourisme de type voiture, jeep ;
- sept millions de francs Burundi (7 000 000 BIF) pour les véhicules de transport de passagers de type bus et les véhicules de transport dont la capacité de chargement est inférieure ou égale à dix (10) tonnes ;
- dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF) pour les véhicules de transport dont la capacité de chargement est supérieure à dix (10) tonnes.

La présente disposition couvre également la vente et la cession des véhicules avec immatriculation temporaire qui doivent se réaliser dans les conditions prévues par la législation douanière de la Communauté Est-Africaine sur le régime d'admission temporaire.

Article 112 : Il est opéré une surtaxe de trente pour cent (30%) de la valeur en douane sur le lait liquide importé.

Article 113 : L'annulation ou la modification d'une déclaration et de tout document, précédent, attaché ou suivant, lié à la déclaration est faite moyennant paiement d'une somme de deux cent mille de francs Burundi (200 000 BIF) par déclaration et pour chaque document à la charge de l'agence en douane, auteur de la déclaration.

Article 114 : La réactivation d'une agence en douane désactivée pour cause de fraude ou d'infraction douanière avérée se fait moyennant paiement d'un montant de dix millions de francs Burundi (10 000 000 BIF).

Article 115 : Tout gestionnaire qui collecte des recettes publiques et qui ne les verse pas sur le compte du Trésor dédié à cet effet, endéans 48 heures, est passible d'une amende équivalente à cent pour cent (100%) du montant de la collecte.

Lorsque les 48 heures entrent dans une succession des jours fériés, l'agent concerné est tenu de faire le versement le premier jour ouvrable suivant.

Article 116 : Une carte d'agrément est obligatoire pour :

- une agence de transport aérien, terrestre et maritime ;
- un établissement d'auto-école ;
- un garage.

Les frais d'acquisition de cette carte sont fixés comme suit :

a) agence de transport intérieur terrestre :

- par voitures : 250 000 BIF ;
- par minibus : 500 000 BIF ;
- par bus : 1 000 000 BIF ;
- des marchandises par des poids lourds : 1 500 000 BIF ;

b) agence de transport international terrestre :

- par voitures, enregistrée à l'étranger : 200 USD ;
- par voitures, enregistrée au Burundi : 250 000 BIF ;



- par minibus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
 - par minibus, enregistrée au Burundi : 500 000 BIF ;
 - par bus, enregistrée à l'étranger : 400 USD ;
 - par bus, enregistrée au Burundi : 1 000 000 BIF ;
 - de convoi des véhicules importés de l'étranger : 10 000 000 BIF ;
 - des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 4 000 000 BIF ;
 - des marchandises par des poids lourds, enregistrée à l'étranger : 2000 USD ;
- c) agence de vente des billets d'avion :
- agence étrangère de voyage aérien : 1 000 USD ;
 - agence nationale de voyage aérien : 1 000 000 BIF ;
- d) bateaux navigants dans les eaux intérieures :
- bateaux de pêche artisanal : 10 USD ;
 - bateaux de pêche industriel : 50 USD ;
 - bateaux de plaisance transportant moins de 5 personnes : 50 USD ;
 - bateaux de plaisance transportant 5 personnes et plus : 100 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité inférieure à 100 tonnes : 45 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 100 tonnes et ≤ 500 tonnes : 200 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 500 tonnes et ≤ 1000 tonnes : 300 USD ;
 - bateaux commerciaux à capacité > 1 000 tonnes : 500 USD ;
- e) établissement d'auto-écoles : 1 000 000 BIF ;
- f) établissement d'un garage : 1 500 000 BIF.

Tout chauffeur individuel qui n'est pas employé dans les agences de transport des véhicules importés, n'est pas concerné par la carte d'agrément. Cependant, il doit être en possession d'une quittance de paiement de l'Office Burundais des Recettes d'un montant de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) chaque fois qu'il apporte un véhicule.

La requête d'ouverture est adressée au ministre ayant en charge les transports, accompagnée des documents et informations suivants :

- registre de commerce ;
- numéro d'identification fiscale ;
- adresse physique, électronique et contact.

Les modalités d'obtention et de renouvellement de la carte d'agrément sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement le transport et les finances dans leurs attributions.

Article 117 : Il est opéré une redevance annuelle de cinquante mille francs Burundi (50.000 BIF) pour l'obtention d'un code importateur ou exportateur.

Article 118 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation aux dispositions des articles 73 et 74 de la Loi n°1/09 du 15 mai 2025 portant modification de la Loi n°1/02 du 03 mars 2016 portant réforme de la fiscalité communale au Burundi, les frais annuels d'obtention ou de renouvellement d'une licence d'exploitation des débits de boissons, restaurants et hôtels de différentes catégories sont collectés par l'Office Burundais des Recettes.

Pour les exploitants des débits de boissons et boîtes de nuit, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement commercial	Modèle	Catégorie	Ajout par rapport au prix officiel	Montant à payer
Débit de boissons	A	-	0	50 000
	B	B1	De 1 à 200	1 000 000
		B2	De 201 à 500	2 000 000
		B3	De 501 à 1000	3 000 000
	C	C1	De 1001 à 2 000	10 000 000
		C2	De 2001 à 3 000	20 000 000
		C3	De 3001 à 5 000	30 000 000
		C4	De 5001 et plus	50 000 000
Boîte de nuit	D			50 000 000

Pour les exploitants des restaurants, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Etablissement commercial	Modèle	Catégorie	Prix moyen par repas	Montant à payer
Restaurant	A	-	≤ 3000	50 000
	B	B1	3001-5000	500 000
		B2	5001-15 000	1 000 000
	C	C1	15 001- 25 000	2 000 000
		C2	25 001- 35 000	3 000 000
		C3	35 001 -45 000	4 000 000
		C4	45 001 et plus	5 000 000

Pour les exploitants des hôtels/motels, les catégories et les frais y relatifs sont déterminés comme suit :

Modèle	Prix moyen par chambre	Nombre de chambres/montant à payer			
		≤ 10	> 10 ≤ 30	> 30 ≤ 50	> 50
A	≤ 10 000	50 000	100 000	200 000	300 000
	10 001-20 000	100 000	200 000	300 000	400 000
B	20 001-30 000	200 000	300 000	400 000	500 000
C	30 001 et plus				1 000 000

Tout établissement offrant des services mixtes (hôtel/motel, restauration, bar ou boîte de nuit) doit se munir d'une licence d'exploitation pour chaque service.

Toutefois, les services connexes à l'activité principale de l'établissement ne sont pas soumis à l'obligation d'obtention d'une licence d'exploitation s'ils sont limités uniquement aux clients bénéficiaires de l'activité principale.

Les exploitants des débits de boissons, de restaurants et des hôtels/motels doivent afficher les licences d'exploitation et les tableaux ci-haut mentionnés sur les prix à pratiquer dans un endroit visible par les consommateurs.

Le non-affichage de la licence, des tableaux sur les prix et/ou la preuve de paiement des frais y relatifs est sanctionné par une amende d'un million de francs Burundi (1 000 000 BIF).

Tout exploitant des débits de boissons, restaurants, hôtels/motels et boîtes de nuit sans licence y relative ou sans preuve de paiement des frais y relatifs est passible d'une amende de 100% des frais de la licence.

Tout exploitant de débit de boissons, restaurant, hôtel/motel et boîte de nuit qui s'arroge le droit de vendre les boissons à un prix non conforme à la licence pour laquelle il avait obtenu l'autorisation, est passible d'une amende égale au montant de la licence correspondant aux prix pratiqués.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les critères d'éligibilité dans les différentes catégories d'exploitation des débits de boissons et des restaurants.

Article 119 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026 et sans préjudice aux dispositions de l'article 91, littéra a) point 4 de la présente loi, il est institué une surtaxe additionnelle de 50% de la valeur en douane sur les bières importées.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions détermine les modalités pratiques ainsi que l'établissement de la liste des autres produits à soumettre à cette surtaxe.

Article 120 : Les frais de dix mille francs Burundi (10.000 BIF) sont appliqués pour l'impression d'un duplicata d'une quittance de paiement ou d'un certificat d'immatriculation fiscale, du certificat d'enregistrement à la TVA, lorsque l'impression découle de l'initiative du bénéficiaire.

Il est également opéré une redevance de vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) pour la délivrance d'une attestation fiscale ou de l'autorisation spéciale tenant lieu d'attestation fiscale.

Article 121 : Il est fixé dans la filière palmier à huile les frais suivants :

- 300 000 BIF pour l'obtention d'une autorisation d'implantation d'une unité d'extraction artisanale améliorée ;
- 200 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des unités d'extraction artisanale améliorée ;
- 500 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries d'extraction semi-industrielle ;
- 1 000 000 BIF par an pour l'obtention d'une licence d'exploitation des huileries industrielles.



Les modalités d'application du présent article sont déterminées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions.

Article 122 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les prix de location ou de concession des palmeraies du domaine privé de l'Etat sont actualisés.

Les recettes issues de cette mise en location ou concession sont versées sur les comptes de transit des recettes fiscales et non fiscales de l'Office Burundais des Recettes.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement l'agriculture et les finances dans leurs attributions fixe les modalités d'application du présent article.

Article 123 : Il est opéré un système de taxation spécifique sur les cigarettes contenant du tabac en remplacement du système de taxation ad-valorem pour le calcul de la taxe de consommation. Le montant de la taxe spécifique applicable est de quarante francs Burundi (40 BIF) par tige de cigarette.

Cette taxe s'applique aux cigarettes produites localement ainsi qu'aux cigarettes importées.

Article 124 : Il est opéré une taxe à l'exportation des peaux brutes de quatre-vingt pour cent (80%) sur la valeur FOB ou de 0.52 USD par kg suivant la valeur la plus élevée.

Article 125 : Il est opéré une taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national.

Cette taxe est de cinquante-deux francs Burundi (52 BIF) par minute d'appel. La Taxe sur la Valeur Ajoutée et la taxe à la consommation sont supprimées sur les minutes d'appel.

En vue de lutter contre la fraude et sur demande de l'Administration fiscale, les contrôles inopinés sont autorisés.

Article 126 : Il est opéré une taxe spécifique de messagerie mobile. Cette taxe est fixée à cinq francs Burundi (5 BIF) par message. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les messages visés par cet article est supprimée.

Les modalités spécifiques d'application de cette taxe sont fixées par une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 127 : Il est opéré une redevance de 0,08 USD par message sur les messages internationaux entrants.

Les modalités d'application de cet article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions.

Article 128 : Il est opéré une redevance de sûreté de deux pour cent (2%) de la valeur des importations sur les marchandises importées à l'exception des produits pétroliers, des importations destinées à l'usage officiel des missions diplomatiques et des organismes spécialisés des Nations Unies, à la Présidence de la République, aux secteurs de la défense et de la police ainsi qu'aux dons faits à l'Etat par des organismes d'assistance ou les partenaires au développement.

En outre, une fois par législature pour un parlementaire ou une fois au cours de l'exercice de la fonction d'un membre du Gouvernement, un véhicule de type affaire et promenade à usage personnel, est également exonéré de cette redevance.

Article 129 : Il est opéré une taxe ad valorem de 1,5% de la valeur en douane sur toutes les importations, exception faite de celles :



- a) régies par des lois, les conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi qui prévoient dans leurs dispositions l'exonération de toutes les taxes à l'importation ;
- b) effectuées par les services publics qui fonctionnent sur base du budget de l'Etat ;
- c) du carburant ;
- d) des denrées alimentaires suivant une liste déterminée par une ordonnance du ministre en charge des finances ;
- e) effectuées par des Missions Diplomatiques ou Consulaires.

Article 130 : La taxe de consommation n'est pas exigible aux importations bénéficiant de la franchise fiscale et douanière dans le cadre des instruments juridiques nationaux et communautaires.

Article 131 : Il est opéré une redevance annuelle d'obtention ou de renouvellement des admissions temporaires (IT) pour un montant de trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) par véhicule, moto ou tout autre bien soumis au régime d'admission temporaire.

Les véhicules et engins des projets dont la destination finale est le territoire burundais ne sont pas éligibles au régime d'admission temporaire.

Article 132 : Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits fabriqués localement sont celles en vigueur pour les impôts sur les revenus conformément à la loi sur les procédures fiscales.

Les sanctions applicables en cas de violation des dispositions relatives à la collecte de la taxe de consommation sur les produits importés sont celles prévues dans la loi douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 133 : Les prix des documents de voyage sont fixés comme suit :

- passeport ordinaire : trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) ;
- passeport de service : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- passeport diplomatique : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- laissez-passer : cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) ;
- carte CEPGL : trente mille francs Burundi (30 000 BIF).

Article 134 : Le prix de la plaque d'immatriculation comprend une taxe de cent mille francs Burundi (100 000 BIF) pour les véhicules et de cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) pour les motos.

La taxe de la carte d'immatriculation est fixée à cent mille francs Burundi (100 000 BIF) pour les véhicules et cinquante mille francs Burundi (50 000 BIF) pour les motos.

Article 135 : Il est opéré une taxe additionnelle sur la plaque d'immatriculation personnalisée. Cette taxe est fixée à cinq cent mille francs Burundi (500 000 BIF) par caractère et par an. Le nombre de caractères varie de cinq (5) à huit (8). En cas de non renouvellement ou de non remise de la plaque personnalisée, une amende de vingt mille francs Burundi (20 000 BIF) par jour est appliquée à partir du jour suivant la date d'expiration.

Article 136 : Par dérogation à l'article 5 du décret-loi n°1/18 du 10 juillet 1978 relatif aux impôts réels, l'article 1 du décret-loi n°1/039 du 31 décembre 1990 portant modification de la loi n°1/02 du 17 février 1964 relative aux impôts réels et la loi n°1/26 du 23 novembre 2012 portant Code de la circulation routière, les tarifs sont fixés comme suit :

- a) pour les permis de conduire :



- permis de conduire national : cent mille francs Burundi (100 000 BIF) ;
- permis de conduire international : cent trente-cinq mille francs Burundi (135 000 BIF) ;
- permis de conduire provisoire : vingt mille francs Burundi (20 000 BIF).

b) Pour le contrôle technique des véhicules, les tarifs sont fixés en BIF comme suit :

- | | |
|--|-------------|
| - carte de véhicule sécurisée | : 5 000 ; |
| - duplicata de la carte de véhicule sécurisée | : 10 000 ; |
| - moto | : 22 000 ; |
| - voiture | : 56 600 ; |
| - jeep | : 68 000 ; |
| - bus/Minibus | : 70 000 ; |
| - camionnette | : 85 500 ; |
| - camion/Type Fuso | : 120 000 ; |
| - grand camion | : 137 500 ; |
| - véhicule/Tracteur | : 150 000 ; |
| - véhicule spécial | : 150 000 ; |
| - véhicule de transport des matières dangereuses | : 150 000. |

c) Les tarifs des services d'octroi des permis de transport et l'affectation des recettes sont fixés en BIF comme suit :

1° Délivrance des permis de transport local :

- | | |
|---|-------------|
| - carte de véhicule sécurisée | : 5 000 ; |
| - duplicata de la carte de véhicule sécurisée | : 10 000 ; |
| - moto | : 19 000 ; |
| - voiture/jeep | : 19 000 ; |
| - véhicule de 10 à 18 places assises | : 19 000 ; |
| - véhicule de plus de 18 places assises | : 22 800 ; |
| - camionnette | : 22 800 ; |
| - camion et Benne (De 3 à 10 Tonnes) | : 45 600 ; |
| - camion et Benne (de plus de 10 Tonnes) | : 68 400 ; |
| - camion Remorque | : 106 400 ; |

2° Délivrance des permis de transport international :

- | | |
|---|-------------|
| - voiture/Jeep | : 38 000 ; |
| - véhicule de 10 à 18 places assises | : 40 000 ; |
| - véhicule de 18 à 30 places assises | : 45 000 ; |
| - véhicule de 30 à 60 places assises | : 60 000 ; |
| - véhicule de plus de 60 places assises | : 100 000 ; |
| - camion | : 150 000 ; |
| - camion remorque | : 200 000. |

Article 137 : Il est opéré une amende pour retard de renouvellement de la carte d'entrée de véhicules. Le montant de l'amende est fixé à une somme équivalente à trente dollars américains (30 USD) par mois de retard.



Article 138 : Il est appliqué un impôt sur la fortune sur les opérations suivantes :

- a) cinq pour cent (5%) de la valeur en douane sur les véhicules importés de type affaires et promenade à grosse cylindrée de 3500 cc et plus, à l'exception de ceux importés par des personnes physiques ou morales bénéficiant de l'exonération.

A partir de l'importation du 2^{ème} véhicule de même type, l'impôt sur la fortune passe du taux de 5% au double, au triple, ainsi de suite ;

- b) cinq pour cent (5%) de la valeur hors TVA d'un immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti, dont la valeur marchande ou celle de contre-expertise, selon la valeur la plus élevée, est égale ou supérieure à cinq cent millions de francs Burundi (500 000 000 BIF) ;
- c) cinq pour cent (5%) de la valeur hors TVA à partir du troisième immeuble ou d'une fraction d'immeuble, bâti ou non bâti. Si le troisième immeuble atteint la valeur marchande ou celle de contre-expertise, selon la valeur la plus élevée, égale ou supérieure à cinq cent millions de francs Burundi (500 000 000), un taux de 10% est applicable.

Cet impôt est supporté par l'acquéreur.

Article 139 : La construction d'une maison dans les périmètres urbains, sur les terrains viabilisés et non viabilisés, doit préalablement obtenir une autorisation de bâtir soumise à une taxe de bâtisse.

Le taux de la taxe de bâtisse est de un pour mille (1‰) du montant du devis, validé par les services habilités.

Toute personne physique ou morale qui construit dans les périmètres visés par l'alinéa précédent est tenue d'afficher la référence de l'autorisation de bâtir sur son chantier ainsi que la preuve de paiement de la taxe de bâtisse.

Sans préjudice du paiement de la taxe due, le non-affichage sur le chantier du numéro de référence de l'autorisation de bâtir est sanctionné par une amende de cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF).

Toute personne qui commence la construction sans autorisation est sanctionnée, en plus du paiement de un pour mille (1‰) du devis établi par un expert autorisé aux frais du contribuable, par une amende d'un million de francs Burundi (1 000 000 BIF).

Les modalités d'application du présent article sont fixées par une ordonnance conjointe des ministres en charge des finances et de l'infrastructure.

Article 140 : Par dérogation à l'annexe de la loi n°1/05 du 20 février 2020 portant fixation des droits d'enregistrement en matière foncière, le point IV est modifié comme suit :

Le tarif pour toute inscription, renouvellement ou transfert d'hypothèque portant sur un immeuble ou un droit réel immobilier enregistré est fixé à 0,5% du montant total de la créance ou du crédit octroyé et ces frais d'inscription sont plafonnés à cinquante millions de francs Burundi (50 000 000 BIF).

Article 141 : Les contrats portant sur les transactions d'actes constitutifs ou translatifs de droits réels ainsi que les contrats de bail immobiliers dans le périmètre urbain, doivent obligatoirement être rédigés en la forme authentique par devant notaire et authentifiés par le dépôt au rang des minutes d'un notaire.



Les actes constitutifs ou translatifs de droits réels immobiliers doivent mentionner tous les frais et toutes les taxes applicables à ces transactions qui seront exigibles au plus tard 30 jours après la signature de l'acte authentique.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine le format du contrat de cession immobilière, les mentions obligatoires sur les contrats ainsi que leurs modalités d'application.

Article 142 : Tout propriétaire d'une propriété foncière est tenu d'acquérir un titre foncier électronique sécurisé.

Les frais d'acquisition du titre foncier électronique sécurisé sont fixés selon l'emplacement géographique et la superficie de la parcelle. Les tarifs par catégorie se présentent comme suit :

- catégorie A : 150 000 BIF par are ;
- catégorie B : 100 000 BIF par are ;
- catégorie C : 50 000 BIF par are ;
- catégorie D : 25 000 BIF par are ;
- catégorie E : 12 000 BIF par are.

Toutefois, aucun titre ne peut dépasser une valeur de 3 000 000 BIF.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la justice dans leurs attributions détermine la composition de ces catégories, les emplacements et les modalités d'application du présent article.

Article 143 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, tout titulaire d'un titre foncier a l'obligation de demander le titre électronique sécurisé moyennant paiement des frais prévus à l'article précédent de la présente loi. Cette demande doit être introduite dans un délai de 5 mois, compté à partir du 1^{er} janvier 2026.

La demande est introduite sur un formulaire établi à cet effet par la direction des titres fonciers et du cadastre national et postée sur le site du ministère en charge de la justice.

Article 144 : Les compagnies d'assurance sont soumises au versement des contributions annuelles. Le montant de la contribution est obtenu en multipliant par 1,5% le chiffre d'affaires qui est le montant total des primes brutes de l'année précédente nettes des annulations.

Cette contribution n'est pas déductible des revenus imposables. Elle est déclarée et payée au plus tard le 31 mars qui suit la période imposable.

Les amendes pour déclaration et paiement tardifs et/ou sous-estimation sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 145 : L'acquisition d'une Carte d'Assistance Maladie est obligatoire pour tout ménage qui n'est affilié à aucune autre mutualité d'assistance maladie.

Cette obligation d'avoir une Carte d'Assistance Maladie s'étend également à toute personne du ménage ayant atteint l'âge de dix-huit (18) ans révolus.

Cette Carte d'Assistance Maladie a une validité de douze (12) mois et son coût est fixé à trois mille de francs Burundi (3 000 BIF).

La date limite d'acquisition de cette carte est fixée au plus tard le 31 mars de chaque année.



Les recettes issues de la vente des Cartes d'Assistance Maladie (CAM) reviennent à la fiscalité de l'Etat gérée par l'Office Burundais des Recettes.

Une ordonnance ministérielle conjointe, des ministres ayant respectivement les finances et la santé dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 146 : Par dérogation aux dispositions de l'article 28 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Le montant de l'impôt sur le revenu exigible est calculé sur base de la déclaration annuelle et diminué ensuite :

1. des retenues opérées conformément aux articles 119 et 120 ;
2. des acomptes trimestriels provisionnels effectués durant l'exercice fiscal en application de l'article 126 ;
3. du crédit d'impôt pour l'impôt payé à l'étranger conformément à l'article 14 ;
4. de l'impôt payé au titre de la vente de tout actif servant à réaliser les activités d'affaires tel que prévu à l'article 37, alinéa 2 ;
5. de toute autre retenue qui représente un acompte de l'impôt sur le revenu.

L'impôt dû est déclaré et payé à l'Administration fiscale au plus tard à la date limite de dépôt de la déclaration, qui est pour l'application de la présente loi, le quinzième jour du mois suivant celui de la réalisation du revenu, pour les déclarations mensuelles, et au plus tard le dernier jour du troisième mois après la clôture de l'exercice comptable pour les déclarations annuelles exception faite pour la déclaration récapitulative annuelle prévue par l'article 115 de la loi relative aux impôts sur les revenus.

Article 147 : Par dérogation aux dispositions de l'article 30 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Sont considérés comme revenus d'emploi les revenus suivants :

1. les salaires, les traitements, les indemnités et les allocations de toute nature, les jetons de présence et les tantièmes, les primes et les rémunérations diverses ;
2. le paiement au titre de l'acquittement ou du remboursement des frais engagés par l'employé ou une personne liée à celui-ci, sans rapport avec les activités d'affaires de l'employeur ;
3. les paiements au titre de l'acceptation par l'employé de certaines conditions de travail ;
4. les indemnités de licenciement, de perte d'emploi ou de résiliation du contrat, à l'exception des indemnités de décès ;
5. les indemnités de fin de carrière, de fin de mandat ou de départ à la retraite ;
6. les pensions, les rentes ou les indemnités accordées par les fonds de pension qualifiés, les caisses de sécurité sociale de l'Etat et les organismes complémentaires de sécurité sociale suite au départ à la retraite ;
7. tout paiement occulte ou autre avantage que l'employé reçoit d'une tierce personne ;
8. les autres paiements ou avantages effectués au titre d'un emploi actuel, antérieur ou futur qui n'entrent pas dans une des catégories prévues aux articles 32 à 34.

L'Administration fiscale doit être informée de la non existence des redevables de l'impôt sur le revenu d'emploi dans un délai de trois (3) mois avant la rupture du contrat ou cessation d'activités.

Article 148 : Par dérogation aux dispositions de l'article 122 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une retenue de quinze pour cent (15%) est pratiquée sur les paiements ci-après effectués par les personnes résidentes y compris les personnes exonérées d'impôt :

- 1° les dividendes ou participations aux bénéfices versés par une société résidente à une autre société résidente, aux actionnaires ou aux employés ;
- 2° les paiements d'intérêts de toute nature à l'exception des intérêts payés entre les banques, les établissements financiers et les microfinances soumis à l'impôt sur les revenus ;
- 3° les redevances à l'exception de celles payées à l'Etat ;
- 4° les rémunérations de prestations fournies par des personnes non-résidentes au Burundi, à condition qu'elles ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 5° les frais d'étude, de siège, d'assistance technique, financière ou comptable, que les personnes morales résidentes payent à des personnes non-résidentes, à condition qu'ils ne soient pas attribuables à un établissement stable au Burundi ;
- 6° les locations des véhicules et autres engins, à l'exception de celles effectuées par les contribuables qui en font la profession.

Néanmoins, il est opéré les redevances et une contribution aux activités socio-économiques pour toute sorte de jeux de hasard et d'argent comme suit :

1. redevance sur les dépôts pour chaque type de jeu (sportif et virtuel) : 10% de dépôt ;
2. redevance sur les retraits des joueurs : 10% sur le retrait ;
3. contribution aux activités socio-économiques : 10% du bénéfice brut des sociétés de jeux de hasard ;
4. redevance sur les jeux occasionnels/promotionnels (Tombola) : 10% du montant des lots à gagner.

Toutefois, les services dont les dépôts se font par le biais des crédits de communication ne sont pas concernés par cet article.

Une ordonnance conjointe, des ministres ayant respectivement les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités de répartition des redevances issues des jeux de hasard.

Article 149 : Par dérogation aux dispositions de l'article 49 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, cet article est modifié comme suit :

Une transaction libellée en monnaie étrangère doit être enregistrée initialement au cours de change en vigueur à la date de la transaction.



A la clôture de l'exercice fiscal, les avoirs en devises étrangères, y compris les créances et dettes, sont évalués au taux de change en vigueur du franc Burundi le dernier jour de l'exercice fiscal.

Les gains et pertes de change résultant du règlement d'éléments monétaires ou de la conversion d'éléments monétaires à des cours différents de ceux auxquels ils ont été convertis lors de leur comptabilisation initiale, doivent être pris en compte pour le calcul des bénéfices imposables.

Article 150 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est opéré un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur le revenu, d'un montant de cinquante mille francs Burundi (50. 000 BIF), par déclaration douanière. Ce prélèvement est de dix mille francs Burundi (10 000 BIF) par déclaration simplifiée.

Toutefois, les revenus issus des autres activités ne sont pas soumis à ce prélèvement, ils sont déclarés conformément aux lois en vigueur.

Article 151 : Il est appliqué un prélèvement forfaitaire libératoire d'impôt sur les revenus réalisés par les intermédiaires dans les opérations de transfert d'argent mobile. Ce prélèvement qui est fixé à un pour cent (1%) de la commission perçue par l'intermédiaire, est opéré, déclaré et reversé par l'opérateur dans les mêmes conditions que les autres prélèvements forfaitaires libératoires d'impôt sur les revenus.

Article 152 : Pour le transport international routier, une contribution spéciale forfaitaire annuelle, collectée par l'Office Burundais des Recettes, est adoptée.

Le montant de la contribution forfaitaire annuelle est fixé comme suit :

- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 100 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée au Burundi : 200 000 BIF ;
- agence de transport international routier des personnes par véhicules de moins de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 60 USD ;
- agence de transport international routier de personnes par véhicules de plus de trente (30) places assises, enregistrée à l'étranger : 150 USD ;
- agence de transport international routier des véhicules importés de l'étranger : 400 000 BIF ;
- agence de transport international routier des marchandises par des poids lourds, enregistrée au Burundi : 800 000 BIF ;
- agence de transport des véhicules importés de l'étranger : 2 000 000 BIF.

La date limite de paiement de cette contribution spéciale forfaitaire est fixée au 31 mars de l'année avec une amende de cinquante pour cent (50%) pour les retardataires.

Les agences de transport se créent et s'administrent dans le respect de la législation en vigueur.

Article 153 : Il est opéré un prélèvement forfaitaire de cinq pour cent (5%) sur la rémunération des services de convoi des véhicules importés applicable sur le fret intérieur.



Article 154 : Il est opéré une redevance téléphonique de 0,10 USD par minute sur les appels internationaux entrants.

Article 155 : Il est opéré un système de vignettes fiscales pour l'étiquetage de certains produits importés. Le coût de la vignette fiscale est fixé à un montant équivalent à cinq cent soixante-seize de francs Burundi (576 BIF).

Une ordonnance conjointe, des ministres ayant les finances et le commerce dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 156 : Il est opéré une taxe de dix-huit pour cent (18%) sur les frais appliqués aux services de données mobiles. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 157 : Il est opéré une taxe OTT « Over The Top » et communication IP « Internet Protocol » de cent francs Burundi (100 BIF) par jour par souscription et cent mille de francs Burundi (100 000 BIF) par abonnement mensuel.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 158 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué un prélèvement de 10% sur les revenus de source burundaise réalisés par les plateformes de diffusion des contenus numériques de type streaming, de services VOIP ou de commerce électronique, par la mise à disposition des contenus, des produits ou des services accessibles aux utilisateurs se trouvant au Burundi.

Les créateurs des contenus numériques établis au Burundi percevant des revenus issus de la monétisation de leurs contenus par des audiences internationales ou nationales, sont soumis à la législation fiscale en vigueur au Burundi.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 159 : Il est opéré une taxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés, eaux minérales et les eaux gazéifiées importées. La base de calcul de la taxe est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 160 : Il est opéré une surtaxe de vingt pour cent (20%) sur les tôles ondulées et les clous importés sur le territoire burundais qui ne remplissent pas les critères définis par les règles d'origine de la Communauté Est-Africaine (EAC) et le Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA).

Il est opéré une surtaxe de dix pour cent (10%) de la valeur en douane sur les importations de fer à béton dont le diamètre varie de 8mm à 32mm.

Cette surtaxe de 10% est aussi appliquée aux produits suivants : bois importé, chaises et tables en plastique, papiers A4, mobiliers en bois, tubes et tuyaux.

Une ordonnance du Ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités d'application du présent article.

Article 161 : Il est opéré une surtaxe additionnelle de vingt pour cent (20%) sur les tissus importés dont les spécifications techniques et commerciales sont indiquées dans le tableau ci-après :

N°	Spécification technique	Usage commercial
1	Toile coton	Kitenge et draps de lit
		Uniforme scolaire
		Tissu guide et habillement divers (Rideaux)
		Flanelle pour enfants et adultes
2	Toile polyester-coton	Kitenge, chemises et pantalons
3	Drill coton	Uniforme scolaire pantalons
4	Drill coton ou coton polyester	Uniforme militaire-police et salopettes
5	Drill polyester coton	Uniforme scolaire
6	Drill polyester coton	Tissus pantalons + rideaux + housses
7	Moustiquaire polyester-coton	Protection/moustiquaires
8	Tissus multicolores coton	Tissus d'ameublement +divers usages
9	Tissus polyester/coton	Tissus d'ameublement +divers usages
10	Serviettes (essuie-mains)	Domestiques +Hôtel ou scolaires
11	Polyester 100%	kitenge

La base de calcul de la surtaxe additionnelle est constituée par la valeur en douane de la marchandise importée.

Article 162 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, lors des fêtes officielles, les défilants civils et les fonctionnaires de l'Etat doivent porter le pagne produit localement.

Article 163 : Il est infligé, en plus des frais de démolition, une amende de dix mille francs Burundi par mètre carré (10 000 BIF/m²) et de trente mille francs Burundi par mètre carré (30 000 BIF/m²) respectivement en zones rurales et urbaines à charge des propriétaires des parcelles pour toute construction érigée en dépassement des bornes publiques.

Article 164 : Il est opéré une Taxe sur les Activités Financières (TAF) sur les opérations qui se rattachent aux activités bancaires, financières et d'une manière générale, au commerce des valeurs et de l'argent.

Sont assujettis et redevables réels à la taxe :

1. les banques, les établissements financiers et les microfinances agréés au Burundi ;
2. toute personne physique ou morale réalisant des opérations d'intermédiation financière à l'exception de celles visées aux articles 151 et 176 ;
3. les opérateurs de change.

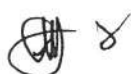
Article 165 : L'assiette de la Taxe sur les Activités Financières (TAF) est constituée par le produit net bancaire ou financier qui est déterminé selon les référentiels comptables édictés par la Banque de la République du Burundi.

Article 166 : La TAF perçue à l'occasion des opérations imposables qui sont par suite résiliées, annulées ou impayées est déduite de la taxe due au titre d'opérations faites ultérieurement.

Article 167 : Le taux de la taxe sur les activités financières est fixé à huit pour cent (8%) de l'assiette définie à l'article 165.

Article 168 : Le fait générateur et l'exigibilité de la taxe sont constitués par :

- l'encaissement ou l'inscription du montant des intérêts au crédit du compte du prêteur, des avances et opérations assimilées ;
- l'accomplissement de la prestation pour les autres opérations.



Article 169 : La TAF est déclarée et payée mensuellement.

La déclaration et le paiement mensuels doivent être faits auprès du service compétent de l'Administration fiscale au plus tard le quinzième jour du mois qui suit la période imposable.

Article 170 : Les amendes pour défaut de déclaration et de paiement, de déclaration et de paiements tardifs et/ou sous-estimation, sont celles prévues par la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 171 : Les procédures de contrôle, de recouvrement et du contentieux de la TAF sont celles prévues par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales. Il en est de même pour les délais de rappel.

Article 172 : Les opérations autres que bancaires et financières réalisées par les assujettis à la TAF et qui sont dans le champ d'application de la TVA restent soumises à la loi spécifique relative à la TVA.

Article 173 : La TVA sur les opérations bancaires et financières est supprimée.

Article 174 : La TAF fait partie intégrante des impôts et taxes régis par la loi sur les procédures fiscales et non fiscales en son article premier.

Article 175 : La Taxe sur les Activités Financières (TAF) n'est pas une charge déductible du résultat imposable à l'impôt sur les revenus.

Article 176 : Il est opéré un prélèvement spécifique de 22% appliqué sur les frais des services financiers mobiles.

Ce prélèvement est supporté par les fournisseurs des services financiers mobiles qui sont les propriétaires des plateformes.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 177 : Il est opéré une taxe spécifique de 20% sur les frais des services à valeur ajoutée dans le secteur des communications électroniques. La Taxe sur la Valeur Ajoutée sur les services visés par cet article est supprimée.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 178 : Il est opéré une taxe spécifique annuelle de deux mille quatre cent de francs Burundi (2400 BIF) par IMEI « International Mobile Equipment Identity » sur les terminaux mobiles.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et la communication dans leurs attributions, fixe les modalités d'application de cet article.

Article 179 : Les tarifs des droits et taxes applicables au ministère de la justice sont actualisés.

Ces tarifs sont fixés par une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la justice et les finances dans leurs attributions.

Article 180 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation de l'article 41 de loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus, les personnes physiques qui réalisent un chiffre d'affaires annuel inférieur ou égal à vingt-cinq millions de francs Burundi (25 000 000 BIF) sont tenues de souscrire à la déclaration trimestrielle. Le taux d'imposition est fixé au taux unique de 1% du chiffre d'affaires trimestriel.

Les personnes physiques qui réalisent, au cours d'un exercice fiscal, un chiffre d'affaires de plus de vingt-cinq millions (25 000 000 BIF) doivent déposer une déclaration annuelle de l'impôt sur les revenus et le contribuable est directement obligé de tenir une comptabilité simplifiée ou complète selon le cas.

Article 181 : Il est opéré des redevances administratives sur différents services offerts par l'Autorité Burundaise de Régulation des Médicaments à usage humain et des Aliments « ABREMA ».

Une ordonnance conjointe des ministres en charge de la santé et des finances détermine les tarifs de ces redevances et leurs modalités de recouvrement.

Article 182 : Il est appliqué une amende de cinquante mille de francs Burundi (50 000 BIF) à cinq cent mille de francs Burundi (500 000 BIF), selon les faits, à toute personne physique ou morale qui porte atteinte à l'hygiène et à la salubrité publique.

Une ordonnance ministérielle conjointe, des ministres ayant respectivement les finances, la santé publique et l'administration du territoire dans leurs attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 183 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, sans préjudice des pénalités prévues dans la loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est Africaine, il est institué une amende administrative forfaitaire de cinquante millions de francs Burundi (50.000.000 BIF) par conteneur suivant le moyen de transport par véhicule, pour les marchandises en vrac, camion-citerne selon le cas, pour tout importateur qui échappe au contrôle douanier en brisant les scellés sans autorisation préalable d'un agent des douanes compétent.

Article 184 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, des revenus provenant des opérations à caractère industriel, commercial et agricole de la Force de Défense Nationale, de la Police Nationale du Burundi, de l'administration pénitentiaire et de la régie des œuvres universitaires sont versés sur le compte de transit des recettes fiscales et non fiscales et nivelées au profit du compte du Trésor public.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions détermine les modalités de recouvrement.

TITRE IV : DES DISPOSITIONS REGISSANT LES DEPENSES

Article 185 : Les crédits destinés aux dépenses de fonctionnement et d'investissement, engagés jusqu'au 30 avril 2026 mais non encore liquidés jusqu'au 10 juin de l'exercice en cours, sont annulés.

Les crédits budgétaires y relatifs sont à nouveau votés lors de l'exercice budgétaire N+1.

Article 186 : Seules les missions stratégiques et prioritaires à l'étranger, présentant un intérêt particulier pour le pays, sont autorisées. Les dispositions de cet article s'appliquent également pour les missions et les ateliers à l'intérieur du pays.

Toutefois, aucune mission à l'intérieur ou à l'extérieur du pays ne peut être financée par une ligne budgétaire autre que celle dédiée aux frais de mission.

Les suppléments sont exclusivement accordés pour les missions à l'étranger prises en charge totalement.

Article 187 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les frais de mission et le financement d'une activité ou d'un événement gouvernemental impliquant des financements sur le budget de l'Etat sont déterminés par arrêté.

Article 188 : L'Etat octroie, sous forme de subvention, le ticket modérateur représentant les dépenses de soins de santé à charge des retraités de l'Etat non couvertes par la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP).

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la santé et les finances dans leurs attributions, détermine les modalités d'application de cet article.

Article 189 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, la subvention des engrais est faite suivant le pourcentage du prix d'acquisition par sac commandé.

La part de l'agriculteur par sac commandé et par type d'engrais est établie comme suit :

- a. 33% pour une commande de 1 à 5 sacs ;
- b. 39% pour une commande de 6 à 10 sacs ;
- c. 44 %pour une commande de 11 à 15 sacs ;
- d. 49% pour une commande de 16 sacs et plus.

Article 190 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'Etat prévoit une dotation pour l'appui à la mise en œuvre de la loi sur le nouveau découpage administratif.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement les finances et le développement communautaire dans leurs attributions, détermine les modalités de répartition, de transfert et d'utilisation de cette dotation.

Article 191 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est accordé une prime à toute personne qui révèle une fraude fiscale ou douanière. La prime est fixée à 10% des montants en principal établis au titre des impôts, taxes, droits ou redevances encaissées.

Une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions, détermine les modalités d'application du présent article.

Article 192 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les indemnités de déplacement ou kilométriques sont uniquement accordées à l'employé de l'Etat ayant droit à un véhicule de fonction mais qui n'en dispose pas.

Article 193 : L'assistance médicale en faveur des groupes vulnérables est soumise à une nouvelle réglementation.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant et les finances dans leurs attributions détermine la nouvelle stratégie de contractualisation la protection sociale des soins avec les hôpitaux et pharmacies prestataires des services, tenant compte à la fois des besoins, des moyens mais aussi et surtout de l'élément contrôle pour une gestion efficace et efficiente des finances publiques.

TITRE V : DES EXONERATIONS

Article 194 : L'importation des semences certifiées comme telles, d'origine animale et végétale est exonérée de tous les droits, taxes et redevances. La livraison intérieure de ces intrants, importés ou produits localement est exonérée de la Taxe sur la Valeur Ajoutée.

Article 195 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'importation du charbon minéral est exonérée des droits de douane et de la TVA.



Article 196 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'exonération à l'importation des produits visés par l'article 160 de la présente loi est supprimée.

Article 197 : Les associations sans but lucratif ne sont pas exonérées sauf les exonérations reconnues par les lois nationales et internationales.

Article 198 : Il est demandé à toutes les autorités contractantes au niveau de la passation des marchés publics et des marchés sur financement extérieur, d'exclure toute clause d'exonération relative à l'impôt sur les revenus, dans les dispositions des contrats et conventions de financement.

Article 199 : Les avantages fiscaux y compris les crédits d'impôt ayant dépassé cinq (5) ans pour les projets du secteur ordinaire et dix (10) ans pour les projets du secteur spécifique, sont supprimés. Il en est de même pour les avantages similaires octroyés par décret, ordonnances et conventions avec le gouvernement dans le cadre de la promotion des investissements.

Toutefois :

- pour tout projet en phase de prolongation, l'exonération portera uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction restant à acquérir, conformément au premier plan d'affaires ;
- pour tout projet d'extension, l'exonération portera uniquement sur les biens d'équipement et les matériaux de construction relatifs à l'extension ainsi que les matières premières, à condition qu'elles soient différentes de celles déjà exonérées dans le projet initial.

Les délais mentionnés à l'alinéa 1^{er} du présent article sont comptés à partir de la date d'octroi de ces avantages fiscaux sauf pour le crédit d'impôt où les délais sont comptés à partir de sa date de validation.

En outre, tout crédit d'impôt non encore validé au 1^{er} juillet 2024 ne peut plus l'être.

Article 200 : Toute personne physique ou morale qui sollicite une exonération dans le cadre du code des investissements est tenue de constituer une garantie préalable sous forme de caution bancaire à hauteur de trente pour cent (30%) du montant total de l'exonération excepté les importations suivantes :

1. les équipements, les pièces de rechange, les articles et les produits destinés aux entreprises dont le projet d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur lors de l'agrément du projet d'investissement par les services compétents ;
2. les matières premières destinées à l'usage exclusif des industries en activité et dont le plan d'investissement a été exécuté conformément aux engagements et obligations pris par le promoteur.

Article 201 : Les intérêts sur les bons et obligations du Trésor sont exonérés d'impôt sur le revenu.

Article 202 : Il est accordé une exonération des droits et taxes à l'importation sur les véhicules de transports rémunérés de personnes, main droite, neufs ayant une capacité d'au moins trente (30) places assises.

Article 203 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les véhicules, motos et tricycles électriques ou hybrides sont exonérés de la taxe de consommation et de la TVA à l'importation.



Article 204 : Par dérogation aux dispositions de l'article 10 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 relative à la TVA, le point p) de cet article est modifié comme suit :

L'importation des échafaudages métalliques et leur location, du bois brut, du gaz de cuisine et ses récipients ainsi que des appareils de cuisson à combustible gazeux.

Cette exonération s'étend également aux achats locaux de ces produits et aux services connexes.

Article 205 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'attestation d'exonération est octroyée moyennant un paiement de trois cent mille francs Burundi (300 000 BIF) par attestation, exception faite aux exonérations régies par la convention de Vienne et par la Loi sur la gestion des douanes de la Communauté Est-Africaine (CEA).

Article 206 : Les exonérations de fiscalité directe et indirecte, en dehors des lois, conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi sont éliminées sans aucune exception.

Article 207 : Les dons octroyés à l'Etat et à ses subdivisions administratives sont exonérés de tous les impôts et taxes, droits et redevances.

Article 208 : L'article 83 point 6 de la loi n°1/14 du 24 décembre 2020 portant modification de la loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus est modifié comme suit : Les revenus d'immeuble nouvellement construit sont exonérés pour une période de deux ans à partir de la première mise en location, à l'exception des revenus provenant de la sous location de cet immeuble.

Article 209 : Les véhicules, engins et mélangeurs de bétons destinés aux institutions dont le budget de fonctionnement relève du budget de l'Etat sont exonérés de tous droits, taxes et redevances à l'importation, à l'exception de ceux destinés aux institutions ou entreprises ayant un caractère commercial ou industriel.

Sur demande écrite de l'institution étatique bénéficiaire, l'exonération des biens d'équipement autres que ceux visés à l'alinéa précédent est accordée à titre exceptionnel par le ministre ayant les finances dans ses attributions.

Tout attributaire des marchés publics doit lui-même effectuer les opérations de dédouanement des biens faisant objet de marché avant de les céder à l'institution étatique qui en est bénéficiaire.

Article 210 : Tout changement de destination des biens et services exonérés est sanctionné par le paiement des droits et taxes exonérés et majoré d'une pénalité de 100%.

La personne frappée par cette mesure est définitivement rayée de la liste des bénéficiaires de tout avantage fiscal et doit rembourser le montant des exonérations dont elle a déjà bénéficié.

Article 211 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'importation d'un véhicule dont la valeur en douane atteint un montant supérieur ou égal à cent mille dollars (100 000 USD) n'est pas éligible à l'exonération.

Toutefois, cette mesure ne s'applique pas aux institutions constitutionnelles, aux membres du Corps Diplomatique et Consulaire et aux Organismes Internationaux ayant des conventions internationales, traités ratifiés et contrats internationaux signés par le Burundi.

Article 212 : L'exonération sur alcool éthylique destiné à la fabrication des boissons alcoolisées est supprimée.



TITRE VI : DES DISPOSITIONS DIVERSES

Article 213 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, par dérogation aux articles 34 et 35 de la loi n°1/01 du 16 janvier 2015 portant révision de la loi n°1/07 du 26 avril 2010 portant Code de Commerce et de l'article 17 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relatives aux procédures fiscales et non fiscales, l'immatriculation au Registre de Commerce relève de la compétence de l'Agence de Développement du Burundi et de l'ANACOOOP pour les sociétés coopératives tandis que l'immatriculation au registre d'identification fiscale est réservée exclusivement à l'Office Burundais des Recettes qui a la compétence d'attribuer le numéro d'identification fiscale.

Sans préjudice à l'alinéa précédent du présent article, la procédure actuelle d'immatriculation reste observée jusqu'au déploiement effectif du module d'immatriculation du logiciel de gestion intégré des taxes internes.

Article 214 : Sans préjudice des autres sanctions prévues par la législation en vigueur, il est appliqué une pénalité de 100% lors du recouvrement des salaires indûment perçus.

Toutefois, cette pénalité ne s'applique pas lorsque le montant indûment perçu est déclaré et reversé sur le compte général du Trésor, dans les trente (30) jours suivant la date de son encaissement.

Article 215 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'octroi du permis de bâtir est subordonné à la présentation de l'attestation d'assurance des risques des dommages à l'ouvrage, de la responsabilité décennale et biennale lorsque la valeur de l'ouvrage à construire est estimée à cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF).

Article 216 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, l'octroi du certificat de contrôle technique aux véhicules terrestres à moteur est subordonné à la présentation préalable de l'attestation d'assurance couvrant la responsabilité civile.

Article 217 : Le dossier de demande de transfert des titres de propriété d'un immeuble bâti doit comprendre une attestation d'assurance couvrant l'immeuble contre le risque d'incendie.

Article 218 : Tous les bâtiments occupés par les administrations publiques, loués ou relevant du patrimoine de l'Etat, doivent être couverts par une assurance contre l'incendie ou l'explosion et contre le recours des tiers.

L'assurance des bâtiments loués par l'Etat est supportée par les bailleurs.

Article 219 : La taxe de consommation est exigible au moment où :

1. un produit fini fabriqué localement est livré hors de l'industrie ;
2. un produit importé est déclaré pour la mise en consommation, conformément aux dispositions de la loi sur la gestion douanière de la Communauté Est-Africaine.

Article 220 : En application des dispositions légales relatives à la taxe de consommation prévue par la présente loi, le mois calendrier est divisé en deux périodes de déclaration suivante :

- a) 1^{ère} période : du 1^{er} au 15 du mois ;
- b) 2^{ème} période : du 16 au dernier jour du mois.

Le contribuable est tenu de remplir ses déclarations en respectant les échéances visées à l'alinéa précédent.

Article 221 : Le contribuable doit, dans un délai ne dépassant pas cinq jours, depuis l'expiration de chaque période visée à l'article précédent, soumettre à l'Administration fiscale sa déclaration ainsi que les preuves de paiement de la taxe de consommation.



Si le dernier jour du paiement périodique coïncide avec un jour férié, le paiement doit impérativement intervenir le jour ouvrable suivant.

Article 222 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, tout contribuable qui paye volontairement le principal de sa dette fiscale bénéficie de la remise des pénalités, amendes et intérêts y relatifs, à condition de s'en acquitter dans les six (6) mois, comptés à partir du 1^{er} janvier 2026.

Les dispositions de l'alinéa précédent du présent article s'appliquent aussi à tout contribuable qui déclare et/ou paye volontairement les impositions non déclarées antérieurement à la promulgation de la présente loi.

Les contribuables dont la dette fiscale est constituée uniquement par des amendes et pénalités bénéficient de la remise de 50% du montant dû, à condition de s'acquitter du reste de sa dette fiscale ou non fiscale dans les six (6) mois, comptés à partir du 1^{er} janvier 2026.

Toutefois, la dette fiscale née du seul fait de la fraude fiscale et des notes d'imposition établies après la promulgation de la présente loi ne sont pas concernées par les dispositions du présent article.

Article 223 : Pour les produits de fabrication locale, la déclaration est faite suivant le modèle du formulaire établi à cet effet par le Commissaire Général de l'Office Burundais des Recettes.

Article 224 : La taxe de consommation sur les produits importés est perçue simultanément avec les droits de douane.

Article 225 : Lors des contrôles de conformité fiscale d'un contribuable, tout refus de coopération de sa part donne droit à l'Administration fiscale d'engager des procédures de fermeture temporaire de son établissement ou son lieu de travail.

Article 226 : Les donations ou cessions gratuites d'un bâtiment ou d'une fraction de bâtiment à usage autre que d'habitation, d'un terrain non bâti, entre les personnes liées à divers degrés de parenté ou non, sont taxables à la TVA, sauf pour les personnes liées au 1^{er} degré.

Toutefois, pour les autres types d'impôts et taxes, les dispositions de l'alinéa précédent ne sont pas applicables à partir de la 2^{ème} donation ou cession entre les mêmes personnes liées au 1^{er} degré.

Article 227 : Par dérogation aux dispositions de l'article 10 litera d de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, les livraisons des bâtiments à usage mixte sont taxables à la TVA.

Les modalités d'application sont définies dans une ordonnance du ministre ayant les finances dans ses attributions.

Article 228 : Dans le cadre du respect de l'échéance visée à l'article 220 de la présente loi, chaque contribuable doit :

- a) tenir les livres comptables remplis conformément au Plan Comptable National ;
- b) fournir des explications conformément au modèle de déclaration requis.

Article 229 : Par dérogation aux dispositions de l'article 8 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsque le contribuable ou son représentant refuse, n'est pas disponible ou accessible, pour recevoir un acte ou une signification, ou n'a pas d'adresse connue, l'Administration fiscale ou la Commission Paritaire d'Appel utilise les moyens prévus à l'article 6 et à l'article 7 en ses points 3 à 5, de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Dans ce cas, l'acte ou la signification est réputé(e) remis(e).

Article 230 : Par dérogation aux dispositions de l'article 34 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Tout contrôle sur place est sanctionné par un procès-verbal signé par le contribuable et l'agent autorisé. Le procès-verbal fait sur base d'une note de synthèse de vérification, indique le déroulement du contrôle, les erreurs constatées et les documents que le contribuable n'a pas présentés au cours du contrôle, le cas échéant. Le contribuable a le droit de formuler ses réserves dans le procès-verbal. Une séance de débat contradictoire sur la note de synthèse doit être organisée dans cinq (5) jours calendaires à compter de la réception de ladite note. Le refus de participer à cette séance vaut tacite acceptation du contenu de la note de synthèse.

En cas de refus de signature par le contribuable ou son représentant, le procès-verbal est réputé signé dans un délai de cinq (5) jours calendaires compté à partir du lendemain de la date de sa réception.

Article 231 : Par dérogation aux dispositions de l'article 56 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Pour les déclarations déposées dans le délai légal, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date de dépôt de la déclaration.

Pour les déclarations tardives, la rectification peut être opérée pendant une période de trois (3) ans à compter de la date limite de dépôt de la déclaration.

Toutefois, dans le cas où les déficits reportables ou des crédits de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) issus d'années prescrites affectent la période en cours de vérification, l'Administration fiscale peut remonter à leur origine en ne se limitant qu'à la détermination exacte de ce déficit ou crédit. Il en va de même pour les provisions irrégulières ou devenues sans objet.

La prescription ne peut être interrompue qu'une seule fois par l'un des documents suivants : l'avis de vérification, le procès-verbal constatant l'infraction, l'acte de reconnaissance du contribuable ou tout autre acte interruptif de droit commun.

L'acte interruptif de prescription doit être communiqué au contribuable au plus tard le dernier jour de ladite période de 3 ans conformément à l'article 7 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales

En cas d'interruption de la prescription, un nouveau délai du droit de rappel de trois (3) ans est acquis pour l'Administration fiscale et commence à courir à partir de l'expiration de la période initiale de trois (3) ans.

Article 232 : Par dérogation aux dispositions de l'article 57 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La rectification devient définitive à l'égard du contribuable lorsque :

1. celui-ci n'a pas répondu à l'avis de rectification dans les dix (10) jours, dans les quinze (15) jours, ou dans les vingt (20) jours qui suivent sa réception selon qu'il s'agit d'un contrôle ciblé, ponctuel ou général ;
2. l'Administration fiscale l'a informé par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité ;
3. celui-ci a été entendu conformément à l'alinéa 2 de l'article 55 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales et l'Administration fiscale l'a informé ensuite par écrit que ses observations ou remarques sont jugées non fondées, en partie ou en totalité.

Lorsque la rectification devient définitive, l'Administration fiscale envoie au contribuable une lettre de clôture accompagnée d'une note d'imposition conformément aux articles 66 à 70 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 233 : Par dérogation aux dispositions de l'article 60 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

En cas de procédure d'imposition d'office pour absence de déclaration, l'Administration fiscale envoie au contribuable un avis d'imposition d'office qui doit contenir tous les éléments qui ont entraîné l'imposition d'office. L'avis d'imposition d'office doit en outre mentionner les amendes visées aux articles 129 à 142 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales. Tous les renseignements dont dispose l'Administration fiscale peuvent être utilisés pour procéder à l'imposition d'office.

Lorsque la procédure d'imposition d'office est engagée conformément aux points 2°, 3° et 4° de l'article 59 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, la note de synthèse prévue dans le cadre de la rectification de l'assiette n'est pas exigible, le procès-verbal de discussion se fait uniquement sur base des observations écrites par le contribuable au sujet de l'avis d'imposition d'office établi par l'Administration fiscale.

Article 234 : Par dérogation aux dispositions de l'article 69 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Lorsqu'une erreur matérielle ou administrative sur la note d'imposition est constatée ou signalée, notamment une erreur de calcul ou de saisie des montants sur la note d'imposition, une erreur au niveau de l'identification du contribuable, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse, une correction doit être autorisée par le supérieur hiérarchique des agents qui l'ont établie.

Article 235 : Par dérogation aux dispositions de l'article 70 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

La note d'imposition doit mentionner :

- 1° le nom, le Numéro d'Identification Fiscale (NIF) et l'adresse du contribuable ;
- 2° la nature de l'impôt et la période concernée ;
- 3° le total des impôts et taxes à payer, le cas échéant, y compris les amendes et autres pénalités y afférentes ;
- 4° la date limite de paiement de l'impôt ;
- 5° les références de la lettre de clôture sur laquelle se fonde la note d'imposition ;



6° le nom et la signature de l'agent autorisé ainsi que la date d'établissement de la note d'imposition ;

7° la possibilité et les conditions d'introduction d'une réclamation auprès du commissaire général conformément à l'article 71 de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales.

Article 236 : Par dérogation aux dispositions de l'article 72 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le recours doit être introduit par écrit sur un formulaire établi à cet effet par l'Administration fiscale sous peine d'irrecevabilité.

Le contribuable doit mentionner sur son recours une adresse mail fonctionnelle pour toute communication y relative.

Article 237 : Par dérogation aux dispositions de l'article 67 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable est obligé de payer l'impôt dû dans un délai de trente (30) jours calendaires à partir du lendemain de la date de réception de la note d'imposition. L'enrôlement des impositions intervient le lendemain du trentième jour compté à partir de la réception de la note d'imposition, sauf en cas de recours administratif.

Si après un contrôle général, il se dégage un solde créditeur sur le compte courant du contribuable, ce surplus est pris en compte pour le paiement des obligations fiscales futures à moins que le contribuable n'en demande le remboursement. Dans ce cas, l'Administration fiscale est obligée de restituer le surplus au contribuable dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours calendaires. Après l'écoulement de ce délai, l'Administration fiscale est tenue de payer des intérêts moratoires.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa premier du présent article, les impositions établies conformément à l'article 66 aux points 1°, 2° et 4° de la loi relative aux procédures fiscales et non fiscales sont immédiatement exigibles.

Article 238 : Sans préjudice aux dispositions de l'article 73 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, le contribuable est dispensé du paiement de trente pour cent (30%) du montant en principal contesté si le recours porte uniquement à la contestation des impositions nées de l'erreur matérielle ou administrative. En cas de recours impliquant à la fois l'analyse de l'erreur matérielle ou administrative et celle du fond des impositions contestées, le contribuable reste dans l'obligation de payer trente pour cent (30%) du montant en principal contesté, ne résultant pas de l'erreur matérielle ou administrative.

Au cas contraire, le commissaire général statue seulement sur l'erreur matérielle ou administrative et une nouvelle note d'imposition corrigée, pouvant être contestée au fond, avec paiement de trente pour cent (30%), est établie.

Article 239 : Par dérogation aux dispositions de l'article 79 de la loi n°1/12 du 25 novembre 2020 relative aux procédures fiscales et non fiscales, cet article est modifié comme suit :

Le contribuable qui conteste la décision du Commissaire Général peut introduire un recours devant la Commission Paritaire d'Appel dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter du lendemain de la réception de la décision du Commissaire Général. Il doit en remettre copie à l'Administration fiscale endéans 2 jours ouvrables comptés à partir de la date de dépôt du recours.



Article 240 : Les impôts, au profit de l'Etat, restant dus au 30 juin 2025 sont recouvrés pendant l'exercice 2025/2026 d'après les lois et les tarifs en vigueur qui en règlent l'assiette et la perception durant l'exercice 2024/2025.

Article 241 : En application des dispositions de la loi n°1/22 du 05 novembre 2021 portant révision de la loi n°1/11 du 14 juillet 2009 portant création, organisation et fonctionnement de l'Office Burundais des Recettes, tous les impôts, taxes, redevances et pénalités y relatives sont recouvrés par l'Administration fiscale.

Article 242 : Un appareil est ajouté à la fin de la chaîne de production et marque sur chaque article produit, un identifiant unique, puis comptabilise les articles au fur et à mesure de leur production. Le marquage peut se faire de façon directe sur l'article ou alors par application d'une vignette sécurisée.

Article 243 : Toute personne physique ou morale obligée de tenir une comptabilité simplifiée ou complète a l'obligation d'utiliser une machine de facturation électronique agréée par l'Administration fiscale.

Pour toute facture non envoyée dans la base de données du système de gestion de facturation électronique de l'Office Burundais des Recettes (Electronic Billing Management System « EBMS ») au moment de son établissement, la charge y relative n'est pas fiscalement déductible.

Tout contribuable qui ne délivre pas de factures ou qui délivre une facture autre que celle reconnue par l'Administration fiscale, alors qu'il en est tenu, est passible d'une amende administrative égale à cent pour cent (100%) du montant de la facture ou du montant non facturé.

Article 244 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, tout achat de biens et services doit être matérialisé par une facture selon le modèle établi par l'Administration fiscale.

Le bien acheté sans facture établie est confisqué par l'Administration fiscale et est remis moyennant paiement par l'acheteur d'une amende de 20% du prix d'achat.

Le taux d'amende prévue à l'alinéa précédent est applicable au prix du service payé sans facture. Cette amende est supportée par le bénéficiaire.

Le formulaire de notification de cette amende est spécifié par l'Administration fiscale.

Une ordonnance du ministre en charge des finances détermine les modalités d'applications de cet article

Article 245 : Tout le matériel et les meubles du domaine privé de l'Etat doivent être vendus aux enchères par l'Office Burundais des Recettes.

Toutes les dispositions légales et réglementaires qui régissaient le domaine de vente aux enchères des biens relevant du domaine privé de l'Etat restent abrogées.

Article 246 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, sans préjudice des dispositions de l'article 37 de la loi n°1/10 du 16 novembre 2020 portant modification de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 relative à la TVA, dont les achats locaux et/ou les importations atteignent, au cours d'un exercice fiscal, une valeur supérieure à cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF) est automatiquement assujéti à la TVA et entre obligatoirement dans la catégorie des moyens contribuables ou des grands contribuables.



Cette disposition s'applique également au contribuable qui dispose d'un stock de matières premières, produits finis, semi- finis ou de marchandises d'une valeur supérieure à cent millions de francs Burundi (100 000 000 BIF).

La facturation de la TVA intervient à partir du 1^{er} jour du mois suivant celui pendant lequel il a atteint le seuil.

Article 247 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, il est institué une carte de résidence sécurisée pour les étrangers vivants au Burundi.

Cette carte est exigible au plus tard le 31 mars 2026.

Une ordonnance conjointe des ministres ayant respectivement la sécurité publique et les finances dans leurs attributions, détermine les modalités pratiques d'application.

Article 248 : Les détails des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat sont mentionnés dans les tableaux qui suivent :



TABLEAU A: VENTILATION DES RESSOURCES

Recettes 2025/2026.1

1	RECETTES FISCALES	2 513 833 823 690
71	PRODUITS FISCAUX	2 402 410 285 387
711	IMPOTS SUR LES REVENUS, LES BENEFICES ET LES GAINS EN CAPITAL	647 227 508 684
7111	IMPOTS SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES	259 515 790 773
71111	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	8 433 586 621
7111100	IMPOTS SUR LES REVENUS DES PERSONNES PHYSIQUES (IR+ACOMPTE+PF)	8 433 586 621
71112	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	173 216 049 412
7111200	IMPOTS PROFESSIONNELS SUR LES REMUNERATIONS	173 216 049 412
71113	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS	15 026 343 551
7111300	IMPOTS SUR LES REVENUS LOCATIFS	15 026 343 551
71114	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	55 364 566 162
7111400	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	55 364 566 162
71115	TAXE FORFAITAIRE	268 100 700
7111500	TAXE FORFAITAIRE	268 100 700
71118	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	7 207 144 327
7111800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	7 207 144 327
7112	IMPOTS SUR LES PERSONNES MORALES	387 254 673 485
71121	IMPOTS SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	256 690 540 017
7112100	IMPOTS SUR LES REVENUS DES SOCIETES (IR+ACOMPTE+PF)	256 690 540 017
71123	IMPOTS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	10 222 166 320
7112300	IMPOTS SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS	10 222 166 320
71124	PRELEVEMENT FORFAITAIRE	6 201 274 291
7112401	PRELEVEMENT FORFAITAIRE SUR L'HUILE DE PALME	2 847 341 951
7112402	PRELEVEMENT FORFAITAIRE CARBURANT	3 353 932 340
71125	IMPOTS SUR REVENUS LOCATIFS	4 887 334 634
7112500	IMPOTS SUR REVENUS LOCATIFS	4 887 334 634
71128	AUTRES	87 454 144 939
7112800	AUTRES (EXERCICES ANTERIEURS)	36 920 481 942
7112803	AUTRES RETENUES A LA SOURCE	50 533 662 997
71129	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	21 799 213 284
7112900	PRELEVEMENT FORFAITAIRE LIBERATOIRE	21 799 213 284
7113	IMPOTS NON VENTILABLES	457 044 426
71131	MAJORATIONS DE RETARD	457 044 426
7113100	MAJORATIONS DE RETARD	457 044 426
714	IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	1 522 684 049 862
7141	IMPOTS GENERAUX SUR LES BIENS ET SERVICES	1 048 389 696 138
71411	TAXE DE TRANSACTIONS-TVA	979 216 690 677
7141100	TVA A L'IMPORTATION	564 684 464 409
7141101	TVA INTERIEURE	414 532 226 268



Recettes 2025/2026.1

71414	TAXE SUR LES TARIFS APPLIQUES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	577 191 553
7141400	TAXE SUR LES TARIFS APPLIQUES PAR LES NOTAIRES ET AVOCATS	577 191 553
71415	TAXE SUR LA FORTUNE /VEHICULE DE 3500 CC ET PLUS	620 252 000
7141500	TAXE SUR LA FORTUNE /VEHICULE DE 3500 CC ET PLUS	620 252 000
71416	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	67 975 561 908
7141600	TAXE SUR LES ACTIVITES FINANCIERES (TAF)	67 975 561 908
7142	ACCISES	443 558 886 678
71421	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	7 663 234 611
7142100	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE TABAC	7 663 234 611
71422	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE ,LIMONADE ET EAU MINERALE	127 443 811 432
7142200	TAXE DE CONSOMMATION SUR LA BIERE, LIMONADE ET EAU MINERALE	127 443 811 432
71423	SURTAXE SODA JUS LIMONADE	10 098 380 423
7142300	SURTAXE SODA JUS LIMONADE	10 098 380 423
71424	TAXE DE CONSOMMATION DE SERVICE SUR LES TARIFS D'HEBERGEMENT	2 115 576 166
7142400	TAXE DE CONSOMMATION DE SERVICE SUR LES TARIFS D'HEBERGEMENT	2 115 576 166
71425	TAXE SUR LES ABONNES DE TELEDISTRIBUTION ET SUR LES TELECOMMUNICATIONS	145 229 761 445
7142500	TAXE SUR LES ABONNES DE LA TELEDISTRIBUTION	3 650 281 160
7142503	SERVICES DE MESSAGERIE MOBILE	9 750 000 000
7142504	SERVICES FINANCIERS MOBILES	16 428 804 289
7142505	SERVICES DE DONNEES MOBILES	14 842 508 010
7142506	SERVICES OTT ET COMMUNICATION IP	15 318 721 042
7142507	SERVICES A VALEUR AJOUTEE (SVA)	5 291 368 694
7142508	SERVICES DE GESTION DES TERMINAUX MOBILES	4 049 175 188
7142509	REDEVANCE TRAFIC NATIONAL/APPELS NATIONAUX	75 898 903 062
71426	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES CARBURANTS	63 723 694 945
7142600	TAXE DE CONSOMMATION SUR LE CARBURANT	33 861 755 656
7142601	TAXE SPECIFIQUE SUR LE CARBURANT (TSC)	28 765 977 751
7142602	TAXE SPECIFIQUE SUR LES LUBRIFIANTS (TSL)	1 095 961 538
71427	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	188 024 951
7142700	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VINS ET LES SPIRITUEUX	188 024 951
71428	AUTRES	87 096 402 705
7142800	TAXE DE CONSOMMATION SUR LES VEHICULES	13 879 317 696
7142801	TAXE ADDITIONNELLE ANTI-POLLUTION SUR LES VEHICULES USAGES	12 016 221 108
7142802	TAXE ANTI-POLLUTION VEHICULES USAGES	14 457 799 472
7142803	TAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	5 589 954 326
7142804	SURTAXE ADDITIONNELLE SUR LES TISSUS	5 596 356 874
7142805	TAXE SUR TOLES ONDULEES	943 620 200
7142806	TAXE SUR CONVOI/REMUNERATIONS DES SERVICES	1 427 864 231
7142817	TAXE DE LA SOUDE CAUSTIQUE	863 306 218

Recettes 2025/2026.1

7142820	SURTAXE SUR LAIT LIQUIDE IMPORTE(TAL)	88 379 723
7142822	SURTAXE SUR FER A BETON (SFB)	1 341 149 600
7142830	SURTAXE SUR LA BIERE (SBI)	28 001 269 907
7142831	SURTAXE SUR LES TUBES ET TUYAUX EN PLASTIQUE	154 393 380
7142832	SURTAXE SUR LES BOIS DU CONGO	18 331 404
7142833	SURTAXE SUR LES PAPIERS A4	76 769 023
7142834	SURTAXE SUR LES CHAISES ET TABLES EN PLASTIQUE	28 226 711
7142835	SURTAXE SUR LES MOBILIERS DE BUREAU EN BOIS	22 279 482
7142836	SURTAXE SUR LA VALEUR EN DOUANE DE L'ALCOOL ETHYLIQUE	2 591 163 350
7144	TAXE SUR L'UTILISATION DE BIENS OU L'EXERCICE D'ACTIVITE	30 735 467 046
71441	PERMIS	11 129 757 876
7144110	PERMIS DE CONDUIRE	175 045 347
7144180	VIGNETTES FISCALES	385 807 417
7144181	AUTRES (PLAQUES, TRANSFERTS, CARTES, CHANGEMENT D'USAGES, ETC)	10 568 905 112
71442	AUTRES TAXES (PERMIS)	713 476 410
7144230	PERMIS DE COUPE DE BOIS	52 720 530
7144240	TAXE D'ABATTAGE DES ANIMAUX	102 774 829
7144250	PERMIS DE TRAVAIL	116 817 872
7144260	IMPOT FORFAITAIRE ANNUEL SUR LE TRANSPORT INTERNATIONAL ROUTIER	441 163 179
71443	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES	18 892 232 760
7144301	AUTRES IMPOTS SUR LES BIENS ET SERVICES (NCA)	6 647 476 000
7144302	CAUTION DE 30% DU MONTANT CONTESTE	6 612 415 312
7144303	PRELEVEMENT DE 5% DE LA VALEUR MARCHANDE D'IMMEUBLE	5 632 341 448
715	IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	232 498 726 841
7151	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	214 106 951 495
71511	DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION	205 715 785 033
7151100	DROITS DE DOUANE A L' IMPORTATION	205 715 785 033
71512	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	8 391 166 462
7151200	TAXE SUR LES CARBURANTS (FONDS STOCK STRATEGIQUE)	8 391 166 462
7152	TAXE A L'EXPORTATION	1 601 967 227
71522	TAXE A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	1 145 376 928
7152200	TAXE A L'EXPORTATION DES PEAUX BRUTES	1 145 376 928
71525	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	456 590 299
7152500	DROITS DE SORTIE SUR LES MINERAIS DE 3T	456 590 299
7158	AUTRES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR ET LES TRANSACTIONS INTERNATIONALES	16 789 808 119
71581	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	4 437 375 863
7158100	AMENDES DOUANIERES ET PRODUITS DE CONFISCATION SUR DROITS D'ENTREE	4 437 375 863
71583	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	155 357 169

Recettes 2025/2026.1

7158300	RECETTES DES ENTREPOTS (DROITS DE MAGASINS)	155 357 169
71584	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	8 333 314 759
7158400	TAXE DE PEAGE ROUTE (AFFECTEE AU FRN)	8 333 314 759
71586	TAXE DE CIRCULATION TRANSFRONTALIERE	1 054 529 261
7158600	TAXE DE CIRCULATION TRANSFRONTALIERE	1 054 529 261
71587	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	3 964 322
7158700	PRODUITS DE LA VENTE DES MARCHANDISES	3 964 322
71588	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	2 679 637 049
7158800	AUTRES DROITS ET TAXES (NCA)	2 679 637 049
71589	CODE IMPORTATEUR OU EXPORTATEUR	125 629 696
7158900	CODE IMPORTATEUR OU EXPORTATEUR	125 629 696
76	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
760	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
7600	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
76000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
7600000	IMPOTS ET TAXES EXONERES	111 423 538 303
2	DONS	1 326 827 317 936
73	DONS	1 326 827 317 936
732	DONS SUR PROJETS AVEC FINANCEMENTS EXTERIEURS (2)	1 326 827 317 936
7322	DONS REÇUS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	1 326 827 317 936
73221	IDA-BM	381 150 227 972
7322100	BM-PROJET APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	129 537 298 032
7322101	BM-PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	129 321 755 762
7322102	BM-PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	27 147 189 178
7322103	BM-ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)	95 143 985 000
73224	FIDA	28 575 714 000
7322406	FIDA-OFID/PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (FIDA-PAIFAR-B)	28 575 714 000
73227	BAD	76 790 982 968
7322700	BAD/PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION-EANSI (PA-EANSI)	4 020 000 000
7322701	BAD/UE/PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE 1: REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	43 471 188 935
7322702	BAD-PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES BURUNDI-RDC (LIGNE KAMANYOLA-BUJUMBURA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	4 408 125 336
7322703	BAD-PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT ET LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)	11 478 601 561
7322704	BAD-PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	5 697 623 508

Recettes 2025/2026.1

7322713	BAD/PROJET D'ACCES A L'ENERGIE, PHASE I	7 715 443 628
73228	AUTRES	840 310 392 996
7322834	BM/CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE34(16,5MW) ET JIJI03(31,5MW)	162 185 710 943
7322853	BM/PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	102 596 435 179
7322857	BM/PROJET DE PREPARATION ET DE RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	10 543 782 048
7322862	BM/PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	45 665 147 062
7322864	BAD/PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA DANS LE CADRE DU NELSAP	31 161 707 126
7322867	BM-PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNAUTES RURALES-NYAKIRIZA	50 746 289 755
7322877	BM-PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	40 783 693 951
7322883	BAD-PROJET D'ENTREPRENEURIAT AGROPASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL DES JEUNES ET DES FEMMES	15 676 823 101
7322884	BM/PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	115 946 197 658
7322889	BAD-PROJET DE REHABILITATION ET ELARGISSEMENT DE LA RN3: RUMONGE-GITAZA	60 578 904 539
7322890	BM-PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS	80 040 618 750
7322893	FIDA/PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	39 361 484 608
7322898	FIDA/PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	45 927 223 648
7322899	BAD/PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	39 096 374 628
3	AUTRES RECETTES	1 175 029 245 448
72	PRODUITS NON FISCAUX	941 888 180 957
721	REVENUS DE LA PROPRIETE	270 343 292 145
7211	DIVIDENDES	56 887 339 993
72112	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	4 104 989 354
7211200	DIVIDENDES AUTRES ENTREPRISES FINANCIERES	4 104 989 354
72113	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	52 782 350 639
7211300	DIVIDENDES ENTREPRISES NON FINANCIERES	52 782 350 639
7213	LOYERS	195 399 077 569
72131	LOCATIONS TERRAINS	382 266 720
7213100	LOCATIONS TERRAINS	382 266 720
72132	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES (+ RECETTES DE MINERAIS 3T)	130 000 000 000
7213200	REVENUS ET REDEVANCES DES CARRIERES (+ RECETTES DE MINERAIS 3T)	130 000 000 000
72133	REDEVANCES DOMANIALES	25 680 515 585
7213300	REDEVANCES DOMANIALES	25 680 515 585
72134	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER ELECTRONIQUE SECURISE	30 000 000 000
7213400	FRAIS D'OBTENTION DU TITRE FONCIER SECURISE	30 000 000 000
72135	LOCATION DE STANDS ET SHOPS DANS LES MARCHES	9 336 295 264
7213500	LOCATION DE STANDS ET SHOPS DANS LES MARCHES	9 336 295 264

Recettes 2025/2026.1

7214	RECETTES MINIERES	18 056 874 583
72140	OR	14 400 000 000
7214000	OR	14 400 000 000
72141	TOURBE	3 656 874 583
7214100	TOURBE	3 656 874 583
722	VENTES DE BIENS ET SERVICES	307 317 755 171
7220	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	133 926 805 000
72200	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	133 926 805 000
7220000	VENTE DU MAÏS ANAGESSA	133 926 805 000
7221	LOCATION D'IMMEUBLES	625 993 363
72210	LOCATION D'IMMEUBLES	625 993 363
7221000	LOCATION D'IMMEUBLES	625 993 363
7222	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	4 176 232 896
72220	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	4 176 232 896
7222000	VENTES DE MATERIEL ET MEUBLES REFORMES	4 176 232 896
7223	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 572 234 015
72230	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 572 234 015
7223000	VENTES D'IMPRIMES ET DE DOCUMENTATION	4 572 234 015
7224	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	5 000 000 000
72240	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE	5 000 000 000
7224000	VALORISATION DES CHAMPS DE PALMIER A HUILE DE L'ETAT	5 000 000 000
7225	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE (DONT REVENUS CAM)	7 237 028 194
72250	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	4 237 028 194
7225000	PRESTATIONS DES SERVICES DE SANTE	4 237 028 194
72251	REVENUS CAM	3 000 000 000
7225100	REVENUS CAM	3 000 000 000
7226	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	149 857 052
72260	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	149 857 052
7226000	PRESTATIONS DES SERVICES VETERINAIRES	149 857 052
7227	VENTES DES SEMENCES	1 629 604 651
72270	VENTES DES SEMENCES	1 629 604 651
7227000	VENTES DES SEMENCES	1 629 604 651
7229	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	150 000 000 000
72290	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	150 000 000 000
7229000	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	150 000 000 000
723	DROITS ADMINISTRATIFS	271 067 741 017
7231	DROITS DE VISAS, PASSEPORTS ET SEJOURS	51 863 992 681
72311	PASSEPORTS ET TITRES DE VOYAGES	37 569 149 311
7231100	PASSEPORTS & TITRES DE VOYAGES	37 569 149 311
72312	VISAS ET PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	1 067 595 470

Recettes 2025/2026.1

7231200	VISAS & PASSEPORTS PAR LES AMBASSADES	1 067 595 470
72313	VISAS ET IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	8 727 247 900
7231300	VISAS & IMMATRICULATIONS DES ETRANGERS	8 727 247 900
72315	CARTE SECURISEE DES RESIDENTS ETRANGERS	4 500 000 000
7231500	CARTE SECURISEE DES RESIDENTS ETRANGERS	4 500 000 000
7232	DROITS ET PERMIS SUR L'EXERCICE D'ACTIVITES	26 686 024 166
72321	TAXE DE BATISSE	2 904 936 369
7232100	TAXES DE BATISSE	2 904 936 369
72322	VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	113 703 735
7232200	VERIFICATION DES POIDS ET MESURES	113 703 735
72323	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	1 918 241 605
7232300	PERMIS DE SORTIE DES BATEAUX CERTIFICAT DE NAVIGABILITE	1 918 241 605
72324	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	3 143 297 723
7232400	CONTROLE TECHNIQUE DES VEHICULES	3 143 297 723
72325	AUTORISATION DE TRANSPORT	69 519 028
7232500	AUTORISATION DE TRANSPORT (DONT DEPART AERIEN)	47 733 822
7232510	AUTORISATION DE CONVOI	21 785 206
72326	LICENCES	6 980 387 983
7232600	LICENCE POUR DEBIT DE BOISSONS, RESTAURANTS ET HOTELS	6 418 419 233
7232610	LICENCE POUR EXPLOITATION DES RESTAURANTS	264 907 250
7232620	LICENCE POUR EXPLOITATION DES HOTELS	297 061 500
72328	AUTRES	8 310 730 742
7232800	AUTRES	6 762 089 067
7232802	FRAIS D'OBTENTION D'UNE AUTORISATION D'UNITE D'EXTRACTION DE L'HUILE DE PALME	1 025 005 941
7232805	OUVERTURE/RENOUVELLEMENT DES PHARMACIES ET DES INFIRMERIES	467 311 234
7232806	DROITS SUR ACQUISITION DE CARTE SUR AGREMENT DES GARAGES	56 324 500
72329	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	3 245 206 981
7232900	AUTORISATION DE TRANSPORT DES PRODUITS FORESTIERS	3 245 206 981
7233	DIVERS DROITS ET REDEVANCES	156 138 115 211
72331	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	744 376 997
7233100	DEPOT ET PUBLICATION D'UNE MARQUE	744 376 997
72332	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	2 416 463 025
7233200	DROITS DE CONTENTIEUX (JUSTICE)	2 416 463 025
72333	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	159 730 837
7233300	PROCES-VERBAUX D'ACCIDENTS DE LA ROUTE	159 730 837
72334	DROITS SUR SERVICES RENDUS	12 810 821 146
7233400	DROITS SUR SERVICES RENDUS	12 810 821 146
72335	REDEVANCE INFORMATIQUE (DOUANES)	17 700 000 000
7233500	REDEVANCE INFORMATIQUE (DOUANES)	17 700 000 000

Recettes 2025/2026.1

72336	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (DOUANES)	36 015 983 579
7233600	REDEVANCE ADMINISTRATIVE (DOUANES)	36 015 983 579
72337	TAXE DE SURETE	49 377 035 539
7233700	TAXE DE SURETE	49 377 035 539
72338	AUTRES	36 913 704 088
7233800	ATTESTATION D'EXONERATION	2 111 991 247
7233801	REDEVANCE DE PESAGE AU PONT BASCULE	174 679 604
7233802	REDEVANCE DES PARKINGS DES CAMIONS	249 862 911
7233803	CONTRIBUTIONS ANNUELLES DES SOCIETES DES ASSURANCES	1 946 126 915
7233804	CONTRIBUTION SPECIALE BANCs PUPITRES, MANUELS SCOLAIRES ET APPUI CAM	6 000 000 000
7233807	REDEVANCE ROUTIERE	8 360 860 054
7233808	REDEVANCE ENVIRONNEMENTALE	7 000 000 000
7233810	REDEVANCE DE REIMPRESSION DE DUPLICATA NIF OU DE QUITTANCE DE PAIEMENT	131 154 000
7233811	REDEVANCE SUR LES MESSAGES INTERNATIONAUX ENTRANT	460 131 492
7233813	REDEVANCE POUR LA DELIVRANCE D'UNE ATTESTATION FISCALE	962 082 786
7233814	REDEVANCE ANNUELLE POUR L'OBTENTION ET RENOUVELLEMENT IT	1 124 999 481
7233815	REDEVANCE ADMINISTRATIVE DES SERVICES ABREMA	3 624 387 209
7233830	RECETTES DE LONA	4 500 000 000
7233870	FRAIS D'ACQUISITION D'UNE CARTE D'AGREMENT DES AGENCES DE TRANSPORT	267 428 389
7234	AUTRES DROITS ET REDEVANCES DE L'ARCT	36 379 608 959
72341	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUE FIXE ET MOBILE A USAGE PRIVE NON COMMERCIAL	409 034 676
7234100	AUTORISATION RESEAUX RADIOELECTRIQUE FIXE ET MOBILE A USAGE PRIVE NON COMMERCIAL	409 034 676
72342	ETUDE DU DOSSIER	46 722 241
7234200	ETUDE DU DOSSIER	46 722 241
72343	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	21 883 274
7234300	AGREMENT DES EQUIPEMENTS	21 883 274
72344	EXPLOITATION DES FREQUENCES	4 823 096 440
7234400	EXPLOITATION DES FREQUENCES	4 823 096 440
72345	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	22 349 483 548
7234500	EXPLOITATION DES CODES ET NUMEROS	22 349 483 548
72346	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	491 556 255
7234600	LICENCE D'EXPLOITATION DES RESEAUX, DES STATIONS TV ET COMMUNICATION PAR SATELLITE	491 556 255
72347	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU CA	7 739 450 746
7234700	REDEVANCE ANNUELLE DE 2% DU C.A	7 739 450 746
72348	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	129 075 617
7234800	AUTORISATION SERVICE A VALEUR AJOUTEE	129 075 617

67
8

Recettes 2025/2026.1

72349	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE , IMPORT ET EXPORT ET EXPOSITION	369 306 162
7234900	CERTIFICAT D'HOMOLOGATION, DE VENTE , IMPORT - EXPORT ET EXPOSITION	369 306 162
724	AMENDES ET PENALITES	23 049 628 017
7241	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 396 699 671
72410	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 396 699 671
7241000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION ROUTIERE	9 396 699 671
7242	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	763 222 233
72420	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	763 222 233
7242000	INFRACTIONS A LA REGLEMENTATION COMMERCIALE	763 222 233
7243	AMENDES JUDICIAIRES	962 441 919
72430	AMENDES JUDICIAIRES	962 441 919
7243000	AMENDES JUDICIAIRES	962 441 919
7248	AUTRES	11 927 264 194
72480	AUTRES	11 927 264 194
7248000	AUTRES	11 927 264 194
728	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	70 109 764 607
7280	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	70 109 764 607
72800	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	11 070 773 731
7280000	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX	11 070 773 731
72801	AUTRES PRODUITS NON FISCAUX (AUTRES)	59 026 556 718
7280100	REMBOURSEMENT DU PRET-BOURSE	156 000 000
7280110	REMBOURSEMENT DU PRIX DE LA MACHINE DE FACTURATION ELECTRONIQUE	19 500 000 000
7280120	ANNULATION OU MODIFICATION D'UNE DECLARATION DEJA LIQUEE	300 289 102
7280130	FINANCEMENTS DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES	37 237 847 154
7280140	DEMANDE DES HISTORIQUES DOUANIERES	33 100 488
7280150	FRAIS DE TRANSFERT DE PROPRIETE	9 407 530
7280160	FRAIS DE RENOUVELLEMENT AGENCE EN DOUANE	237 317 439
7280170	DEMANDE DE TRANSBORDEMENT	37 106 889
7280180	INFRACTION DOUANIERE AVEREE OU REACTIVATION D'UNE AGENCE EN DOUANE	62 296 929
7280190	TRANSIT GOODS/MARCHANDISES EN TRANSIT	1 453 191 187
72802	IMPOT FORFAITAIRE LIBERATOIRE SUR LE TRANSPORT REMUNERE	12 434 158
7280200	IMPOT FORFAITAIRE LIBERATOIRE SUR LE TRANSPORT REMUNERE	12 434 158
74	PRODUITS FINANCIERS	309 213 307
741	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
7410	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
74100	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
7410000	INTERETS DES PRETS ET AVANCES	98 128 507
744	GAINS DE CHANGE	211 084 800
7440	GAINS DE CHANGE	211 084 800



Recettes 2025/2026.1

74400	GAINS DE CHANGE	211 084 800
7440000	GAINS DE CHANGE	211 084 800
78	PRODUITS EXCEPTIONNELS	232 831 851 184
781	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
7810	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
78100	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
7810000	CESSIONS D'ACTIFS IMMOBILISES	308 525 000
782	PRODUIT DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
7820	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
78200	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
7820000	PRODUITS DE LA LIQUIDATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	566 639 448
783	PRODUIT DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
7830	PRODUIT DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
78300	PRODUITS DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
7830000	PRODUITS DE LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	4 039 269 464
784	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
7841	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
78410	RECUPERATION DES FONDS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
7841000	RECUPERATION DES PRODUITS DETOURNES ET MALVERSATIONS	5 771 879 400
785	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
7850	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
78500	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
7850000	RELIQUAT FRAIS DE MISSION ET PROVISION	350 000 000
786	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
7860	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
78600	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
7860000	REMBOURSEMENT DU MONTANT INDUMENT PERÇU	1 000 000 000
787	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
7870	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
78700	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
7870000	RELIQUAT DES COMPTES A FIN D'EXPLOITATION	4 534 620 558
788	AUTRES	216 260 917 314
7880	AUTRES	216 260 917 314
78802	REMBOURSEMENT AVANCES SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	152 250 000 000
7880200	REMBOURSEMENT AVANCES SUR SUBVENTION DES ENGRAIS	152 250 000 000
78804	REMBOURSEMENT CREDITS PARLEMENTAIRES	875 000 000
7880400	REMBOURSEMENT CREDITS PARLEMENTAIRES	875 000 000
78805	REMBOURSEMENT FINANCEMENT SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087
7880500	REMBOURSEMENT FINANCEMENT SOGESTAL & SODECO	4 312 504 087



Recettes 2025/2026.1

78806	REMBOURSEMENT FINANCEMENT RETROCEDE (REGIDESO)	13 823 413 227
7880600	REMBOURSEMENT FINANCEMENT RETROCEDE (REGIDESO)	13 823 413 227
78807	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	45 000 000 000
7880700	REMBOURSEMENT ACHAT MAÏS	45 000 000 000
Total général		5 015 690 387 074



TABLEAU B: CLASSIFICATION ECONOMIQUE GLOBALE DES DEPENSES

Crédit 2025/2026

1

0	Crédit global (ou réserve budgétaire)	19 847 373 605
0 88	Imprévus	19 847 373 605
0 888	Imprévus	19 847 373 605
0 88888	Imprévus	19 847 373 605
1	Rémunérations des salariés	1 173 255 017 838
1 61	Rémunérations des salariés	1 173 255 017 838
1 611	Rémunérations des sous statuts	679 115 631 318
1 61110	Rémunérations de base	267 932 405 345
1 61130	Indemnités de déplacement	2 909 983 898
1 61140	Primes de technicité	404 063 476 938
1 61150	Primes de rendement	625 746 296
1 61160	Allocations familiales	3 269 135 091
1 61180	Autres	314 883 750
1 612	Rémunérations des sous contrats	196 348 365 978
1 61210	Rémunérations de base	130 927 265 775
1 61240	Primes de technicité	61 089 944 492
1 61250	Primes de rendement	2 021 600 398
1 61260	Allocations familiales	2 157 397 149
1 61280	Autres	152 158 164
1 613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	154 383 513 676
1 61310	Rémunérations des vacataires	236 911 753
1 61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	154 035 601 923
1 61340	Rémunérations des journaliers	51 000 000
1 614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	19 297 428 017
1 61410	Traitements & indemnités du personnel politique	11 101 733 716
1 61420	Traitements & indemnités des parlementaires	3 223 066 000
1 61440	Sujétions	4 087 212 733
1 61450	Indemnités de fin de mandats	885 415 568
1 615	Primes et indemnités diverses	15 586 328 619
1 61580	Autres	15 586 328 619
1 616	Contributions sociales	108 523 750 230
1 61610	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	50 207 692 583
1 61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	32 215 992 933

1 61630	Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	443 226 239
1 61680	Autres	25 656 838 475
2	Achats de biens et services	644 773 296 023
2 62	Services extérieurs	149 600 999 169
2 621	Frais de formation du personnel et frais de mission	47 356 511 883
2 62120	Formation au Burundi	3 104 665 688
2 62130	Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	7 225 876 384
2 62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	17 552 905 155
2 62150	Frais de mission des diplomates à l'étranger	1 086 773 686
2 62160	Frais de mission à l'intérieur	18 386 290 970
2 622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	10 295 755 905
2 62220	Fêtes et cérémonies	329 345 000
2 62230	Frais de réceptions, conférences, sommets	4 406 555 633
2 62240	Frais de réunions et de séminaires	594 008 878
2 62250	Frais de contact et renseignement	1 602 000 862
2 62260	Frais d'intendance	2 988 333 332
2 62280	Autres	375 512 200
2 623	Contrats de prestation de services & abonnements	5 647 274 563
2 62310	Frais bancaires	8 000 000
2 62320	Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	233 415 629
2 62330	Frais de télécommunication	2 538 366 741
2 62340	Prestations informatiques	280 000 000
2 62360	Abonnements à internet	2 312 669 793
2 62380	Autres	274 822 400
2 624	Locations	35 724 038 099
2 62410	Locations immeubles administratifs	24 371 420 315
2 62420	Locations maisons d'habitation	10 340 790 800
2 62430	Locations de véhicules	1 011 826 984
2 625	Entretiens & réparations	47 308 177 391
2 62510	Entretien de terrains	3 573 753 353
2 62520	Entretien des bâtiments et constructions	104 993 140
2 62550	Entretien & réparations des véhicules	36 989 557 712
2 62560	Entretien & réparations avions officiels	352 685 586
2 62570	Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	1 419 256 758
2 62580	Autres	4 867 930 842



2 626	Assurances	1 911 877 326
2 62610	Assurances de bâtiments	32 183 396
2 62620	Assurances des véhicules	1 765 589 466
2 62680	Autres	114 104 464
2 627	Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	1 357 364 002
2 62730	Frais d'avocat & contentieux	500 382 677
2 62740	Frais d'interprétariat et de traduction	81 678 718
2 62750	Frais d'étude	13 400 000
2 62760	Assistance technique	489 746 657
2 62780	Autres	272 155 950
2 63	Achats	495 172 296 854
2 631	Fournitures techniques	451 697 070 218
2 63120	Lubrifiants et carburants	34 119 569 306
2 63130	Fournitures des forces armées	268 813 134 760
2 63140	Fournitures des forces de police	98 090 475 097
2 63150	Fournitures agricoles et vétérinaires	48 258 316 995
2 63160	Fournitures médicales et hospitalières	674 638 576
2 63170	Fournitures scolaires et pédagogiques	1 693 409 484
2 63180	Autres	47 526 000
2 632	Fournitures administratives	29 129 670 764
2 63210	Fournitures de bureau et imprimés	20 708 781 787
2 63220	Livres et documentation	4 068 073 058
2 63280	Autres	4 352 815 919
2 635	Energie et eau	14 345 555 872
2 63510	Electricité	14 345 555 872
3	Intérêts	272 598 382 058
3 64	Charges financières	272 598 382 058
3 641	Intérêts sur emprunts extérieurs	20 300 958 473
3 64110	Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	10 628 491 098
3 64120	Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	9 672 467 375
3 642	Intérêts sur emprunts intérieurs	251 197 423 585
3 64220	Intérêts avances consolidées de la BRB	17 638 620 505
3 64230	Intérêts des bons du Trésor	57 599 610 790
3 64240	Intérêts des obligations	148 012 781 341
3 64280	Intérêts sur autres dettes contractualisées	27 946 410 949



3 644	Pertes de change	1 100 000 000
3 64400	Pertes de change	1 100 000 000
4	Investissements	1 187 855 847 738
4 20	Immobilisations incorporelles	39 984 794 835
4 201	Immobilisations incorporelles (études)	39 984 794 835
4 20100	Frais d'étude, de recherche et de développement	1 897 259 195
4 20110	Frais d'étude, de recherche et de développement	38 087 535 640
4 21	Immobilisations corporelles	449 731 515 515
4 211	Terrains, gisements et autres actifs naturels	37 379 113 398
4 21100	Terrains, gisements et autres actifs naturels	24 982 335 462
4 21110	Terrains	7 111 786 799
4 21120	Gisements	60 842 286
4 21180	Autres	5 224 148 851
4 212	Constructions	187 769 936 795
4 21210	Logements	192 431 858
4 21220	Bâtiments administratifs	143 012 950 435
4 21230	Bâtiments techniques	1 821 683 141
4 21240	Bâtiments militaires	11 754 323 912
4 21250	Bâtiments scolaires	5 736 595 167
4 21260	Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	3 000 000 000
4 21280	Autres constructions	22 251 952 282
4 213	Infrastructures	113 178 425 612
4 21310	Routes	48 698 403 816
4 21320	Réseaux d'adduction d'eau potable	349 012 507
4 21330	Réseaux d'assainissement	1 559 888 816
4 21370	Electrification et télécommunications	6 898 159 843
4 21380	Autres infrastructures	55 672 960 630
4 214	Matériels, machines & équipements	111 404 039 710
4 21400	Matériel, machines & équipements	348 979 992
4 21410	Matériel de transport	12 932 885 867
4 21420	Mobilier et équipements de logement	2 500 000 000
4 21430	Mobilier et équipements de bureau	27 098 857 860
4 21440	Matériel informatique et de télécommunication	132 643 980
4 21450	Machines et matériels techniques	28 542 810 262
4 21480	Autres machines & équipements	39 847 861 749



4 22	Stocks	287 916 393 554
4 221	Stocks stratégiques	287 916 393 554
4 22180	Autres stocks stratégiques	287 916 393 554
4 23	Immobilisations en cours	1 550 000 000
4 231	Immobilisations corporelles en cours	1 550 000 000
4 23120	Constructions	1 550 000 000
4 25	Prêts & autres créances à plus d'un an	7 000 000 000
4 252	Prêts et avances consentis à plus d'un an	7 000 000 000
4 25200	Prêts et avances consentis à plus d'un an	7 000 000 000
4 26	Titres & participations	104 713 060 607
4 261	Participations au capital	99 554 604 747
4 26110	Participations au capital des sociétés	99 554 604 747
4 268	Autres titres & participations	5 158 455 860
4 26800	Autres titres & participations	5 158 455 860
4 27	Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	296 960 083 227
4 271	Contrepartie nationale (1)	296 960 083 227
4 27100	Contrepartie nationale (1)	296 960 083 227
5	Subventions	17 022 359 482
5 65	Subventions aux sociétés	17 022 359 482
5 653	Subventions aux collectivités territoriales	17 022 359 482
5 65310	Subventions aux Provinces	16 952 159 482
5 65320	Subventions aux communes	70 200 000
6	Prestations sociales	1 750 913 979
6 67	Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	94 626 669 189
6 671	Prestations sociales employeur	1 068 868
6 67180	Autres	1 068 868
6 672	Assistance sociale	1 749 845 111
6 67210	Fonds d'assistance sociale	969 439 027
6 67280	Autres	780 406 084
7	Dons	552 732 036 353
7 66	Allocations, contributions et exonérations	552 732 036 353
7 661	Allocations et subsides	316 553 289 775
7 66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	316 553 289 775
7 662	Allocations aux services ministériels (2)	59 392 865 276



7 66200	Allocations aux services ministériels (2)	59 392 865 276
7 664	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	11 073 563 371
7 66400	Allocations aux entités administratives autonomes (4)	11 073 563 371
7 666	Contributions aux organisations internationales	54 288 779 628
7 66620	Contributions aux organisations africaines	54 288 779 628
7 667	Exonérations accordées (1)	111 423 538 303
7 66710	Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	111 423 538 303
8	Autres charges	92 875 755 210
8 67	Prestations sociales employeur	94 626 669 189
8 673	Autres transferts courants	92 875 755 210
8 67310	Bourses et frais de rapatriement	47 156 972 852
8 67320	Frais de scolarité et d'entretien des élèves	31 126 556 666
8 67340	Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	214 145 002
8 67350	Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	14 343 705 690
8 67380	Autres	34 375 000
9	Remboursement du principal de la dette	1 205 749 361 395
9 16	Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 097 789 372 993
9 161	Dettes envers la Banque centrale	201 247 372 993
9 16110	Avances consolidées	33 859 231 804
9 16130	Avances consolidées de la Banque centrale	167 388 141 189
9 162	Bons du Trésor	457 170 000 000
9 16200	Bons du Trésor	457 170 000 000
9 163	Obligations	359 372 000 000
9 16300	Obligations	359 372 000 000
9 168	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000
9 16810	Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000
9 17	Emprunts au titre de la dette extérieure	107 959 988 402
9 172	Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)	107 959 988 402
9 17212	Capital à rembourser	42 507 520 841
9 17222	Capital à rembourser	65 452 467 561
Total général		5 168 460 343 681

TABLEAU C: CLASSIFICATION ECONOMIQUE DES DEPENSES PAR MINISTERE

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	154 197 230 263	0	154 197 230 263
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	24 001 890 595	0	24 001 890 595
61	Rémunérations des salariés	24 001 890 595	0	24 001 890 595
611	Rémunérations des sous statuts	667 000 000	0	667 000 000
61130	Indemnités de déplacement	667 000 000	0	667 000 000
612	Rémunérations des sous contrats	1 510 713 840	0	1 510 713 840
61210	Rémunérations de base	872 320 899	0	872 320 899
61240	Primes de technicité	635 429 650	0	635 429 650
61260	Allocations familiales	2 963 291	0	2 963 291
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	10 183 546 313	0	10 183 546 313
61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	10 183 546 313	0	10 183 546 313
614	Indemnités particulières - pouvoirs publics	11 101 733 716	0	11 101 733 716
61410	Traitements & indemnités du personnel politique	11 101 733 716	0	11 101 733 716
616	Contributions sociales	538 896 726	0	538 896 726
61620	Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	76 826 810	0	76 826 810
61680	Autres	462 069 916	0	462 069 916
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	24 601 474 741	0	24 601 474 741
62	Services extérieurs	17 252 467 977	0	17 252 467 977
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	9 300 000 000	0	9 300 000 000
62130	Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	3 000 000 000	0	3 000 000 000
62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	4 500 000 000	0	4 500 000 000
62160	Frais de mission à l'intérieur	1 800 000 000	0	1 800 000 000
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 292 320 000	0	1 292 320 000
62230	Frais de réceptions, conférences, sommets	212 320 000	0	212 320 000
62260	Frais d'intendance	1 080 000 000	0	1 080 000 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements	963 232 255	0	963 232 255
62330	Frais de télécommunication	386 126 871	0	386 126 871
62360	Abonnements à internet	577 105 384	0	577 105 384
625	Entretiens & réparations	5 696 915 722	0	5 696 915 722
62550	Entretien & réparations des véhicules	3 000 000 000	0	3 000 000 000
62560	Entretien & réparations avions officiels	337 685 586	0	337 685 586
62580	Autres	2 359 230 136	0	2 359 230 136
63	Achats	7 349 006 764	0	7 349 006 764
631	Fournitures techniques	2 319 841 270	0	2 319 841 270
63120	Lubrifiants et carburants	2 319 841 270	0	2 319 841 270

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
632 Fournitures administratives	4 717 165 494	0	4 717 165 494
63210 Fournitures de bureau et imprimés	519 977 258	0	519 977 258
63280 Autres	4 197 188 236	0	4 197 188 236
635 Energie et eau	312 000 000	0	312 000 000
63510 Electricité	312 000 000	0	312 000 000
4 INVESTISSEMENTS	56 731 735 098	0	56 731 735 098
20 Immobilisations incorporelles	80 000 000	0	80 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	80 000 000	0	80 000 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	80 000 000	0	80 000 000
21 Immobilisations corporelles	26 288 263 172	0	26 288 263 172
212 Constructions	16 000 000 000	0	16 000 000 000
21220 Bâtiments administratifs	16 000 000 000	0	16 000 000 000
214 Matériels, machines & équipements	10 288 263 172	0	10 288 263 172
21410 Matériel de transport	392 885 867	0	392 885 867
21430 Mobilier et équipements de bureau	974 993 603	0	974 993 603
21450 Machines et matériels techniques	8 920 383 702	0	8 920 383 702
26 Titres & participations	30 363 471 926	0	30 363 471 926
261 Participations au capital	30 363 471 926	0	30 363 471 926
26110 Participations au capital des sociétés	30 363 471 926	0	30 363 471 926
6 PRESTATIONS SOCIALES	35 114 396	0	35 114 396
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	35 114 396	0	35 114 396
672 Assistance sociale	35 114 396	0	35 114 396
67210 Fonds d'assistance sociale	35 114 396	0	35 114 396
7 DONS	48 827 015 433	0	48 827 015 433
66 Allocations, contributions et exonérations	48 827 015 433	0	48 827 015 433
661 Allocations et subsides	48 827 015 433	0	48 827 015 433
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	48 827 015 433	0	48 827 015 433
02 VICE-PRESIDENCE	5 193 448 008	0	5 193 448 008
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 387 686 839	0	1 387 686 839
61 Rémunérations des salariés	1 387 686 839	0	1 387 686 839
611 Rémunérations des sous statuts	51 600 000	0	51 600 000
61130 Indemnités de déplacement	51 600 000	0	51 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	182 677 688	0	182 677 688
61210 Rémunérations de base	116 443 854	0	116 443 854
61240 Primes de technicité	60 394 793	0	60 394 793
61260 Allocations familiales	5 839 041	0	5 839 041

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 112 280 457	0	1 112 280 457
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 112 280 457	0	1 112 280 457
616 Contributions sociales	41 128 694	0	41 128 694
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	41 128 694	0	41 128 694
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 021 351 518	0	2 021 351 518
62 Services extérieurs	1 566 305 847	0	1 566 305 847
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	854 907 928	0	854 907 928
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	192 738 231	0	192 738 231
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	201 369 697	0	201 369 697
62160 Frais de mission à l'intérieur	460 800 000	0	460 800 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	316 166 666	0	316 166 666
62220 Fêtes et cérémonies	12 000 000	0	12 000 000
62260 Frais d'intendance	304 166 666	0	304 166 666
623 Contrats de prestation de services & abonnements	36 677 856	0	36 677 856
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	660 000	0	660 000
62330 Frais de télécommunication	23 258 643	0	23 258 643
62360 Abonnements à internet	12 759 213	0	12 759 213
625 Entretiens & réparations	358 553 397	0	358 553 397
62550 Entretien & réparations des véhicules	280 191 094	0	280 191 094
62580 Autres	78 362 303	0	78 362 303
63 Achats	455 045 671	0	455 045 671
631 Fournitures techniques	383 166 668	0	383 166 668
63120 Lubrifiants et carburants	383 166 668	0	383 166 668
632 Fournitures administratives	53 879 003	0	53 879 003
63210 Fournitures de bureau et imprimés	53 879 003	0	53 879 003
635 Energie et eau	18 000 000	0	18 000 000
63510 Electricité	18 000 000	0	18 000 000
4 INVESTISSEMENTS	199 248 507	0	199 248 507
21 Immobilisations corporelles	199 248 507	0	199 248 507
212 Constructions	199 248 507	0	199 248 507
21220 Bâtiments administratifs	199 248 507	0	199 248 507
6 PRESTATIONS SOCIALES	125 517 889	0	125 517 889
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	125 517 889	0	125 517 889
672 Assistance sociale	125 517 889	0	125 517 889

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
	67210 Fonds d'assistance sociale	125 517 889	0	125 517 889
7	DONS	1 459 643 255	0	1 459 643 255
	66 Allocations, contributions et exonérations	1 459 643 255	0	1 459 643 255
	661 Allocations et subsides	1 459 643 255	0	1 459 643 255
	66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 459 643 255	0	1 459 643 255
03	PREMIER MINISTRE	17 911 111 777	0	17 911 111 777
1	REMUNERATIONS DES SALAIRES	3 368 174 606	0	3 368 174 606
	61 Rémunérations des salariés	3 368 174 606	0	3 368 174 606
	611 Rémunérations des sous statuts	245 392 994	0	245 392 994
	61110 Rémunérations de base	14 326 634	0	14 326 634
	61130 Indemnités de déplacement	198 300 000	0	198 300 000
	61140 Primes de technicité	32 580 360	0	32 580 360
	61160 Allocations familiales	186 000	0	186 000
	612 Rémunérations des sous contrats	917 482 754	0	917 482 754
	61210 Rémunérations de base	853 582 363	0	853 582 363
	61240 Primes de technicité	60 810 011	0	60 810 011
	61260 Allocations familiales	3 090 380	0	3 090 380
	613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 171 814 868	0	2 171 814 868
	61310 Rémunérations des vacataires	246 911 753	0	246 911 753
	61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 924 903 115	0	1 924 903 115
	616 Contributions sociales	33 483 990	0	33 483 990
	61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	2 578 795	0	2 578 795
	61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	30 905 195	0	30 905 195
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	5 172 989 468	0	5 172 989 468
	62 Services extérieurs	4 166 951 166	0	4 166 951 166
	621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 053 225 418	0	2 053 225 418
	62120 Formation au Burundi	377 190 000	0	377 190 000
	62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	475 169 558	0	475 169 558
	62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	640 783 551	0	640 783 551
	62160 Frais de mission à l'intérieur	560 082 309	0	560 082 309
	622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	955 726 091	0	955 726 091
	62220 Fêtes et cérémonies	30 000 000	0	30 000 000
	62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	286 047 224	0	286 047 224
	62260 Frais d'intendance	264 166 667	0	264 166 667
	62280 Autres	375 512 200	0	375 512 200

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
623 Contrats de prestation de services & abonnements	73 270 234	0	73 270 234
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	1 169 394	0	1 169 394
62330 Frais de télécommunication	42 100 840	0	42 100 840
62360 Abonnements à internet	30 000 000	0	30 000 000
625 Entretien & réparations	1 084 729 423	0	1 084 729 423
62550 Entretien & réparations des véhicules	1 028 929 423	0	1 028 929 423
62580 Autres	55 800 000	0	55 800 000
63 Achats	1 006 038 302	0	1 006 038 302
631 Fournitures techniques	487 743 200	0	487 743 200
63120 Lubrifiants et carburants	487 743 200	0	487 743 200
632 Fournitures administratives	471 462 237	0	471 462 237
63210 Fournitures de bureau et imprimés	471 462 237	0	471 462 237
635 Energie et eau	46 832 865	0	46 832 865
63510 Electricité	46 832 865	0	46 832 865
4 INVESTISSEMENTS	21 853 600	0	21 853 600
21 Immobilisations corporelles	21 853 600	0	21 853 600
214 Matériels, machines & équipements	21 853 600	0	21 853 600
21430 Mobilier et équipements de bureau	21 853 600	0	21 853 600
6 PRESTATIONS SOCIALES	69 760 405	0	69 760 405
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	69 760 405	0	69 760 405
672 Assistance sociale	69 760 405	0	69 760 405
67210 Fonds d'assistance sociale	69 760 405	0	69 760 405
7 DONS	9 278 333 698	0	9 278 333 698
66 Allocations, contributions et exonérations	9 278 333 698	0	9 278 333 698
661 Allocations et subsides	9 278 333 698	0	9 278 333 698
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	9 278 333 698	0	9 278 333 698
04 SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT	2 621 348 806	0	2 621 348 806
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	108 126 864	0	108 126 864
61 Rémunérations des salariés	108 126 864	0	108 126 864
611 Rémunérations des sous statuts	89 499 216	0	89 499 216
61110 Rémunérations de base	14 650 716	0	14 650 716
61130 Indemnités de déplacement	55 200 000	0	55 200 000
61140 Primes de technicité	19 480 500	0	19 480 500
61160 Allocations familiales	168 000	0	168 000
612 Rémunérations des sous contrats	15 741 356	0	15 741 356
61210 Rémunérations de base	2 076 356	0	2 076 356

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61240 Primes de technicité	13 257 000	0	13 257 000
61260 Allocations familiales	408 000	0	408 000
616 Contributions sociales	2 886 292	0	2 886 292
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	2 637 129	0	2 637 129
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	249 163	0	249 163
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 180 958 169	0	2 180 958 169
62 Services extérieurs	2 087 734 280	0	2 087 734 280
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	280 000 000	0	280 000 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	100 000 000	0	100 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	180 000 000	0	180 000 000
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 736 076 059	0	1 736 076 059
62220 Fêtes et cérémonies	242 000 000	0	242 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	1 494 076 059	0	1 494 076 059
623 Contrats de prestation de services & abonnements	32 330 221	0	32 330 221
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	259 200	0	259 200
62330 Frais de télécommunication	17 763 840	0	17 763 840
62360 Abonnements à internet	14 307 181	0	14 307 181
625 Entretien & réparations	39 328 000	0	39 328 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	31 880 000	0	31 880 000
62580 Autres	7 448 000	0	7 448 000
63 Achats	93 223 889	0	93 223 889
631 Fournitures techniques	48 983 889	0	48 983 889
63120 Lubrifiants et carburants	48 983 889	0	48 983 889
632 Fournitures administratives	37 760 000	0	37 760 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	37 760 000	0	37 760 000
635 Energie et eau	6 480 000	0	6 480 000
63510 Electricité	6 480 000	0	6 480 000
4 INVESTISSEMENTS	23 875 569	0	23 875 569
21 Immobilisations corporelles	23 875 569	0	23 875 569
214 Matériels, machines & équipements	23 875 569	0	23 875 569
21430 Mobilier et équipements de bureau	23 875 569	0	23 875 569
7 DONS	308 388 204	0	308 388 204
66 Allocations, contributions et exonérations	308 388 204	0	308 388 204
661 Allocations et subsides	308 388 204	0	308 388 204
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	308 388 204	0	308 388 204
05 ASSEMBLEE NATIONALE	27 907 616 889	0	27 907 616 889

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	11 663 079 275	0	11 663 079 275
61 Rémunérations des salariés	11 663 079 275	0	11 663 079 275
611 Rémunérations des sous statuts	3 395 708 145	0	3 395 708 145
61110 Rémunérations de base	1 614 058 085	0	1 614 058 085
61130 Indemnités de déplacement	399 400 000	0	399 400 000
61140 Primes de technicité	1 357 837 015	0	1 357 837 015
61160 Allocations familiales	24 413 045	0	24 413 045
612 Rémunérations des sous contrats	1 472 165 399	0	1 472 165 399
61250 Primes de rendement	1 472 165 399	0	1 472 165 399
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	6 255 751 320	0	6 255 751 320
61420 Traitements & indemnités des parlementaires	2 787 742 800	0	2 787 742 800
61440 Sujétions	3 468 008 520	0	3 468 008 520
616 Contributions sociales	539 454 411	0	539 454 411
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	177 348 915	0	177 348 915
61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	362 105 496	0	362 105 496
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	11 911 361 459	0	11 911 361 459
62 Services extérieurs	8 484 374 014	0	8 484 374 014
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	3 096 103 575	0	3 096 103 575
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	1 997 987 780	0	1 997 987 780
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 098 115 795	0	1 098 115 795
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 072 000 000	0	1 072 000 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	152 000 000	0	152 000 000
62240 Frais de réunions et de séminaires	300 000 000	0	300 000 000
62260 Frais d'intendance	620 000 000	0	620 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	219 092 812	0	219 092 812
62330 Frais de télécommunication	66 354 000	0	66 354 000
62360 Abonnements à internet	152 738 812	0	152 738 812
624 Locations	108 000 000	0	108 000 000
62420 Locations maisons d'habitation	108 000 000	0	108 000 000
625 Entretiens & réparations	2 981 915 651	0	2 981 915 651
62510 Entretien de terrains	406 226 100	0	406 226 100
62550 Entretien & réparations des véhicules	1 448 150 950	0	1 448 150 950
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	200 000 000	0	200 000 000
62580 Autres	927 538 601	0	927 538 601
626 Assurances	740 962 976	0	740 962 976

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62610 Assurances de bâtiments	32 183 396	0	32 183 396
62620 Assurances des véhicules	708 779 580	0	708 779 580
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
62760 Assistance technique	266 299 000	0	266 299 000
63 Achats	3 426 987 445	0	3 426 987 445
631 Fournitures techniques	2 791 565 304	0	2 791 565 304
63120 Lubrifiants et carburants	2 791 565 304	0	2 791 565 304
632 Fournitures administratives	536 314 161	0	536 314 161
63210 Fournitures de bureau et imprimés	536 314 161	0	536 314 161
635 Energie et eau	99 107 980	0	99 107 980
63510 Electricité	99 107 980	0	99 107 980
4 INVESTISSEMENTS	2 870 396 312	0	2 870 396 312
21 Immobilisations corporelles	2 870 396 312	0	2 870 396 312
214 Matériels, machines & équipements	2 870 396 312	0	2 870 396 312
21420 Mobilier et équipements de logement	2 240 000 000	0	2 240 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	630 396 312	0	630 396 312
6 PRESTATIONS SOCIALES	158 488 652	0	158 488 652
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	158 488 652	0	158 488 652
672 Assistance sociale	158 488 652	0	158 488 652
67210 Fonds d'assistance sociale	158 488 652	0	158 488 652
7 DONS	1 304 291 191	0	1 304 291 191
66 Allocations, contributions et exonérations	1 304 291 191	0	1 304 291 191
661 Allocations et subsides	1 304 291 191	0	1 304 291 191
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 304 291 191	0	1 304 291 191
06 SENAT	16 364 742 970	0	16 364 742 970
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	5 879 911 771	0	5 879 911 771
61 Rémunérations des salariés	5 879 911 771	0	5 879 911 771
611 Rémunérations des sous statuts	3 135 083 368	0	3 135 083 368
61110 Rémunérations de base	2 165 206 992	0	2 165 206 992
61130 Indemnités de déplacement	303 000 000	0	303 000 000
61140 Primes de technicité	655 020 376	0	655 020 376
61160 Allocations familiales	11 856 000	0	11 856 000
612 Rémunérations des sous contrats	550 214 999	0	550 214 999
61250 Primes de rendement	549 434 999	0	549 434 999
61260 Allocations familiales	780 000	0	780 000
614 Indemnités particulières - pouvoirs publics	1 939 942 981	0	1 939 942 981
61420 Traitements & indemnités des parlementaires	435 323 200	0	435 323 200

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61440 Sujétions	619 204 213	0	619 204 213
61450 Indemnités de fin de mandats	885 415 568	0	885 415 568
616 Contributions sociales	254 670 423	0	254 670 423
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	173 549 680	0	173 549 680
61630 Contribution de l'Etat à la sécurité sociale des parlementaires	81 120 743	0	81 120 743
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	6 401 754 582	0	6 401 754 582
62 Services extérieurs	4 893 766 480	0	4 893 766 480
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 658 300 825	0	2 658 300 825
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	1 359 980 815	0	1 359 980 815
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 298 320 010	0	1 298 320 010
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	807 566 560	0	807 566 560
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	187 566 561	0	187 566 561
62260 Frais d'intendance	619 999 999	0	619 999 999
623 Contrats de prestation de services & abonnements	259 081 675	0	259 081 675
62330 Frais de télécommunication	62 604 400	0	62 604 400
62360 Abonnements à internet	196 477 275	0	196 477 275
624 Locations	126 000 000	0	126 000 000
62410 Locations immeubles administratifs	18 000 000	0	18 000 000
62420 Locations maisons d'habitation	108 000 000	0	108 000 000
625 Entretien & réparations	862 791 664	0	862 791 664
62510 Entretien de terrains	210 500 000	0	210 500 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	496 000 000	0	496 000 000
62580 Autres	156 291 664	0	156 291 664
626 Assurances	140 958 595	0	140 958 595
62620 Assurances des véhicules	140 958 595	0	140 958 595
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	39 067 161	0	39 067 161
62760 Assistance technique	39 067 161	0	39 067 161
63 Achats	1 507 988 102	0	1 507 988 102
631 Fournitures techniques	1 197 225 944	0	1 197 225 944
63120 Lubrifiants et carburants	1 197 225 944	0	1 197 225 944
632 Fournitures administratives	275 442 158	0	275 442 158
63210 Fournitures de bureau et imprimés	275 442 158	0	275 442 158
635 Energie et eau	35 320 000	0	35 320 000
63510 Electricité	35 320 000	0	35 320 000
4 INVESTISSEMENTS	2 194 872 154	0	2 194 872 154
20 Immobilisations incorporelles	161 872 154	0	161 872 154

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
201 Immobilisations incorporelles (études)	161 872 154	0	161 872 154
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	161 872 154	0	161 872 154
21 Immobilisations corporelles	2 033 000 000	0	2 033 000 000
214 Matériels, machines & équipements	2 033 000 000	0	2 033 000 000
21420 Mobilier et équipements de logement	260 000 000	0	260 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	1 728 000 000	0	1 728 000 000
21450 Machines et matériels techniques	45 000 000	0	45 000 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	111 546 243	0	111 546 243
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	111 546 243	0	111 546 243
672 Assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
67210 Fonds d'assistance sociale	111 546 243	0	111 546 243
7 DONS	1 776 658 220	0	1 776 658 220
66 Allocations, contributions et exonérations	1 776 658 220	0	1 776 658 220
661 Allocations et subsides	1 776 658 220	0	1 776 658 220
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 776 658 220	0	1 776 658 220
07 COUR DES COMPTES	1 770 881 045	0	1 770 881 045
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	859 100 490	0	859 100 490
61 Rémunérations des salariés	859 100 490	0	859 100 490
611 Rémunérations des sous statuts	579 600 000	0	579 600 000
61110 Rémunérations de base	558 000 000	0	558 000 000
61130 Indemnités de déplacement	21 600 000	0	21 600 000
612 Rémunérations des sous contrats	211 475 978	0	211 475 978
61210 Rémunérations de base	187 955 978	0	187 955 978
61240 Primes de technicité	21 120 000	0	21 120 000
61260 Allocations familiales	2 400 000	0	2 400 000
616 Contributions sociales	68 024 512	0	68 024 512
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	38 579 400	0	38 579 400
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	29 445 112	0	29 445 112
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	614 412 768	0	614 412 768
62 Services extérieurs	515 948 016	0	515 948 016
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	391 549 950	0	391 549 950
62130 Frais de mission des personnalités politiques à l'étranger	200 000 000	0	200 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	191 549 950	0	191 549 950
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	10 500 000	0	10 500 000



Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62230 <i>Frais de réceptions, conférences, sommets</i>	10 500 000	0	10 500 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	31 906 796	0	31 906 796
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques</i>	680 000	0	680 000
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	12 542 796	0	12 542 796
62360 <i>Abonnements à internet</i>	18 684 000	0	18 684 000
625 Entretien & réparations	64 632 270	0	64 632 270
62510 <i>Entretien de terrains</i>	12 000 000	0	12 000 000
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	38 000 000	0	38 000 000
62580 <i>Autres</i>	14 632 270	0	14 632 270
626 Assurances	17 359 000	0	17 359 000
62620 <i>Assurances des véhicules</i>	17 359 000	0	17 359 000
63 Achats	98 464 752	0	98 464 752
631 Fournitures techniques	31 680 000	0	31 680 000
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	31 680 000	0	31 680 000
632 Fournitures administratives	58 184 857	0	58 184 857
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	58 184 857	0	58 184 857
635 Energie et eau	8 599 895	0	8 599 895
63510 <i>Electricité</i>	8 599 895	0	8 599 895
6 PRESTATIONS SOCIALES	2 000 000	0	2 000 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	2 000 000	0	2 000 000
672 Assistance sociale	2 000 000	0	2 000 000
67210 <i>Fonds d'assistance sociale</i>	2 000 000	0	2 000 000
7 DONS	295 367 787	0	295 367 787
66 Allocations, contributions et exonérations	295 367 787	0	295 367 787
661 Allocations et subsides	288 461 638	0	288 461 638
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	288 461 638	0	288 461 638
666 Contributions aux organisations internationales	6 906 149	0	6 906 149
66620 <i>Contributions aux organisations africaines</i>	6 906 149	0	6 906 149
08 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	13 697 022 163	0	13 697 022 163
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 987 553 413	0	1 987 553 413
61 Rémunérations des salariés	1 987 553 413	0	1 987 553 413
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 987 553 413	0	1 987 553 413
61320 <i>Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)</i>	1 987 553 413	0	1 987 553 413
7 DONS	11 709 468 750	0	11 709 468 750
66 Allocations, contributions et exonérations	11 709 468 750	0	11 709 468 750



Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
661 Allocations et subsides	11 709 468 750	0	11 709 468 750
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	11 709 468 750	0	11 709 468 750
11. MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	319 411 553 419	56 460 517 052	375 872 070 471
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	122 401 571 240	0	122 401 571 240
61 Rémunérations des salariés	122 401 571 240	0	122 401 571 240
611 Rémunérations des sous statuts	40 038 426 423	0	40 038 426 423
61110 Rémunérations de base	28 146 061 451	0	28 146 061 451
61140 Primes de technicité	11 629 238 952	0	11 629 238 952
61160 Allocations familiales	263 126 020	0	263 126 020
612 Rémunérations des sous contrats	58 205 008 654	0	58 205 008 654
61210 Rémunérations de base	42 415 386 970	0	42 415 386 970
61240 Primes de technicité	15 117 503 071	0	15 117 503 071
61260 Allocations familiales	672 118 613	0	672 118 613
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	3 695 588 013	0	3 695 588 013
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	3 695 588 013	0	3 695 588 013
616 Contributions sociales	20 462 548 150	0	20 462 548 150
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	6 379 394 911	0	6 379 394 911
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	9 904 512 218	0	9 904 512 218
61680 Autres	4 178 641 021	0	4 178 641 021
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	130 000 190 128	0	130 000 190 128
62 Services extérieurs	19 552 949 777	0	19 552 949 777
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 756 189 617	0	2 756 189 617
62120 Formation au Burundi	44 275 500	0	44 275 500
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	519 503 116	0	519 503 116
62160 Frais de mission à l'intérieur	2 192 411 001	0	2 192 411 001
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	705 081 505	0	705 081 505
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	140 000 000	0	140 000 000
62250 Frais de contact et renseignement	565 081 505	0	565 081 505
623 Contrats de prestation de services & abonnements	761 381 754	0	761 381 754
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	2 943 594	0	2 943 594
62330 Frais de télécommunication	463 224 240	0	463 224 240
62360 Abonnements à internet	295 213 920	0	295 213 920
624 Locations	4 466 956 909	0	4 466 956 909
62410 Locations immeubles administratifs	670 696 109	0	670 696 109

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62420 Locations maisons d'habitation	3 796 260 800	0	3 796 260 800
625 Entretiens & réparations	10 863 339 992	0	10 863 339 992
62510 Entretien de terrains	279 227 080	0	279 227 080
62550 Entretien & réparations des véhicules	10 511 139 533	0	10 511 139 533
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	34 179 964	0	34 179 964
62580 Autres	38 793 415	0	38 793 415
63 Achats	110 447 240 351	0	110 447 240 351
631 Fournitures techniques	108 344 535 584	0	108 344 535 584
63120 Lubrifiants et carburants	10 254 060 487	0	10 254 060 487
63140 Fournitures des forces de police	98 090 475 097	0	98 090 475 097
632 Fournitures administratives	266 279 943	0	266 279 943
63210 Fournitures de bureau et imprimés	254 826 800	0	254 826 800
63280 Autres	11 453 143	0	11 453 143
635 Energie et eau	1 836 424 824	0	1 836 424 824
63510 Electricité	1 836 424 824	0	1 836 424 824
4 INVESTISSEMENTS	39 784 415 434	56 460 517 052	96 244 932 486
21 Immobilisations corporelles	39 038 314 594	0	39 038 314 594
212 Constructions	10 554 253 539	0	10 554 253 539
21220 Bâtiments administratifs	10 000 000 000	0	10 000 000 000
21230 Bâtiments techniques	554 253 539	0	554 253 539
213 Infrastructures	17 000 000 000	0	17 000 000 000
21380 Autres infrastructures	17 000 000 000	0	17 000 000 000
214 Matériels, machines & équipements	11 484 061 055	0	11 484 061 055
21430 Mobilier et équipements de bureau	537 005 740	0	537 005 740
21450 Machines et matériels techniques	10 947 055 315	0	10 947 055 315
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	746 100 840	56 460 517 052	57 206 617 892
271 Contrepartie nationale (1)	746 100 840	0	746 100 840
27100 Contrepartie nationale (1)	746 100 840	0	746 100 840
273 Tirages sur dons (3)	0	56 460 517 052	56 460 517 052
27300 Tirages sur dons (3)	0	56 460 517 052	56 460 517 052
5 SUBVENTIONS	70 200 000	0	70 200 000
65 Subventions aux sociétés	70 200 000	0	70 200 000
653 Subventions aux collectivités territoriales	70 200 000	0	70 200 000
65320 Subventions aux communes	70 200 000	0	70 200 000
6 PRESTATIONS SOCIALES	740 706 084	0	740 706 084
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	740 706 084	0	740 706 084

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
672 Assistance sociale	740 706 084	0	740 706 084
67280 Autres	740 706 084	0	740 706 084
7 DONS	24 661 957 630	0	24 661 957 630
66 Allocations, contributions et exonérations	24 661 957 630	0	24 661 957 630
661 Allocations et subsides	24 661 957 630	0	24 661 957 630
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	24 661 957 630	0	24 661 957 630
8 AUTRES CHARGES	1 752 512 903	0	1 752 512 903
67 Prestations sociales employeur	1 752 512 903	0	1 752 512 903
673 Autres transferts courants	1 752 512 903	0	1 752 512 903
67310 Bourses et frais de rapatriement	1 752 512 903	0	1 752 512 903
12 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT	110 698 682 348	0	110 698 682 348
1 REMUNÉRATIONS DES SALAIRES	20 766 587 638	0	20 766 587 638
61 Rémunérations des salariés	20 766 587 638	0	20 766 587 638
611 Rémunérations des sous statuts	1 522 044 092	0	1 522 044 092
61110 Rémunérations de base	427 791 703	0	427 791 703
61130 Indemnités de déplacement	148 400 000	0	148 400 000
61140 Primes de technicité	939 759 534	0	939 759 534
61160 Allocations familiales	6 092 855	0	6 092 855
612 Rémunérations des sous contrats	222 887 271	0	222 887 271
61210 Rémunérations de base	42 507 482	0	42 507 482
61240 Primes de technicité	56 030 625	0	56 030 625
61260 Allocations familiales	2 191 000	0	2 191 000
61280 Autres	122 158 164	0	122 158 164
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	18 952 687 093	0	18 952 687 093
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	18 952 687 093	0	18 952 687 093
616 Contributions sociales	68 969 182	0	68 969 182
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	67 060 051	0	67 060 051
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	1 909 131	0	1 909 131
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	26 648 907 166	0	26 648 907 166
62 Services extérieurs	26 154 255 043	0	26 154 255 043
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	4 707 476 065	0	4 707 476 065
62120 Formation au Burundi	20 772 000	0	20 772 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	3 570 253 712	0	3 570 253 712
62150 Frais de mission des diplomates à l'étranger	1 086 773 686	0	1 086 773 686

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62160 <i>Frais de mission à l'intérieur</i>	29 676 667	0	29 676 667
622 <i>Frais de relations publiques, publicités et intendance</i>	888 382 175	0	888 382 175
62230 <i>Frais de réceptions, conférences, sommets</i>	360 269 840	0	360 269 840
62240 <i>Frais de réunions et de séminaires</i>	197 676 028	0	197 676 028
62250 <i>Frais de contact et renseignement</i>	330 436 307	0	330 436 307
623 <i>Contrats de prestation de services & abonnements</i>	534 680 605	0	534 680 605
62320 <i>Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques</i>	63 702 290	0	63 702 290
62330 <i>Frais de télécommunication</i>	38 685 000	0	38 685 000
62360 <i>Abonnements à internet</i>	176 470 915	0	176 470 915
62380 <i>Autres</i>	255 822 400	0	255 822 400
624 <i>Locations</i>	18 993 701 623	0	18 993 701 623
62410 <i>Locations immeubles administratifs</i>	18 789 701 623	0	18 789 701 623
62430 <i>Locations de véhicules</i>	204 000 000	0	204 000 000
625 <i>Entretiens & réparations</i>	763 955 361	0	763 955 361
62510 <i>Entretien de terrains</i>	235 530 528	0	235 530 528
62550 <i>Entretien & réparations des véhicules</i>	381 412 000	0	381 412 000
62570 <i>Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication</i>	120 424 000	0	120 424 000
62580 <i>Autres</i>	26 588 833	0	26 588 833
627 <i>Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique</i>	266 059 214	0	266 059 214
62740 <i>Frais d'interprétariat et de traduction</i>	81 678 718	0	81 678 718
62760 <i>Assistance technique</i>	184 380 496	0	184 380 496
63 Achats	494 652 123	0	494 652 123
631 <i>Fournitures techniques</i>	216 000 000	0	216 000 000
63120 <i>Lubrifiants et carburants</i>	216 000 000	0	216 000 000
632 <i>Fournitures administratives</i>	264 802 738	0	264 802 738
63210 <i>Fournitures de bureau et imprimés</i>	264 802 738	0	264 802 738
635 <i>Energie et eau</i>	13 849 385	0	13 849 385
63510 <i>Electricité</i>	13 849 385	0	13 849 385
4 INVESTISSEMENTS	2 345 362 591	0	2 345 362 591
21 Immobilisations corporelles	2 345 362 591	0	2 345 362 591
212 <i>Constructions</i>	2 345 362 591	0	2 345 362 591
21220 <i>Bâtiments administratifs</i>	2 345 362 591	0	2 345 362 591
7 DONS	60 937 824 953	0	60 937 824 953
66 Allocations, contributions et exonérations	60 937 824 953	0	60 937 824 953
661 <i>Allocations et subsides</i>	25 274 020 704	0	25 274 020 704
66110 <i>Allocations aux pouvoirs publics (1)</i>	25 274 020 704	0	25 274 020 704



Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
666 Contributions aux organisations internationales	35 663 804 249	0	35 663 804 249
66620 Contributions aux organisations africaines	35 663 804 249	0	35 663 804 249
13 MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	671 575 658 111	0	671 575 658 111
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	245 883 652 531	0	245 883 652 531
61 Rémunérations des salariés	245 883 652 531	0	245 883 652 531
611 Rémunérations des sous statuts	69 971 909 734	0	69 971 909 734
61110 Rémunérations de base	46 110 834 518	0	46 110 834 518
61140 Primes de technicité	23 493 867 316	0	23 493 867 316
61160 Allocations familiales	367 207 900	0	367 207 900
612 Rémunérations des sous contrats	122 327 452 631	0	122 327 452 631
61210 Rémunérations de base	83 605 798 580	0	83 605 798 580
61240 Primes de technicité	37 803 005 751	0	37 803 005 751
61260 Allocations familiales	918 648 300	0	918 648 300
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	45 861 266	0	45 861 266
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	45 861 266	0	45 861 266
616 Contributions sociales	53 538 428 900	0	53 538 428 900
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	10 723 161 148	0	10 723 161 148
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	21 799 140 214	0	21 799 140 214
61680 Autres	21 016 127 538	0	21 016 127 538
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	329 019 780 679	0	329 019 780 679
62 Services extérieurs	30 704 005 025	0	30 704 005 025
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	7 052 050 108	0	7 052 050 108
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	2 924 720 000	0	2 924 720 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	4 127 330 108	0	4 127 330 108
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	1 723 148 949	0	1 723 148 949
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	1 363 148 949	0	1 363 148 949
62250 Frais de contact et renseignement	360 000 000	0	360 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	626 553 400	0	626 553 400
62330 Frais de télécommunication	626 553 400	0	626 553 400
624 Locations	6 321 530 000	0	6 321 530 000
62420 Locations maisons d'habitation	6 321 530 000	0	6 321 530 000
625 Entretiens & réparations	14 980 722 568	0	14 980 722 568
62550 Entretien & réparations des véhicules	14 980 722 568	0	14 980 722 568
63 Achats	298 315 775 654	0	298 315 775 654
631 Fournitures techniques	282 708 228 095	0	282 708 228 095



Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63120 Lubrifiants et carburants	13 895 093 335	0	13 895 093 335
63130 Fournitures des forces armées	268 813 134 760	0	268 813 134 760
632 Fournitures administratives	5 392 184 236	0	5 392 184 236
63210 Fournitures de bureau et imprimés	5 392 184 236	0	5 392 184 236
635 Energie et eau	10 215 363 323	0	10 215 363 323
63510 Electricité	10 215 363 323	0	10 215 363 323
4 INVESTISSEMENTS	71 806 530 375	0	71 806 530 375
20 Immobilisations incorporelles	800 000 000	0	800 000 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	800 000 000	0	800 000 000
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	800 000 000	0	800 000 000
21 Immobilisations corporelles	71 006 530 375	0	71 006 530 375
212 Constructions	71 006 530 375	0	71 006 530 375
21220 Bâtiments administratifs	59 252 206 463	0	59 252 206 463
21240 Bâtiments militaires	11 754 323 912	0	11 754 323 912
7 DONS	14 667 749 052	0	14 667 749 052
66 Allocations, contributions et exonérations	14 667 749 052	0	14 667 749 052
661 Allocations et subsides	13 418 173 322	0	13 418 173 322
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	13 418 173 322	0	13 418 173 322
666 Contributions aux organisations internationales	1 249 575 730	0	1 249 575 730
66620 Contributions aux organisations africaines	1 249 575 730	0	1 249 575 730
8 AUTRES CHARGES	10 197 945 474	0	10 197 945 474
67 Prestations sociales employeur	10 197 945 474	0	10 197 945 474
673 Autres transferts courants	10 197 945 474	0	10 197 945 474
67310 Bourses et frais de rapatriement	10 197 945 474	0	10 197 945 474
14 MINISTERE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 858 310 591 283	161 611 344 720	2 019 921 936 003
0 CREDIT GLOBAL (OU RESERVE BUDGETAIRE)	19 847 373 605	0	19 847 373 605
88 Imprévus	19 847 373 605	0	19 847 373 605
888 Imprévus	19 847 373 605	0	19 847 373 605
88888 Imprévus	19 847 373 605	0	19 847 373 605
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	41 237 392 642	0	41 237 392 642
61 Rémunérations des salariés	41 237 392 642	0	41 237 392 642
611 Rémunérations des sous statuts	3 027 554 277	0	3 027 554 277
61110 Rémunérations de base	702 769 653	0	702 769 653
61130 Indemnités de déplacement	100 800 000	0	100 800 000
61140 Primes de technicité	1 585 860 256	0	1 585 860 256
61150 Primes de rendement	625 746 296	0	625 746 296

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61160 Allocations familiales	12 378 072	0	12 378 072
612 Rémunérations des sous contrats	970 055 584	0	970 055 584
61210 Rémunérations de base	939 508 959	0	939 508 959
61240 Primes de technicité	29 309 625	0	29 309 625
61260 Allocations familiales	1 237 000	0	1 237 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	37 112 107 024	0	37 112 107 024
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	37 112 107 024	0	37 112 107 024
616 Contributions sociales	127 675 757	0	127 675 757
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	126 978 520	0	126 978 520
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	697 237	0	697 237
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	11 588 800 565	0	11 588 800 565
62 Services extérieurs	8 822 988 807	0	8 822 988 807
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	4 039 210 707	0	4 039 210 707
62120 Formation au Burundi	878 296 917	0	878 296 917
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	2 720 156 100	0	2 720 156 100
62160 Frais de mission à l'intérieur	440 757 690	0	440 757 690
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	184 483 050	0	184 483 050
62250 Frais de contact et renseignement	184 483 050	0	184 483 050
623 Contrats de prestation de services & abonnements	885 826 562	0	885 826 562
62310 Frais bancaires	8 000 000	0	8 000 000
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	12 572 000	0	12 572 000
62330 Frais de télécommunication	460 454 562	0	460 454 562
62340 Prestations informatiques	280 000 000	0	280 000 000
62360 Abonnements à internet	124 800 000	0	124 800 000
625 Entretien & réparations	3 451 683 688	0	3 451 683 688
62510 Entretien de terrains	342 707 832	0	342 707 832
62550 Entretien & réparations des véhicules	2 082 342 998	0	2 082 342 998
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	897 422 858	0	897 422 858
62580 Autres	129 210 000	0	129 210 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	261 784 800	0	261 784 800
62780 Autres	261 784 800	0	261 784 800
63 Achats	2 765 811 758	0	2 765 811 758
631 Fournitures techniques	370 103 293	0	370 103 293
63120 Lubrifiants et carburants	370 103 293	0	370 103 293
632 Fournitures administratives	2 107 708 465	0	2 107 708 465

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63210 Fournitures de bureau et imprimés	2 107 708 465	0	2 107 708 465
635 Energie et eau	288 000 000	0	288 000 000
63510 Electricité	288 000 000	0	288 000 000
3 INTERETS	272 598 382 058	0	272 598 382 058
64 Charges financières	272 598 382 058	0	272 598 382 058
641 Intérêts sur emprunts extérieurs	20 300 958 473	0	20 300 958 473
64110 Intérêts aux Administrations publiques (Bilatéraux)	10 628 491 098	0	10 628 491 098
64120 Intérêts aux Organisations internationales (Multilatéraux)	9 672 467 375	0	9 672 467 375
642 Intérêts sur emprunts intérieurs	251 197 423 585	0	251 197 423 585
64220 Intérêts avances consolidées de la BRB	17 638 620 505	0	17 638 620 505
64230 Intérêts des bons du Trésor	57 599 610 790	0	57 599 610 790
64240 Intérêts des obligations	148 012 781 341	0	148 012 781 341
64280 Intérêts sur autres dettes contractualisées	27 946 410 949	0	27 946 410 949
644 Pertes de change	1 100 000 000	0	1 100 000 000
64400 Pertes de change	1 100 000 000	0	1 100 000 000
4 INVESTISSEMENTS	121 272 773 876	161 611 344 720	282 884 118 596
20 Immobilisations incorporelles	149 650 000	0	149 650 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	149 650 000	0	149 650 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	149 650 000	0	149 650 000
21 Immobilisations corporelles	44 931 991 055	0	44 931 991 055
212 Constructions	43 154 020 028	0	43 154 020 028
21220 Bâtiments administratifs	41 754 020 028	0	41 754 020 028
21280 Autres constructions	1 400 000 000	0	1 400 000 000
214 Matériels, machines & équipements	1 777 971 027	0	1 777 971 027
21430 Mobilier et équipements de bureau	806 098 384	0	806 098 384
21450 Machines et matériels techniques	971 872 643	0	971 872 643
25 Prêts & autres créances à plus d'un an	7 000 000 000	0	7 000 000 000
252 Prêts et avances consentis à plus d'un an	7 000 000 000	0	7 000 000 000
25200 Prêts et avances consentis à plus d'un an	7 000 000 000	0	7 000 000 000
26 Titres & participations	69 191 132 821	0	69 191 132 821
261 Participations au capital	69 191 132 821	0	69 191 132 821
26110 Participations au capital des sociétés	69 191 132 821	0	69 191 132 821
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	161 611 344 720	161 611 344 720
273 Tirages sur dons (3)	0	161 611 344 720	161 611 344 720
27300 Tirages sur dons (3)	0	161 611 344 720	161 611 344 720

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
5 SUBVENTIONS	16 952 159 482	0	16 952 159 482
65 Subventions aux sociétés	16 952 159 482	0	16 952 159 482
653 Subventions aux collectivités territoriales	16 952 159 482	0	16 952 159 482
65310 Subventions aux Provinces	16 952 159 482	0	16 952 159 482
7 DONS	169 064 347 660	0	169 064 347 660
66 Allocations, contributions et exonérations	169 064 347 660	0	169 064 347 660
661 Allocations et subsides	40 233 115 857	0	40 233 115 857
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	40 233 115 857	0	40 233 115 857
664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	2 000 000 000	0	2 000 000 000
66400 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	2 000 000 000	0	2 000 000 000
666 Contributions aux organisations internationales	15 407 693 500	0	15 407 693 500
66620 Contributions aux organisations africaines	15 407 693 500	0	15 407 693 500
667 Exonérations accordées (1)	111 423 538 303	0	111 423 538 303
66710 Personnes publiques au titre de projets sur financements extérieurs	111 423 538 303	0	111 423 538 303
9 REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE	1 205 749 361 395	0	1 205 749 361 395
16 Emprunts et dettes assimilées au titre de la dette intérieure	1 097 789 372 993	0	1 097 789 372 993
161 Dettes envers la Banque centrale	201 247 372 993	0	201 247 372 993
16110 Avances consolidées	33 859 231 804	0	33 859 231 804
16130 Avances consolidées de la Banque centrale	167 388 141 189	0	167 388 141 189
162 Bons du Trésor	457 170 000 000	0	457 170 000 000
16200 Bons du Trésor	457 170 000 000	0	457 170 000 000
163 Obligations	359 372 000 000	0	359 372 000 000
16300 Obligations	359 372 000 000	0	359 372 000 000
168 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000	0	80 000 000 000
16810 Autres dettes, dettes fournisseurs contractualisées	80 000 000 000	0	80 000 000 000
17 Emprunts au titre de la dette extérieure	107 959 988 402	0	107 959 988 402
172 Crédits de développement (projets sur financements extérieurs)	107 959 988 402	0	107 959 988 402
17212 Capital à rembourser	42 507 520 841	0	42 507 520 841
17222 Capital à rembourser	65 452 467 561	0	65 452 467 561
16 MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	67 998 377 551	0	67 998 377 551
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	19 596 573 820	0	19 596 573 820
61 Rémunérations des salariés	19 596 573 820	0	19 596 573 820
611 Rémunérations des sous statuts	13 107 625 695	0	13 107 625 695

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61110 Rémunérations de base	5 162 040 970	0	5 162 040 970
61130 Indemnités de déplacement	37 200 000	0	37 200 000
61140 Primes de technicité	7 836 013 253	0	7 836 013 253
61160 Allocations familiales	72 371 472	0	72 371 472
612 Rémunérations des sous contrats	706 925 796	0	706 925 796
61210 Rémunérations de base	129 063 530	0	129 063 530
61240 Primes de technicité	552 820 199	0	552 820 199
61260 Allocations familiales	25 042 067	0	25 042 067
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 902 349 052	0	4 902 349 052
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 902 349 052	0	4 902 349 052
615 Primes et indemnités diverses	71 616 909	0	71 616 909
61580 Autres	71 616 909	0	71 616 909
616 Contributions sociales	808 056 368	0	808 056 368
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	792 174 302	0	792 174 302
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	15 882 066	0	15 882 066
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	11 290 885 957	0	11 290 885 957
62 Services extérieurs	3 253 246 456	0	3 253 246 456
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	2 026 805 201	0	2 026 805 201
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	292 848 129	0	292 848 129
62160 Frais de mission à l'intérieur	1 733 957 072	0	1 733 957 072
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	77 345 000	0	77 345 000
62220 Fêtes et cérémonies	25 345 000	0	25 345 000
62250 Frais de contact et renseignement	52 000 000	0	52 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	152 506 432	0	152 506 432
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	2 500 000	0	2 500 000
62330 Frais de télécommunication	90 006 432	0	90 006 432
62360 Abonnements à internet	60 000 000	0	60 000 000
625 Entretien & réparations	496 207 146	0	496 207 146
62510 Entretien de terrains	68 448 056	0	68 448 056
62550 Entretien & réparations des véhicules	417 759 090	0	417 759 090
62580 Autres	10 000 000	0	10 000 000
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	500 382 677	0	500 382 677
62730 Frais d'avocat & contentieux	500 382 677	0	500 382 677
63 Achats	8 037 639 501	0	8 037 639 501
631 Fournitures techniques	6 962 522 555	0	6 962 522 555

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
63120 Lubrifiants et carburants	693 625 985	0	693 625 985
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	6 268 896 570	0	6 268 896 570
632 Fournitures administratives	985 537 929	0	985 537 929
63210 Fournitures de bureau et imprimés	985 537 929	0	985 537 929
635 Energie et eau	89 579 017	0	89 579 017
63510 Electricité	89 579 017	0	89 579 017
4 INVESTISSEMENTS	22 479 485 040	0	22 479 485 040
21 Immobilisations corporelles	22 479 485 040	0	22 479 485 040
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	54 000 000	0	54 000 000
21110 Terrains	54 000 000	0	54 000 000
212 Constructions	1 004 666 599	0	1 004 666 599
21220 Bâtiments administratifs	1 004 666 599	0	1 004 666 599
214 Matériels, machines & équipements	21 420 818 441	0	21 420 818 441
21410 Matériel de transport	720 000 000	0	720 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	20 088 539 769	0	20 088 539 769
21450 Machines et matériels techniques	612 278 672	0	612 278 672
6 PRESTATIONS SOCIALES	90 700 000	0	90 700 000
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	90 700 000	0	90 700 000
672 Assistance sociale	90 700 000	0	90 700 000
67210 Fonds d'assistance sociale	51 000 000	0	51 000 000
67280 Autres	39 700 000	0	39 700 000
7 DONS	14 540 732 734	0	14 540 732 734
66 Allocations, contributions et exonérations	14 540 732 734	0	14 540 732 734
661 Allocations et subsides	14 172 939 073	0	14 172 939 073
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	14 172 939 073	0	14 172 939 073
662 Allocations aux services ministériels (2)	367 793 661	0	367 793 661
66200 Allocations aux services ministériels (2)	367 793 661	0	367 793 661
19 MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	36 845 862 858	129 537 298 032	166 383 160 890
1 REMUNERATIONS DES SALARIES	7 469 840 355	0	7 469 840 355
61 Rémunérations des salariés	7 469 840 355	0	7 469 840 355
611 Rémunérations des sous statuts	3 963 826 510	0	3 963 826 510
61110 Rémunérations de base	1 113 334 118	0	1 113 334 118
61130 Indemnités de déplacement	199 600 000	0	199 600 000
61140 Primes de technicité	2 627 685 392	0	2 627 685 392
61160 Allocations familiales	23 207 000	0	23 207 000
612 Rémunérations des sous contrats	199 483 553	0	199 483 553

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61210 Rémunérations de base	62 372 310	0	62 372 310
61240 Primes de technicité	130 883 243	0	130 883 243
61260 Allocations familiales	6 228 000	0	6 228 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	2 717 317 927	0	2 717 317 927
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	2 717 317 927	0	2 717 317 927
615 Primes et indemnités diverses	387 969 529	0	387 969 529
61580 Autres	387 969 529	0	387 969 529
616 Contributions sociales	201 242 836	0	201 242 836
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	198 872 747	0	198 872 747
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 370 089	0	2 370 089
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	3 708 515 795	0	3 708 515 795
62 Services extérieurs	1 294 752 289	0	1 294 752 289
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	566 779 423	0	566 779 423
62120 Formation au Burundi	219 400 000	0	219 400 000
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	189 748 617	0	189 748 617
62160 Frais de mission à l'intérieur	157 630 806	0	157 630 806
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	3 000 000	0	3 000 000
62220 Fêtes et cérémonies	3 000 000	0	3 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	22 342 719	0	22 342 719
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	9 647 614	0	9 647 614
62330 Frais de télécommunication	11 695 105	0	11 695 105
62360 Abonnements à internet	1 000 000	0	1 000 000
625 Entretiens & réparations	702 630 147	0	702 630 147
62550 Entretien & réparations des véhicules	549 400 211	0	549 400 211
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	153 229 936	0	153 229 936
63 Achats	2 413 763 506	0	2 413 763 506
631 Fournitures techniques	2 017 860 684	0	2 017 860 684
63120 Lubrifiants et carburants	210 812 596	0	210 812 596
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	1 807 048 088	0	1 807 048 088
632 Fournitures administratives	380 541 019	0	380 541 019
63210 Fournitures de bureau et imprimés	380 541 019	0	380 541 019
635 Energie et eau	15 361 803	0	15 361 803
63510 Electricité	15 361 803	0	15 361 803
4 INVESTISSEMENTS	3 806 586 251	129 537 298 032	133 343 884 283



Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
20 Immobilisations incorporelles	77 150 000	0	77 150 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	77 150 000	0	77 150 000
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	54 230 000	0	54 230 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	22 920 000	0	22 920 000
21 Immobilisations corporelles	3 615 977 152	0	3 615 977 152
212 Constructions	164 862 697	0	164 862 697
21210 Logements	164 862 697	0	164 862 697
213 Infrastructures	2 613 836 905	0	2 613 836 905
21380 Autres infrastructures	2 613 836 905	0	2 613 836 905
214 Matériels, machines & équipements	837 277 550	0	837 277 550
21430 Mobilier et équipements de bureau	837 277 550	0	837 277 550
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	113 459 099	129 537 298 032	129 650 757 131
271 Contrepartie nationale (1)	113 459 099	0	113 459 099
27100 Contrepartie nationale (1)	113 459 099	0	113 459 099
273 Tirages sur dons (3)	0	129 537 298 032	129 537 298 032
27300 Tirages sur dons (3)	0	129 537 298 032	129 537 298 032
6 PRESTATIONS SOCIALES	417 080 310	0	417 080 310
67 Prestations sociales employeur, assistance sociale et autres charges	417 080 310	0	417 080 310
671 Prestations sociales employeur	1 068 868	0	1 068 868
67180 Autres	1 068 868	0	1 068 868
672 Assistance sociale	416 011 442	0	416 011 442
67210 Fonds d'assistance sociale	416 011 442	0	416 011 442
7 DONS	21 365 759 457	0	21 365 759 457
66 Allocations, contributions et exonérations	21 365 759 457	0	21 365 759 457
661 Allocations et subsides	21 088 704 046	0	21 088 704 046
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	21 088 704 046	0	21 088 704 046
662 Allocations aux services ministériels (2)	277 055 411	0	277 055 411
66200 Allocations aux services ministériels (2)	277 055 411	0	277 055 411
8 AUTRES CHARGES	78 080 690	0	78 080 690
67 Prestations sociales employeur	78 080 690	0	78 080 690
673 Autres transferts courants	78 080 690	0	78 080 690
67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	43 705 690	0	43 705 690
67380 Autres	34 375 000	0	34 375 000
20 MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	14 189 917 264	0	14 189 917 264

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	1 929 548 993	0	1 929 548 993
61 Rémunérations des salariés	1 929 548 993	0	1 929 548 993
611 Rémunérations des sous statuts	1 043 621 568	0	1 043 621 568
61110 Rémunérations de base	460 410 200	0	460 410 200
61130 Indemnités de déplacement	126 733 398	0	126 733 398
61140 Primes de technicité	453 441 490	0	453 441 490
61160 Allocations familiales	3 036 480	0	3 036 480
612 Rémunérations des sous contrats	198 144 703	0	198 144 703
61210 Rémunérations de base	44 297 777	0	44 297 777
61240 Primes de technicité	121 116 926	0	121 116 926
61260 Allocations familiales	2 730 000	0	2 730 000
61280 Autres	30 000 000	0	30 000 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	623 625 220	0	623 625 220
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	623 625 220	0	623 625 220
616 Contributions sociales	64 157 502	0	64 157 502
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	62 152 514	0	62 152 514
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 004 988	0	2 004 988
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 431 701 369	0	1 431 701 369
62 Services extérieurs	1 183 695 369	0	1 183 695 369
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	676 445 060	0	676 445 060
62120 Formation au Burundi	317 721 333	0	317 721 333
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	146 245 231	0	146 245 231
62160 Frais de mission à l'intérieur	212 478 496	0	212 478 496
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	83 230 400	0	83 230 400
62240 Frais de réunions et de séminaires	83 230 400	0	83 230 400
623 Contrats de prestation de services & abonnements	133 616 500	0	133 616 500
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	2 000 000	0	2 000 000
62330 Frais de télécommunication	11 776 500	0	11 776 500
62360 Abonnements à internet	119 840 000	0	119 840 000
625 Entretiens & réparations	290 403 409	0	290 403 409
62510 Entretien de terrains	144 720 000	0	144 720 000
62520 Entretien des bâtiments et constructions	10 800 000	0	10 800 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	114 056 909	0	114 056 909
62570 Entretien du matériel de bureau, informatique et de télécommunication	14 000 000	0	14 000 000

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62580 Autres	6 826 500	0	6 826 500
63 Achats	248 006 000	0	248 006 000
631 Fournitures techniques	116 806 000	0	116 806 000
63120 Lubrifiants et carburants	69 280 000	0	69 280 000
63180 Autres	47 526 000	0	47 526 000
632 Fournitures administratives	100 000 000	0	100 000 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	100 000 000	0	100 000 000
635 Energie et eau	31 200 000	0	31 200 000
63510 Electricité	31 200 000	0	31 200 000
4 INVESTISSEMENTS	121 842 000	0	121 842 000
20 Immobilisations incorporelles	110 792 000	0	110 792 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	110 792 000	0	110 792 000
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	60 440 000	0	60 440 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	50 352 000	0	50 352 000
21 Immobilisations corporelles	11 050 000	0	11 050 000
212 Constructions	11 050 000	0	11 050 000
21220 Bâtiments administratifs	11 050 000	0	11 050 000
7 DONS	10 706 824 902	0	10 706 824 902
66 Allocations, contributions et exonérations	10 706 824 902	0	10 706 824 902
661 Allocations et subsides	10 696 024 902	0	10 696 024 902
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	10 696 024 902	0	10 696 024 902
666 Contributions aux organisations internationales	10 800 000	0	10 800 000
66620 Contributions aux organisations africaines	10 800 000	0	10 800 000
21 MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	10 638 953 787	8 879 223 135	19 518 176 922
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	4 611 848 009	0	4 611 848 009
61 Rémunérations des salariés	4 611 848 009	0	4 611 848 009
611 Rémunérations des sous statuts	277 176 757	0	277 176 757
61110 Rémunérations de base	67 095 612	0	67 095 612
61130 Indemnités de déplacement	39 700 000	0	39 700 000
61140 Primes de technicité	169 489 143	0	169 489 143
61160 Allocations familiales	892 002	0	892 002
612 Rémunérations des sous contrats	18 637 995	0	18 637 995
61210 Rémunérations de base	1 872 870	0	1 872 870
61240 Primes de technicité	16 507 125	0	16 507 125
61260 Allocations familiales	258 000	0	258 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	4 302 726 394	0	4 302 726 394

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	4 302 726 394	0	4 302 726 394
616 Contributions sociales	13 306 863	0	13 306 863
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	13 082 108	0	13 082 108
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	224 755	0	224 755
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	699 742 859	0	699 742 859
62 Services extérieurs	558 211 382	0	558 211 382
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	316 321 803	0	316 321 803
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	171 321 803	0	171 321 803
62160 Frais de mission à l'intérieur	145 000 000	0	145 000 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	75 000 000	0	75 000 000
62330 Frais de télécommunication	21 600 000	0	21 600 000
62360 Abonnements à internet	53 400 000	0	53 400 000
625 Entretien & réparations	166 889 579	0	166 889 579
62520 Entretien des bâtiments et constructions	18 000 000	0	18 000 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	113 889 579	0	113 889 579
62560 Entretien & réparations avions officiels	15 000 000	0	15 000 000
62580 Autres	20 000 000	0	20 000 000
63 Achats	141 531 477	0	141 531 477
631 Fournitures techniques	53 820 000	0	53 820 000
63120 Lubrifiants et carburants	53 820 000	0	53 820 000
632 Fournitures administratives	78 779 001	0	78 779 001
63210 Fournitures de bureau et imprimés	78 779 001	0	78 779 001
635 Energie et eau	8 932 476	0	8 932 476
63510 Electricité	8 932 476	0	8 932 476
4 INVESTISSEMENTS	1 593 641 870	8 879 223 135	10 472 865 005
20 Immobilisations incorporelles	275 622 070	0	275 622 070
201 Immobilisations incorporelles (études)	275 622 070	0	275 622 070
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	275 622 070	0	275 622 070
21 Immobilisations corporelles	1 318 019 800	0	1 318 019 800
214 Matériels, machines & équipements	1 318 019 800	0	1 318 019 800
21430 Mobilier et équipements de bureau	318 019 800	0	318 019 800
21450 Machines et matériels techniques	1 000 000 000	0	1 000 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	0	8 879 223 135	8 879 223 135
272 Tirages sur emprunts (2)	0	8 879 223 135	8 879 223 135

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	8 879 223 135	8 879 223 135
7 DONS	3 733 721 049	0	3 733 721 049
66 Allocations, contributions et exonérations	3 733 721 049	0	3 733 721 049
661 Allocations et subsides	3 733 721 049	0	3 733 721 049
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	3 733 721 049	0	3 733 721 049
32 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	693 045 610 489	122 423 196 438	815 468 806 927
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	534 967 304 248	0	534 967 304 248
61 Rémunérations des salariés	534 967 304 248	0	534 967 304 248
611 Rémunérations des sous statuts	466 689 867 024	0	466 689 867 024
61110 Rémunérations de base	162 208 994 412	0	162 208 994 412
61130 Indemnités de déplacement	207 600 000	0	207 600 000
61140 Primes de technicité	301 673 839 117	0	301 673 839 117
61160 Allocations familiales	2 284 549 745	0	2 284 549 745
61180 Autres	314 883 750	0	314 883 750
612 Rémunérations des sous contrats	1 552 089 500	0	1 552 089 500
61210 Rémunérations de base	143 881 535	0	143 881 535
61240 Primes de technicité	1 088 796 008	0	1 088 796 008
61260 Allocations familiales	319 411 957	0	319 411 957
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	36 888 064 157	0	36 888 064 157
61310 Rémunérations des vacataires	50 000 000	0	50 000 000
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	36 838 064 157	0	36 838 064 157
615 Primes et indemnités diverses	392 750 300	0	392 750 300
61580 Autres	392 750 300	0	392 750 300
616 Contributions sociales	29 444 533 267	0	29 444 533 267
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	29 417 562 232	0	29 417 562 232
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	26 971 035	0	26 971 035
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	10 568 203 757	0	10 568 203 757
62 Services extérieurs	3 521 713 559	0	3 521 713 559
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 863 341 087	0	1 863 341 087
62120 Formation au Burundi	1 247 009 938	0	1 247 009 938
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	192 906 583	0	192 906 583
62160 Frais de mission à l'intérieur	423 424 566	0	423 424 566
623 Contrats de prestation de services & abonnements	115 115 384	0	115 115 384
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	3 700 377	0	3 700 377

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62330 Frais de télécommunication	31 069 997	0	31 069 997
62360 Abonnements à internet	80 345 010	0	80 345 010
624 Locations	695 916 000	0	695 916 000
62430 Locations de véhicules	695 916 000	0	695 916 000
625 Entretien & réparations	722 865 474	0	722 865 474
62510 Entretien de terrains	195 122 394	0	195 122 394
62550 Entretien & réparations des véhicules	490 017 427	0	490 017 427
62580 Autres	37 725 653	0	37 725 653
626 Assurances	114 104 464	0	114 104 464
62680 Autres	114 104 464	0	114 104 464
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	10 371 150	0	10 371 150
62780 Autres	10 371 150	0	10 371 150
63 Achats	7 046 490 198	0	7 046 490 198
631 Fournitures techniques	2 203 375 319	0	2 203 375 319
63120 Lubrifiants et carburants	522 465 835	0	522 465 835
63170 Fournitures scolaires et pédagogiques	1 680 909 484	0	1 680 909 484
632 Fournitures administratives	4 185 996 719	0	4 185 996 719
63210 Fournitures de bureau et imprimés	163 923 661	0	163 923 661
63220 Livres et documentation	4 022 073 058	0	4 022 073 058
635 Energie et eau	657 118 160	0	657 118 160
63510 Electricité	657 118 160	0	657 118 160
4 INVESTISSEMENTS	25 591 019 754	122 423 196 438	148 014 216 192
21 Immobilisations corporelles	25 439 469 754	0	25 439 469 754
212 Constructions	6 224 469 754	0	6 224 469 754
21220 Bâtiments administratifs	487 874 587	0	487 874 587
21250 Bâtiments scolaires	5 736 595 167	0	5 736 595 167
214 Matériels, machines & équipements	19 215 000 000	0	19 215 000 000
21480 Autres machines & équipements	19 215 000 000	0	19 215 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	151 550 000	122 423 196 438	122 574 746 438
271 Contrepartie nationale (1)	151 550 000	0	151 550 000
27100 Contrepartie nationale (1)	151 550 000	0	151 550 000
272 Tirages sur emprunts (2)	0	15 806 761 259	15 806 761 259
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	15 806 761 259	15 806 761 259
273 Tirages sur dons (3)	0	106 616 435 179	106 616 435 179
27300 Tirages sur dons (3)	0	106 616 435 179	106 616 435 179
7 DONS	56 293 568 189	0	56 293 568 189
66 Allocations, contributions et exonérations	56 293 568 189	0	56 293 568 189

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
661 Allocations et subsides	16 392 558 668	0	16 392 558 668
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	16 392 558 668	0	16 392 558 668
662 Allocations aux services ministériels (2)	30 827 446 150	0	30 827 446 150
66200 Allocations aux services ministériels (2)	30 827 446 150	0	30 827 446 150
664 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	9 073 563 371	0	9 073 563 371
66400 Allocations aux entités administratives autonomes (4)	9 073 563 371	0	9 073 563 371
8 AUTRES CHARGES	65 625 514 541	0	65 625 514 541
67 Prestations sociales employeur	65 625 514 541	0	65 625 514 541
673 Autres transferts courants	65 625 514 541	0	65 625 514 541
67310 Bourses et frais de rapatriement	35 206 514 475	0	35 206 514 475
67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	30 419 000 066	0	30 419 000 066
33 MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE	194 798 381 152	10 543 782 048	205 342 163 200
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	80 857 433 098	0	80 857 433 098
61 Rémunérations des salariés	80 857 433 098	0	80 857 433 098
611 Rémunérations des sous statuts	58 296 529 009	0	58 296 529 009
61110 Rémunérations de base	15 385 376 501	0	15 385 376 501
61130 Indemnités de déplacement	40 400 000	0	40 400 000
61140 Primes de technicité	42 718 002 508	0	42 718 002 508
61160 Allocations familiales	152 750 000	0	152 750 000
612 Rémunérations des sous contrats	638 074 102	0	638 074 102
61210 Rémunérations de base	386 664 114	0	386 664 114
61240 Primes de technicité	203 565 988	0	203 565 988
61260 Allocations familiales	47 844 000	0	47 844 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	5 938 196 940	0	5 938 196 940
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	5 938 196 940	0	5 938 196 940
615 Primes et indemnités diverses	14 733 991 881	0	14 733 991 881
61580 Autres	14 733 991 881	0	14 733 991 881
616 Contributions sociales	1 250 641 166	0	1 250 641 166
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	1 204 241 434	0	1 204 241 434
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	46 399 732	0	46 399 732
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	8 368 024 683	0	8 368 024 683
62 Services extérieurs	875 400 297	0	875 400 297
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	502 325 700	0	502 325 700
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	408 735 200	0	408 735 200
62160 Frais de mission à l'intérieur	93 590 500	0	93 590 500

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
623 Contrats de prestation de services & abonnements	94 471 759	0	94 471 759
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	1 045 000	0	1 045 000
62330 Frais de télécommunication	43 426 719	0	43 426 719
62360 Abonnements à internet	50 000 040	0	50 000 040
625 Entretiens & réparations	278 602 838	0	278 602 838
62510 Entretien de terrains	98 602 838	0	98 602 838
62550 Entretien & réparations des véhicules	180 000 000	0	180 000 000
63 Achats	7 492 624 386	0	7 492 624 386
631 Fournitures techniques	777 335 076	0	777 335 076
63120 Lubrifiants et carburants	90 196 500	0	90 196 500
63160 Fournitures médicales et hospitalières	674 638 576	0	674 638 576
63170 Fournitures scolaires et pédagogiques	12 500 000	0	12 500 000
632 Fournitures administratives	6 415 289 310	0	6 415 289 310
63210 Fournitures de bureau et imprimés	6 369 474 310	0	6 369 474 310
63280 Autres	45 815 000	0	45 815 000
635 Energie et eau	300 000 000	0	300 000 000
63510 Electricité	300 000 000	0	300 000 000
4 INVESTISSEMENTS	28 085 112 494	10 543 782 048	38 628 894 542
21 Immobilisations corporelles	16 564 254 696	0	16 564 254 696
212 Constructions	14 859 832 737	0	14 859 832 737
21280 Autres constructions	14 859 832 737	0	14 859 832 737
214 Matériels, machines & équipements	1 704 421 959	0	1 704 421 959
21430 Mobilier et équipements de bureau	69 491 380	0	69 491 380
21440 Matériel informatique et de télécommunication	132 643 980	0	132 643 980
21450 Machines et matériels techniques	1 502 286 599	0	1 502 286 599
26 Titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
268 Autres titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
26800 Autres titres & participations	600 000 000	0	600 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	10 920 857 798	10 543 782 048	21 464 639 846
271 Contrepartie nationale (1)	10 920 857 798	0	10 920 857 798
27100 Contrepartie nationale (1)	10 920 857 798	0	10 920 857 798
273 Tirages sur dons (3)	0	10 543 782 048	10 543 782 048
27300 Tirages sur dons (3)	0	10 543 782 048	10 543 782 048
7 DONS	62 266 109 275	0	62 266 109 275
66 Allocations, contributions et exonérations	62 266 109 275	0	62 266 109 275
661 Allocations et subsides	35 108 133 719	0	35 108 133 719

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	35 108 133 719	0	35 108 133 719
662 Allocations aux services ministériels (2)	27 107 975 556	0	27 107 975 556
66200 Allocations aux services ministériels (2)	27 107 975 556	0	27 107 975 556
666 Contributions aux organisations internationales	50 000 000	0	50 000 000
66620 Contributions aux organisations africaines	50 000 000	0	50 000 000
8 AUTRES CHARGES	15 221 701 602	0	15 221 701 602
67 Prestations sociales employeur	15 221 701 602	0	15 221 701 602
673 Autres transferts courants	15 221 701 602	0	15 221 701 602
67320 Frais de scolarité et d'entretien des élèves	707 556 600	0	707 556 600
67340 Aides alimentaires, médicaments et soins médicaux	214 145 002	0	214 145 002
67350 Subventions aux associations sportives, culturelles et caritatives	14 300 000 000	0	14 300 000 000
40 MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	355 772 151 393	188 140 847 005	543 912 998 398
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	25 031 676 431	0	25 031 676 431
61 Rémunérations des salariés	25 031 676 431	0	25 031 676 431
611 Rémunérations des sous statuts	9 586 340 449	0	9 586 340 449
61110 Rémunérations de base	2 725 022 429	0	2 725 022 429
61130 Indemnités de déplacement	59 062 500	0	59 062 500
61140 Primes de technicité	6 767 254 020	0	6 767 254 020
61160 Allocations familiales	35 001 500	0	35 001 500
612 Rémunérations des sous contrats	6 088 556 600	0	6 088 556 600
61210 Rémunérations de base	1 090 942 332	0	1 090 942 332
61240 Primes de technicité	4 860 327 768	0	4 860 327 768
61260 Allocations familiales	137 286 500	0	137 286 500
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	8 518 609 052	0	8 518 609 052
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	8 518 609 052	0	8 518 609 052
616 Contributions sociales	838 170 330	0	838 170 330
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	613 052 960	0	613 052 960
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	225 117 370	0	225 117 370
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	2 261 450 711	0	2 261 450 711
62 Services extérieurs	1 665 129 679	0	1 665 129 679
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 030 388 957	0	1 030 388 957
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	150 000 000	0	150 000 000
62160 Frais de mission à l'intérieur	880 388 957	0	880 388 957
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	30 102 450	0	30 102 450

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62220 Fêtes et cérémonies	17 000 000	0	17 000 000
62240 Frais de réunions et de séminaires	13 102 450	0	13 102 450
623 Contrats de prestation de services & abonnements	182 497 268	0	182 497 268
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	99 842 124	0	99 842 124
62330 Frais de télécommunication	18 289 000	0	18 289 000
62360 Abonnements à internet	64 366 144	0	64 366 144
624 Locations	118 910 984	0	118 910 984
62420 Locations maisons d'habitation	7 000 000	0	7 000 000
62430 Locations de véhicules	111 910 984	0	111 910 984
625 Entretiens & réparations	303 230 020	0	303 230 020
62510 Entretien de terrains	40 850 000	0	40 850 000
62550 Entretien & réparations des véhicules	222 445 175	0	222 445 175
62580 Autres	39 934 845	0	39 934 845
63 Achats	596 321 032	0	596 321 032
631 Fournitures techniques	285 635 337	0	285 635 337
63120 Lubrifiants et carburants	103 263 000	0	103 263 000
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	182 372 337	0	182 372 337
632 Fournitures administratives	85 810 407	0	85 810 407
63210 Fournitures de bureau et imprimés	85 810 407	0	85 810 407
635 Energie et eau	224 875 288	0	224 875 288
63510 Electricité	224 875 288	0	224 875 288
4 INVESTISSEMENTS	325 128 926 169	188 140 847 005	513 269 773 174
20 Immobilisations incorporelles	2 612 641 385	0	2 612 641 385
201 Immobilisations incorporelles (études)	2 612 641 385	0	2 612 641 385
20100 Frais d'étude, de recherche et de développement	982 589 195	0	982 589 195
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	1 630 052 190	0	1 630 052 190
21 Immobilisations corporelles	21 155 900 494	0	21 155 900 494
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	11 741 050 781	0	11 741 050 781
21110 Terrains	6 456 059 644	0	6 456 059 644
21120 Gisements	60 842 286	0	60 842 286
21180 Autres	5 224 148 851	0	5 224 148 851
212 Constructions	6 958 133 036	0	6 958 133 036
21210 Logements	27 569 161	0	27 569 161
21220 Bâtiments administratifs	858 514 728	0	858 514 728
21230 Bâtiments techniques	1 267 429 602	0	1 267 429 602
21280 Autres constructions	4 804 619 545	0	4 804 619 545

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
213 Infrastructures	1 012 726 021	0	1 012 726 021
21320 Réseaux d'adduction d'eau potable	349 012 507	0	349 012 507
21330 Réseaux d'assainissement	67 798 651	0	67 798 651
21380 Autres infrastructures	595 914 863	0	595 914 863
214 Matériels, machines & équipements	1 443 990 656	0	1 443 990 656
21430 Mobilier et équipements de bureau	85 500 000	0	85 500 000
21450 Machines et matériels techniques	751 079 331	0	751 079 331
21480 Autres machines & équipements	607 411 325	0	607 411 325
22 Stocks	284 039 368 913	0	284 039 368 913
221 Stocks stratégiques	284 039 368 913	0	284 039 368 913
22180 Autres stocks stratégiques	284 039 368 913	0	284 039 368 913
26 Titres & participations	4 500 000 000	0	4 500 000 000
268 Autres titres & participations	4 500 000 000	0	4 500 000 000
26800 Autres titres & participations	4 500 000 000	0	4 500 000 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	12 821 015 377	188 140 847 005	200 961 862 382
271 Contrepartie nationale (1)	12 821 015 377	0	12 821 015 377
27100 Contrepartie nationale (1)	12 821 015 377	0	12 821 015 377
272 Tirages sur emprunts (2)	0	29 482 426 613	29 482 426 613
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	29 482 426 613	29 482 426 613
273 Tirages sur dons (3)	0	158 658 420 392	158 658 420 392
27300 Tirages sur dons (3)	0	158 658 420 392	158 658 420 392
7 DONS	3 350 098 082	0	3 350 098 082
66 Allocations, contributions et exonérations	3 350 098 082	0	3 350 098 082
661 Allocations et subsides	3 350 098 082	0	3 350 098 082
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	3 350 098 082	0	3 350 098 082
42 MINISTÈRE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	219 776 264 942	492 161 619 111	711 937 884 053
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	8 529 422 442	0	8 529 422 442
61 Rémunérations des salariés	8 529 422 442	0	8 529 422 442
611 Rémunérations des sous statuts	1 788 797 073	0	1 788 797 073
61110 Rémunérations de base	511 831 787	0	511 831 787
61130 Indemnités de déplacement	136 788 000	0	136 788 000
61140 Primes de technicité	1 133 846 286	0	1 133 846 286
61160 Allocations familiales	6 331 000	0	6 331 000
612 Rémunérations des sous contrats	102 392 437	0	102 392 437
61210 Rémunérations de base	10 008 518	0	10 008 518
61240 Primes de technicité	90 250 919	0	90 250 919

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
61260 Allocations familiales	2 133 000	0	2 133 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	6 528 570 064	0	6 528 570 064
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	6 513 570 064	0	6 513 570 064
61340 Rémunérations des journaliers	15 000 000	0	15 000 000
616 Contributions sociales	109 662 868	0	109 662 868
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	99 690 556	0	99 690 556
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	9 972 312	0	9 972 312
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	44 079 786 642	0	44 079 786 642
62 Services extérieurs	3 303 396 836	0	3 303 396 836
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 346 675 850	0	1 346 675 850
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	453 501 245	0	453 501 245
62160 Frais de mission à l'intérieur	893 174 605	0	893 174 605
622 Frais de relations publiques, publicités et intendance	200 627 000	0	200 627 000
62230 Frais de réceptions, conférences, sommets	200 627 000	0	200 627 000
623 Contrats de prestation de services & abonnements	210 349 636	0	210 349 636
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	28 753 036	0	28 753 036
62330 Frais de télécommunication	57 596 600	0	57 596 600
62360 Abonnements à internet	105 000 000	0	105 000 000
62380 Autres	19 000 000	0	19 000 000
625 Entretien & réparations	1 545 744 350	0	1 545 744 350
62510 Entretien de terrains	920 986 507	0	920 986 507
62550 Entretien & réparations des véhicules	318 665 028	0	318 665 028
62580 Autres	306 092 815	0	306 092 815
63 Achats	40 776 389 806	0	40 776 389 806
631 Fournitures techniques	40 190 796 000	0	40 190 796 000
63120 Lubrifiants et carburants	190 796 000	0	190 796 000
63150 Fournitures agricoles et vétérinaires	40 000 000 000	0	40 000 000 000
632 Fournitures administratives	561 329 852	0	561 329 852
63210 Fournitures de bureau et imprimés	416 970 312	0	416 970 312
63220 Livres et documentation	46 000 000	0	46 000 000
63280 Autres	98 359 540	0	98 359 540
635 Energie et eau	24 263 954	0	24 263 954
63510 Electricité	24 263 954	0	24 263 954
4 INVESTISSEMENTS	158 652 134 820	492 161 619 111	650 813 753 931
20 Immobilisations incorporelles	27 558 658 726	0	27 558 658 726

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
201 Immobilisations incorporelles (études)	27 558 658 726	0	27 558 658 726
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	27 558 658 726	0	27 558 658 726
21 Immobilisations corporelles	93 280 953 391	0	93 280 953 391
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	25 547 262 617	0	25 547 262 617
21100 Terrains, gisements et autres actifs naturels	24 982 335 462	0	24 982 335 462
21110 Terrains	564 927 155	0	564 927 155
212 Constructions	337 500 000	0	337 500 000
21280 Autres constructions	337 500 000	0	337 500 000
213 Infrastructures	42 361 368 705	0	42 361 368 705
21370 Electrification et télécommunications	6 898 159 843	0	6 898 159 843
21380 Autres infrastructures	35 463 208 862	0	35 463 208 862
214 Matériels, machines & équipements	25 034 822 069	0	25 034 822 069
21400 Matériel, machines & équipements	348 979 992	0	348 979 992
21430 Mobilier et équipements de bureau	923 437 653	0	923 437 653
21450 Machines et matériels techniques	3 792 854 000	0	3 792 854 000
21480 Autres machines & équipements	19 969 550 424	0	19 969 550 424
22 Stocks	3 877 024 641	0	3 877 024 641
221 Stocks stratégiques	3 877 024 641	0	3 877 024 641
22180 Autres stocks stratégiques	3 877 024 641	0	3 877 024 641
23 Immobilisations en cours	1 550 000 000	0	1 550 000 000
231 Immobilisations corporelles en cours	1 550 000 000	0	1 550 000 000
23120 Constructions	1 550 000 000	0	1 550 000 000
26 Titres & participations	58 455 860	0	58 455 860
268 Autres titres & participations	58 455 860	0	58 455 860
26800 Autres titres & participations	58 455 860	0	58 455 860
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	32 327 042 202	492 161 619 111	524 488 661 313
271 Contrepartie nationale (1)	32 327 042 202	0	32 327 042 202
27100 Contrepartie nationale (1)	32 327 042 202	0	32 327 042 202
273 Tirages sur dons (3)	0	492 161 619 111	492 161 619 111
27300 Tirages sur dons (3)	0	492 161 619 111	492 161 619 111
7 DONS	8 514 921 038	0	8 514 921 038
66 Allocations, contributions et exonérations	8 514 921 038	0	8 514 921 038
661 Allocations et subsides	6 425 461 788	0	6 425 461 788
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	6 425 461 788	0	6 425 461 788
662 Allocations aux services ministériels (2)	189 459 250	0	189 459 250
66200 Allocations aux services ministériels (2)	189 459 250	0	189 459 250
666 Contributions aux organisations internationales	1 900 000 000	0	1 900 000 000

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66620 Contributions aux organisations africaines	1 900 000 000	0	1 900 000 000
45 MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	367 876 965 022	218 963 280 531	586 840 245 553
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	7 474 998 426	0	7 474 998 426
61 Rémunérations des salariés	7 474 998 426	0	7 474 998 426
611 Rémunérations des sous statuts	1 638 028 984	0	1 638 028 984
61110 Rémunérations de base	544 599 564	0	544 599 564
61130 Indemnités de déplacement	117 600 000	0	117 600 000
61140 Primes de technicité	970 261 420	0	970 261 420
61160 Allocations familiales	5 568 000	0	5 568 000
612 Rémunérations des sous contrats	258 185 138	0	258 185 138
61210 Rémunérations de base	22 581 348	0	22 581 348
61240 Primes de technicité	228 815 790	0	228 815 790
61260 Allocations familiales	6 788 000	0	6 788 000
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	5 460 972 311	0	5 460 972 311
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	5 424 972 311	0	5 424 972 311
61340 Rémunérations des journaliers	36 000 000	0	36 000 000
616 Contributions sociales	117 811 993	0	117 811 993
61610 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous statuts	115 575 181	0	115 575 181
61620 Contributions de l'Etat à la sécurité sociale des sous contrats	2 236 812	0	2 236 812
2 ACHATS DE BIENS ET SERVICES	10 652 140 988	0	10 652 140 988
62 Services extérieurs	8 446 126 851	0	8 446 126 851
621 Frais de formation du personnel et frais de mission	1 133 241 888	0	1 133 241 888
62140 Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	213 096 974	0	213 096 974
62160 Frais de mission à l'intérieur	920 144 914	0	920 144 914
623 Contrats de prestation de services & abonnements	124 082 264	0	124 082 264
62320 Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	1 941 000	0	1 941 000
62330 Frais de télécommunication	21 341 264	0	21 341 264
62360 Abonnements à internet	100 800 000	0	100 800 000
624 Locations	4 893 022 583	0	4 893 022 583
62410 Locations immeubles administratifs	4 893 022 583	0	4 893 022 583
625 Entretiens & réparations	1 383 887 825	0	1 383 887 825
62510 Entretien de terrains	618 832 018	0	618 832 018
62550 Entretien & réparations des véhicules	120 000 000	0	120 000 000
62580 Autres	645 055 807	0	645 055 807

Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
626 Assurances	898 492 291	0	898 492 291
62620 Assurances des véhicules	898 492 291	0	898 492 291
627 Frais d'honoraires, d'actes et d'assistance technique	13 400 000	0	13 400 000
62750 Frais d'étude	13 400 000	0	13 400 000
63 Achats	2 206 014 137	0	2 206 014 137
631 Fournitures techniques	21 856 000	0	21 856 000
63120 Lubrifiants et carburants	21 856 000	0	21 856 000
632 Fournitures administratives	2 077 911 235	0	2 077 911 235
63210 Fournitures de bureau et imprimés	2 077 911 235	0	2 077 911 235
635 Energie et eau	106 246 902	0	106 246 902
63510 Electricité	106 246 902	0	106 246 902
4 INVESTISSEMENTS	324 041 551 824	218 963 280 531	543 004 832 355
20 Immobilisations incorporelles	8 128 293 000	0	8 128 293 000
201 Immobilisations incorporelles (études)	8 128 293 000	0	8 128 293 000
20110 Frais d'étude, de recherche et de développement	8 128 293 000	0	8 128 293 000
21 Immobilisations corporelles	76 033 200 913	0	76 033 200 913
211 Terrains, gisements et autres actifs naturels	36 800 000	0	36 800 000
21110 Terrains	36 800 000	0	36 800 000
212 Constructions	14 950 006 932	0	14 950 006 932
21220 Bâtiments administratifs	11 100 006 932	0	11 100 006 932
21260 Installations générales, aménagements et agencements des bâtiments	3 000 000 000	0	3 000 000 000
21280 Autres constructions	850 000 000	0	850 000 000
213 Infrastructures	50 190 493 981	0	50 190 493 981
21310 Routes	48 698 403 816	0	48 698 403 816
21330 Réseaux d'assainissement	1 492 090 165	0	1 492 090 165
214 Matériels, machines & équipements	10 855 900 000	0	10 855 900 000
21410 Matériel de transport	10 800 000 000	0	10 800 000 000
21480 Autres machines & équipements	55 900 000	0	55 900 000
27 Ressources transférées aux projets sur financements extérieurs	239 880 057 911	218 963 280 531	458 843 338 442
271 Contrepartie nationale (1)	239 880 057 911	0	239 880 057 911
27100 Contrepartie nationale (1)	239 880 057 911	0	239 880 057 911
272 Tirages sur emprunts (2)	0	7 725 379 129	7 725 379 129
27200 Tirages sur emprunts (2)	0	7 725 379 129	7 725 379 129
273 Tirages sur dons (3)	0	211 237 901 402	211 237 901 402
27300 Tirages sur dons (3)	0	211 237 901 402	211 237 901 402
7 DONS	25 708 273 784	0	25 708 273 784

		Crédits votés 2025/2026		
		Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
66	Allocations, contributions et exonérations	25 708 273 784	0	25 708 273 784
661	Allocations et subsides	25 085 138 536	0	25 085 138 536
66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	25 085 138 536	0	25 085 138 536
662	Allocations aux services ministériels (2)	623 135 248	0	623 135 248
66200	Allocations aux services ministériels (2)	623 135 248	0	623 135 248
71	INSTITUTION OMBUDSMAN	2 573 132 753	0	2 573 132 753
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	1 286 793 120	0	1 286 793 120
61	Rémunérations des salariés	1 286 793 120	0	1 286 793 120
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 286 793 120	0	1 286 793 120
61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 286 793 120	0	1 286 793 120
4	INVESTISSEMENTS	30 115 500	0	30 115 500
20	Immobilisations incorporelles	30 115 500	0	30 115 500
201	Immobilisations incorporelles (études)	30 115 500	0	30 115 500
20110	Frais d'étude, de recherche et de développement	30 115 500	0	30 115 500
7	DONS	1 256 224 133	0	1 256 224 133
66	Allocations, contributions et exonérations	1 256 224 133	0	1 256 224 133
661	Allocations et subsides	1 256 224 133	0	1 256 224 133
66110	Allocations aux pouvoirs publics (1)	1 256 224 133	0	1 256 224 133
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 489 034 539	0	4 489 034 539
1	REMUNERATIONS DES SALARIES	1 612 301 453	0	1 612 301 453
61	Rémunérations des salariés	1 612 301 453	0	1 612 301 453
613	Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	1 612 301 453	0	1 612 301 453
61320	Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	1 612 301 453	0	1 612 301 453
2	ACHATS DE BIENS ET SERVICES	1 550 862 019	0	1 550 862 019
62	Services extérieurs	1 297 580 019	0	1 297 580 019
621	Frais de formation du personnel et frais de mission	705 172 721	0	705 172 721
62140	Frais de mission des fonctionnaires à l'étranger	157 715 197	0	157 715 197
62160	Frais de mission à l'intérieur	547 457 524	0	547 457 524
622	Frais de relations publiques, publicités et intendance	210 000 000	0	210 000 000
62250	Frais de contact et renseignement	110 000 000	0	110 000 000
62260	Frais d'intendance	100 000 000	0	100 000 000
623	Contrats de prestation de services & abonnements	113 258 431	0	113 258 431
62320	Frais de poste, courriers rapides & valises diplomatiques	2 000 000	0	2 000 000
62330	Frais de télécommunication	31 896 532	0	31 896 532



Crédits votés 2025/2026			
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
62360 Abonnements à internet	79 361 899	0	79 361 899
625 Entretiens & réparations	269 148 867	0	269 148 867
62520 Entretien des bâtiments et constructions	76 193 140	0	76 193 140
62550 Entretien & réparations des véhicules	184 555 727	0	184 555 727
62580 Autres	8 400 000	0	8 400 000
63 Achats	253 282 000	0	253 282 000
631 Fournitures techniques	167 990 000	0	167 990 000
63120 Lubrifiants et carburants	167 990 000	0	167 990 000
632 Fournitures administratives	77 292 000	0	77 292 000
63210 Fournitures de bureau et imprimés	77 292 000	0	77 292 000
633 Vêtements	0	0	0
63300 Vêtements	0	0	0
635 Energie et eau	8 000 000	0	8 000 000
63510 Electricité	8 000 000	0	8 000 000
4 INVESTISSEMENTS	1 050 000 000	0	1 050 000 000
21 Immobilisations corporelles	1 050 000 000	0	1 050 000 000
214 Matériels, machines & équipements	1 050 000 000	0	1 050 000 000
21410 Matériel de transport	1 020 000 000	0	1 020 000 000
21430 Mobilier et équipements de bureau	30 000 000	0	30 000 000
7 DONS	275 871 067	0	275 871 067
66 Allocations, contributions et exonérations	275 871 067	0	275 871 067
661 Allocations et subsides	275 871 067	0	275 871 067
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	275 871 067	0	275 871 067
75 COUR CONSTITUTIONNELLE	795 804 849	0	795 804 849
1 REMUNERATIONS DES SALAIRES	342 549 539	0	342 549 539
61 Rémunérations des salariés	342 549 539	0	342 549 539
613 Vacataires, contractuels, journaliers et occasionnels	342 549 539	0	342 549 539
61320 Rémunérations du personnel sous contrats spécifiques (1)	342 549 539	0	342 549 539
4 INVESTISSEMENTS	24 368 500	0	24 368 500
21 Immobilisations corporelles	24 368 500	0	24 368 500
214 Matériels, machines & équipements	24 368 500	0	24 368 500
21430 Mobilier et équipements de bureau	24 368 500	0	24 368 500
7 DONS	428 886 810	0	428 886 810
66 Allocations, contributions et exonérations	428 886 810	0	428 886 810
661 Allocations et subsides	428 886 810	0	428 886 810
66110 Allocations aux pouvoirs publics (1)	428 886 810	0	428 886 810

	Crédits votés 2025/2026		
	Ressources nationales	Ressources extérieures	Total
TOTAL GENERAL	5 168 460 343 681	1 388 721 108 072	6 557 181 451 753



TABLEAU D: BUDGET DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT
SUR LES RESSOURCES NATIONALES

Crédit 2025/2026.1

01 PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE			154 197 230 263
001	CABINET		99 623 210 353
01 00 001 00 4 20110 11 000 0131 15	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION		80 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 02	REHABILITATION DES PALAIS		2 000 000 000
01 00 001 00 4 21220 11 000 0132 01	CONSTRUCTIONS DE DIVERS IMMEUBLES A CARACTERE COMMUNAUTAIRE		14 000 000 000
01 00 001 00 4 21430 11 000 0661 01	EQUIPEMENT BUILDING ADMINISTRATIF DE LA PRESIDENCE		450 000 000
01 00 001 00 4 21450 11 000 0113 01	APPUI AUX BONNES INITIATIVES		8 920 383 702
01 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION		667 000 000
01 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		872 320 899
01 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS		635 429 650
01 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		2 963 291
01 00 001 00 1 61410 11 000 0113 01	TRAITEMENTS ET INDEMNITES DU PERSONNEL POLITIQUE		11 101 733 716
01 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		76 826 810
01 00 001 00 1 61680 11 000 0131 01	REGULARISATION DES ANCIENS CHEFS D'ETAT		462 069 916
01 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU CHEF DE L'ETAT		3 000 000 000
01 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER		4 500 000 000
01 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS		1 800 000 000
01 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	COLLATION DU PERSONNEL DE LA PRESIDENCE		212 320 000
01 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE		1 080 000 000
01 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS		386 126 871
01 00 001 00 2 62360 11 000 0413 01	ABONNEMENT A L'INTERNET		577 105 384
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI		1 000 000 000
01 00 001 00 2 62550 11 000 0113 02	ENTRETIEN DU CHARROI PRESIDENTIEL		2 000 000 000
01 00 001 00 2 62560 11 000 0113 01	ENTRETIEN DE L'AVION DU GOUVERNEMENT		337 685 586
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS DE LA PRESIDENCE		466 773 831
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DES PALAIS		1 020 915 200
01 00 001 00 2 62580 11 000 0113 03	ENTRETIEN DU NOUVEAU PALAIS PRESIDENTIEL		871 541 105
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 02	CARBURANT ET LUBRIFIANTS DU CHARROI PRESIDENTIEL		1 044 549 000
01 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANTS ET LUBRIFIANTS		1 275 292 270
01 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		519 977 258
01 00 001 00 2 63280 11 000 0136 01	FRAIS DE REGULARISATION DES IMPAYES		4 197 188 236
01 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE		312 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 21	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FLAMBEAU DE LA PAIX		849 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0413 11	BUREAU D'ETUDE STRATEGIQUE ET DEVELOPPEMENT		687 054 138
01 00 001 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET MILITAIRE		433 094 338
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DES FETES		90 000 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA BSPI		2 839 296 000



Crédit 2025/2026.1

01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 10	COMMISSION NATIONALE CHARGÉE DE LA DEMARCATION ET DE LA MATERIAISATION DES FRONTIERES COMMUNES AVEC LES PAYS VOISINS	153 038 045
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT D'APPUI A LA PROTECTION DES INSTITUTIONS	2 768 522 097
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ORDRES NATIONAUX	78 190 569
01 00 001 00 7 66110 11 000 0321 04	SERVICE NATIONAL DE RENSEIGNEMENT	26 875 244 562
01 00 001 00 7 66110 11 000 0113 16	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES PRIERES NATIONALES D'ACTION DE GRACE	546 171 000
01 00 001 00 7 66110 11 000 0311 09	CABINET CHARGE DES QUESTIONS DE POLICE	398 282 483
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	26 646 397
01 00 001 00 6 67210 11 000 1013 01	FRAIS FUNERAIRES	8 467 999
002	OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	2 157 528 164
01 00 002 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	465 000 000
01 00 002 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	191 376 951
01 00 002 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE DE LA PREMIERE DAME POUR LE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI(OPDD-BURUNDI)	1 501 151 213
003	AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	3 141 985 635
01 00 003 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX	46 493 603
01 00 003 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 866 690 033
01 00 003 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DU DEVELOPPEMENT DU BURUNDI	1 228 801 999
004	AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	2 019 210 994
01 00 004 00 4 21430 11 000 0413 01	EQUIPEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	13 500 000
01 00 004 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	497 413 515
01 00 004 00 7 66110 11 000 0413 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TELECOMMUNICATIONS	1 508 297 479
005	COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	6 063 718 709
01 00 005 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 929 705 928
01 00 005 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION VERITE ET RECONCILIATION	4 134 012 781
006	CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	732 914 516
01 00 006 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	454 662 232
01 00 006 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SUPERIEUR DE LA MAGISTRATURE	278 252 284
007	INSPECTION GENERAL DE L'ETAT	2 603 841 069
01 00 007 00 1 61320 11 000 0164 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 800 236 868
01 00 007 00 7 66110 11 000 0164 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE L'ETAT	803 604 201
008	CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	272 785 172
01 00 008 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	68 678 352
01 00 008 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE SECURITE	204 106 820
009	CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	957 336 377



Crédit 2025/2026.1

01 00 009 00 4 21410 11 000 0113 01	ACQUISITION VEHICULES	392 885 867
01 00 009 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	212 152 907
01 00 009 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE LA COMMUNICATION	352 297 603
010	OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	307 829 493
01 00 010 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	100 362 872
01 00 010 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL POUR LA PREVENTION ET L'ERADICATION DU GENOCIDE, DES CRIMES DE GUERRE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE	207 466 621
012	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	30 190 681
01 00 012 00 1 61320 11 000 0413 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	30 190 681
013	CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	286 679 100
01 00 013 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	171 991 716
01 00 013 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL NATIONAL DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA RECONCILIATION	114 687 384
014	PAEEJ	36 000 000 000
01 00 014 00 4 26110 11 000 0841 01	APPUI A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES PAR LE PAEEJ	30 363 471 926
01 00 014 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PAEEJ	2 860 084 258
01 00 014 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PAEEJ	2 776 443 816
02	VICE-PRESIDENCE	5 193 448 008
001	CABINET	2 520 388 208
02 00 001 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA VICE-PRESIDENCE	98 112 419
02 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	51 600 000
02 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	116 443 854
02 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 394 793
02 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 839 041
02 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	41 128 694
02 00 001 00 2 62130 11 000 0113 01	VOYAGES OFFICIELS DU VICE-PRESIDENT	192 738 231
02 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	201 369 697
02 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	460 800 000
02 00 001 00 2 62220 11 000 0113 01	FETES OFFICIELLES	12 000 000
02 00 001 00 2 62260 11 000 0113 01	FRAIS D'INTENDANCE	304 166 666
02 00 001 00 2 62320 11 000 0113 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	660 000
02 00 001 00 2 62330 11 000 0113 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	23 258 643
02 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	12 759 213
02 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN CHARROI	280 191 094
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU VICE-PRESIDENT	66 691 301
02 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	11 671 002
02 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	383 166 668
02 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT ET FOURNITURES DE BUREAU	53 879 003

Crédit 2025/2026.1

02 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	18 000 000
02 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	125 517 889
502	COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	2 673 059 800
02 00 502 00 4 21220 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	101 136 088
02 00 502 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 112 280 457
02 00 502 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS DE L'HOMME	1 459 643 255
03	PREMIER MINISTERE	17 911 111 777
001	CABINET	8 192 140 511
03 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENT DU PREMIER MINISTRE	21 853 600
03 00 001 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS(DPN)	7 917 370
03 00 001 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS (DGPN)	6 409 264
03 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	198 300 000
03 00 001 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS(DGPN)	16 336 485
03 00 001 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS(DPN)	16 243 875
03 00 001 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS(DPN)	105 000
03 00 001 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS(DGPN)	81 000
03 00 001 00 1 61210 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	853 582 363
03 00 001 00 1 61240 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	60 810 011
03 00 001 00 1 61260 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	3 090 380
03 00 001 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS(DGPN)	1 153 668
03 00 001 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS (DPN)	1 425 127
03 00 001 00 1 61620 11 000 0111 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 905 195
03 00 001 00 2 62120 11 000 0121 01	ELABORATION D'UN PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PIP) ET CDMT	377 190 000
03 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DU PREMIER MINISTRE	475 169 558
03 00 001 00 2 62140 11 000 0111 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	640 783 551
03 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	FRAIS DE MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	560 082 309
03 00 001 00 2 62220 11 000 0111 01	FETES OFFICIELLES	30 000 000
03 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS WELFARE	286 047 224
03 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE	264 166 667
03 00 001 00 2 62280 11 000 0113 01	FRAIS DE COORDINATION DES ACTIVITES MINISTERIELLES	250 000 000
03 00 001 00 2 62280 11 000 0121 01	APPUI A L'ELABORATION DES CDMT	125 512 200
03 00 001 00 2 62320 11 000 0111 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 169 394
03 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	42 100 840
03 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	30 000 000
03 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 028 929 423
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DU PALAIS	40 800 000
03 00 001 00 2 62580 11 000 0113 02	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	15 000 000

Crédit 2025/2026.1

03 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	487 743 200
03 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	471 462 237
03 00 001 00 2 63510 11 000 0113 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	46 832 865
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA NORMALISATION TOPONYMIQUE	99 995 000
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMITES DE PILOTAGES ET TECHNIQUES DE CADRAGE	701 027 550
03 00 001 00 7 66110 11 000 0121 01	EVALUATION TRIMESTRIELLE DES PTBA	930 154 750
03 00 001 00 6 67210 11 000 0113 01	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	69 760 405
003 SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION		322 376 672
03 00 003 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	167 490 893
03 00 003 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA PLATEFORME MULTISECTORIELLE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION	154 885 779
004 BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE		638 161 553
03 00 004 00 1 61310 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	246 911 753
03 00 004 00 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE CENTRALISATION GEOMATIQUE	391 249 800
005 AUTORITE DE RADIOPROTECTION ET DE SURETE NUCLEAIRE DU BURUNDI (ARSBU)		270 600 000
03 00 005 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	66 600 000
03 00 005 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ARSBU	204 000 000
006 BUREAU CENTRAL DE RECENSEMENT		2 248 341 726
03 00 006 00 7 66110 11 000 0121 01	REALISATION DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION, DE L'HABITAT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	2 248 341 726
007 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BUHUMUZA		155 352 656
03 00 007 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BUHUMUZA	67 787 576
03 00 007 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BUHUMUZA	87 565 080
008 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BUJUMBURA		5 544 205 406
03 00 008 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BUJUMBURA	1 368 292 246
03 00 008 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BUJUMBURA	4 175 913 160
009 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BURUNGA		170 372 648
03 00 009 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BURUNGA	82 807 568
03 00 009 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BURUNGA	87 565 080
010 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/BUTANYERERA		173 177 324
03 00 010 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/BUTANYERERA	78 468 320
03 00 010 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/BUTANYERERA	94 709 004
011 INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE DU BURUNDI/GITEGA		196 383 281
03 00 011 00 1 61320 11 000 0121 15	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSBU/GITEGA	93 456 512
03 00 011 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSBU/GITEGA	102 926 769

Crédit 2025/2026.1

04 SECRETARIAT GENERAL DE L'ETAT**2 621 348 806****001 CABINET****2 621 348 806**

04 00 001 00 4 21430 11 000 0113 01	EQUIPEMENTS DE BUREAU	23 875 569
04 00 001 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 650 716
04 00 001 00 1 61130 11 000 0113 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	55 200 000
04 00 001 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 480 500
04 00 001 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
04 00 001 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 076 356
04 00 001 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 257 000
04 00 001 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	408 000
04 00 001 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 637 129
04 00 001 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	249 163
04 00 001 00 2 62140 11 000 0113 01	MISSIONS OFFICIELLES DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	100 000 000
04 00 001 00 2 62160 11 000 0113 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	180 000 000
04 00 001 00 2 62220 11 000 0411 01	FRAIS RELATIFS AUX CÉRÉMONIES OFFICIELLES	242 000 000
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 05	FRAIS RELATIFS AUX CONSEILS DES MINISTRES	579 779 589
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 03	CONFERENCES ET SOMMETS	775 576 470
04 00 001 00 2 62230 11 000 0113 01	FRAIS DE RECEPTION	138 720 000
04 00 001 00 2 62320 11 000 0413 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	259 200
04 00 001 00 2 62330 11 000 0413 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	17 763 840
04 00 001 00 2 62360 11 000 0113 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	14 307 181
04 00 001 00 2 62550 11 000 0113 01	ENTRETIEN DU CHARROI SGE	31 880 000
04 00 001 00 2 62580 11 000 0113 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	7 448 000
04 00 001 00 2 63120 11 000 0113 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	48 983 889
04 00 001 00 2 63210 11 000 0113 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	37 760 000
04 00 001 00 2 63510 11 000 0631 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	6 480 000
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES PORTE-PAROLE DES MINISTERES	268 284 506
04 00 001 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	40 103 698

05 ASSEMBLEE NATIONALE**27 907 616 889****001 CABINET****27 907 616 889**

05 00 001 00 4 21420 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DES NOUVEAUX DÉPUTES	2 240 000 000
05 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT ASSEMBLEE NATIONALE	630 396 312
05 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 614 058 085
05 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	399 400 000
05 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 357 837 015
05 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 413 045
05 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIMES DE RENDEMENT S/STATUTS	1 472 165 399
05 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE/DEPUTES	2 787 742 800

Crédit 2025/2026.1

05 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/DEPUTES	3 468 008 520
05 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	177 348 915
05 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/DEPUTES	362 105 496
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	512 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	136 150 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR L' EALA	70 000 000
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	MISSIONS A L'ETRANGER DES DEPUTES ET FONCTIONNAIRES	903 837 780
05 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	VOYAGES OFFICIELS DES VICE-PRESIDENTS	376 000 000
05 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS	1 098 115 795
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	FRAIS DES RECEPTIONS OFFICIELLES	50 000 000
05 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	CONFERENCES ET SEMINAIRES	102 000 000
05 00 001 00 2 62240 11 000 0811 01	BREAKFAST PRAYER	300 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	360 000 000
05 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	260 000 000
05 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	66 354 000
05 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	152 738 812
05 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS ET RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	108 000 000
05 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	AMENAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT DU PALAIS DE L'ASSEMBLEE NATIONALE	406 226 100
05 00 001 00 2 62550 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU CHARROI	1 448 150 950
05 00 001 00 2 62570 11 000 0111 01	ENTRETIEN CLIMATISEURS ET SONORISATION	200 000 000
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 311 184
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT DE L' ASSEMBLEE NATIONALE	36 155 592
05 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	856 071 825
05 00 001 00 2 62610 11 000 0111 01	ASSURANCE INCENDIE DES BATIMENTS DU PARLEMENT	32 183 396
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	375 779 580
05 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX DEPUTES	333 000 000
05 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	266 299 000
05 00 001 00 2 63120 11 000 0111 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS/ADMINISTRATION	2 791 565 304
05 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	536 314 161
05 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	99 107 980
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	10 403 999
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 09	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	190 000 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 440
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	29 844 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	700 000 000
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	14 981 757
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETE	3 418 695

Crédit 2025/2026.1

05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	JOURNAL PARLEMENTAIRE	85 139 313
05 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	266 757 987
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX POUR LES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	44 460 652
05 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	64 028 000
06	SENAT	16 364 742 970
001	CABINET	16 364 742 970
06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES	30 000 000
06 00 001 00 4 20110 11 000 0111 01	PROJET ENQUETE SUR LA REFORME ADMINISTRATIVE 1925	131 872 154
06 00 001 00 4 21420 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DES NOUVEAUX SENATEURS	260 000 000
06 00 001 00 4 21430 11 000 0111 01	EQUIPEMENT SENAT	1 728 000 000
06 00 001 00 4 21450 11 000 0111 01	ACQUISITION DU MATERIEL DE SECURITE AU SENAT	45 000 000
06 00 001 00 1 61110 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 165 206 992
06 00 001 00 1 61130 11 000 0111 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	303 000 000
06 00 001 00 1 61140 11 000 0111 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	655 020 376
06 00 001 00 1 61160 11 000 0111 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	11 856 000
06 00 001 00 1 61250 11 000 0111 01	PRIME DE RENDEMENT S/STATUS	549 434 999
06 00 001 00 1 61260 11 000 0111 02	ALLOCATIONS FAMILIALES/SENATEURS	780 000
06 00 001 00 1 61420 11 000 0111 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE/SENATEURS	435 323 200
06 00 001 00 1 61440 11 000 0111 02	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE/SENATEURS	619 204 213
06 00 001 00 1 61450 11 000 0111 01	INDEMNITES DE FIN DE MANDAT	885 415 568
06 00 001 00 1 61610 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	173 549 680
06 00 001 00 1 61630 11 000 0111 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/SENATEURS	81 120 743
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 04	VOYAGES OFFICIELS DES VICE- PRESIDENTS	375 945 950
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 02	MISSIONS POUR ASSECAA	259 042 965
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 05	MISSIONS POUR LE PARLEMENT PANAFRICAIN	126 100 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 03	VOYAGES OFFICIELS DU PRESIDENT	511 891 900
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 01	MISSIONS A L'ETRANGER DES SENATEURS ET FONCTIONNAIRES	27 000 000
06 00 001 00 2 62130 11 000 0111 06	FRAIS DE MISSION POUR L'EALA	60 000 000
06 00 001 00 2 62160 11 000 0111 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	1 298 320 010
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 02	CONFERENCES ET SEMINAIRES	138 998 250
06 00 001 00 2 62230 11 000 0111 01	FRAIS DE RECEPTION OFFICIELLE	48 568 311
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 02	FRAIS D'INTENDANCE DU PRESIDENT	360 000 000
06 00 001 00 2 62260 11 000 0111 01	FRAIS D'INTENDANCE DES VICE-PRESIDENTS	259 999 999
06 00 001 00 2 62330 11 000 0111 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS ET POSTAUX	62 604 400
06 00 001 00 2 62360 11 000 0111 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	196 477 275
06 00 001 00 2 62410 11 000 0111 01	LOYER BUREAUX	18 000 000
06 00 001 00 2 62420 11 000 0111 02	LOCATION DU PALAIS DU PRESIDENT ET DES VICE-PRESIDENTS DU SENAT	108 000 000

Crédit 2025/2026.1

06 00 001 00 2 62510 11 000 0111 01	ENTRETIEN DU SIEGE DU SENAT	210 500 000
06 00 001 00 2 62550 11 000 0111 02	ENTRETIEN CHARROI	496 000 000
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 03	ENTRETIEN DES RESIDENCES DES VICE-PRESIDENTS	35 000 000
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 02	ENTRETIEN DES MACHINES	85 291 664
06 00 001 00 2 62580 11 000 0111 01	ENTRETIEN ET EQUIPEMENT DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT	36 000 000
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 02	ASSURANCE DES VEHICULES ACCORDES EN LOCATION-VENTE AUX SENATEURS	50 001 560
06 00 001 00 2 62620 11 000 0111 01	ASSURANCE VEHICULES	90 957 035
06 00 001 00 2 62760 11 000 0111 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES PARLEMENTAIRES	39 067 161
06 00 001 00 2 63120 11 000 0111 02	CARBURANT ET LUBRIFIANT/ADMINISTRATION	1 197 225 944
06 00 001 00 2 63210 11 000 0111 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	275 442 158
06 00 001 00 2 63510 11 000 0111 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	35 320 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'ENQUETES	7 748 756
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 03	ACCUEIL DES DELEGATIONS ETRANGERES	77 640 906
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 11	FRAIS DE CONTROLE DE LA MISE EN OEUVRE DU BUDGET PROGRAMME	80 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 05	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS SPECIALES	38 202 307
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 07	APPUI AUX ASSOCIATIONS NATIONALES PARLEMENTAIRES	3 745 439
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 02	JOURNAL PARLEMENTAIRE	20 539 552
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 04	FONCTIONNEMENT DU COLLEGE DES QUESTEURS	19 427 452
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES UNITES PROVINCIALES SENATORIALES	1 000 000 000
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 08	TOURNOI INTERPARLEMENTAIRE EAC/EALA	494 353 808
06 00 001 00 7 66110 11 000 0111 06	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS PERMANENTES	35 000 000
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 01	FRAIS FUNERAIRES	23 275 995
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 03	FRAIS MEDICAUX DES MEMBRES DU BUREAU	50 000 000
06 00 001 00 6 67210 11 000 0111 02	FONDS D'ASSISTANCE SOCIALE	38 270 248

07 COUR DES COMPTES**1 770 881 045****001 CABINET****1 770 881 045**

07 00 001 00 1 61110 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	558 000 000
07 00 001 00 1 61130 11 000 0114 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	21 600 000
07 00 001 00 1 61210 11 000 0114 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	187 955 978
07 00 001 00 1 61240 11 000 0114 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 120 000
07 00 001 00 1 61260 11 000 0114 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 400 000
07 00 001 00 1 61610 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	38 579 400
07 00 001 00 1 61620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 445 112
07 00 001 00 2 62130 11 000 0114 01	MISSIONS A L'ETRANGER	200 000 000
07 00 001 00 2 62160 11 000 0114 01	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	191 549 950
07 00 001 00 2 62230 11 000 0114 01	RECEPTIONS OFFICIELLES	10 500 000
07 00 001 00 2 62320 11 000 0114 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	680 000

Crédit 2025/2026.1

07 00 001 00 2 62330 11 000 0114 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	12 542 796
07 00 001 00 2 62360 11 000 0114 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	18 684 000
07 00 001 00 2 62510 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	12 000 000
07 00 001 00 2 62550 11 000 0114 01	ENTRETIEN DU CHARROI	38 000 000
07 00 001 00 2 62580 11 000 0114 01	ENTRETIEN DES MACHINES	14 632 270
07 00 001 00 2 62620 11 000 0114 01	ASSURANCE VEHICULES ET BATIMENTS	17 359 000
07 00 001 00 2 63120 11 000 0114 01	CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 680 000
07 00 001 00 2 63210 11 000 0114 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	58 184 857
07 00 001 00 2 63510 11 000 0114 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	8 599 895
07 00 001 00 7 66110 11 000 0114 01	AUDIT DES MINISTRES	288 461 638
07 00 001 00 7 66620 11 000 0114 01	CONTRIBUTION AUX INSTITUTIONS SUPERIEURES DE CONTROLE	6 906 149
07 00 001 00 6 67210 11 000 0114 01	FRAIS FUNERAIRES	2 000 000

08 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE 13 697 022 163
001 CABINET

08 00 001 00 1 61320 11 000 0133 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 987 553 413
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE	1 479 657 200
08 00 001 00 7 66110 11 000 0133 02	PROVISION AUX ELECTIONS	10 229 811 550

11 MINISTERE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE 319 411 553 419
001 CABINET DU MINISTRE

11 00 001 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	237 081 505
11 00 001 00 7 66110 11 000 0311 12	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA SECURITE PUBLIQUE ET DE LA GESTION DES CATASTROPHES	200 000 000

027 SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE

11 00 027 00 4 21220 11 000 0311 01	CONSTRUCTION DES BUREAUX PROVINCIAUX	5 000 000 000
11 00 027 00 4 21380 11 000 0421 01	PARTICIPATION DES COMMUNES A LA BANQUE D'INVESTISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT POUR LES FEMMES (BIDF) ET A LA BANQUE D'INVESTISSEMENT POUR LES JEUNES (BIJ)	17 000 000 000
11 00 027 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DES BUREAUX DU MINISTRE	274 505 740
11 00 027 00 2 62140 11 000 0311 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	519 503 116
11 00 027 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	1 094 975 580
11 00 027 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	100 000 000
11 00 027 00 2 62320 11 000 0311 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	2 943 594
11 00 027 00 2 62330 11 000 0311 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	463 224 240
11 00 027 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	41 773 920
11 00 027 00 2 62410 11 000 0311 01	LOYERS BUREAUX DU MINISTRE	670 696 109
11 00 027 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	94 227 096
11 00 027 00 2 62580 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	22 489 500
11 00 027 00 2 62580 11 000 0132 01	ENTRETIEN GROUPE ELECTROGENE	16 303 915
11 00 027 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	196 872 800



Crédit 2025/2026.1

11 00 027 00 2 63280 11 000 0311 01	ACHAT PASSEPORT POUR LES POLICIERS EN MAINTIEN DE LA PAIX	11 453 143
11 00 027 00 2 63510 11 000 0311 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	1 836 424 824
11 00 027 00 7 66110 11 000 0113 15	FONCTIONNEMENT DES ADMINISTRATIONS PROVINCIALES	2 210 000 000
11 00 027 00 7 66110 11 000 0311 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	2 994 770 655
11 00 027 00 7 66110 11 000 0311 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES DE SECURITE AUPRES DES AMBASSADES	200 702 837
11 00 027 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT D'UN ATTACHE DE SECURITE A NAIROBI DANS LE CADRE DE L'INTERPOL	207 762 974
11 00 027 00 8 67310 11 000 0311 01	FORMATION, BOURSES ET STAGES	1 752 512 903
028	DIRECTION DES ETUDES STRATEGIQUES	104 559 611
11 00 028 00 7 66110 11 000 0311 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES ETUDES STRATEGIQUES	104 559 611
029	DIRECTION DES STATISTIQUES	65 430 228
11 00 029 00 7 66110 11 000 0311 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES STATISTIQUES	65 430 228
030	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA PROMOTION SOCIALE	797 715 803
11 00 030 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	320 083 193
11 00 030 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 034 020
11 00 030 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	47 687 880
11 00 030 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	46 858 000
11 00 030 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 936 343
11 00 030 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	193 907 640
11 00 030 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	179 585 855
11 00 030 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 622 872
031	DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	119 813 500
11 00 031 00 7 66110 11 000 0311 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	119 813 500
032	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DU PATRIMOINE	103 436 500
11 00 032 00 7 66110 11 000 0311 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA LOGISTIQUE ET DU PATRIMOINE	103 436 500
033	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	4 045 189 536
11 00 033 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	690 902 325
11 00 033 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 143 382 507
11 00 033 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 348 000
11 00 033 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 831 278
11 00 033 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	74 412 000

Crédit 2025/2026.1

11 00 033 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	4 392 000
11 00 033 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	922 330 868
11 00 033 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 975 642
11 00 033 00 2 62120 11 000 0311 01	FORMATION PATRIOTIQUE	44 275 500
11 00 033 00 2 63210 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	57 954 000
11 00 033 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	11 385 416
034	DIRECTION DE L'EDUCATION CIVIQUE ET DE LA FORMATION PATRIOTIQUE	70 503 095
11 00 034 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 262 149
11 00 034 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 032 500
11 00 034 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	636 000
11 00 034 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 572 446
035	DIRECTION DE LA POPULATION	79 600 855
11 00 035 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 945 979
11 00 035 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	32 548 500
11 00 035 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	588 000
11 00 035 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	261 909
11 00 035 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
11 00 035 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
11 00 035 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	26 024 038
11 00 035 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 697 429
036	DIRECTION DU RAPATRIEMENT, DE LA REINSTALLATION DES RAPATRIES	346 321 492
11 00 036 00 4 21230 11 000 0311 01	APPUI AU PROCESSUS DE RAPATRIEMENT A LA DIRECTION DU RAPATRIEMENT, DE LA REINSTALLATION DES RAPATRIES	183 714 761
11 00 036 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	45 392 957
11 00 036 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	102 673 952
11 00 036 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 044 000
11 00 036 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 495 822
037	DIRECTION DE REINTEGRATION DES RAPATRIES ET DES DEPLACES	370 538 778



Crédit 2025/2026.1

11 00 037 00 4 21230 11 000 0311 01	APPUI AU PROCESSUS DE RAPATRIEMENT A LA DIRECTION DE REINTEGRATION DES RAPATRIES ET DES DEPLACES	370 538 778
038	DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, JURIDIQUES ET POLITIQUES	107 740 634
11 00 038 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUT	19 490 028
11 00 038 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 748 900
11 00 038 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	456 000
11 00 038 00 1 61210 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	224 152
11 00 038 00 1 61240 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 035 125
11 00 038 00 1 61260 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
11 00 038 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 707 028
11 00 038 00 1 61620 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	47 000
11 00 038 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES, POLITIQUES ET JURIDIQUES	33 912 401
040	DIRECTION DE LA COORDINATION DES ONGs	117 836 347
11 00 040 00 1 61110 11 000 0113 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 366 330
11 00 040 00 1 61140 11 000 0113 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 689 500
11 00 040 00 1 61160 11 000 0113 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
11 00 040 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 492 796
11 00 040 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE COORDINATION DES ONGs	74 963 721
041	ONPRA	60 000 000
11 00 041 00 6 67280 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ONPRA	60 000 000
042	FORUM DES PARTIS POLITIQUES	310 285 887
11 00 042 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FORUM DES PARTIS POLITIQUES	310 285 887
043	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DE DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	476 442 953
11 00 043 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	54 264 511
11 00 043 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	85 367 022
11 00 043 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	19 551 038
11 00 043 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	10 217 390
11 00 043 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 501 694
11 00 043 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	8 464 973
11 00 043 00 1 61610 11 000 0113 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	0.0
11 00 043 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	64 141 237
11 00 043 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	150 991 088

Crédit 2025/2026.1

11 00 043 00 2 62160 11 000 0132 04	ACHAT MATERIEL DE BUREAU/DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DE DECENTRALISATION ET DEVELOPPEMENT LOCAL	75 944 000
044	DIRECTION DE LA DECENTRALISATION ET DE LA GESTION DES PERFORMANCE DES COMMUNES	121 200 000
11 00 044 00 2 62160 11 000 0132 04	EVALUATION DE LA PERFORMANCE DES COMMUNES	51 000 000
11 00 044 00 5 65320 11 000 0421 02	APPUI AU PROCESSUS DE TRANSFERT DES COMPETENCES DE L'ETAT AUX COMMUNES	70 200 000
045	DIRECTION DE LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	406 286 734
11 00 045 00 4 27100 11 000 0132 01	APPUI A LA FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	190 100 840
11 00 045 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE FORMATION DES ACTEURS LOCAUX DE LA DECENTRALISATION	216 185 894
046	DIRECTION DES FINANCES COMMUNALES	2 201 608 414
11 00 046 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 632 456
11 00 046 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 249 273
11 00 046 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	462 000
11 00 046 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	122 238
11 00 046 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 134 000
11 00 046 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	48 000
11 00 046 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 675 810
11 00 046 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 931 659
11 00 046 00 7 66110 11 000 0113 14	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES FINANCES COMMUNALES	2 083 352 978
047	DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE LOCALE ET DE L'ENTREPRENEURIAT	21 587 630
11 00 047 00 7 66110 11 000 0132 21	PROMOUVOIR LES SOCIETES COOPERATIVES	21 587 630
048	DIRECTION DE L'INTERCOMMUNALITE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	28 958 495
11 00 048 00 7 66110 11 000 0113 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION D'INTERCOMMUNALITE ET DE LA COOPERATION DECENTRALISEE	28 958 495
050	DIRECTION DE LA PLANIFICATION LOCALE	4 372 189
11 00 050 00 1 61110 11 000 0132 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	780 000
11 00 050 00 1 61140 11 000 0132 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 241 884
11 00 050 00 1 61160 11 000 0132 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	450 102
11 00 050 00 1 61610 11 000 0132 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	900 203
051	ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	70 155 451
11 00 051 00 1 61320 11 000 0132 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	62 000 000
11 00 051 00 7 66110 11 000 0132 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANTENNE PROVINCIALE DU PLAN	8 155 451
052	FONIC	6 626 173 725

Crédit 2025/2026.1

11 00 052 00 4 21220 11 000 0311 11	CONSTRUCTION DES BUREAUX DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE,ZONALE ET COLLINAIRE	5 000 000 000
11 00 052 00 1 61320 11 000 0113 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONIC	1 082 660 774
11 00 052 00 2 62160 11 000 0421 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL/FONIC	338 491 421
11 00 052 00 7 66110 11 000 0421 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONIC	205 021 530
053 ANACOOOP		1 301 471 960
11 00 053 00 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'ANACOOOP	1 031 177 770
11 00 053 00 7 66110 11 000 0411 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANACOOOP	270 294 190
055 INSPECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE DU BURUNDI		249 880 001 430
11 00 055 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT POUR LA POLICE NATIONALE	2 648 279 500
11 00 055 00 4 21450 11 000 0311 02	EQUIPEMENT POUR LE RENFORCEMENT DU SYSTEME DE LA SECURITE PUBLIQUE	8 100 847 602
11 00 055 00 1 61110 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 952 941 523
11 00 055 00 1 61140 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	9 111 270 894
11 00 055 00 1 61160 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	155 579 000
11 00 055 00 1 61210 11 000 0311 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	42 348 872 003
11 00 055 00 1 61240 11 000 0311 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	15 025 080 909
11 00 055 00 1 61260 11 000 0311 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	465 054 000
11 00 055 00 1 61610 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 145 468 808
11 00 055 00 1 61620 11 000 0311 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 641 246 528
11 00 055 00 1 61680 11 000 0311 01	REGULARISATION INSS RETRAITES ACTUELS ET ANCIENS	4 178 641 021
11 00 055 00 2 62160 11 000 0311 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	632 000 000
11 00 055 00 2 62230 11 000 0311 01	WELFARE	40 000 000
11 00 055 00 2 62250 11 000 0311 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	328 000 000
11 00 055 00 2 62360 11 000 0311 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	253 440 000
11 00 055 00 2 62420 11 000 0311 01	LOYER D'HABITATION	3 796 260 800
11 00 055 00 2 62510 11 000 0311 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	184 999 984
11 00 055 00 2 62550 11 000 0311 01	ENTRETIEN CHARROI	10 511 139 533
11 00 055 00 2 62570 11 000 0311 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	34 179 964
11 00 055 00 2 63120 11 000 0311 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	281 196 750
11 00 055 00 2 63120 11 000 0311 02	CHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	9 972 863 737
11 00 055 00 2 63140 11 000 0311 04	HABILLEMENT DES TROUPES	7 031 840 936
11 00 055 00 2 63140 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES TROUPES	8 417 753 042
11 00 055 00 2 63140 11 000 0311 03	ALIMENTATION DES TROUPES	82 580 966 719
11 00 055 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	2 042 078 177



Crédit 2025/2026.1

056	COMMISSARIAT GENERAL PSI-PNB		3 211 886 391
11 00 056 00 7 66110 11 000 0311 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL PSI-PNB/PR-SR		3 211 886 391
057	COMMISSARIAT GENERAL PJ-PNB		187 412 400
11 00 057 00 2 63140 11 000 0311 02	ENTRETIEN DES BUREAUX DU COMMISSARIAT GENERAL PJ-PNB		59 914 400
11 00 057 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL PJ-PNB		127 498 000
058	COMMISSARIAT GENERAL DES MIGRATIONS		8 629 888 878
11 00 058 00 7 66110 11 000 0311 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMISSARIAT GENERAL DES MIGRATIONS		8 629 888 878
059	HPNB		1 820 535 716
11 00 059 00 4 21430 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE L'HPNB		262 500 000
11 00 059 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION POUR LE PERSONNEL DE HPNB		1 294 336 962
11 00 059 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'HPNB		263 698 754
060	CNAP		472 677 915
11 00 060 00 1 61320 11 000 0311 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CNAP		225 412 507
11 00 060 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNAP		247 265 408
062	DIRECTION DU GENIE DES TRAVAUX DE PROTECTION CIVILE		350 996 084
11 00 062 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU GENIE DES TRAVAUX DE PROTECTION CIVILE		10 000 000
11 00 062 00 6 67280 11 000 0311 01	FONDS DE PREVENTION ET DE GESTION DES CATASTROPHES		340 996 084
063	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ,DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE		343 963 211
11 00 063 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ,DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE		29 000 000
11 00 063 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA PROTECTION CIVILE		114 963 211
11 00 063 00 6 67280 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ,DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE		200 000 000
064	DIRECTION DE L'ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE		149 630 809
11 00 064 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT SPECIAL POUR LA DIRECTION DE L'ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE		89 630 809
11 00 064 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE L'ECOLE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE		60 000 000
065	CENTRE NATIONAL DES OPERATIONS D'URGENCE		79 900 000
11 00 065 00 7 66110 11 000 0311 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DES OPERATIONS D'URGENCE		50 000 000
11 00 065 00 6 67280 11 000 0311 01	FONDS DE PREVENTION ET DE GESTION DES CATASTROPHES/CENTRE NATIONAL DES OPERATIONS D'URGENCE		29 900 000
066	DIRECTION DE PLANIFICATION ET DES ETUDES		179 107 404
11 00 066 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DE PLANIFICATION ET DES ETUDES		69 297 404
11 00 066 00 6 67280 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE PLANIFICATION ET DES ETUDES		109 810 000
067	DIRECTION DE LA PREVENTION , DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES OPERATIONS DE SECOURS		91 600 000

Crédit 2025/2026.1

11 00 067 00 4 21450 11 000 0311 01	EQUIPEMENTS DE LA DIRECTION DE LA PREVENTION , DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES OPERATIONS DE SECOURS	10 000 000
11 00 067 00 7 66110 11 000 0311 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PREVENTION , DE L'ACTION HUMANITAIRE ET DES OPERATIONS DE SECOURS	81 600 000
068	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUHUMUZA	62 161 246
11 00 068 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUHUMUZA ET DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX	62 161 246
069	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUJUMBURA	85 985 636
11 00 069 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUJUMBURA ET DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX	85 985 636
070	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BURUNGA	62 161 246
11 00 070 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BURUNGA ET DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX	62 161 246
071	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUTANYERERA	68 117 344
11 00 071 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE BUTANYERERA ET DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX	68 117 344
072	DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE GITEGA	74 073 441
11 00 072 00 7 66110 11 000 0113 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE GITEGA ET DES DEPARTEMENTS COMMUNAUX	74 073 441
507	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	556 000 000
11 00 507 00 4 27100 11 000 0132 01	PROJET PRODECI-TURIKUMWE	556 000 000
12	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES , DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT	110 698 682 348
001	CABINET	608 283 384
12 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 228 496
12 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	107 337 675
12 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	294 000
12 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 842
12 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS/CONTRAT	901 125
12 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	45 000
12 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 654 048
12 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	155 440
12 00 001 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNION ET DE SEMINAIRE	21 677 600
12 00 001 00 2 62380 11 000 0115 02	FRAIS POUR ORGANISATION DES COMMISSIONS MIXTES	13 856 400
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	126 231 758
12 00 001 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTERE	305 818 000

Crédit 2025/2026.1

060	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GÉNÉRALE	33 442 952
12 00 060 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 000 000
12 00 060 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 179 952
12 00 060 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	263 000
061	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DU SUIVI EVALUATION	619 214 500
12 00 061 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 211 475
12 00 061 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 673 750
12 00 061 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	288 000
12 00 061 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 000 125
12 00 061 00 7 66110 11 000 0115 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DU SUIVI EVALUATION	608 041 150
062	DIRECTION DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	7 975 567 380
12 00 062 00 4 21220 11 000 0115 01	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	286 862 591
12 00 062 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 950 411
12 00 062 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	148 400 000
12 00 062 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	63 377 888
12 00 062 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
12 00 062 00 1 61210 11 000 0115 02	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	28 383 411
12 00 062 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 670 028
12 00 062 00 2 62140 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSION DES FONCTIONNAIRES A L'ETRANGER	3 570 253 712
12 00 062 00 2 62150 11 000 0115 01	FRAIS DE MISSION DES DIPLOMATES A L'ETRANGE (VOYAGE DES DIPLOMATES)	1 086 773 686
12 00 062 00 2 62160 11 000 0115 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	29 676 667
12 00 062 00 2 62230 11 000 0115 05	SEMAINE DIPLOMATIQUE	62 612 600
12 00 062 00 2 62230 11 000 0115 01	FRAIS POUR LES CONFERENCES	13 645 840
12 00 062 00 2 62230 11 000 0115 04	CELEBRATION DES FETE NATIONALE	102 234 000
12 00 062 00 2 62250 11 000 0115 01	FRAIS DE CONTACT	330 436 307
12 00 062 00 2 62320 11 000 0115 02	FRAIS POUR VALISE DIPLOMATIQUES	25 891 290
12 00 062 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS DE POSTE ET COURRIER RAPIDE	37 811 000
12 00 062 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATION	38 685 000
12 00 062 00 2 62430 11 000 0661 01	LOCATION VEHICULES POUR DELEGATIONS ETRANGERES	204 000 000
12 00 062 00 2 62510 11 000 0115 01	ACHAT CARBURANT POUR LES DELEGATIONS ETRANGERES	235 530 528
12 00 062 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES VEHICULES	381 412 000
12 00 062 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN DU GROUPE ELECTROGENE	26 588 833
12 00 062 00 2 62760 11 000 0115 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	184 380 496
12 00 062 00 2 63120 11 000 0115 01	LUBRIFIANTS ET CARBURANTS	216 000 000
12 00 062 00 2 63210 11 000 0115 01	FOURNITURES DE BUREAU ET IMPRIMES	264 802 738
12 00 062 00 2 63510 11 000 0115 01	EAU ET ELECTRICITE	13 849 385

Crédit 2025/2026.1

12 00 062 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES FINANCES ET DE LA LOGISTIQUE	137 699 653
12 00 062 00 7 66110 11 000 0115 01	FONCTIONNEMENT DU MECANISME DE COORDINATION DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES REGIONS DES GRANDS LACS (CIRGL)	68 640 000
12 00 062 00 7 66110 11 000 0115 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE D'INTERPRETARIAT	134 723 316
12 00 062 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISATIONS INTERNATIONALES (HONORAIRE DES COOPERANTS)	252 000 000
063	DIRECTION DE L'ADMINISTRATION ET DES RESSOURCES HUMAINES	84 640 006
12 00 063 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 895 114
12 00 063 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/STATUTS	180 000
12 00 063 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	2 483 072
12 00 063 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	15 846 750
12 00 063 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	901 000
12 00 063 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 068 839
12 00 063 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	262 066
12 00 063 00 7 66110 11 000 0115 01	REMUNNNNERATION DIRECTESDE BASE S/STATUTS	17 003 165
064	DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE L'INFORMATION ET DES ARCHIVES	624 565 108
12 00 064 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUS	19 157 732
12 00 064 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMEE DE TECHNICITES S/STATUTS	48 331 425
12 00 064 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	189 000
12 00 064 00 1 61280 11 000 0115 01	HONORAIRES DES INTERPRETES ET TRADUCTEURS	122 158 164
12 00 064 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 447 194
12 00 064 00 2 62360 11 000 0115 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	136 470 915
12 00 064 00 2 62360 11 000 0115 02	MAINTENANCE DU SITE WEB	40 000 000
12 00 064 00 2 62570 11 000 0115 01	ENTRETIEN DU MATERIEL DE BUREAU	120 424 000
12 00 064 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	134 386 678
065	DIRECTION DU PROTOCOLE	189 375 257
12 00 065 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	31 580 980
12 00 065 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 083 450
12 00 065 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	261 000
12 00 065 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 945 585
12 00 065 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 995 000
12 00 065 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	353 000
12 00 065 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 672 872
12 00 065 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	233 470
12 00 065 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU PROTOCOLE	65 250 000
066	AMBASSADE DU BURUNDI A ABUJA	1 460 401 245
12 00 066 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	547 135 309

Crédit 2025/2026.1

12 00 066 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	414 808 469
12 00 066 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	498 457 467
067	AMBASSADE DU BURUNDI A ADDIS-ABEBA	4 938 147 835
12 00 067 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	950 168 163
12 00 067 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	260 000 000
12 00 067 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	3 727 979 672
068	AMBASSADE DU BURUNDI A ALGER	1 569 580 220
12 00 068 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	381 317 053
12 00 068 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	564 775 107
12 00 068 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	623 488 060
069	AMBASSADE DU BURUNDI A ANKARA	2 378 782 994
12 00 069 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	790 891 351
12 00 069 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	593 727 831
12 00 069 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	994 163 812
070	AMBASSADE DU BURUNDI A BERLIN	1 497 214 942
12 00 070 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	517 344 442
12 00 070 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	519 428 700
12 00 070 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	460 441 800
071	AMBASSADE DU BURUNDI A BRUXELLES	3 775 544 247
12 00 071 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DE LA RESIDENCE ET DE LA CHANCELLERIE	500 000 000
12 00 071 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 421 549 479
12 00 071 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	722 444 904
12 00 071 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 131 549 864
072	CONSULAT DU BURUNDI A BUKAVU	641 604 255
12 00 072 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	280 380 035
12 00 072 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	156 600 000
12 00 072 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CONSULAT GENERAL DU BURUNDI A BUKAVU	204 624 220
073	AMBASSADE DU BURUNDI AU CAIRE	1 598 137 044
12 00 073 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	500 999 496
12 00 073 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	589 260 000
12 00 073 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	507 877 548
074	AMBASSADE DU BURUNDI A DAR-ES-SALAAM	1 637 742 131
12 00 074 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	664 415 459
12 00 074 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	177 949 488

Crédit 2025/2026.1

12 00 074 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	795 377 184
075	AMBASSADE DU BURUNDI A DOHA	1 387 187 738
12 00 075 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	459 476 339
12 00 075 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	581 122 600
12 00 075 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	346 588 799
076	AMBASSADE DU BURUNDI A DUBAI	952 945 389
12 00 076 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	276 274 272
12 00 076 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	361 421 296
12 00 076 00 7 66110 11 000 0115 00	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	315 249 821
077	AMBASSADE DU BURUNDI A GENEVE	3 121 910 064
12 00 077 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	768 943 940
12 00 077 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 297 569 200
12 00 077 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 055 396 924
078	AMBASSADE DU BURUNDI A KAMPALA	1 559 417 249
12 00 078 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	556 807 603
12 00 078 00 2 62410 11 000 0115 01	1 LOYERS DE L'AMBASSADE	440 298 000
12 00 078 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	562 311 646
079	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGALI	761 696 769
12 00 079 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	252 066 644
12 00 079 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	34 200 000
12 00 079 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	475 430 125
080	AMBASSADE DU BURUNDI A KIGOMA	733 754 769
12 00 080 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	314 463 288
12 00 080 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	47 900 000
12 00 080 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	371 391 481
081	AMBASSADE DU BURUNDI A KINSHASA	2 665 737 813
12 00 081 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	655 815 303
12 00 081 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 306 800 000
12 00 081 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	703 122 510
082	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAYE	1 864 888 221
12 00 082 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	506 981 307
12 00 082 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	738 858 424
12 00 082 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	619 048 490
083	AMBASSADE DU BURUNDI A LAAYOUNE	1 202 400

Crédit 2025/2026.1

12 00 083 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	1 202 400
084	AMBASSADE DU BURUNDI A LONDRES	1 486 980 966
12 00 084 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	452 409 131
12 00 084 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	670 505 086
12 00 084 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	364 066 749
085	AMBASSADE DU BURUNDI A LUSAKA	1 072 736 527
12 00 085 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	360 307 272
12 00 085 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	267 875 400
12 00 085 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	444 553 855
086	AMBASSADE DU BURUNDI A MOSCOU	1 361 852 606
12 00 086 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	641 089 626
12 00 086 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	312 070 010
12 00 086 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	408 692 970
087	AMBASSADE DU BURUNDI A NAIROBI	2 443 447 307
12 00 087 00 4 21220 11 000 0115 01	CONSTRUCTION DE LA CHANCELLERIE A MOGADISCIO	906 000 000
12 00 087 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	674 181 012
12 00 087 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	401 150 000
12 00 087 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	462 116 295
088	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW DHELI	1 870 431 557
12 00 088 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	798 745 544
12 00 088 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	573 193 140
12 00 088 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	498 492 873
089	AMBASSADE DU BURUNDI A NEW YORK	4 388 024 540
12 00 089 00 4 21220 11 000 0115 01	REHABILITATION DE LA RESIDENCE ET DE LA CHANCELLERIE	652 500 000
12 00 089 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	907 545 946
12 00 089 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 800 655 361
12 00 089 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 027 323 233
090	AMBASSADE DU BURUNDI A PARIS	2 792 181 006
12 00 090 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	773 889 089
12 00 090 11 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	644 279 991
12 00 090 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 374 011 926
091	AMBASSADE DU BURUNDI A PEKIN	4 162 279 233
12 00 091 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	846 905 673

Crédit 2025/2026.1

12 00 091 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 322 414 646
12 00 091 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	1 992 958 914
092	AMBASSADE DU BURUNDI A PRETORIA	1 384 520 076
12 00 092 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	555 110 782
12 00 092 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	420 427 245
12 00 092 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	408 982 049
093	AMBASSADE DU BURUNDI A RABAT	791 360 973
12 00 093 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	378 383 335
12 00 093 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	81 593 124
12 00 093 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	331 384 514
094	AMBASSADE DU BURUNDI A RIYAD	1 392 214 120
12 00 094 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	470 653 161
12 00 094 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	499 666 659
12 00 094 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	421 894 300
095	AMBASSADE DU BURUNDI A ROME	2 153 155 425
12 00 095 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	531 476 192
12 00 095 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	793 006 895
12 00 095 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	828 672 338
096	AMBASSADE DU BURUNDI A WASHINGTON	3 085 676 997
12 00 096 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	943 499 551
12 00 096 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	1 209 702 036
12 00 096 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	932 475 410
097	AMBASSADE DU BURUNDI A OTTAWA	1 072 636 512
12 00 097 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	205 699 946
12 00 097 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	495 694 699
12 00 097 00 7 66110 11 000 0115 01	AMBASSADE DU BURUNDI A OTTAWA	371 241 867
098	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAVANE	157 440 000
12 00 098 00 1 61320 11 000 0115 01	AMBASSADE DU BURUNDI A LA HAVANE	154 440 000
12 00 098 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	0.0
12 00 098 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	3 000 000
099	AMBASSADE DU BURUNDI AU VATICAN	1 035 564 218
12 00 099 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	272 858 950
12 00 099 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	415 800 000
12 00 099 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	346 905 268
100	AMBASSADE DU BURUNDI AU KUWAIT	216 763 312

Crédit 2025/2026.1

12 00 100 00 1 61320 11 000 0115 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'AMBASSADE	139 260 000
12 00 100 00 2 62410 11 000 0115 01	LOYERS DE L'AMBASSADE	74 503 312
12 00 100 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AMBASSADE	3 000 000
101	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DEFENSE DES INTERETS DU BURUNDI ET DES BURUNDAIS A L'INTERNATIONAL	117 782 948
12 00 101 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 446 165
12 00 101 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 247 855
12 00 101 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNION ET DE SEMINAIRES	96 088 928
102	DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'AFRIQUE, L'ASIE, ET L'OCEANIE	114 849 391
12 00 102 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 345 489
12 00 102 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 506 915
12 00 102 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	492 000
12 00 102 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE SOUS/CONTRATS	6 893 144
12 00 102 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	1 802 250
12 00 102 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
12 00 102 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	626 422
12 00 102 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	75 171
103	DIRECTION CHARGEE DES RELATIONS AVEC L'EUROPE, L'AMERIQUE ET LES CARAIBES	78 059 874
12 00 103 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 849 966
12 00 103 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 100 795
12 00 103 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	199 000
12 00 103 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	81 398
12 00 103 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	901 125
12 00 103 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	45 000
12 00 103 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 872 822
12 00 103 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 768
104	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	85 149 421
12 00 104 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 608 430
12 00 104 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 706 625
12 00 104 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000

Crédit 2025/2026.1

12 00 104 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	91 614
12 00 104 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	901 125
12 00 104 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	54 000
12 00 104 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 648 633
12 00 104 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 994
12 00 104 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES	25 960 000
105 DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES		99 716 593
12 00 105 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 264 428
12 00 105 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 850 944
12 00 105 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	252 000
12 00 105 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 354 221
12 00 105 00 7 66110 11 000 0115 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES	37 995 000
106 DIRECTION DE LA DIASPORA		185 929 640
12 00 106 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 761 507
12 00 106 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 816 000
12 00 106 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	138 000
12 00 106 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 756 733
12 00 106 00 2 62230 11 000 0115 02	SEMAINE DE LA DIASPORA	152 457 400
107 DIRECTION DE LA PROMOTION DE L'EMPLOI DES MIGRANTS		222 458 315
12 00 107 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 992 043
12 00 107 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 853 903
12 00 107 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
12 00 107 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 457 369
12 00 107 00 2 62380 11 000 0115 03	FRAIS D'ACCOMPAGNEMENT DE LA MISE EN OEUVRE DES ACCORDS BILATERAUX DU PLACEMENT DES TRAVAILLEURS MIGRANTS BURUNDAIS A L'ETRANGER	150 951 000
108 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INTEGRATION SOUS REGIONALE, REGIONALE ET COOPERATION INTERNATIONALE		10 981 557 458
12 00 108 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	175 729
12 00 108 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	2 002 500

Crédit 2025/2026.1

12 00 108 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	45 000
12 00 108 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 108
12 00 108 00 2 62380 11 000 0115 02	FRAIS DES EVALUATIONS DES ONGS, ASBL, ORGANISATIONS INTERNATIONALES	91 015 000
12 00 108 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX	10 888 296 121
109 DIRECTIONS DES ONGs ETRANGERES		48 076 259
12 00 109 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 804 484
12 00 109 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	30 467 745
12 00 109 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	188 000
12 00 109 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 616 030
110 DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES		109 238 125
12 00 110 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 370 524
12 00 110 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	67 655 790
12 00 110 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	165 000
12 00 110 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	163 435
12 00 110 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 802 250
12 00 110 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	99 000
12 00 110 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 962 514
12 00 110 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	19 612
111 DIRECTION DE L'INTEGRATION ET ORGANISATIONS REGIONALES AFRICAINES		51 546 798
12 00 111 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 598 152
12 00 111 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 052 375
12 00 111 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	114 000
12 00 111 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	2 782 271
112 DIRECTION DE LA FRANCOPHONIE		53 268 047
12 00 112 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 073 497
12 00 112 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 572 915
12 00 112 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	109 000
12 00 112 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 192 635
12 00 112 00 2 62230 11 000 0115 04	CELEBRATION DE LA FETE NATIONALE	29 320 000

Crédit 2025/2026.1

113	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INTEGRATION DU BURUNDI AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	2 545 925
12 00 113 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	208 190
12 00 113 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 202 750
12 00 113 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	110 000
12 00 113 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 985
114	DIRECTION CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES POLITIQUES ET DIPLOMATIQUES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	24 661 381 898
12 00 114 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 840 426
12 00 114 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	19 046 100
12 00 114 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
12 00 114 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 745 726
12 00 114 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	25 514 800
12 00 114 00 2 62740 11 000 0115 01	FRAIS DE MARKETING DU BURUNDI ET DOCUMENTATION A L' EAC	81 678 718
12 00 114 00 7 66620 11 000 0115 02	CONTRIBUTION A L'INSTITUT INTER UNIVERSITAIRE ET CONSTRUCTION DU SIEGE (IUCEA)	1 466 666 667
12 00 114 00 7 66620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION A L'EAC	22 598 508 128
12 00 114 00 7 66620 11 000 0115 03	CONTRIBUTION DU BURUNDI POUR L'ORGANISATION DES PECHEES SUR LE LAC VICTORIA (LVFO)	458 333 333
115	DIRECTION CHARGEE DE LA COORDINATION DES AFFAIRES DE DEFENSE ET DE SECURITE AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	23 775 209
12 00 115 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 445 013
12 00 115 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 763 250
12 00 115 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	26 000
12 00 115 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 540 946
116	DIRECTION CHARGEE DU SUIVI ET DE L'EVALUATION DES AFFAIRES DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	33 004 633
12 00 116 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 282 690
12 00 116 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 176 375
12 00 116 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	773 568
12 00 116 00 2 62120 11 000 0115 01	FRAIS DE FORMATION AU BURUNDI	20 772 000

Crédit 2025/2026.1

117	DIRECTION CHARGEE DES DOUANES, DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DES INVESTISSEMENTS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	59 031 536
12 00 117 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 137 081
12 00 117 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 648 646
12 00 117 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	44 000
12 00 117 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 001 809
12 00 117 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	22 200 000
118	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES JURDIQUES ET JUDICIAIRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	30 676 029
12 00 118 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 902 148
12 00 118 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 821 463
12 00 118 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 036 418
12 00 118 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DE REUNION ET DE SEMINAIRE	18 916 000
119	DIRECTION CHARGEE DES FINANCES ET DES AFFAIRES FISCALES ET MONETAIRES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	29 965 593
12 00 119 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 076 695
12 00 119 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 092 250
12 00 119 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 796 648
120	DIRECTION CHARGEE DES INFRASTRUCTURESS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	57 055 570
12 00 120 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 297 380
12 00 120 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	26 436 549
12 00 120 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	116 000
12 00 120 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	197 818
12 00 120 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 002 500
12 00 120 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	702 885
12 00 120 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 738
12 00 120 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS DES CAMPAGNES DE SENSIBILISATION	13 278 700
121	DIRECTION CHARGEE DES AFFAIRES SOCIALES AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	67 353 724
12 00 121 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 148 618

Crédit 2025/2026.1

12 00 121 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 855 725
12 00 121 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	65 000
12 00 121 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	588 769
12 00 121 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 999 500
12 00 121 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	143 000
12 00 121 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 482 458
12 00 121 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	70 654
122	DIRECTION CHARGEE DES SECTEURS PRODUCTIFS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE EST AFRICAINE	38 010 075
12 00 122 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 075 613
12 00 122 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 683 500
12 00 122 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	54 000
12 00 122 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 196 962
13	MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES ANCIENS COMBATTANTS	671 575 658 111
005	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	6 741 108 906
13 00 005 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DU MDNAC	4 459 938 906
13 00 005 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	465 000 000
13 00 005 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	469 600 000
13 00 005 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	273 600 000
13 00 005 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	1 029 970 000
13 00 005 00 7 66110 11 000 0211 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	43 000 000
008	HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	1 113 487 289
13 00 008 00 7 66110 11 816 0211 01	SUBSIDES A L'HOPITAL MILITAIRE DE KAMENGE	1 113 487 289
009	REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	114 571 466
13 00 009 00 1 61320 11 853 0211 01	REMUNERATION DU PERSONNEL CIVIL	45 861 266
13 00 009 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA REGIE MILITAIRE DE CONSTRUCTION	68 710 200
010	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ETUDES STRATEGIQUES ET STATISTIQUES	175 681 895
13 00 010 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	175 681 895
013	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION DES ANCIENS COMBATTANTS	6 174 365 350
13 00 013 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DE L'OGAC	973 353 030
13 00 013 00 7 66110 11 000 0211 03	DOTATION A L'OGAC	5 201 012 320

Crédit 2025/2026.1

016	FORCE DE DEFENSE NATIONALE DU BURUNDI	657 256 443 205
13 00 016 00 4 20100 11 000 0211 01	FRAIS D'ETUDE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT DE LA FRAD	800 000 000
13 00 016 00 4 21220 11 000 0211 01	EQUIPEMENT DE LA FDNB	53 818 914 527
13 00 016 00 4 21240 11 000 0211 01	REHABILITATION ET ENTRETIEN DES INFRASTRUCTURES MILITAIRES	11 754 323 912
13 00 016 00 1 61110 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	46 110 834 518
13 00 016 00 1 61140 11 000 0211 01	NDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 493 867 316
13 00 016 00 1 61160 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	367 207 900
13 00 016 00 1 61210 11 000 0211 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	83 605 798 580
13 00 016 00 1 61240 11 000 0211 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	37 803 005 751
13 00 016 00 1 61260 11 000 0211 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	918 648 300
13 00 016 00 1 61610 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 723 161 148
13 00 016 00 1 61620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	21 799 140 214
13 00 016 00 1 61680 11 000 0211 01	REGULARISATION INSS	21 016 127 538
13 00 016 00 2 62140 11 000 0211 01	MISSIONS OFFICIELLES DES MILITAIRES A L'ETRANGER	2 459 720 000
13 00 016 00 2 62160 11 000 0211 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	3 657 730 108
13 00 016 00 2 62230 11 000 0211 01	WELFARE	1 089 548 949
13 00 016 00 2 62250 11 000 0211 01	RENSEIGNEMENTS MILITAIRES	360 000 000
13 00 016 00 2 62330 11 000 0211 01	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	626 553 400
13 00 016 00 2 62420 11 000 0211 01	LOYER D'HABITATION	6 321 530 000
13 00 016 00 2 62550 11 000 0211 01	ENTRETIEN DU CHARROI	14 980 722 568
13 00 016 00 2 63120 11 000 0211 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	13 895 093 335
13 00 016 00 2 63130 11 000 0211 01	ENTRETIEN DES TROUPES	24 864 809 781
13 00 016 00 2 63130 11 000 0211 02	ALIMENTATION DES TROUPES	194 086 195 858
13 00 016 00 2 63130 11 000 0211 03	HABILLEMENT DES TROUPES	49 862 129 121
13 00 016 00 2 63210 11 000 0211 01	FOURNITURES DE BUREAU ET ENTRETIEN DE L'EQUIPEMENT	4 362 214 236
13 00 016 00 2 63510 11 000 0211 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	10 215 363 323
13 00 016 00 7 66110 11 000 0211 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DANS LE CADRE DE L'AMISOM	3 723 219 762
13 00 016 00 7 66110 11 000 0211 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES ATTACHES MILITAIRES	3 093 061 856
13 00 016 00 7 66620 11 000 0211 01	CONTRIBUTION AUX EXERCICES MILITAIRES EAC	1 249 575 730
13 00 016 00 8 67310 11 000 0211 01	BOURSES ET STAGES	10 197 945 474
14	MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	1 858 310 591 283

Crédit 2025/2026.1

001	CABINET		52 923 533 392
14 00 001 00 4 25200 11 000 0121 01	FONDS POUR L'OCTROI D'UN CREDIT VEHICULE AUX PARLEMENTAIRES		7 000 000 000
14 00 001 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		108 660 616
14 00 001 00 1 61130 11 000 0121 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION		100 800 000
14 00 001 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS		216 081 000
14 00 001 00 1 61150 11 000 0121 02	PRIMES DE RENDEMENT DU PERSONNEL DU MINISTERE DES FINANCES		625 746 296
14 00 001 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS		1 248 000
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 02	REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS CONTRACTUELS DU MINISTERE DES FINANCES		205 628 120
14 00 001 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS		1 425 710
14 00 001 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS		8 150 625
14 00 001 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS		280 000
14 00 001 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS		19 558 911
14 00 001 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS		171 085
14 00 001 00 2 62140 11 000 0121 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER		2 720 156 100
14 00 001 00 2 62160 11 000 0121 01	MISSIONS A L'INTERIEUR DU PAYS		440 757 690
14 00 001 00 2 62250 11 000 0121 01	FRAIS DE CONTACT		184 483 050
14 00 001 00 2 62320 11 000 0121 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES		12 572 000
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 02	FRAIS DE COMMUNICATION ECONOMIQUE ET RELATIONS PUBLIQUES		319 134 962
14 00 001 00 2 62330 11 000 0121 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS		110 571 600
14 00 001 00 2 62360 11 000 0121 01	ABONNEMENT A L'INTERNET		124 800 000
14 00 001 00 2 62510 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU NOUVEAU BUILDING		342 707 832
14 00 001 00 2 62550 11 000 0121 01	ENTRETIEN DU CHARROI		435 830 003
14 00 001 00 2 62570 11 000 0121 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE ET PHOTOCOPIEUSES		72 870 328
14 00 001 00 2 62580 11 000 0121 02	MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS DU NOUVEAU BUILDING		129 210 000
14 00 001 00 2 63120 11 000 0121 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS		367 223 293
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES		364 203 600
14 00 001 00 2 63210 11 000 0121 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU		1 065 663 815
14 00 001 00 2 63510 11 000 0121 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE		288 000 000
14 00 001 00 5 65310 11 000 0133 01	APPUI A LA MISE EN OEUVRE DE LA LOI PORTANT LE DECOUPAGE ADMINISTRATIF DU BURUNDI		16 952 159 482
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 19	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DES FINANCES		168 359 000
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE		389 706 669
14 00 001 00 7 66110 11 000 0121 21	APPUI A LA DIGITALISATION DES SERVICES PUBLICS		300 000 000
14 00 001 00 0 88888 11 000 0000 01	IMPREVUS		19 847 373 605
034	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME SUPPORT (ADMINISTRATION GENERALE)		17 727 202
14 00 034 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS		4 360 390



Crédit 2025/2026.1

14 00 034 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 408 500
14 00 034 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	782 091
14 00 034 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 034 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 034 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	784 870
14 00 034 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	93 851
035 DIRECTION DES FINANCES (DF)		167 083 751
14 00 035 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 441 145
14 00 035 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	34 047 000
14 00 035 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
14 00 035 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 239 406
14 00 035 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DU BUDGET PROGRAMME	18 816 250
14 00 035 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	99 347 950
036 DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES		74 465 732
14 00 036 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 734 942
14 00 036 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	27 931 500
14 00 036 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
14 00 036 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 932 290
14 00 036 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTERE DES FINANCES	23 723 000
14 00 036 00 2 63210 11 000 0121 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	10 000 000
037 DIRECTION DES SERVICES GENERAUX		2 132 794 882
14 00 037 00 4 21430 11 000 0121 01	EQUIPEMENT DU BUILDING DES FINANCES	776 098 384
14 00 037 00 4 21450 11 000 0121 01	SECURISATION DU NOUVEAU BUILDING DES FINANCES	426 622 643
14 00 037 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 774 798
14 00 037 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 509 500
14 00 037 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	360 000
14 00 037 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	597 558
14 00 037 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 833 000
14 00 037 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
14 00 037 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 019 462
14 00 037 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	71 707
14 00 037 00 2 62330 11 000 0121 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	3 000 000
14 00 037 00 2 62570 11 000 0121 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE ET PHOTOCOPIEUSES	824 552 530
14 00 037 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	32 247 300
038 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME MOBILISATION DES RESSOURCES, GESTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE DE L'ETAT		11 022 764
14 00 038 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 888 783
14 00 038 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 614 000

Crédit 2025/2026.1

14 00 038 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	519 981
039	DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE (DPF)	240 949 952
14 00 039 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	35 695 352
14 00 039 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 817 000
14 00 039 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
14 00 039 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	129 587
14 00 039 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 039 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
14 00 039 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 425 163
14 00 039 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	15 550
14 00 039 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA POLITIQUE FISCALE (DPF)	122 041 800
040	DIRECTION DES REFORMES (DR)	87 459 237
14 00 040 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 791 353
14 00 040 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 656 040
14 00 040 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
14 00 040 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 482 444
14 00 040 00 7 66110 11 000 0121 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES REFORMES	37 433 400
041	DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE (DCEF)	146 485 930
14 00 041 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 716 127
14 00 041 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 210 500
14 00 041 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
14 00 041 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 088 903
14 00 041 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES MACROECONOMIQUES	21 273 000
14 00 041 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	32 947 000
14 00 041 00 7 66110 11 000 0121 20	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA COOPERATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE(DCEF)	18 938 400
042	DIRECTION DE LA DETTE ET DE LA TRESORERIE (DDT)	1 478 849 330 833
14 00 042 00 9 16110 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	33 859 231 804
14 00 042 00 9 16130 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT PRÊTS BRB	150 000 000 000
14 00 042 00 9 16130 11 000 0124 02	REMBOURSEMENT PRÊTS BANQUE COMMERCIALE	17 388 141 189
14 00 042 00 9 16200 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DU BON DU TRESOR	457 170 000 000
14 00 042 00 9 16300 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT OBLIGATIONS DU TRESOR	359 372 000 000
14 00 042 00 9 16810 11 000 0121 01	APUREMENT DES ARRIERES	80 000 000 000
14 00 042 00 9 17212 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE BILATERALE	42 507 520 841
14 00 042 00 9 17222 11 000 0124 01	REMBOURSEMENT DETTE DIRECTE MULTILATERALE	65 452 467 561
14 00 042 00 1 61110 11 000 0124 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	30 509 632
14 00 042 00 1 61140 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	56 916 000
14 00 042 00 1 61160 11 000 0124 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
14 00 042 00 1 61210 11 000 0127 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 155 995

Crédit 2025/2026.1

14 00 042 00 1 61240 11 000 0127 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 954 500
14 00 042 00 1 61260 11 000 0127 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
14 00 042 00 1 61610 11 000 0127 02	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 491 734
14 00 042 00 1 61620 11 000 0127 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	138 719
14 00 042 00 2 62340 11 000 0121 01	CONTRAT DES PRESTATIONS INFORMATIQUES (SYGAD)	140 000 000
14 00 042 00 2 62780 11 000 0121 01	COMMISSION TECHNIQUE DE LA GESTION DE LA DETTE	261 784 800
14 00 042 00 3 64110 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE BILATERALE	10 628 491 098
14 00 042 00 3 64120 11 000 0124 02	INTERETS DETTE DIRECTE MULTILATERALE	9 672 467 375
14 00 042 00 3 64220 11 000 0124 01	INTERETS AVANCES EXTRAORDINAIRES ET ORDINAIRES CONSOLIDEES	17 638 620 505
14 00 042 00 3 64230 11 000 0124 01	INTERETS BONS DU TRESOR	57 599 610 790
14 00 042 00 3 64240 11 000 0124 01	INTERETS OBLIGATIONS DU TRESOR	148 012 781 341
14 00 042 00 3 64280 11 000 0124 02	INTERETS PRETS BRB	1 303 925 788
14 00 042 00 3 64280 11 000 0124 01	INTERETS PRÊTS BANQUES COMMERCIALES	26 642 485 161
14 00 042 00 3 64400 11 000 0121 01	PERTES DE CHANGE	1 100 000 000
043 OBR		102 004 266 437
14 00 043 00 4 21220 11 000 0122 01	CONSTRUCTION DES INFRASTRUCTURES DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	41 754 020 028
14 00 043 00 1 61320 11 022 0122 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	32 344 939 296
14 00 043 00 7 66110 11 022 0122 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES RECETTES (OBR)	27 905 307 113
044 ISGE		1 903 332 669
14 00 044 00 4 21280 11 000 0131 01	CONSTRUCTION DU BATIMENT DU SIEGE DE L'ISGE	1 400 000 000
14 00 044 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	325 800 428
14 00 044 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION DES ENTREPRISES (ISGE)	177 532 241
045 FIGA		252 673 829
14 00 045 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	150 144 536
14 00 045 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE (FIGA)	102 529 293
046 ARCA		1 365 192 406
14 00 046 00 1 61320 11 000 0126 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	670 071 699
14 00 046 00 7 66110 11 004 0126 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES ASSURANCES (ARCA)	695 120 707
047 ARCP		1 047 454 549
14 00 047 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	344 963 994
14 00 047 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE D'APPUI A LA REALISATION DES CONTRATS DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE (ARCP)	702 490 555
048 CNRF		2 978 780 114
14 00 048 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 068 773 449

Crédit 2025/2026.1

14 00 048 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE DE RENSEIGNEMENT FINANCIER	1 910 006 665
049	ARMC	2 605 578 690
14 00 049 00 1 61320 11 000 0121 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 030 461 943
14 00 049 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DU MARCHE DES CAPITAUX DU BURUNDI (ARMC)	1 575 116 747
050	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION BUDGETAIRE ET COMPTABLE	76 273 135
14 00 050 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 344 979
14 00 050 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 723 500
14 00 050 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	552 000
14 00 050 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	620 143
14 00 050 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 996 000
14 00 050 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	300 000
14 00 050 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 662 096
14 00 050 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	74 417
051	DIRECTION DU BUDGET (DB)	3 039 836 186
14 00 051 00 1 61110 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	88 841 810
14 00 051 00 1 61140 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	195 694 560
14 00 051 00 1 61160 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 316 000
14 00 051 00 1 61210 11 000 0134 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	195 392
14 00 051 00 1 61240 11 000 0134 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 051 00 1 61260 11 000 0134 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
14 00 051 00 1 61610 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 142 677
14 00 051 00 1 61620 11 000 0134 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 447
14 00 051 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES BUDGETAIRES	458 102 000
14 00 051 00 2 62330 11 000 0121 02	FRAIS DE COMMUNICATION ECONOMIQUE ET RELATIONS PUBLIQUES	27 748 000
14 00 051 00 2 62340 11 000 0121 01	CONTRAT DES PRESTATIONS INFORMATIQUES (OPEN PRH)	140 000 000
14 00 051 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	18 000 000
14 00 051 00 2 63210 11 000 0124 01	ACHAT DES VALEURS ET IMPRIMES	11 998 800
14 00 051 00 7 66110 11 000 0131 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENTS DES CONTROLEURS DES ENGAGEMENTS DES DEPENSES ET PERFORMANCES	79 500 000
14 00 051 00 7 66400 11 000 0121 01	MISE EN OEUVRE D'UN NOUVEAU SYSTEME DE REMUNERATION BASEE SUR LA POLITIQUE SALARIALE EQUITABLE DANS LES INSTITUTIONS A STATUTS SPECIAUX	2 000 000 000
052	DIRECTION NATIONALE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DNCMP)	475 301 920
14 00 052 00 1 61110 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	70 867 155
14 00 052 00 1 61140 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	156 325 807
14 00 052 00 1 61160 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 386 072
14 00 052 00 1 61210 11 000 0414 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	863 001
14 00 052 00 1 61240 11 000 0414 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 368 000



Crédit 2025/2026.1

14 00 052 00 1 61260 11 000 0414 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	105 000
14 00 052 00 1 61610 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	12 059 114
14 00 052 00 1 61620 11 000 0414 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	75 944
14 00 052 00 7 66110 11 000 0414 01	FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES DES MARCHES	232 251 827
053	DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE (DCP)	112 770 070 206
14 00 053 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	132 820 151
14 00 053 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	344 454 543
14 00 053 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 411 915
14 00 053 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	133 482
14 00 053 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
14 00 053 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
14 00 053 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	23 907 627
14 00 053 00 1 61620 11 000 0123 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 018
14 00 053 00 2 62120 11 000 0121 01	IMPLANTATION ET SUIVI DES REFORMES COMPTABLES	356 382 667
14 00 053 00 2 62310 11 000 0121 01	FRAIS BANCAIRES	8 000 000
14 00 053 00 2 63120 11 000 0121 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	2 880 000
14 00 053 00 2 63210 11 000 0121 02	APPUI INSTITUTIONNEL AUX REFORMES DU MINISTERE DES FINANCES	53 300 000
14 00 053 00 2 63210 11 000 0124 01	ACHAT DES VALEURS ET IMPRIMES	420 000 000
14 00 053 00 7 66710 11 000 0121 01	EXONERATIONS	111 423 538 303
054	ARMP	985 608 025
14 00 054 00 1 61320 11 000 0125 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'ARMP	273 969 991
14 00 054 00 7 66110 11 000 0125 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)	711 638 034
055	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION ET SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT	24 368 703
14 00 055 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	7 018 399
14 00 055 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	10 408 500
14 00 055 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
14 00 055 00 1 61210 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	137 493
14 00 055 00 1 61260 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 000
14 00 055 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 263 312
14 00 055 00 1 61620 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	16 499
14 00 055 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GESTION ET SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT	5 476 500
056	DIRECTION DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE DE L'ETAT (DSPE)	12 141 904 359
14 00 056 00 4 26110 11 000 0121 02	ACHAT DES ACTIFS PROPRES DES SOGESTALS ET DE LA SODECO MIS A LA DISPOSITION DE L'ODECA	7 769 524 218
14 00 056 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 392 550
14 00 056 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 299 375
14 00 056 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
14 00 056 00 1 61240 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500

Crédit 2025/2026.1

14 00 056 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 230 659
14 00 056 00 2 62550 11 000 0121 02	REPARATION DU PARC AUTOMOBILE DE L'ETAT EN PANNE ET GARE	1 646 512 995
14 00 056 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LE SUIVI DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT	2 681 575 062
057	DIRECTION DES REFORMES DES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUES (DRSPP)	77 176 605 263
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 05	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE D'INVESTISSEMENT DES JEUNES	750 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 13	CONTRIBUTION DE L'ETAT DU BURUNDI A LA CONSTRUCTION D'UN CENTRAL COMMERCIAL SUR LE TERRAIN DE L'EX MARCHE CENTRAL DE BUJUMBURA	15 000 000 000
14 00 057 00 4 26110 11 717 0121 01	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS DE SOLIDARITE AFRICAINE (FSA)	12 718 309 875
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 08	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BHB	2 477 879 353
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 01	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DU BURUNDI BACKBONE SYSTEM (BBS)	2 711 109 632
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 10	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DEVELOPPEMENT (BIRD) ET LA SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE (SFI)	10 274 501 281
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 03	PARTICIPATION AU CAPITAL DE LA BANQUE DES FEMMES	570 465 143
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 12	PARTICIPATION AU CAPITAL DE BOELS ET BEGAULT DE LA SOCABU	1 445 354 827
14 00 057 00 4 26110 11 744 0121 01	PARTICIPATION A L' AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BAD ET BBCI	5 942 839 123
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 07	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BNDE	2 654 852 869
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 09	PARTICIPATION A L'AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BANQUE DE DEVELOPPEMENT DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE (BDEAC)	5 876 296 500
14 00 057 00 4 26110 11 000 0121 11	PARTICIPATION AU CAPITAL DU FONDS D'IMPULSION DE GARANTIE ET D'ACCOMPAGNEMENT (FIGA)	1 000 000 000
14 00 057 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 183 843
14 00 057 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	56 485 350
14 00 057 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	816 000
14 00 057 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 042 968
14 00 057 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LE SUIVI DES SPP ET DU PORTEFEUILLE FINANCIER DE L'ETAT (DRSPP)	255 774 999
14 00 057 00 7 66620 11 000 0122 01	CONTRIBUTION AU FOND AFRICAIN DE DEVELOPPEMENT	1 000 000 000
14 00 057 00 7 66620 11 000 0122 02	CONTRIBUTION A LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS D'AFRIQUE CENTRALE(CEEAC)	14 407 693 500
059	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES NUMERIQUES (DIN)	726 069 875
14 00 059 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	646 144 875
14 00 059 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES INFRASTRUCTURES NUMERIQUES (DIN)	79 925 000
060	DIRECTION DE LA DIGITALISATION (DD)	280 013 597
14 00 060 00 4 20110 11 000 0461 03	FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	149 650 000
14 00 060 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 481 761
14 00 060 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 729 019
14 00 060 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000

Crédit 2025/2026.1

14 00 060 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 966 717
14 00 060 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA DIGITALISATION (DD)	69 090 100
061 FSU		293 531 752
14 00 061 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU FONDS DE SERVICE UNIVERSEL	181 684 475
14 00 061 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FSU	111 847 277
062 SETIC		1 719 939 923
14 00 062 00 4 21450 11 000 0461 01	EQUIPEMENTS DU SETIC	545 250 000
14 00 062 00 1 61320 11 000 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SETIC	721 297 213
14 00 062 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SETIC	453 392 710
063 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BUHUMUZA)		42 040 348
14 00 063 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 299 781
14 00 063 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 822 654
14 00 063 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
14 00 063 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	23 479 952
14 00 063 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	413 961
14 00 063 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BUHUMUZA	10 000 000
064 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BUJUMBURA)		18 560 396
14 00 064 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 299 781
14 00 064 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	5 822 654
14 00 064 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
14 00 064 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	413 961
14 00 064 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BUJUMBURA	10 000 000
065 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BURUNGA)		44 529 204
14 00 065 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 299 781
14 00 065 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 822 654
14 00 065 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
14 00 065 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	18 228 808
14 00 065 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	413 961
14 00 065 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BURUNGA	17 740 000
066 DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BUTANYERERA)		89 906 292
14 00 066 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 299 781
14 00 066 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 822 654
14 00 066 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000

Crédit 2025/2026.1

14 00 066 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS)	26 045 896
14 00 066 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	413 961
14 00 066 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE BUTANYERERA	55 300 000
067	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (GITEGA)	23 393 053
14 00 067 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 149 890
14 00 067 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	2 911 327
14 00 067 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	24 000
14 00 067 00 1 61210 11 000 0121 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS CONTRACTUELS	13 940 856
14 00 067 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	206 980
14 00 067 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE DE GITEGA	5 160 000
068	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUHUMUZA)	244 425 957
14 00 068 00 4 21430 11 000 0121 01	IMMOBOLIERS ET EQUIPEMENTS DE BUREAU	6 000 000
14 00 068 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 165 035
14 00 068 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	21 204 507
14 00 068 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 138 075
14 00 068 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	34 695
14 00 068 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 934 767
14 00 068 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUHUMUZA)	201 948 878
069	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUJUMBURA)	306 869 892
14 00 069 00 4 21430 11 000 0121 01	IMMOBILIERS ET EQUIPEMENTS DE BUREAU	6 000 000
14 00 069 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 175 972
14 00 069 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 735 723
14 00 069 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	34 695
14 00 069 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 651 674
14 00 069 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (DPBCSP) BUJUMBURA.	269 271 828
070	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BURUNGA)	238 015 757
14 00 070 00 4 21430 11 000 0121 01	IMMOBILIERS ET EQUIPEMENTS DE BUREAU	6 000 000
14 00 070 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 051 982

Crédit 2025/2026.1

14 00 070 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 729 423
14 00 070 00 1 61160 11 000 0121 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	34 695
14 00 070 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	250 779
14 00 070 00 7 66110 11 000 0131 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU DIRECTION PROVINCIALE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE (BURUNGA)	201 948 878
071	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (BUTANYERERA)	255 855 483
14 00 071 00 4 21430 11 000 0121 01	MOBILIER ET EQUIPEMENT DE BUREAU	6 000 000
14 00 071 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 175 972
14 00 071 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 735 723
14 00 071 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 651 674
14 00 071 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (DPBCSP) BUTANYERERA	218 292 114
072	DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (GITEGA)	272 198 721
14 00 072 00 4 21430 11 000 0121 01	ACHAT EQUIPEMENT DE BUREAU	6 000 000
14 00 072 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 175 972
14 00 072 00 1 61140 11 000 0121 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 735 723
14 00 072 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 651 674
14 00 072 00 7 66110 11 000 0121 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU BUDGET, DE LA COMPTABILITE ET DE LA SAUVEGARDE DU PATRIMOINE (DPBCSP) GITEGA	234 635 352
073	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUHUMUZA)	51 197 564
14 00 073 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 830 384
14 00 073 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 013 489
14 00 073 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	600 750
14 00 073 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BUHUMUZA	44 752 941
074	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUJUMBURA)	51 197 564
14 00 074 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 830 384
14 00 074 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	4 013 489
14 00 074 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	600 750
14 00 074 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BUJUMBURA	44 752 941
075	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BURUNGA)	52 350 608
14 00 075 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 830 384
14 00 075 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	4 013 489
14 00 075 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 753 794

Crédit 2025/2026.1

14 00 075 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BURUNGA	44 752 941
076	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (BUTANYERERA)	51 197 564
14 00 076 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 830 384
14 00 076 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	4 013 489
14 00 076 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	600 750
14 00 076 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE BUTANYERERA	44 752 941
077	DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS (GITEGA)	51 197 567
14 00 077 00 1 61110 11 000 0121 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 830 384
14 00 077 00 1 61140 11 000 0123 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	4 013 489
14 00 077 00 1 61610 11 000 0121 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	600 750
14 00 077 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DES MARCHES PUBLICS DE GITEGA	44 752 944
16	MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	67 998 377 551
001	CABINET	2 840 803 960
16 00 001 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	216 832 283
16 00 001 00 1 61130 11 000 0331 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	37 200 000
16 00 001 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	468 224 608
16 00 001 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 998 022
16 00 001 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 301 662
16 00 001 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 311 400
16 00 001 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	417 000
16 00 001 00 1 61320 11 000 0333 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA CAC	451 841 582
16 00 001 00 1 61580 11 000 0331 01	INDEMNITES DES VEUFES ET VEUVES DES MAGISTRATS DECEDE	71 616 909
16 00 001 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	35 729 791
16 00 001 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	149 002
16 00 001 00 2 62140 11 000 0333 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	292 848 129
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	201 084 877
16 00 001 00 2 62160 11 000 0331 02	PRIME POUR LES ASSESSEURS DES TRIBUNAUX DU TRAVAIL ET DU COMMERCE	9 600 000
16 00 001 00 2 62250 11 000 0333 01	FRAIS DE RENSEIGNEMENT	52 000 000
16 00 001 00 2 62320 11 000 0331 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	2 500 000
16 00 001 00 2 62330 11 000 0331 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATION	90 006 432
16 00 001 00 2 62360 11 000 0331 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	60 000 000

Crédit 2025/2026.1

16 00 001 00 2 62580 11 000 0331 01	MAINTENANCE ET ENTRETIEN DES MACHINES, APPAREILS ET PARC INFORMATIQUE	10 000 000
16 00 001 00 2 63120 11 000 0331 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	613 997 645
16 00 001 00 7 66110 11 000 0333 01	FRAIS DE FOCTIONNEMENT DE LA COUR ANTI-CORRUPTION	136 150 618
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 11	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 1019 10	OPERATIONALISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME	34 000 000
16 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU MINISTERE	17 994 000
023	DIRECTION DE L'ORGANISATION JUDICIAIRE ET DES RESSOURCES	13 408 610 913
16 00 023 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	4 515 526 571
16 00 023 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	6 628 109 664
16 00 023 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 572 000
16 00 023 00 1 61210 11 000 0331 03	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	101 037 991
16 00 023 00 1 61210 11 000 0331 02	HONORAIRES DES INFORMATIENS DU MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE	23 746 560
16 00 023 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	526 882 158
16 00 023 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 078 000
16 00 023 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	702 221 895
16 00 023 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 889 902
16 00 023 00 2 62160 11 000 0331 02	FRAIS POUR ACHAT LE MATERIEL POUR OPERATIONNALISER LE LOGICIEL DE GESTION ET DE PAIE	121 081 200
16 00 023 00 2 62550 11 000 0331 01	ENTRETIEN CHARROI	417 759 090
16 00 023 00 2 63210 11 000 0164 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	238 308 021
16 00 023 00 7 66200 11 000 0331 01	FRAIS DIVERS DE JUSTICE	35 397 861
024	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX	844 572 986
16 00 024 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	102 812 464
16 00 024 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUT	195 260 517
16 00 024 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	840 000
16 00 024 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 697 179
16 00 024 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	6 916 901
16 00 024 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	244 067
16 00 024 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 730 075
16 00 024 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 689 486

Crédit 2025/2026.1

16 00 024 00 2 62730 11 000 0331 02	FRAIS INHERENTS A LA DEFENSE DES INTERETS DE L' ETAT A L' ETRANGER	298 751 824
16 00 024 00 2 62730 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DU CONTENTIEUX.	201 630 853
16 00 024 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	15 999 620
025	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI- EVALUATION ET DES STATISTIQUES	1 878 860 086
16 00 025 00 4 21220 11 000 0335 04	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES	179 748 778
16 00 025 00 4 21220 11 000 0335 05	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	824 917 821
16 00 025 00 4 21430 11 000 0333 01	EQUIPEMENT DU BATIMENT DU MINISTERE	52 422 000
16 00 025 00 1 61110 11 000 0339 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	214 215 176
16 00 025 00 1 61140 11 000 0339 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	266 772 964
16 00 025 00 1 61160 11 000 0339 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	992 450
16 00 025 00 1 61610 11 000 0339 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 214 735
16 00 025 00 2 62160 11 000 0331 03	FRAIS DE MISSION POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE MAINTENANCE ET DE CONTRUCTION	35 388 000
16 00 025 00 2 62160 11 000 0331 02	FRAIS D'APPUI AUX ACTIVITES DE PREPARATION,ELABORATION ET VALIDATION DU PTBA	20 000 000
16 00 025 00 2 62510 11 000 0331 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	61 370 550
16 00 025 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	42 923 225
16 00 025 00 2 63510 11 000 0331 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	89 579 017
16 00 025 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	69 315 370
026	RADIO JUSTICE IJWI RY'UBUTUNGANE	332 395 800
16 00 026 00 7 66200 11 000 0463 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO JUSTICE "IJWI RY'UBUTUNGANE"	332 395 800
027	CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE (CFPJ)	145 916 800
16 00 027 00 1 61320 11 000 0951 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	86 508 000
16 00 027 00 7 66110 11 000 0951 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE LA JUSTICE	59 408 800
028	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ACCES A LA JUSTICE	4 142 000 000
16 00 028 00 7 66110 11 000 0331 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES COURS D'APPEL PRINCIPALES ET LEURS PARQUETS GENERAUX	555 000 000
16 00 028 00 7 66110 11 000 0331 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES INSPECTIONS REGIONALES	320 000 000
16 00 028 00 7 66110 11 000 0331 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LES TRIBUNAUX DE GRANDE INSTANCE COMMUNAUX ET LEURS PARQUETS	3 267 000 000
029	DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES ET SPECIALES	22 453 826 963
16 00 029 00 4 21410 11 000 0331 01	ACQUISITION VEHICULES	720 000 000
16 00 029 00 4 21430 11 000 0331 04	EQUIPEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	11 250 563 727
16 00 029 00 4 21430 11 000 0335 05	EQUIPEMENT DES INFRASTRUCTURES JUDICIAIRES	225 897 500

Crédit 2025/2026.1

16 00 029 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	44 098 759
16 00 029 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	118 738 557
16 00 029 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
16 00 029 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	148 101
16 00 029 00 1 61240 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 704 240
16 00 029 00 1 61260 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRAT	27 000
16 00 029 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 937 777
16 00 029 00 1 61620 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	17 832
16 00 029 00 2 62160 11 000 0331 02	PROGRAMME NATIONAL D' EXECUTION DES JUGEMENTS, DES CONSTATS ET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES	1 257 177 275
16 00 029 00 2 62510 11 000 0331 01	FRAIS POUR LE RACCORDEMENT EN EAU ET ELECTRICITE POUR LES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	7 077 506
16 00 029 11 2 63120 11 000 0331 02	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS (165 MOTOS)	79 628 340
16 00 029 00 2 63210 11 000 0331 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	688 307 063
16 00 029 00 7 66110 11 000 0331 10	OPERATIONNALISATION DES CONSEILS DES NOTABLES COLLINAIRES	6 634 800 000
16 00 029 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TRIBUNAUX DE RESIDENCE	1 417 271 286
030	DIRECTION DE LA COOPERATION JUDICIAIRE ET DE LA SECURISATION DES DOCUMENTS PUBLICS ET PRIVES	26 528 843
16 00 030 00 1 61110 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 007 119
16 00 030 00 1 61140 11 000 0331 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 035 443
16 00 030 00 1 61160 11 000 0331 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	45 000
16 00 030 00 1 61610 11 000 0331 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 441 281
031	DIRECTIONS DES AFFAIRES PENALES ET DES DETENTIONS	135 197 907
16 00 031 00 2 62160 11 000 0331 01	PROGRAMME D'ITINERANCE	89 625 720
16 00 031 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE NATIONALE CHARGEE DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE L' ENFANT	6 400 000
16 00 031 00 7 66110 11 000 0331 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CHAMBRES CRIMINELLES	39 172 187
032	CENTRE D'ETUDE ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES (CEDJ)	496 364 617
16 00 032 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	385 884 478
16 00 032 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ETUDES ET DE DOCUMENTATIONS JURIDIQUES.	110 480 139
033	SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION (SNL)	646 812 812

Crédit 2025/2026.1

16 00 033 00 1 61320 11 000 0331 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	554 177 448
16 00 033 00 7 66110 11 000 0331 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SERVICE NATIONAL DE LEGISLATION (SNL)	92 635 364
034	DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES (DGAP)	8 905 420 159
16 00 034 00 4 21450 11 000 0341 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRES (Y COMPRIS LA MENUISERIE)	612 278 672
16 00 034 00 1 61320 11 000 0341 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 295 686 913
16 00 034 00 2 63150 11 000 0341 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES	6 268 896 570
16 00 034 00 7 66110 11 000 0341 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE DES AFFAIRES PENITENTIAIRE	728 558 004
035	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME DES DROITS HUMAINS (DGRPDH)	34 431 095
16 00 035 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 923 809
16 00 035 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
16 00 035 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUT	60 000
16 00 035 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 606 286
036	DIRETION DE L'ASSISTANCE JURIDIQUE ET JUDICIAIRE AUX VULNERABLES ET AUX VICTIMES DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS	126 400 568
16 00 036 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 746 829
16 00 036 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 686 000
16 00 036 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
16 00 036 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	122 152
16 00 036 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
16 00 036 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
16 00 036 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 034 429
16 00 036 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	14 658
16 00 036 00 7 66110 11 000 1091 01	APPUI AU MONITORING DES DROITS DE L'HOMME	50 475 000
16 00 036 00 6 67210 11 000 0331 01	FONDS D' AIDE LEGALE	51 000 000
037	DIRECTION DES ORGANES DE TRAITES, DES PROCEDURES SPECIALES ET DE L'EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL ET AUTRES MECANISMES.	90 443 737
16 00 037 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 865 492
16 00 037 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 686 000
16 00 037 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
16 00 037 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	288 416
16 00 037 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
16 00 037 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000

Crédit 2025/2026.1

16 00 037 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 235 788
16 00 037 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	34 610
16 00 037 00 7 66110 11 000 1019 02	REDACTION DES RAPPORTS INITIAUX ET PERIODIQUES	63 999 931
038	DIRECTION DE LA PROMOTION ET DE LA PROTECTION DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE, DE L'EDUCATION A LA PAIX ET LA RECONCILIATION NATIONALE	14 061 807
16 00 038 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	3 517 916
16 00 038 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 370 000
16 00 038 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
16 00 038 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	270 684
16 00 038 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
16 00 038 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	633 225
16 00 038 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	32 482
040	CENTRE DE PROMOTION DES DROITS HUMAINS ET DE PREVENTION CONTRE LE GENOCIDE	148 638 631
16 00 040 00 1 61320 11 000 1091 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CPDHPG	97 402 157
16 00 040 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CPDHPG	51 236 474
041	DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONAL (DTFCN)	10 206 136 377
16 00 041 00 4 21110 11 000 0622 01	PROGRAMME NATIONAL DE MESURAGE ET BORNAGE DES CENTRES URBAINS ET DE NEGOCE	54 000 000
16 00 041 00 4 21430 11 000 0339 01	EQUIPEMENT POUR LA DELIVRANCE DES TITRES FONCIERS DIGITALISES	8 559 656 542
16 00 041 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 411 922 193
16 00 041 00 7 66110 11 000 0339 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES TITRES FONCIERS ET CADASTRE NATIONALN)	180 557 642
045	DIRECTION DE L'AUTONOMISATION DE LA FEMME ET DE LA PROMOTION DE LA FILLE	78 223 421
16 00 045 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 716 531
16 00 045 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	25 704 000
16 00 045 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
16 00 045 00 1 61210 11 000 0331 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	200 816
16 00 045 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 133 000
16 00 045 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
16 00 045 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 288 976
16 00 045 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	24 098
16 00 045 00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	15 000 000

Crédit 2025/2026.1

16 00 045 00 7 66110 11 000 1042 03	OPERATIONNALISATION DU PROGRAMME NATIONAL DE RENFORCEMENT DES CAPACITES ECONOMIQUES DE LA FEMME	20 000 000
046	DIRECTION DE LA PREVENTION DES VIOLENCES SEXUELLES ET CELLES BASEES SUR LE GENRE ET DE LA PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES	84 949 418
16 00 046 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	10 937 727
16 00 046 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	28 053 000
16 00 046 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 968 791
16 00 046 00 7 66110 11 000 1091 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PREVENTION DES VIOLENCES SEXUELLES ET CELLES BASEES SUR LE GENRE ET DE LA PRISE EN CHARGE HOLISTIQUE DES VICTIMES	43 989 900
047	DIRECTION DE L'EGALITE DE GENRE	112 660 012
16 00 047 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	11 840 294
16 00 047 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 531 500
16 00 047 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	204 000
16 00 047 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	249 969
16 00 047 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
16 00 047 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
16 00 047 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 131 253
16 00 047 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 996
16 00 047 00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	10 345 000
16 00 047 00 7 66110 11 000 1019 05	PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'EGALITE DU GENRE	32 000 000
16 00 047 00 7 66110 11 000 1019 01	MISES EN OEUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA RESOLUTION 1325	31 000 000
049	CENTRES HUMURA	388 047 730
16 00 049 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	260 553 372
16 00 049 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE HUMURA DE GITEGA ET RUMONGE	127 494 358
050	CENTRE D'EXCELLENCE	328 321 876
16 00 050 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	288 621 876
16 00 050 00 6 67280 11 000 1091 01	FRAIS D'ASSISTANCE SOCIALE DU CENTRE D'EXCELLENCE	39 700 000
051	MAISON DES FEMMES AU BURUNDI	115 751 033
16 00 051 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	69 751 033
16 00 051 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DES FEMMES	46 000 000
052	FORUM NATIONAL DES FEMMES	13 000 000
16 00 052 00 7 66110 11 000 1042 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU FORUM NATIONAL DES FEMMES	13 000 000
19	MINISTERE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	36 845 862 858
001	CABINET	14 154 945 799
19 00 001 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DU MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE	515 912 550
19 00 001 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	115 715 426

Crédit 2025/2026.1

19 00 001 00 1 61130 11 000 0131 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	199 600 000
19 00 001 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	259 559 313
19 00 001 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 339 000
19 00 001 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 939 675
19 00 001 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	21 731 625
19 00 001 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	678 000
19 00 001 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	20 596 494
19 00 001 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	352 764
19 00 001 00 2 62140 11 000 0131 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	189 748 617
19 00 001 00 2 62160 11 000 0131 01	FRAIS DE MISSION A L' INTERIEUR DU PAYS	157 630 806
19 00 001 00 2 62320 11 000 0131 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	9 647 614
19 00 001 00 2 62330 11 000 0131 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	11 695 105
19 00 001 00 2 62550 11 000 0131 01	ENTRETIEN DU CHARROI	549 400 211
19 00 001 00 2 62570 11 000 0131 01	MAINTENANCE ET ADMINISTRATION RESEAU DU PARC INFORMATIQUE	153 229 936
19 00 001 00 2 63120 11 000 0131 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	210 812 596
19 00 001 00 2 63210 11 000 0131 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	380 541 019
19 00 001 00 2 63510 11 000 0131 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	15 361 803
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COMMUNICATION DU CABINET	42 648 895
19 00 001 00 7 66110 11 000 0151 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GUICHETS UNIQUES PROVINCIAUX (GUP)	1 926 240 097
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	44 075 433
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE LA COMMUNICATION DU CABINET	20 687 773
19 00 001 00 7 66110 11 000 0131 07	GESTION DE MOBILITES DU PERSONNEL CIVIL	9 302 732 179
19 00 001 00 6 67180 11 000 0131 01	RENTES DES AYANTS DROIT DES FONCTIONNAIRES ASSASSINES PENDANT LA CRISE DE 1972	1 068 868
020	DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	30 000 000
19 00 020 00 7 66110 11 000 0131 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA FONCTION FINANCIERE	30 000 000
022	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	218 251 452
19 00 022 00 4 20110 11 000 0131 06	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	22 920 000
19 00 022 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	10 620 000
19 00 022 00 7 66110 11 000 0131 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES	184 711 452
023	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	42 059 010
19 00 023 00 7 66110 11 000 0131 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION	42 059 010
024	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET REFORME ADMINISTRATIVE	915 524 999
19 00 024 00 4 20100 11 000 0131 01	FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	35 000 000
19 00 024 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET REFORME ADMINISTRATIVE	300 125 000

Crédit 2025/2026.1

19 00 024 00 2 62120 11 000 0131 02	FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL ET FRAIS DE MISSION	60 000 000
19 00 024 00 2 62120 11 000 0131 03	FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL ET FRAIS DE MISSION	124 400 000
19 00 024 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME GOUVERNANCE ET REFORME ADMINISTRATIVE	395 999 999
025	DIRECTION DE LA DECENTRALISATION DES SERVICES DU MINISTERE	1 101 832 059
19 00 025 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	265 187 660
19 00 025 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	716 406 497
19 00 025 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	6 885 000
19 00 025 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	48 449 526
19 00 025 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 070 535
19 00 025 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 691 000
19 00 025 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	47 445 600
19 00 025 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	696 241
026	DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	2 828 733 518
19 00 026 00 4 20100 11 000 0131 02	FRAIS D'ETUDE, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	19 230 000
19 00 026 00 4 21380 11 000 0131 01	DIGITALISATION DES SERVICES DE LA FONCTION PUBLIQUE	2 613 836 905
19 00 026 00 1 61580 11 000 0131 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	130 666 613
19 00 026 00 2 62120 11 000 0131 01	FRAIS DE FORMATION DU PERSONNEL ET FRAIS DE MISSION	35 000 000
19 00 026 00 7 66200 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE L'INFORMATIQUE	30 000 000
027	ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION (ENA)	1 388 163 021
19 00 027 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 102 466 905
19 00 027 00 7 66110 11 000 0132 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION	285 696 116
028	SECRETARIAT EXECUTIF PERMANENT DE LA REFORME ADMINISTRATIVE (SERAP)	195 336 342
19 00 028 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	148 376 967
19 00 028 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE SERAP	46 959 375
029	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	185 889 891
19 00 029 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 266 214
19 00 029 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	89 439 615
19 00 029 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	978 000
19 00 029 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	309 432
19 00 029 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 970 000
19 00 029 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	165 000
19 00 029 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 070 218
19 00 029 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	37 132
19 00 029 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE	45 654 280
030	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EMPLOI ET TRAVAIL DECENT	126 171 598
19 00 030 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 129 493

Crédit 2025/2026.1

19 00 030 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 469 625
19 00 030 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	255 000
19 00 030 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	340 388
19 00 030 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 003 750
19 00 030 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	165 000
19 00 030 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 906 093
19 00 030 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	40 849
19 00 030 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSALE DU PROGRAMME EMPLOI ET TRAVAIL DECENT	55 861 400
031 DIRECTION DE L'EMPLOI		88 243 618
19 00 031 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 994 344
19 00 031 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	56 144 666
19 00 031 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	375 000
19 00 031 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	528 850
19 00 031 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 794 500
19 00 031 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
19 00 031 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 270 794
19 00 031 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	63 464
032 DIRECTION DU TRAVAIL		159 125 119
19 00 032 00 1 61110 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 773 021
19 00 032 00 1 61140 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	95 085 900
19 00 032 00 1 61160 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000
19 00 032 00 1 61210 11 000 0413 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	468 597
19 00 032 00 1 61240 11 000 0413 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 002 750
19 00 032 00 1 61260 11 000 0413 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	207 000
19 00 032 00 1 61610 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 871 618
19 00 032 00 1 61620 11 000 0413 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	56 233
034 COMITE NATIONAL DE DIALOGUE SOCIAL (CNDS)		544 113 694
19 00 034 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	179 969 344
19 00 034 00 2 62360 11 000 0131 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	1 000 000
19 00 034 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT EXECUTIF DE DIALOGUE SOCIAL	363 144 350
035 OFFICE BURUNDAIS DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE(OBEM)		535 951 058
19 00 035 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	347 479 744
19 00 035 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'EMPLOI ET DE LA MAIN D'OEUVRE	188 471 314
036 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIERES DES AGENTS PUBLICS		1 532 239 281
19 00 036 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 135 989
19 00 036 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	81 756 135
19 00 036 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	654 000
19 00 036 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	831 990

Crédit 2025/2026.1

19 00 036 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 040 250
19 00 036 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	312 000
19 00 036 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 580 422
19 00 036 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	99 844
19 00 036 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIERES DES AGENTS PUBLICS	897 000 000
19 00 036 00 7 66110 11 000 0131 07	GESTION DE MOBILITE DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME RECRUTEMENT ET GESTION DES CARRIERES DES AGENTS PUBLICS	31 705 732
19 00 036 00 7 66110 11 000 0131 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE RECRUTEMENT	53 111 477
19 00 036 00 6 67210 11 000 0131 01	FRAIS FUNERAIRES	416 011 442
037	DIRECTION DU RECRUTEMENT ET D'IMMATRICULATION	285 570 075
19 00 037 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	71 805 741
19 00 037 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	189 523 901
19 00 037 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 869 000
19 00 037 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	479 823
19 00 037 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 003 750
19 00 037 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	99 000
19 00 037 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 841 468
19 00 037 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	57 583
19 00 037 00 7 66110 11 000 0131 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU RECRUTEMENT ET D'IMMATRICULATION	5 889 809
038	DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES	835 423 917
19 00 038 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	216 130 966
19 00 038 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	503 759 363
19 00 038 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 888 000
19 00 038 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 573 316
19 00 038 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATSS	23 296 950
19 00 038 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	765 000
19 00 038 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	38 540 060
19 00 038 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	308 812
19 00 038 00 7 66110 11 000 0131 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DES CARRIERES	46 161 450
039	DIRECTION DE LA GESTION DES TRAITEMENTS	400 736 807
19 00 039 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	101 670 010
19 00 039 00 1 61140 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	260 350 731
19 00 039 00 1 61160 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 908 000
19 00 039 00 1 61210 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	666 365
19 00 039 00 1 61240 11 000 0131 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 803 500
19 00 039 00 1 61260 11 000 0131 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	231 000
19 00 039 00 1 61610 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	18 235 390

Crédit 2025/2026.1

19 00 039 00 1 61620 11 000 0131 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	79 964
19 00 039 00 7 66110 11 000 0131 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DES TRAITEMENTS	13 791 847
043	CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE	1 071 089 459
19 00 043 00 4 21430 11 000 0131 01	EQUIPEMENT DU CENTRE DE TRAITEMENT INFORMATIQUE	10 620 000
19 00 043 00 1 61580 11 000 0131 01	HONORAIRES DES INFORMATIENS	257 302 916
19 00 043 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DES TRAITEMENTS	803 166 543
045	DIRECTION DE LA PROTECTION SOCIALE	3 042 090 604
19 00 045 00 4 21210 11 000 1019 01	APPUI DES SINISTRES A ACCEDER A L'HABITAT DECENT,AUX SOURCES DE REVENU ET AUX SERVICES DE BASE	164 862 697
19 00 045 00 1 61110 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTE DE BASE S/STATUTS	83 033 222
19 00 045 00 1 61140 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	185 463 000
19 00 045 00 1 61160 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 140 000
19 00 045 00 1 61210 11 000 1091 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 034 099
19 00 045 00 1 61240 11 000 1091 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	42 043 455
19 00 045 00 1 61260 11 000 1091 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	714 000
19 00 045 00 1 61610 11 000 1091 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 915 846
19 00 045 00 1 61620 11 000 1091 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/ CONTRATS	484 091
19 00 045 00 2 62220 11 000 1019 01	PARTICIPATION AUX JOURNEES INTERNATIONALES	3 000 000
19 00 045 00 2 63150 11 000 1019 01	ACHAT DES VIVRES ET NON VIVRES POUR LES VICTIMES DE LA FAMINE ET LA REINTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE DES SINISTRES	1 807 048 088
19 00 045 00 7 66110 11 000 1019 01	ALLOCATION A L'ASSISTANCE HUMANITAIRE D'URGENCE	69 787 838
19 00 045 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS	390 428 167
19 00 045 00 7 66200 11 000 1019 01	READAPTATION PHYSIQUE ET REINSERTION SOCIO PROFESSIONNELLE DES HANDICAPES	247 055 411
19 00 045 00 8 67350 11 000 1019 02	ASSISTANCE MEDICALE POUR LES GROUPES VULNERABLES	28 080 690
047	SEP/CNPS	481 873 469
19 00 047 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SEP/CNPS	365 530 049
19 00 047 00 7 66110 11 000 0131 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SEP/CNPS	116 343 420
048	CENTRE D'ENCADREMENT ET DE REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL(CERES)	211 702 983
19 00 048 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL CERES	131 876 499
19 00 048 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'ENCADREMENT ET DE REINSERTION DES ENFANTS SOLEIL(CERES)	79 826 484
050	FONDS D'APPUI A LA PROTECTION SOCIAL (FAPS)	80 401 425
19 00 050 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL FAPS	80 401 425
051	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUHUMUZA	91 542 852
19 00 051 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE DE BUHUMUZA	90 000 000
19 00 051 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE BUHUMUZA (IGTSS/DPTFPSS BUHUMUZA)	1 542 852

Crédit 2025/2026.1

052	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUJUMBURA	3 629 827 424
19 00 052 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUJUMBURA	3 551 377 053
19 00 052 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUJUMBURA	78 450 371
053	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	200 021 791
19 00 053 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	119 000 000
19 00 053 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE BURUNGA (IGTSS/DPTFPSS BURUNGA)	2 571 420
19 00 053 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BURUNGA	78 450 371
054	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	218 057 136
19 00 054 00 7 66110 11 000 0412 01	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	2 057 136
19 00 054 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) BUTANYERERA	216 000 000
055	DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	482 571 420
19 00 055 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE GITEGA (IGTSS/DPTFPSS GITEGA)	2 571 420
19 00 055 00 7 66110 11 882 1022 01	SUBSIDES AUX CENTRES POUR HANDICAPES ET ORPHELINATS DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE (DPTFPSS) GITEGA	480 000 000
056	CNRSP BUJUMBURA	389 861 832
19 00 056 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CNRSP BUJUMBURA	201 625 926
19 00 056 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNRSP BUJUMBURA	153 860 906
19 00 056 00 8 67380 11 000 1019 01	AUTRES TRANSFERTS COURANTS DU CNRSP BUJUMBURA	34 375 000
057	CNRSP BUTANYERERA	113 364 733
19 00 057 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL BUTANYERERA	53 863 583
19 00 057 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE READAPTATION SOCIO-PROFESSIONNELLE (CNRSP) BUTANYERERA	43 876 150
19 00 057 00 8 67350 11 000 1019 02	SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS SPORTIVES, CULTURELLES ET CARITATIVES DU CNRSP BUTANYERERA	15 625 000
058	INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	290 407 577
19 00 058 00 1 61110 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	61 353 653
19 00 058 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	104 204 646
19 00 058 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	740 000



Crédit 2025/2026.1

19 00 058 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	690 249
19 00 058 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 970 000
19 00 058 00 1 61260 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	129 000
19 00 058 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 893 836
19 00 058 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	82 831
19 00 058 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	109 343 362
059	INSPECTION GENERALE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	158 503 823
19 00 059 00 1 61110 11 000 0412 01	REMUNERATION DIRCTES DE BASE S/STATUTS	26 138 379
19 00 059 00 1 61140 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 522 000
19 00 059 00 1 61160 11 000 0412 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000
19 00 059 00 1 61210 11 000 0412 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	60 000
19 00 059 00 1 61240 11 000 0412 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 152 178
19 00 059 00 1 61610 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 704 908
19 00 059 00 1 61620 11 000 0412 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 281
19 00 059 00 7 66110 11 000 0412 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DU TRAVAIL ET DE LA SECURITE SOCIALE	80 400 077
060	PROJET CADRE POUR LA REINTEGRATION DES SINISTRES (PCRS)	78 974 995
19 00 060 00 1 61320 11 000 1019 01	REMUNERATION DU PERSONNELE (PCRS)	49 867 473
19 00 060 00 7 66110 11 000 1019 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET CADRE POUR LA REINTEGRATION DES SINISTRES (PCRS)	29 107 522
061	PROJET ENFANTS SOLEIL (PES)	623 800 978
19 00 061 00 1 61320 11 000 1051 01	REMUNERATION DU PERSONNEL PROJET ENFANTS SOLEIL (PES)	55 860 012
19 00 061 00 7 66110 11 000 1051 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROJET ENFANTS SOLEIL (PES)	567 940 966
500	PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	37 860 000
19 00 500 00 4 27100 11 000 1019 01	CONTRE PARTIE AU PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	37 860 000
501	PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	75 599 099
19 00 501 00 4 27100 11 000 1019 01	CONTRE PARTIE AU PROJET FC/SOS BURUNDI KINDER DOOF	75 599 099
20	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET DE LA CULTURE	14 189 917 264
001	CABINET DU MINISTRE	642 583 298
20 00 001 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	90 340 699
20 00 001 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	61 276 599
20 00 001 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	646 490
20 00 001 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	30 638 951
20 00 001 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 081 200
20 00 001 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	984 000

Crédit 2025/2026.1

20 00 001 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 136 564
20 00 001 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	681 468
20 00 001 00 2 62140 11 000 0115 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	146 245 231
20 00 001 00 2 62160 11 000 0853 07	MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	170 378 496
20 00 001 00 2 63180 11 000 0841 01	APPUI AU COMITE NATIONAL DE LA JEUNESSE	47 526 000
20 00 001 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET	76 647 600
040	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, PROGRAMMATION, SUIVI-EVALUATION ET STATISTIQUES	344 115 478
20 00 040 00 4 20110 11 000 0115 05	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	18 096 000
20 00 040 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/STATUTS	127 831 500
20 00 040 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	54 832 419
20 00 040 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	672 000
20 00 040 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	911 449
20 00 040 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 451 000
20 00 040 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
20 00 040 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 869 837
20 00 040 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	109 373
20 00 040 00 2 62160 11 000 0115 01	FRAIS DE SUIVI DES PROJETS ET PROGRAMMES DU MINISTERE	8 800 000
20 00 040 00 2 62240 11 000 0115 01	FRAIS D'APPUI AU PROCESSUS PLANIFICATION, PROGRAMMATION, BUDGETISATION ET SUIVI-EVALUATION	70 915 900
20 00 040 00 7 66110 11 000 0115 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	43 470 000
041	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, MATERIELLES ET FINANCIERES	818 348 485
20 00 041 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 480 500
20 00 041 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	114 733 398
20 00 041 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	12 020 988
20 00 041 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 041 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 163 778
20 00 041 00 2 62240 11 000 0115 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES DU PERSONNEL	12 314 500
20 00 041 00 2 62320 11 000 0115 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	2 000 000
20 00 041 00 2 62330 11 000 0115 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	11 776 500
20 00 041 00 2 62520 11 000 0115 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	10 800 000
20 00 041 00 2 62550 11 000 0115 01	ENTRETIEN CHARROI	114 056 909

Crédit 2025/2026.1

20 00 041 00 2 62570 11 000 0115 01	MAINTENANCE DU MATERIEL INFORMATIQUE	14 000 000
20 00 041 00 2 62580 11 000 0115 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	6 826 500
20 00 041 00 2 63120 11 000 0115 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	69 280 000
20 00 041 00 2 63210 11 000 0115 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	100 000 000
20 00 041 00 2 63510 11 000 0115 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	31 200 000
20 00 041 00 7 66110 11 000 0115 01	APUREMENT DES ARRIERES	84 835 412
20 00 041 00 7 66110 11 000 0841 09	CONTREPARTIE DU GOUVERNEMENT	202 000 000
20 00 041 00 7 66620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION AU FONDS DE L'INSERTION DES JEUNES (FIJ)	10 800 000
042	DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE L'INFORMATION ET DES ARCHIVES	188 206 893
20 00 042 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 080 915
20 00 042 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 877 000
20 00 042 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	120 000
20 00 042 00 1 61210 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	194 451
20 00 042 00 1 61240 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
20 00 042 00 1 61260 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	108 000
20 00 042 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 761 692
20 00 042 00 1 61620 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	23 335
20 00 042 00 2 62360 11 000 0841 04	SITE WEB DU MINISTERE	119 840 000
044	DIRECTION DE LA CAPACITATION DE LA PROMOTION ECONOMIQUE DES JEUNES	753 628 588
20 00 044 00 4 20110 11 000 0115 01	ELABORATION DE LA POLITIQUE SECTORIELLE DU MINISTERE	32 256 000
20 00 044 00 1 61110 11 000 0842 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 305 312
20 00 044 00 1 61140 11 000 0842 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 577 763
20 00 044 00 1 61160 11 000 0842 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	74 589
20 00 044 00 1 61610 11 000 0842 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 543 591
20 00 044 00 2 62120 11 000 0841 01	FORMATION A L'ENTREPRENEURIAT DES JEUNES ISSUS DES HUMANITES TECHNIQUES ET DES UNIVERSITES	17 721 333
20 00 044 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES REPRESENTANTS DU MINISTERE DANS LES PROVINCES	12 150 000
20 00 044 00 7 66110 11 000 0841 09	APPUI A LA PROMOTION DE LA JEUNESSE AFRICAINE	650 000 000
045	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DES CENTRES POUR JEUNES ET DE LA PROMOTION DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	4 168 336
20 00 045 00 7 66110 11 000 0841 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES TIC	1 833 336

Crédit 2025/2026.1

20 00 045 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES JEUNES	2 335 000
046	DIRECTION DE LA COORDINATION DES ORGANISATIONS DES JEUNES	14 800 000
20 00 046 00 7 66110 11 000 0853 01	COORDINATION DES ORGANISATIONS DES JEUNES	14 800 000
047	AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES (ABEJ)	529 581 269
20 00 047 00 1 61320 11 000 0841 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	41 541 576
20 00 047 00 2 62120 11 000 0841 01	STAGE DE PREMIER EMPLOI POUR 326 JEUNES	300 000 000
20 00 047 00 2 62160 11 000 0841 01	FRAIS DE SUIVI DES STAGIAIRES	33 300 000
20 00 047 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE POUR L'EMPLOI DES JEUNES	154 739 693
048	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME SPORTS	83 006 745
20 00 048 00 1 61110 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 860 463
20 00 048 00 1 61140 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 964 378
20 00 048 00 1 61160 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	231 800
20 00 048 00 1 61210 11 000 0841 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 539 065
20 00 048 00 1 61240 11 000 0841 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	19 332 226
20 00 048 00 1 61260 11 000 0841 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	564 000
20 00 048 00 1 61610 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 330 125
20 00 048 00 1 61620 11 000 0841 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	184 688
049	DIRECTION DE RENFORCEMENT DU SPORT DE HAUT NIVEAU	8 590 224 540
20 00 049 00 1 61110 11 000 0853 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 793 844
20 00 049 00 1 61140 11 000 0853 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 745 726
20 00 049 00 1 61160 11 000 0853 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	312 000
20 00 049 00 1 61280 11 000 0853 01	HONORAIRES DE L'ENTRAINEUR DE L'EQUIPE NATIONALE DE FOOTBALL	30 000 000
20 00 049 00 1 61610 11 000 0853 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 919 847
20 00 049 00 7 66110 11 000 0853 02	ALLOCATION AUX FEDERATIONS NATIONALES SPORTIVES	28 000 000
20 00 049 00 7 66110 11 000 0841 06	DETECTION DES JEUNES TALENTS	210 000 000
20 00 049 00 7 66110 11 000 0853 03	ALLOCATIONS AUX ACTIVITES SPORTIVES ET COMPETITIONS INTERNATIONALES	8 222 553 123
20 00 049 00 7 66110 11 000 0821 05	PROGRAMME ANNUEL D'ACTIVITES SPORTIVES	900 000
050	DIRECTION DES SPORTS DE MASSE	72 280 000
20 00 050 00 7 66110 11 000 0853 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DES SPORTS DE MASSE	72 280 000
051	DIRECTION DE DEVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES ET DES EQUIPEMENTS SPORTIFS	144 720 000



Crédit 2025/2026.1

20 00 051 00 2 62510 11 000 0853 01	ENTRETIEN DE TERRAIN	144 720 000
053	DIRECTION DE LA REVALORISATION ET DE SAUVEGARDE DES VALEURS CULTURELLES BURUNDAISES ET DES PATRIMOINES CULTUREL ET NATUREL	309 616 612
20 00 053 00 1 61110 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 945 967
20 00 053 00 1 61140 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	95 171 881
20 00 053 00 1 61160 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	643 601
20 00 053 00 1 61210 11 000 0821 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	11 013 861
20 00 053 00 1 61240 11 000 0821 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	84 051 000
20 00 053 00 1 61260 11 000 0821 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	918 000
20 00 053 00 1 61610 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 317 846
20 00 053 00 1 61620 11 000 0821 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 006 124
20 00 053 00 7 66110 11 000 0821 01	ALLOCATION A LA PROMOTION DE LA CULTURE	101 548 332
054	DIRECTION DE PROMOTION DE LA CONNAISSANCE SUR L'HISTOIRE DU BURUNDI ET LA LECTURE PUBLIQUE	70 377 000
20 00 054 00 7 66110 11 000 0821 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DPC(CONSERVATIONS DES ARCHIVES NATIONALES)	70 377 000
055	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE CULTURELLE ET PROTECTION DU DROIT D'AUTEUR	52 850 000
20 00 055 00 7 66110 11 000 0851 01	APPUI A LA CREATION DE L' ART MUSICAL ET SCENIQUE	52 850 000
056	CEBULAC	579 499 926
20 00 056 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	432 992 393
20 00 056 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CEBULAC	146 507 533
057	MAISON DE LA CULTURE	186 889 066
20 00 057 00 4 20100 11 000 0821 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	60 440 000
20 00 057 00 1 61320 11 000 0131 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL DE LA MAISON DE LA CULTURE	70 869 818
20 00 057 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA MAISON DE LA CULTURE	55 579 248
058	OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	198 410 894
20 00 058 00 1 61320 11 000 0821 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	78 221 433
20 00 058 00 7 66110 11 000 0821 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DU DROIT D'AUTEUR (OBDA)	120 189 461
059	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUHUMUZA	114 669 823
20 00 059 00 4 21220 11 000 0853 01	EQUIPEMENTS SPORTIFS DES EQUIPES	3 570 000
20 00 059 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 327 000
20 00 059 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT A L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	2 400 000



Crédit 2025/2026.1

20 00 059 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 535 928
20 00 059 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 059 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 121 062
20 00 059 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE BUHUMUZA	64 655 833
060	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUJUMBURA	88 854 823
20 00 060 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 327 000
20 00 060 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DE L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	2 400 000
20 00 060 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 535 928
20 00 060 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 060 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 121 062
20 00 060 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE BUJUMBURA	42 410 833
061	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BURUNGA	135 472 555
20 00 061 00 4 21220 11 000 0853 01	EQUIPEMENTS SPORTIFS DES EQUIPES	3 910 000
20 00 061 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 895 000
20 00 061 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT A L'AYANTS DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	2 400 000
20 00 061 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 183 476
20 00 061 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 061 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 373 024
20 00 061 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE BURUNGA	89 663 055
062	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE BUTANYERERA	139 935 888
20 00 062 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 895 000
20 00 062 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DE L' AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	2 400 000
20 00 062 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 183 476
20 00 062 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
20 00 062 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 373 024
20 00 062 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE BUTANYERERA	98 036 388
063	DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE,DES SPORTS ET DE LA CULTURE GITEGA	127 677 045



Crédit 2025/2026.1

20 00 063 00 4 21220 11 000 0853 01	EQUIPEMENTS SPORTIFS DES EQUIPES PROVINCIALE	3 570 000
20 00 063 00 1 61110 11 000 0115 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 327 000
20 00 063 00 1 61130 11 000 0115 01	INDEMNITE DE DEPLACEMENT DE L'AYANT DROIT AU VEHICULE DE FONCTION	2 400 000
20 00 063 00 1 61140 11 000 0115 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	16 535 928
20 00 063 00 1 61160 11 000 0115 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
20 00 063 00 1 61610 11 000 0115 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 121 062
20 00 063 00 7 66110 11 000 0841 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE DES SPORTS ET DE LA CULTURE EN PROVINCE GITEGA	77 663 055
21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	10 638 953 787
001	CABINET DU MINISTRE	58 196 310
21 00 001 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 001 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 001 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 001 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
21 00 001 00 7 66110 11 000 0461 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE DE LA COMMUNICATION	37 887 503
015	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	20 308 807
21 00 015 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 015 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 015 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 015 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
016	DIRECTION DE LA PLANIFICATION, DES STATISTIQUES ET DU SUIVI EVALUATION	145 930 877
21 00 016 00 4 20110 11 000 0461 03	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DES INSTITUTIONS DU MINISTERE	125 622 070
21 00 016 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 016 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 016 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 016 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
017	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	849 546 891
21 00 017 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 017 00 1 61130 11 000 0461 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	39 700 000

Crédit 2025/2026.1

21 00 017 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 017 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 017 00 1 61210 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 872 870
21 00 017 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 507 125
21 00 017 00 1 61260 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	258 000
21 00 017 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 317
21 00 017 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	224 755
21 00 017 00 2 62140 11 000 0461 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	171 321 803
21 00 017 00 2 62160 11 000 0461 14	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	145 000 000
21 00 017 00 2 62330 11 000 0461 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 600 000
21 00 017 00 2 62360 11 000 0461 03	ABONNEMENT A L'INTERNET	53 400 000
21 00 017 00 2 62520 11 000 0461 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS	18 000 000
21 00 017 00 2 62550 11 000 0461 01	ENTRETIEN DU CHARROI	113 889 579
21 00 017 00 2 62560 11 000 0461 01	ACHAT ET ENTRETIEN DES CLIMATISEURS	15 000 000
21 00 017 00 2 62580 11 000 0461 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	20 000 000
21 00 017 00 2 63120 11 000 0461 01	ACHAT CARBURANTS ET LUBRIFIANTS	53 820 000
21 00 017 00 2 63210 11 000 0461 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	78 779 001
21 00 017 00 2 63510 11 000 0461 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	8 932 476
21 00 017 00 7 66110 11 000 0461 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	70 932 476
018	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME COMMUNICATION ET MEDIAS	187 993 201
21 00 018 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 055 644
21 00 018 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 008 475
21 00 018 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	97 333
21 00 018 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 431 749
21 00 018 00 7 66110 11 000 0461 01	MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES NATIONALES DE COMMUNICATION AUDIOVISUELLE	165 400 000
019	DIRECTION DE LA COMMUNICATION	56 593 201
21 00 019 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 055 644
21 00 019 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 008 475
21 00 019 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	97 333
21 00 019 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 431 749

Crédit 2025/2026.1

21 00 019 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA COMMUNICATION	34 000 000
020	DIRECTION DES MEDIAS ET DE LA CONVERGENCE	85 393 201
21 00 020 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 055 644
21 00 020 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	15 008 475
21 00 020 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	97 333
21 00 020 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 431 749
21 00 020 00 7 66110 11 000 0461 01	FONDS D'APPUI AUX MEDIAS	62 800 000
021	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PROMOTION DE L'IMAGE DE MARQUE DU BURUNDI	100 000 000
21 00 021 00 4 20110 11 000 0461 03	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	100 000 000
025	RADIO TELEVISION NATIONALE DU BURUNDI DE BUHUMUZA	5 587 728
21 00 025 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	5 587 728
026	RADIO TELEVISION NATIONALE DU BURUNDI (RTNB) DE BUJUMBURA	4 859 015 278
21 00 026 00 4 20110 11 025 0461 01	FRAIS D'ETUDES, DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT	50 000 000
21 00 026 00 4 21450 11 025 0461 01	EQUIPEMENT DE LA RTNB BUJUMBURA	265 277 215
21 00 026 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 745 267 898
21 00 026 00 7 66110 11 025 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RTNB BUJUMBURA	1 798 470 165
027	RADIO TELEVISION NATIONALE DU BURUNDI (RTNB) DE BURUNGA	746 962 023
21 00 027 00 4 21450 11 025 0461 01	EQUIPEMENT DE LA RTNB BURUNGA	734 722 785
21 00 027 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	12 239 238
028	RADIO TELEVISION NATIONALE DU BURUNDI (RTNB) DE BUTANYERERA	6 211 986
21 00 028 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	6 211 986
029	RADIO TELEVISION NATIONALE DU BURUNDI (RTNB) DE GITEGA	43 501 488
21 00 029 00 1 61320 11 025 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	43 501 488
030	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP) DE BUHUMUZA	7 842 522
21 00 030 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	7 842 522
031	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP) DE BUJUMBURA	516 594 451
21 00 031 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	370 270 587
21 00 031 00 7 66110 11 801 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ABP BUJUMBURA	146 323 864
032	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP) DE BURUNGA	11 916 774
21 00 032 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	11 916 774
033	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP) DE BUTANYERERA	8 128 506
21 00 033 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	8 128 506
034	AGENCE BURUNDAISE DE PRESSE (ABP) DE GITEGA	25 152 000
21 00 034 00 1 61320 11 801 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	25 152 000
036	PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE (PPB) DE BUHUMUZA	79 504 950
21 00 036 00 4 21430 11 862 0461 01	EQUIPEMENT DU PPB BUHUMUZA	79 504 950
037	PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE (PPB) DE BUJUMBURA	1 929 829 504

Crédit 2025/2026.1

21 00 037 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	782 254 783
21 00 037 00 7 66110 11 862 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT PPB BUJUMBURA	1 147 574 721
038	PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE (PPB) DE BURUNGA	79 504 950
21 00 038 00 4 21430 11 862 0461 01	EQUIPEMENT PPB BURUNGA	79 504 950
21 00 038 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	0.0
039	PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE (PPB) DE BUTANYERERA	79 504 950
21 00 039 00 4 21430 11 862 0461 01	EQUIPEMENT PPB BUTANYERERA	79 504 950
21 00 039 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	0.0
040	PUBLICATION DE PRESSE BURUNDAISE (PPB) GITEGA	79 504 950
21 00 040 00 4 21430 11 862 0461 01	EQUIPEMENT PPB GITEGA	79 504 950
21 00 040 00 1 61320 11 862 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	0.0
041	CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT (CIEP) BUHUMUZA	28 120 000
21 00 041 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP BUHUMUZA	28 120 000
042	CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT (CIEP) BUJUMBURA	442 205 204
21 00 042 00 1 61320 11 033 0461 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	284 352 884
21 00 042 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP BUJUMBURA	157 852 320
043	CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT (CIEP) BURUNGA	28 120 000
21 00 043 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP BURUNGA	28 120 000
044	CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT (CIEP) BUTANYERERA	28 120 000
21 00 044 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP BUTANYERERA	28 120 000
045	CENTRE D'INFORMATION, D'EDUCATION ET DE COMMUNICATION EN MATIERE DE POPULATION ET DE DEVELOPPEMENT (CIEP) GITEGA	28 120 000
21 00 045 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CIEP GITEGA	28 120 000
046	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUHUMUZA	20 308 807
21 00 046 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 046 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 046 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 046 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
047	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUJUMBURA	20 308 807
21 00 047 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 047 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 047 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 047 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
048	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BURUNGA	20 308 807

Crédit 2025/2026.1

21 00 048 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 048 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 048 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 048 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
049	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION BUTANYERERA	20 308 807
21 00 049 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 049 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 049 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 049 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
050	DIRECTION PROVINCIALE DE LA COMMUNICATION GITEGA	20 308 807
21 00 050 00 1 61110 11 000 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	5 436 520
21 00 050 00 1 61140 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	13 829 302
21 00 050 00 1 61160 11 000 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	66 667
21 00 050 00 1 61610 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	976 318
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	693 045 610 489
001	CABINET	8 901 510 173
32 00 001 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	900 000 000
32 00 001 00 1 61110 11 000 0919 02	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	173 620 731
32 00 001 00 1 61140 11 865 0461 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITES S/STATUS	144 315 000
32 00 001 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	297 473 040
32 00 001 00 1 61160 11 865 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	780 000
32 00 001 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 700 000
32 00 001 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 810 350
32 00 001 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 189 905
32 00 001 00 1 61260 11 865 0461 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	492 000
32 00 001 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
32 00 001 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	31 251 732
32 00 001 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	449 069
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	59 440 020
32 00 001 00 2 62120 11 000 0919 02	FORMATION DES FORMATEURS	1 023 560 000

Crédit 2025/2026.1

32 00 001 00 2 62140 11 000 0919 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	192 906 583
32 00 001 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	100 000 000
32 00 001 00 2 62320 11 000 0919 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUE	3 700 377
32 00 001 00 2 62330 11 000 0919 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	31 069 997
32 00 001 00 2 62360 11 000 0919 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	80 345 010
32 00 001 00 2 62510 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	195 122 394
32 00 001 00 2 62550 11 000 0919 01	ENTRETIEN DU CHARROI	248 945 927
32 00 001 00 2 62580 11 000 0919 01	ENTRETIEN DES MACHINES ET ACHAT DU LOGICIEL ANTIVIRUS	37 725 653
32 00 001 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	96 000 000
32 00 001 00 2 63210 11 000 0919 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	163 923 661
32 00 001 00 2 63220 11 000 0919 01	ELABORATION ET IMPRESSION DES MANUELS SCOLAIRES	182 456 100
32 00 001 00 7 66110 11 816 0941 01	CENTRE HOSPITALO-UNIVERSITAIRE DE KAMENGE	4 017 848 969
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	171 037 522
32 00 001 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET POST-FONDAMENTAL	495 544 757
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 06	ORGANISATIONS DES SEMINAIRES ET ATELIERS	29 367 356
32 00 001 00 7 66110 11 000 0941 03	CHAMPIONNATS UNIVERSITAIRES	71 000 000
32 00 001 00 7 66110 11 865 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	134 230 020
054	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERAL	1 977 493 118
32 00 054 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	875 603 609
32 00 054 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	861 774 429
32 00 054 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	9 743 000
32 00 054 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
32 00 054 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 941 494
32 00 054 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNIQUE S/CONTRATS	50 961 375
32 00 054 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 220 000
32 00 054 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	30 000
32 00 054 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	168 121 086
32 00 054 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 702 125
055	BUREAU DE LA PLANIFICATION ET DES STATISTIQUES DE L'EDUCATION	212 247 363
32 00 055 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	64 332 511
32 00 055 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICIENS S/STATUTS	86 238 000
32 00 055 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
32 00 055 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 579 852
32 00 055 00 7 66110 11 000 0971 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE LA COMMUNICATION	49 713 000
056	DIRECTION CHARGE DES ENSEIGNANTS	144 301 869 726

Crédit 2025/2026.1

32 00 056 00 1 61110 11 000 0969 01	DIRECTION CHARGE DES ENSEIGNANTS	49 219 965 990
32 00 056 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/STATUTS	85 166 223 660
32 00 056 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	660 000 000
32 00 056 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	32 679 689
32 00 056 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	352 793 340
32 00 056 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	2 856 000
32 00 056 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS SOCIALE S/STATUTS	8 859 593 878
32 00 056 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS SOCIALE S/CONTRATS	7 757 169
057	DIRECTION CHARGEE DES PERSONNELS DES SERVICES ADMINISTRATIFS,TECHNIQUE ET D'APPUI	812 349 437
32 00 057 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 330 805
32 00 057 00 1 61110 11 865 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS S/STATUTS	109 888 375
32 00 057 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS S/STATUTS	55 647 740
32 00 057 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 099 000
32 00 057 00 1 61210 11 865 0461 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 453 849
32 00 057 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS S/CONTRATS	311 443
32 00 057 00 1 61240 11 000 0461 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	58 615 823
32 00 057 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS S/CONTRATS	2 450 250
32 00 057 00 1 61610 11 865 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE S/STATUTS SOCIALE S/STATUTS	19 779 908
32 00 057 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITES/STATUTS SOCIALE S/STATUTS	6 179 545
32 00 057 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	7 573 178
32 00 057 00 1 61620 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	28 627
32 00 057 00 1 61620 11 000 0461 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	620 007
32 00 057 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	25 000 000
32 00 057 00 7 66110 11 000 0969 01	FRAIS DE SUIVI DE LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	101 685 925
32 00 057 00 7 66110 11 000 0461 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA RADIO SCOLAIRE NDERAGAKURA	383 684 962
058	DIRECTION DU BUDGET	31 794 104 022

Crédit 2025/2026.1

32 00 058 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	3 325 000 000
32 00 058 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 350 111
32 00 058 00 1 61130 11 000 0919 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	207 600 000
32 00 058 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 613 500
32 00 058 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	948 000
32 00 058 00 1 61260 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	75 000
32 00 058 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 103 020
32 00 058 00 2 62120 11 000 0919 01	RENFORCEMENT DES CAPACITES	6 760 000
32 00 058 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	155 630 840
32 00 058 00 2 62680 11 000 0982 01	FRAIS D'ASSURANCE SCOLAIRE	114 104 464
32 00 058 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	63 150 500
32 00 058 00 2 63120 11 000 0982 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	259 656 000
32 00 058 00 2 63170 11 000 0982 01	MATERIEL SPECIAL DES SERVICES , OUTILLAGE ET EQUIPEMENT	20 000 000
32 00 058 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	261 271 892
32 00 058 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	194 837 300
32 00 058 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	370 326 555
32 00 058 00 8 67320 11 000 0982 01	ENTRETIEN DES ELEVES INTERNES	23 015 326 400
32 00 058 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	3 717 350 440
059	DIRECTION DES APPROVISIONNEMENTS ET DU PATRIMOINE	1 134 449 093
32 00 059 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	32 466 505
32 00 059 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 791 000
32 00 059 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	540 000
32 00 059 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 836 265
32 00 059 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 051 000
32 00 059 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 843 971
32 00 059 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	220 352
32 00 059 00 2 62160 11 000 0969 02	FRAIS DE SUIVI DE LA DISTRIBUTION DU MATERIEL SCOLAIRE	43 700 000
32 00 059 00 2 63170 11 000 0969 01	FOURNITURES MATERIELS SCOLAIRES	1 000 000 000
060	BUREAU DES INFRASTRUCTURES, DES EQUIPEMENTS ET DE LA MAINTENANCE	637 939 944

Crédit 2025/2026.1

32 00 060 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	562 500 000
32 00 060 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 260 376
32 00 060 00 1 61140 11 000 0971 01	NDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 043 000
32 00 060 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
32 00 060 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 546 868
32 00 060 00 2 63170 11 000 0969 01	FRAIS D'ELABORATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES	7 265 700
061	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE,FONDAMENTAL ET POST FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	125 876 200
32 00 061 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	62 691 963
32 00 061 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 690 500
32 00 061 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	516 000
32 00 061 00 1 61210 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRAT	125 818
32 00 061 00 1 61240 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 066 500
32 00 061 00 1 61260 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
32 00 061 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 615 281
32 00 061 00 1 61620 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	98 138
062	BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DU PRESCOLAIRE ET DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	2 997 420 284
32 00 062 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	202 833 419
32 00 062 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	217 336 500
32 00 062 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 272 000
32 00 062 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	36 510 015
32 00 062 00 2 63220 11 000 0919 01	ELABORATION ET IMPRESSION DES MANUELS SCOLAIRES	2 539 468 350
063	BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DE L'ENSEGNEGEMENTPOST-FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	1 001 824 539
32 00 063 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	261 425 136
32 00 063 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	306 018 000
32 00 063 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 496 000
32 00 063 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	47 056 525
32 00 063 00 2 62120 11 000 0971 01	FORMATION METHODOLOGIQUE ET PEDAGOGIQUE DES PROFESSEURS	132 249 918

Crédit 2025/2026.1

32 00 063 00 2 62160 11 000 0971 01	SUIVI-ENCADREMENT	72 916 666
32 00 063 00 7 66110 11 000 0971 01	ORGANISATION DES COMPETITIONS SPORTIVES ET EQUIPEMENTS	179 662 294
064	BUREAU DE L'EDUCATION INCLUSIVE	129 802 423
32 00 064 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 509 892
32 00 064 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 946 750
32 00 064 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	198 000
32 00 064 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 691 781
32 00 064 00 7 66110 11 000 0919 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE L'EDUCATION INCLUSIVE	72 456 000
065	DIRECTION DE L'EDUCATION PRESCOLAIRE ET DE LA PETITE ENFANCE	133 332 451
32 00 065 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 802 501
32 00 065 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	74 587 500
32 00 065 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	504 000
32 00 065 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 344 450
32 00 065 00 2 62160 11 000 0919 01	FRAIS DE MISSION D' ENSEIGNEMENT	10 094 000
066	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL	328 431 666 238
32 00 066 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	230 000 000
32 00 066 00 1 61110 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	105 414 353 501
32 00 066 00 1 61140 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	201 013 710 480
32 00 066 00 1 61160 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 523 940 000
32 00 066 00 1 61210 11 000 0919 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	52 635 380
32 00 066 00 1 61240 11 000 0919 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	363 937 193
32 00 066 00 1 61260 11 000 0919 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	5 572 000
32 00 066 00 1 61610 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	417 681 225
32 00 066 00 1 61610 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 278 736 459
32 00 066 00 2 63170 11 000 0982 01	MATERIEL SPECIAL DES SERVICES , OUTILLAGE ET EQUIPEMENT	131 100 000
067	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT POST FONDAMENTAL GENERAL ET PEDAGOGIQUE	10 886 465 032
32 00 067 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	306 246 881
32 00 067 00 1 61110 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 320 451 248
32 00 067 00 1 61140 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 697 810 160

Crédit 2025/2026.1

32 00 067 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	305 778 240
32 00 067 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	4 200 000
32 00 067 00 1 61160 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	27 204 000
32 00 067 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	3 458 169
32 00 067 00 1 61210 11 000 0921 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	8 433 207
32 00 067 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	32 684 580
32 00 067 00 1 61240 11 000 0921 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	119 808 720
32 00 067 00 1 61260 11 000 0921 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 134 000
32 00 067 00 1 61260 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 152 000
32 00 067 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	55 124 439
32 00 067 00 1 61620 11 000 0921 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 279 796
32 00 067 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	699 592
068 BUREAU DES EVALUATIONS DU SYSTEME EDUCATIF		4 993 401 430
32 00 068 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	86 681 544
32 00 068 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	112 806 000
32 00 068 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	936 000
32 00 068 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 602 678
32 00 068 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	319 991 600
32 00 068 00 2 63220 11 000 0986 01	IMPRESSION ET MULTIPLICATION DU CONCOURS ET TEST NATIONAUX	1 300 148 608
32 00 068 00 7 66200 11 000 0986 03	ORGANISATION DE L'EXAMEN D'ETAT	1 557 672 000
32 00 068 00 7 66200 11 000 0986 01	BUREAU DES EVALUATION DU SYSTEME EDUCATIF	1 599 563 000
069 DIRECTION NATIONALE DES CANTINES SCOLAIRES		19 555 395 412
32 00 069 00 1 61110 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 000 088
32 00 069 00 1 61140 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 903 750
32 00 069 00 1 61160 11 000 0982 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
32 00 069 00 1 61610 11 000 0982 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 670 024
32 00 069 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	19 479 749 550
070 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE		56 087 742
32 00 070 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 247 878
32 00 070 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 971 250

Crédit 2025/2026.1

32 00 070 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 585 745
32 00 070 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 968 000
32 00 070 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 208 813
32 00 070 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	106 056
071	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR GENERAL ET PEDAGOGIQUE	467 016 679
32 00 071 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	161 644 262
32 00 071 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	48 783 733
32 00 071 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	235 264 500
32 00 071 00 1 61210 11 000 0982 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	768 918
32 00 071 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	225 131
32 00 071 00 1 61240 11 000 0982 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRAT	3 874 942
32 00 071 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 394 436
32 00 071 00 1 61620 11 000 0919 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	60 757
072	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL	5 343 930 119
32 00 072 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 691 283 092
32 00 072 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 256 470 000
32 00 072 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	29 172 000
32 00 072 00 1 61210 11 000 0942 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	22 417 233
32 00 072 00 1 61240 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	36 356 040
32 00 072 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	304 430 957
32 00 072 00 1 61620 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	3 800 797
073	DIRECTION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	43 492 656
32 00 073 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 237 420
32 00 073 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 044 500
32 00 073 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	108 000
32 00 073 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 102 736
074	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION	579 300 468
32 00 074 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	42 390 611
32 00 074 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	70 780 500
32 00 074 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	636 000
32 00 074 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 952 302
32 00 074 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	15 382 530
32 00 074 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	416 000
32 00 074 00 1 61580 11 000 0971 01	FRAIS D'ENCOURAGEMENT A LA RECHERCHE ET INNOVATION	339 571 000
32 00 074 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTIONS DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 430 310
32 00 074 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	741 215
32 00 074 00 2 62160 11 000 0971 01	FRAIS DE SUIVI EVALUATION DES ACTIVITES DE RECHERCHE	100 000 000

Crédit 2025/2026.1

075	BUREAU DES BOURSES D'ETUDES ET DE STAGE	36 055 034 177
32 00 075 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	40 844 909
32 00 075 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	51 543 000
32 00 075 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
32 00 075 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 352 084
32 00 075 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	748 695 709
32 00 075 00 8 67310 11 000 0965 01	BOURSES D'ETUDES ET STAGES	35 206 514 475
076	COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	412 792 408
32 00 076 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	183 099 996
32 00 076 00 7 66110 11 000 0942 01	FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	229 692 412
077	COMMISSION NATIONALE DE LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET INNOVATION	387 340 133
32 00 077 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	78 921 273
32 00 077 00 7 66110 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SCIENCE, TECHNOLOGIE ET INNOVATION	308 418 860
078	UNIVERSITE DU BURUNDI	37 548 218 825
32 00 078 00 1 61320 11 000 0941 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	28 474 655 454
32 00 078 00 7 66400 11 000 0941 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNIVERSITE DU BURUNDI	9 073 563 371
079	ECOLE NORMALE SUPERIEURE	7 797 805 649
32 00 079 00 4 21220 11 000 0942 01	REHABILITATION DE LA TOITURE DES BATIMENTS DE L'ENS ET AUTRES CAMPUS	487 874 587
32 00 079 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	5 291 443 565
32 00 079 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE	2 018 487 497
080	COMMISSION NATIONAL DU BURUNDI POUR UNESCO	67 456 854
32 00 080 00 1 61110 11 000 0984 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 812 588
32 00 080 00 1 61140 11 000 0984 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	37 962 000
32 00 080 00 1 61160 11 000 0984 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
32 00 080 00 1 61610 11 000 0984 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 466 266
081	ACADEMIE RUNDI	387 298 857
32 00 081 00 1 61110 11 000 0942 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUT	8 533 544
32 00 081 00 1 61140 11 000 0942 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	9 814 500
32 00 081 00 1 61160 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	120 000
32 00 081 00 1 61320 11 000 0942 01	REMUNERATION DU PERSONNEL SOUS CONTRAT SPECIFIQUE	135 976 204
32 00 081 00 1 61610 11 000 0942 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS STATUT	1 536 038
32 00 081 00 7 66110 11 000 0942 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ACADEMIE RUNDI	231 318 571
082	COMMISSION NATIONALE DE QUALIFICATION ET DE CERTIFICATION	480 690 068



Crédit 2025/2026.1

32 00 082 00 1 61580 11 000 0942 01	FRAIS POUR ENTERINEMENT DES DIPLOMES ET EQUIVALENCE DES DIPLOMES UNIVERSITAIRES	53 179 300
32 00 082 00 2 62160 11 000 0942 01	FRAIS DE SUIVI ENCADREMENT DES INSTITUTIONS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	16 713 900
32 00 082 00 2 62780 11 000 0982 01	FRAIS D'ENCADREMENT DES SERVICES DECONCENTRES	10 371 150
32 00 082 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION CFP KIGOBE	400 425 718
083	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	1 392 323 010
32 00 083 00 1 61110 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	207 654 960
32 00 083 00 1 61140 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	396 265 500
32 00 083 00 1 61160 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	3 456 000
32 00 083 00 1 61210 11 000 0983 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 371 183
32 00 083 00 1 61240 11 000 0983 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	26 578 935
32 00 083 00 1 61260 11 000 0983 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	694 000
32 00 083 00 1 61610 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 377 893
32 00 083 00 1 61620 11 000 0983 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	524 539
32 00 083 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET DES IESP	60 000 000
32 00 083 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	655 400 000
084	BUREAU D'ETUDES ET DES CURRICULA DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	515 401 167
32 00 084 00 1 61110 11 000 0971 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUT	210 972 305
32 00 084 00 1 61140 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	226 678 500
32 00 084 00 1 61160 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	1 524 000
32 00 084 00 1 61210 11 000 0971 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS CONTRAT	461 104
32 00 084 00 1 61240 11 000 0971 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS CONTRAT	3 076 875
32 00 084 00 1 61260 11 000 0971 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRAT	64 000
32 00 084 00 1 61610 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	37 975 015
32 00 084 00 1 61620 11 000 0971 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	309 618
32 00 084 00 7 66200 11 000 0971 01	ENCADREMENT CONTINU DES ENSEIGNANTS	34 339 750
085	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT POST-FONDAMENTAL TECHNIQUE ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE	1 478 388 239
32 00 085 00 1 61110 11 000 0986 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	430 250 867
32 00 085 00 1 61140 11 000 0986 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	732 557 618
32 00 085 00 1 61160 11 000 0986 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	7 348 000

Crédit 2025/2026.1

32 00 085 00 1 61260 11 000 0942 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	304 430 957
32 00 085 00 1 61610 11 000 0986 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 800 797
086	DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT DES METIERS	6 805 207
32 00 086 00 1 61110 11 000 0969 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	2 523 057
32 00 086 00 1 61140 11 000 0969 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	3 780 000
32 00 086 00 1 61160 11 000 0969 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	48 000
32 00 086 00 1 61610 11 000 0969 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	454 150
088	CENTRE PUBLIC DE FORMATION POLYTECHNIQUE ET RECONVERSION PROFESSIONNELLEE	4 454 507 434
32 00 088 00 1 61320 11 000 0922 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	562 117 665
32 00 088 00 7 66110 11 000 0922 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CEFOR-RUSI	3 892 389 769
089	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUHUMUZA	5 258 024 928
32 00 089 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	1 936 545 150
32 00 089 00 1 61310 11 000 0982 01	REMUNERATION DES PROFESSEURS VACATAIRES	25 000 000
32 00 089 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	302 094 412
32 00 089 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	4 000 000
32 00 089 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	56 672 020
32 00 089 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	17 088 132
32 00 089 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	15 414 000
32 00 089 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	2 000 000
32 00 089 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	36 443 840
32 00 089 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	70 536 908
32 00 089 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	143 614 806
32 00 089 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	30 571 172
32 00 089 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	161 191 000
32 00 089 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	1 928 574 700
32 00 089 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	528 278 788
090	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUJUMBURA	8 269 722 014
32 00 090 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	3 488 419 927
32 00 090 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	82 034 750



Crédit 2025/2026.1

32 00 090 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	571 902 560
32 00 090 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET DES IESP	4 000 000
32 00 090 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	80 285 362
32 00 090 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES D'INTERNAT	17 088 132
32 00 090 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	25 392 333
32 00 090 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	65 328 476
32 00 090 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	106 672 924
32 00 090 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	46 325 718
32 00 090 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	459 090 468
32 00 090 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	303 585 000
32 00 090 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	2 133 791 600
32 00 090 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	885 804 764
091	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BURUNGA	11 319 697 841
32 00 091 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	4 971 991 167
32 00 091 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	4 142 283 676
32 00 091 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	127 209 500
32 00 091 00 1 61310 11 000 0982 01	REMUNERATION DES PROFESSEURS VACATAIRES	25 000 000
32 00 091 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	445 478 912
32 00 091 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET DES IESP	4 000 000
32 00 091 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	80 285 362
32 00 091 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	17 088 132
32 00 091 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	2 000 000
32 00 091 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	31 653 836
32 00 091 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	73 436 446
32 00 091 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	92 221 084
32 00 091 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	20 380 782
32 00 091 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	241 822 878

Crédit 2025/2026.1

32 00 091 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	247 223 000
32 00 091 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	797 623 066
092	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUTANYERERA	7 253 260 926
32 00 092 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRE	2 594 641 745
32 00 092 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	44 084 750
32 00 092 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST FONDAMENTALES	365 177 564
32 00 092 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET DES IESP	4 000 000
32 00 092 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	68 950 958
32 00 092 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES A INTERNAT	17 088 132
32 00 092 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR GROUPES ELECTROGENES	3 400 000
32 00 092 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	42 018 069
32 00 092 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	81 382 204
32 00 092 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	206 308 336
32 00 092 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	29 518 314
32 00 092 00 7 66200 11 000 0982 01	MISE EN PLACE DES CANTINES SCOLAIRES	2 898 528 550
32 00 092 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	205 349 000
32 00 092 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	692 813 304
093	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE GITEGA	4 980 042 373
32 00 093 00 4 21250 11 000 0921 01	REHABILITATION DES ECOLES D'ENSEIGNEMENT GENERAL	202 104 000
32 00 093 00 4 21480 11 000 0921 01	EQUIPEMENT DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	2 598 109 502
32 00 093 00 1 61180 11 000 0921 01	INDEMNITES DU PERSONNEL DES ECOLES D'EXCELLENCE	61 554 750
32 00 093 00 1 61320 11 000 0919 01	REMUNERATION DES SENTINELLES DES ECOLES FONDAMENTALES ET POST-FONDAMENTALES	427 196 552
32 00 093 00 2 62160 11 000 0952 01	FRAIS DE SUIVI-ENCADREMENT DES CENTRES D'ENSEIGNEMENT DES MÉTIERS ET DES IESP	4 000 000
32 00 093 00 2 62430 11 000 0919 01	LOCATION VEHICULES POUR LE CONCOURS ET TESTS NATIONAUX	89 730 698
32 00 093 00 2 62550 11 000 0982 01	ENTRETIEN VEHICULES POUR TOUTES LES ECOLES INTERNANTS	17 088 132
32 00 093 00 2 63120 11 000 0919 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	20 399 166
32 00 093 00 2 63120 11 000 0982 02	ACHAT MAZOUT POUR LE GROUPES ELECTROGENES	3 400 000



Crédit 2025/2026.1

32 00 093 00 2 63170 11 000 0969 01	MATERIEL PEDAGOGIQUE POUR ENSEIGNANTS	44 045 061
32 00 093 00 2 63510 11 000 0919 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	111 467 740
32 00 093 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE D'INCUBATION ET CFP KIGOBE	312 799 012
32 00 093 00 7 66110 11 000 0982 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DIRECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	28 465 456
32 00 093 00 7 66200 11 000 0986 01	ORGANISATION DU CONCOURS NATIONAL	277 879 000
32 00 093 00 8 67320 11 000 0982 02	COMPENSATION DES FRAIS DE SCOLARITE	781 803 304
094	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUHUMBUZA	98 155 832
32 00 094 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	57 291 666
32 00 094 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	37 550 000
32 00 094 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	3 314 166
095	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUJUMBURA	37 550 000
32 00 095 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	37 550 000
096	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BURUNGA	40 864 166
32 00 096 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	3 314 166
32 00 096 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	37 550 000
097	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE BUTANYERERA	98 155 832
32 00 097 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	37 550 000
32 00 097 00 7 66110 11 000 0982 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS COMMUNALES DE L'ENSEIGNEMENT	57 291 666
32 00 097 00 7 66110 11 000 0982 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DPEFTP	3 314 166
098	INSPECTION PROVINCIALE DE L'EDUCATION DE GITEGA	37 550 000
32 00 098 00 7 66110 11 000 0982 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSPECTIONS PROVINCIALES DE L'ENSEIGNEMENT	37 550 000
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS-REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	151 550 000
32 00 504 00 4 27100 11 000 0754 01	CONTREPARTIE AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS REGIONAL EN SCIENCE DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	151 550 000
33	MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE	194 798 381 152
001	CABINET	1 874 642 908
33 00 001 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	220 836 812
33 00 001 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	350 582 869

Crédit 2025/2026.1

33 00 001 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 419 000
33 00 001 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 728 413
33 00 001 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	25 722 938
33 00 001 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	504 000
33 00 001 00 1 61320 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DE PERSONNELS SOUS CONTRATS SPECIFIQUES	267 279 258
33 00 001 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	39 122 747
33 00 001 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	327 428
33 00 001 00 2 62140 11 000 0711 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	408 735 200
33 00 001 00 2 62160 11 000 0711 08	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	93 590 500
33 00 001 00 2 62330 11 000 0711 02	FRAIS DE COMMUNICATIONS ET RELATIONS PUBLIQUES	24 999 200
33 00 001 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	35 796 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	121 166 000
33 00 001 00 2 63210 11 000 0711 07	EDUCATION POUR LA SANTE (IEC)	64 392 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	25 000 000
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 06	FRAIS POUR LES INSPECTIONS	142 442 543
33 00 001 00 7 66110 11 000 0711 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE GESTION ET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT SANITAIRE(UGADS)	19 998 000
33 00 001 00 7 66200 11 000 0711 01	FONCTIONNEMENT DU COMITE DE SUPERVISION DES PROJETS FINANCES SUR FONDS MONDIAL	30 000 000
068	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	325 925 850
33 00 068 00 4 21440 11 000 0711 01	DIGITALISATION DU SYSTEME DE SANTE	66 321 990
33 00 068 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATION DE BASE SOUS STATUTS	71 309 373
33 00 068 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	133 148 151
33 00 068 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	528 000
33 00 068 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 094 869
33 00 068 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	9 922 500
33 00 068 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	264 000
33 00 068 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 760 483
33 00 068 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	131 384
33 00 068 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	8 478 000
33 00 068 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	21 967 100
069	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET SUIVI-EVALUATION DES POLITIQUES DE SANTE	86 904 116
33 00 069 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 029 685
33 00 069 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 093 620
33 00 069 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000

Crédit 2025/2026.1

33 00 069 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	690 127
33 00 069 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 951 125
33 00 069 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	240 000
33 00 069 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 145 343
33 00 069 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	82 816
33 00 069 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000
33 00 069 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	6 000 400
070	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	71 055 606 696
33 00 070 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 931 759 964
33 00 070 00 1 61130 11 000 0711 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	40 400 000
33 00 070 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 704 347 453
33 00 070 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	142 734 000
33 00 070 00 1 61210 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	369 641 651
33 00 070 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	44 352 000
33 00 070 00 1 61580 11 000 0711 02	INDEMNITES D'ELOIGNEMENT DES MEDECINS SPECIALISTES OEUVRANT A L'INTERIEUR DU PAYS	14 515 204 752
33 00 070 00 1 61580 11 000 0711 01	INDEMNITES DU PERSONNEL (PROFESSEURS ET PERSONNEL DU SERVICE FORMATION)	218 787 129
33 00 070 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	950 813 416
33 00 070 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	44 356 998
33 00 070 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000
33 00 070 00 2 63170 11 000 0711 01	MATERIEL DIDACTIQUE POUR ELEVES	12 500 000
33 00 070 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	6 243 000
33 00 070 00 7 66110 11 000 0711 07	RECRUTEMENT DU PERSONNEL MEDICAL, PARAMEDICAL ET AUTRES QUALIFICATIONS NECESSAIRES	155 002 900
33 00 070 00 7 66200 11 000 0922 01	ORGANISATION D'UN EXAMEN UNIQUE AUX LAUREATS DES ECOLES PARAMEDICALES	207 667 833
33 00 070 00 8 67320 11 000 0711 01	FRAIS D' ENTRETIEN DES ELEVES	707 556 600
071	DIRECTION DU BUDGET ET DES APPROVISIONNEMENTS	24 876 827 971
33 00 071 00 4 26800 11 000 0791 01	PARTICIPATION DU GOUVERNEMENT A LA RECONSTITUTION DU FONDS MONDIAL	600 000 000
33 00 071 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	70 934 301

Crédit 2025/2026.1

33 00 071 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	81 823 500
33 00 071 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
33 00 071 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	212 585
33 00 071 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
33 00 071 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 008 174
33 00 071 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	25 510
33 00 071 00 2 62320 11 000 0711 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 045 000
33 00 071 00 2 62330 11 000 0711 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 427 519
33 00 071 00 2 62360 11 000 0711 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	50 000 040
33 00 071 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	15 543 000
33 00 071 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	9 216 600
33 00 071 00 2 63510 11 000 0711 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	300 000 000
33 00 071 00 7 66110 11 000 0711 02	PARTICIPATION AUX SOINS DE SANTE	20 998 920 566
33 00 071 00 7 66110 11 000 0741 01	DOTATION DES HOPITAUX COMMUNAUX (82)	1 479 999 456
33 00 071 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES DISTRICTS SANITAIRES	1 225 980 720
33 00 071 00 7 66110 11 000 0711 03	ENCADREMENT, SUPERVISION, FORMATIONS ET FRAIS DU COMITE	15 000 000
072	DIRECTION DU SYSTEME NATIONAL D'INFORMATION SANITAIRE	358 177 010
33 00 072 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	52 436 869
33 00 072 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	239 112 404
33 00 072 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
33 00 072 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	408 125
33 00 072 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
33 00 072 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
33 00 072 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 438 637
33 00 072 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	48 975
33 00 072 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	2 826 000
33 00 072 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	4 983 000
33 00 072 00 2 63280 11 000 0791 01	PRODUCTION DES STATISTIQUES DE SANTE	45 815 000
073	DIRECTION DE GESTION DE L'INFORMATIQUE SANITAIRE(DGISA)	201 767 755
33 00 073 00 4 21440 11 000 0791 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	66 321 990
33 00 073 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	27 375 437

Crédit 2025/2026.1

33 00 073 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	73 778 580
33 00 073 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
33 00 073 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	259 079
33 00 073 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 453 000
33 00 073 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALE S/CONTRATS SOCIALE S/CONTRATS	36 000
33 00 073 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUT	4 927 579
33 00 073 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	31 090
33 00 073 00 7 66110 11 000 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DGISA	22 357 000
074	INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE	5 209 723 534
33 00 074 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 084 754
33 00 074 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	65 610 000
33 00 074 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
33 00 074 00 1 61320 11 000 0759 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'INSP	2 325 406 816
33 00 074 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 255 256
33 00 074 00 7 66110 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE SANTE PUBLIQUE	2 797 306 708
075	PROGRAMME D'ASSURANCE SANTE UNIVERSELLE (PASU)	38 899 647 634
33 00 075 00 7 66200 11 000 0711 02	FINANCEMENT BASE SUR LA PERFORMANCE (PBF)	24 599 647 634
33 00 075 00 8 67350 11 000 0711 01	CARTE D'ASSURANCE MALADIE	14 300 000 000
076	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME OFFRE ET ACCES AUX SERVICES ET AUX SOINS DE SANTE	82 580 747
33 00 076 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 408 660
33 00 076 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	45 292 500
33 00 076 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
33 00 076 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	420 114
33 00 076 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 700 000
33 00 076 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
33 00 076 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 673 559
33 00 076 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	50 414
33 00 076 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000

Crédit 2025/2026.1

33 00 076 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 676 500
078	DIRECTION DES ACCREDITATIONS ET DU MANAGEMENT DE LA QUALITE DE SOINS (DAMS)	1 234 400 217
33 00 078 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	79 786 500
33 00 078 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	182 641 500
33 00 078 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
33 00 078 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	98 622
33 00 078 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 078 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 361 570
33 00 078 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 835
33 00 078 00 2 63210 11 000 0711 01	PRODUITS MEDICAUX ET PHARMACEUTIQUES	183 283 000
33 00 078 00 7 66110 11 000 0711 02	PARTICIPATION AUX SOINS DE SANTE	724 150 640
33 00 078 00 7 66110 11 000 0711 06	FRAIS DE FONCTIONNEMENT POUR LA DAMS	37 495 550
33 00 078 00 7 66200 11 000 0756 01	SANTE MENTALE, MEDICAMENTS TRADITIONNELS, HYGIENE ET SANTE AU TRAVAIL ET SANTE SCOLAIRE	10 937 500
079	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES ET DES EQUIPEMENTS	15 350 336 810
33 00 079 00 4 21280 11 000 0711 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES SANITAIRES	14 859 832 737
33 00 079 00 4 21430 11 000 0711 01	EQUIPEMENT DU CDS KIVUVU (DISE)	69 491 380
33 00 079 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	34 133 671
33 00 079 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	84 739 500
33 00 079 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
33 00 079 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	629 574
33 00 079 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 141 500
33 00 079 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
33 00 079 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 144 061
33 00 079 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	75 549
33 00 079 00 2 62510 11 000 0711 01	ENTRETIEN BATIMENT	98 602 838
33 00 079 00 2 62550 11 000 0711 01	ENTRETIEN DU CHARROI ET REPARATION DU GROUPE ELECTROGENE	180 000 000
33 00 079 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	2 826 000
33 00 079 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURE DE BUREAU	6 216 000

Crédit 2025/2026.1

080	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPICALES NEGLIGEES ET LA CECITE	308 969 695
33 00 080 00 4 27100 11 000 0761 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LES MALADIES TROPICALES NEGLIGEES ET LA CECITE (PNIMTNC)	130 120 015
33 00 080 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	63 289 735
33 00 080 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	97 255 080
33 00 080 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	840 000
33 00 080 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	683 672
33 00 080 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 103 000
33 00 080 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
33 00 080 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 392 152
33 00 080 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	82 041
081	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES	162 112 645
33 00 081 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	37 025 134
33 00 081 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	87 412 500
33 00 081 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	276 000
33 00 081 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	173 278
33 00 081 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 498 500
33 00 081 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	60 000
33 00 081 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 664 524
33 00 081 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	20 793
33 00 081 00 7 66200 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LES MALADIES CHRONIQUES NON TRANSMISSIBLES (PNILMCNT)	28 981 916
082	CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	5 399 635 725
33 00 082 00 4 21450 11 000 0752 01	EQUIPEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE	168 137 858
33 00 082 00 1 61320 11 804 0752 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	800 925 641
33 00 082 00 2 63210 11 000 0752 01	ACHAT DES CONSOMMABLES ET REACTIFS POUR LE CNTS	3 871 174 739
33 00 082 00 7 66110 11 804 0752 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CNTS	559 397 487
083	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	508 427 129

Crédit 2025/2026.1

33 00 083 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	49 633 345
33 00 083 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	86 091 660
33 00 083 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	240 000
33 00 083 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	521 592
33 00 083 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 103 000
33 00 083 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
33 00 083 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 934 002
33 00 083 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	62 591
33 00 083 00 2 63160 11 000 0711 01	ACHAT DES MEDICAMENTS ANTITUBERCULEUX	345 229 139
33 00 083 00 7 66110 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE CONTRE LA LEPRE ET TUBERCULOSE	12 479 800
084	PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	2 452 234 369
33 00 084 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/ STATUTS	92 430 066
33 00 084 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	178 674 120
33 00 084 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	876 000
33 00 084 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 765 573
33 00 084 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 662 000
33 00 084 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	372 000
33 00 084 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 637 412
33 00 084 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	211 869
33 00 084 00 2 63160 11 000 0711 03	ACHAT DES MEDICAMENTS CONTRE LES HEPATITES	119 409 437
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 01	AMELIORATION DE LA QUALITE DE VIE DES PERSONNES INFECTEES PAR LE VIH/SIDA	499 997 286
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 03	APPUI AUX ASSOCIATIONS DE PRISE EN CHARGE DES MALADES DU SIDA	199 717 000
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 02	ACHAT MEDICAMENTS ARV	1 280 306 551
33 00 084 00 2 63210 11 000 0711 05	REDUCTION DE LA TRANSMISSION DES IST/VIH PAR LE RENFORCEMENT ET L' ELARGISSEMENT DES INTERVENTIONS DE PREVENTION	38 818 480
33 00 084 00 7 66200 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	9 356 575
085	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	3 003 190 300
33 00 085 00 1 61320 11 039 0791 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 415 765 568

Crédit 2025/2026.1

33 00 085 00 7 66110 11 039 0791 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES MEDICAMENTS ET DES ALIMENTS (ABREMA)	1 587 424 732
086	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME PREVENTION ET SECURITE SANITAIRE (DGRPP)	124 319 227
33 00 086 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	36 241 441
33 00 086 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
33 00 086 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 058 473
33 00 086 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	70 234 425
33 00 086 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALE S/CONTRATS	378 000
33 00 086 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 523 459
33 00 086 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	247 029
33 00 086 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	2 826 000
33 00 086 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 510 400
087	DIRECTION DE LA PROMOTION DE LA SANTE (DPS)	590 568 363
33 00 087 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/ STATUTS	171 942 003
33 00 087 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	376 396 176
33 00 087 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 205 000
33 00 087 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	121 870
33 00 087 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
33 00 087 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	42 000
33 00 087 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	29 189 684
33 00 087 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	14 630
33 00 087 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	4 239 000
33 00 087 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	6 216 500
088	DIRECTION DES LABORATOIRES DE BIOLOGIE ET IMAGERIE MEDICALE (DLBIM)	97 508 724
33 00 088 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 073 071
33 00 088 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 545 500
33 00 088 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	348 000
33 00 088 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 693 153

Crédit 2025/2026.1

33 00 088 00 2 63210 11 000 0711 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	3 849 000
089	PROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	6 434 397 312
33 00 089 00 4 27100 11 000 0761 01	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR LES VACCINS	5 954 363 131
33 00 089 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	76 407 807
33 00 089 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	148 705 200
33 00 089 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	432 000
33 00 089 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 358 722
33 00 089 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 962 000
33 00 089 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	252 000
33 00 089 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 753 405
33 00 089 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	163 047
33 00 089 00 2 63160 11 000 0711 02	ACHAT DES CARTES DE VACCINS CONTRE LA FIEVRE JAUNE	210 000 000
33 00 089 00 7 66200 11 000 0761 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU ROGRAMME ELARGI DE VACCINATION	18 000 000
090	PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION (PNSR)	1 568 867 036
33 00 090 00 4 27100 11 000 0711 02	CONTREPARTIE GOUVERNEMENTALE POUR L' ACHAT DES CONTRACEPTIFS	166 375 000
33 00 090 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	23 676 250
33 00 090 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	59 320 080
33 00 090 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
33 00 090 00 1 61320 11 000 0755 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PNSR	350 939 758
33 00 090 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 261 725
33 00 090 00 7 66200 11 000 0755 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL DE SANTE REPRODUCTION	964 210 223
091	PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	4 951 319 046
33 00 091 00 4 27100 11 000 0711 01	CONTRIBUTION A L' ACHAT DES ANTIPALUDIQUES POUR LE PALUDISME SIMPLE	4 669 999 652
33 00 091 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASES S/STATUTS	79 962 200
33 00 091 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	156 376 740
33 00 091 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	420 000
33 00 091 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 382 485

Crédit 2025/2026.1

33 00 091 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 112 000
33 00 091 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
33 00 091 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 393 196
33 00 091 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	165 898
33 00 091 00 7 66200 11 000 0759 01	DOTATION AU PROGRAMME NATIONAL INTEGRE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME	15 374 875
092	CENTRE DES OPERATIONS DES URGENCES DE SANTE PUBLIQUE (COUSP)	1 711 520 529
33 00 092 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	111 038 444
33 00 092 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	296 217 000
33 00 092 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	480 000
33 00 092 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 764 433
33 00 092 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 094 000
33 00 092 00 1 61260 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	492 000
33 00 092 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	19 986 920
33 00 092 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	211 732
33 00 092 00 7 66200 11 000 0762 01	LUTTE CONTRE LES ENDEMO-EPIDEMIES	1 208 548 000
33 00 092 00 8 67340 11 000 0749 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU COUSP	58 688 000
093	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUHUMUZA	322 564 808
33 00 093 00 2 63120 11 000 0711 01	ACHAT CARBURANT POUR LE GROUPE ELECTROGENE DE L'ECOLE PARAMEDICALE GISURU	4 945 500
33 00 093 07 7 66110 11 841 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUTEZI	35 000 000
33 00 093 17 7 66110 11 839 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GISURU	20 000 000
33 00 093 00 7 66110 11 844 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KINYINYA	45 000 000
33 00 093 00 7 66110 11 896 0711 01	DOTATION A L'HOPITAL SECILIA	18 000 000
33 00 093 05 7 66110 11 830 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURORÉ	38 000 000
33 00 093 13 7 66110 11 884 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GASHOHO	27 000 000
33 00 093 17 7 66110 11 829 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUYIGI	30 564 654
33 00 093 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUHUMUZA	24 000 000
33 00 093 13 7 66110 11 817 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUYINGA	15 054 654
33 00 093 17 7 66110 11 891 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL REMA	20 000 000
33 00 093 13 7 66110 11 883 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GITERANYI	18 000 000
33 00 093 05 7 66110 11 821 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE CANKUZO	27 000 000
094	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUJUMBURA	3 873 965 402

Crédit 2025/2026.1

33 00 094 00 4 21450 11 000 0711 05	MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS DE L'HPRC ET ACHAT DES CONSOMMABLES POUR L'HEMODIALYSE	999 990 000
33 00 094 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 885 765
33 00 094 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 172 875
33 00 094 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
33 00 094 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 319 438
33 00 094 02 7 66110 11 873 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL PRINCE LOUIS RWAGASORE	400 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 870 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE DE MEDECINE COMMUNAUTAIRE DE BUYENZI	12 542 867
33 00 094 03 7 66110 11 875 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KABEZI	24 622 936
33 00 094 01 7 66110 11 903 0741 01	DOTATION A L' HOPITA L'HOPITAL NDORA	18 000 000
33 00 094 06 7 66110 11 822 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE CIBITOKE	28 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 914 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE LA MISERCORDE DE MUSAGA	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 908 0711 01	CENTRE NATIONAL DE REFERENCE EN KINESITHERAPIE ET READAPTATION MEDICALE (CNRKR)	100 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 819 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RWIBAGA	25 000 000
33 00 094 01 7 66110 11 872 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL BUBANZA	20 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 902 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL KAMENGE	28 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 843 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL PRINCE REGENT CHARLES	1 511 812 266
33 00 094 00 7 66110 11 804 0756 01	DOTATION AU CENTRE NEURO-PSYCHIATRIQUE DE KAMENGE	325 068 613
33 00 094 03 7 66110 11 911 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MERE ENFANT DE NYAMBUYE	40 000 000
33 00 094 02 7 66110 11 904 0741 01	DOTATION A L'HOPITAL BWIZA JABE	28 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 876 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL D' I JENDA	20 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 813 0749 03	DOTATIOT A L'HOPITAL MASANGO	20 000 000
33 00 094 01 7 66110 11 871 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MPANDA	67 898 330
33 00 094 03 7 66110 11 901 0741 02	DOTATION A L'HOPITAL RUZIBA	28 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUJUMBURA	32 000 000
33 00 094 00 7 66110 11 000 0759 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE ANTITUBERCULEUX DE BUJUMBURA	12 000 000
33 00 094 03 7 66110 11 874 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL RUSHUBI	28 580 312
33 00 094 00 7 66110 11 831 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MABAYI	18 000 000
33 00 094 01 7 66110 11 892 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIHANGA	18 000 000
095	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BURUNGA	380 534 942
33 00 095 18 7 66110 11 813 0749 04	HOPITAL SAINT GEORGES DE MAGARA	20 000 000
33 00 095 04 7 66110 11 820 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BURURI	45 452 220
33 00 095 16 7 66110 11 913 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL KAYERO	25 000 000
33 00 095 18 7 66110 11 912 0749 01	HOPITAL DE BIRIMBA	20 000 000
33 00 095 16 7 66110 11 838 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE GIHOFI	18 000 000

Crédit 2025/2026.1

33 00 095 11 7 66110 11 824 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MAKAMBA	13 753 984
33 00 095 16 7 66110 11 828 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUTANA	28 000 000
33 00 095 04 7 66110 11 818 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE RUMONGE	45 495 414
33 00 095 04 7 66110 11 840 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE RUTOVU	28 778 670
33 00 095 04 7 66110 11 842 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MATANA	18 000 000
33 00 095 11 7 66110 11 845 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NYANZA- LAC	48 054 654
33 00 095 18 7 66110 11 910 0749 01	HOPITAL BUGARAMA	38 000 000
33 00 095 07 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BURUNGA	32 000 000
096	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUTANYERERA	383 778 670
33 00 096 09 7 66110 11 881 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL GAHOMBO	18 000 000
33 00 096 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE BUTANYERERA	24 000 000
33 00 096 10 7 66110 11 815 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE KIRUNDO	25 000 000
33 00 096 09 7 66110 11 814 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KAYANZA	15 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 827 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE NGOZI	135 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 885 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MIVO	20 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 915 0749 01	HOPITAL SANTA TEREZINA DE MUREMERA	18 000 000
33 00 096 00 7 66110 11 898 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE MUSENYI	38 000 000
33 00 096 10 7 66110 11 834 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUKENKE	26 000 000
33 00 096 15 7 66110 11 877 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIREMBA	18 000 000
33 00 096 09 7 66110 11 833 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUSEMA	18 778 670
33 00 096 15 7 66110 11 837 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE BUYE	28 000 000
097	DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE GITEGA	995 549 082
33 00 097 14 7 66110 11 826 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIBUMBU (MWARO)	28 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 880 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBIMBA	20 020 482
33 00 097 00 7 66110 11 895 0749 01	DOTATION DE L'HOPITAL DE 3EME REFERENCE DE KARUSI	400 000 000
33 00 097 14 7 66110 11 836 0749 02	SANATORIUM KIBUMBU	23 139 663
33 00 097 07 7 66110 11 878 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL MUTOYI	20 000 000
33 00 097 14 7 66110 11 836 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE FOTA	31 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 813 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE GITEGA	203 897 193
33 00 097 16 7 66110 11 893 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL MUSONGATI	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 813 0749 02	DOTATION A L'HOPITAL SAINT JOSEPH DE GIHETA	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE LA SANTE GITEGA	32 000 000
33 00 097 08 7 66110 11 823 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL DE BUHIGA (KARUZI)	25 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 832 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MUTAHO	30 622 936
33 00 097 12 7 66110 11 835 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE KIGANDA	18 000 000
33 00 097 12 7 66110 11 000 0749 01	DOTATION A L'HOPITAL GIKO	20 000 000
33 00 097 07 7 66110 11 886 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL KIBUYE	18 000 000



Crédit 2025/2026.1

33 00 097 07 7 66110 11 894 0749 01	DOTATION HOPITAL SAINTE THERESE DE GITEGA	20 000 000
33 00 097 12 7 66110 11 825 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL DE MURAMVYA	45 868 808
33 00 097 07 7 66110 11 879 0749 01	DOTATION A L' HOPITAL NTITA	20 000 000
098	PROGRAMME NATIONAL D'ALIMENTATION ET DE NUTRITION	267 970 213
33 00 098 00 1 61110 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	54 675 214
33 00 098 00 1 61140 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	131 665 500
33 00 098 00 1 61160 11 000 0711 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	408 000
33 00 098 00 1 61210 11 000 0711 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	650 857
33 00 098 00 1 61240 11 000 0711 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 400 000
33 00 098 00 1 61610 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	9 841 539
33 00 098 00 1 61620 11 000 0711 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	78 103
33 00 098 00 7 66200 11 000 0754 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PRONIANUT	15 251 000
33 00 098 00 7 66620 11 000 0711 03	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR L'ACHAT DE VITAMINE A	50 000 000
099	SEP/CNEPTLS	572 971 709
33 00 099 00 1 61320 11 000 0711 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU SEP/CNEPTLS	267 279 258
33 00 099 00 2 63210 11 000 0711 01	REDUCTION DE LA TRANSMISSION DES IST/VIH PAR LE RENFORCEMENT ET L' ELARGISSEMENT DES INTERVENTIONS DE PREVENTION	34 740 754
33 00 099 00 7 66110 11 000 0711 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SEP/CNEPTLS	115 494 695
33 00 099 00 8 67340 11 000 0771 01	FONDS NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE SIDA	155 457 002
100	CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	1 131 434 978
33 00 100 00 4 21450 11 000 1019 03	EQUIPEMENTS DU CNAR	334 158 741
33 00 100 00 1 61320 11 000 1022 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CNAR	510 600 641
33 00 100 00 7 66110 11 000 1022 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL D'APPAREILLAGE ET DE REEDUCATION (CNAR)	286 675 596
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	355 772 151 393
001	CABINET	7 325 838 769
40 00 001 00 4 21110 11 000 0414 01	PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION DES ARBRES FRUITIERS	1 853 092 522
40 00 001 00 4 21450 11 000 0424 01	MULTIPLICATION DES NOUVELLES CULTURES D'EXPLOITATION.	78 842 692
40 00 001 00 4 21480 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI A L'AMELIORATION DE LA RIZICULTURE AU BURUNDI (PAARIB)	85 489 409
40 00 001 00 4 26800 11 000 0541 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'INITIATIVE DU BASSIN DU NIL	4 500 000 000
40 00 001 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	105 989 482
40 00 001 00 1 61140 11 000 0424 01	NDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	230 054 198
40 00 001 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	811 500
40 00 001 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	9 250 182

Crédit 2025/2026.1

40 00 001 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	48 900 038
40 00 001 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 299 000
40 00 001 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	21 985 342
40 00 001 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 110 053
40 00 001 00 2 62140 11 000 0424 00	MISSIONS OFFICIELLES A L' ETRANGER	150 000 000
40 00 001 00 2 62160 11 000 0424 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	188 065 225
40 00 001 00 2 62220 11 000 0424 02	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT A L' ORGANISATION DES FOIRES AGRICOLES	10 000 000
40 00 001 00 2 62420 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LA JOURNEE MONDIALE DE L' ALIMENTATION	7 000 000
40 00 001 00 7 66110 11 000 0424 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	33 949 126
055	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	0
40 00 055 00 1 61110 11 000 0424 01	RENUMERATION DIRECTES DE BASE S/STATUTS	0.0
056	DIRECTION DES ETUDES ET PROGRAMMATIONS	221 353 558
40 00 056 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 445 589
40 00 056 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	32 331 873
40 00 056 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	70 500
40 00 056 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 203 096
40 00 056 00 7 66110 11 000 0424 06	COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LA MISE EN OEUVRE DU PLAN NATIONAL D'INVESTISSEMENT AGRICOLE (PNIA)	171 302 500
057	DIRECTION DE SUIVI-EVALUATION	305 039 723
40 00 057 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	66 362 007
40 00 057 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	135 475 985
40 00 057 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	659 000
40 00 057 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 971 472
40 00 057 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	16 712 663
40 00 057 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	175 500
40 00 057 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	12 768 663
40 00 057 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	374 702
40 00 057 00 2 62160 11 000 0424 01	SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	69 539 731
058	DIRECTION DES STATISTIQUES ET INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES, AGRICOLES ET D'ELEVAGE	472 984 682
40 00 058 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 816 862
40 00 058 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	64 942 088
40 00 058 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	33 000
40 00 058 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 486 194
40 00 058 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	377 706 538

Crédit 2025/2026.1

059	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET MATERIELLES	676 940 938
40 00 059 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	91 325 444
40 00 059 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	223 866 127
40 00 059 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 241 500
40 00 059 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	16 973 115
40 00 059 00 2 62160 11 000 0424 01	SUIVI EVALUATION TECHNICO-FINANCIER DES PROJETS	10 000 000
40 00 059 00 2 62510 11 000 0424 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	40 850 000
40 00 059 00 2 62580 11 000 0424 01	ENTRETIEN MATERIEL ET EQUIPEMENT	39 934 845
40 00 059 00 2 63120 11 000 0424 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	103 263 000
40 00 059 00 2 63210 11 000 0424 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	85 810 407
40 00 059 00 7 66110 11 000 0424 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	63 676 500
060	DIRECTION DES FINANCES ET COMPTABILITE	798 174 966
40 00 060 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 905 212
40 00 060 00 1 61130 11 000 0424 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	59 062 500
40 00 060 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 632 250
40 00 060 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	9 000
40 00 060 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 097 251
40 00 060 00 2 62320 11 000 0424 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	81 970 476
40 00 060 00 2 62330 11 000 0424 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	18 289 000
40 00 060 00 2 62360 11 000 0442 11	SITE WEB DU MINISTERE	5 000 000
40 00 060 00 2 62360 11 000 0424 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	59 366 144
40 00 060 00 2 62550 11 000 0424 01	ENTRETIEN DU CHARROI	222 445 175
40 00 060 00 2 63510 11 000 0424 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	224 875 288
40 00 060 00 7 66110 11 000 0424 01	CONTRIBUTION A L'IRAZ	74 522 670
061	DIRECTION DE LA COMMUNICATION ,DE L'INFORMATION ET D'ARCHIVAGE	17 871 648
40 00 061 00 2 62320 11 000 0424 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	17 871 648
062	DIRECTION DE LA VULGARISATION ,FORMATION ET RECHERCHE DEVELOPPEMENT	108 165 115
40 00 062 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	23 401 590
40 00 062 01 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 163 711
40 00 062 01 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	152 000
40 00 062 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 307 614
40 00 062 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	35 140 200
063	DIRECTION D'APPUI AUX ORGANISATIONS ET AUX PRODUCTEURS AGRICOLES	347 356 894
40 00 063 00 4 21380 11 000 0428 05	PROJET D'ACCOMPAGNEMENT TECHNIQUE DES COOPERATIVES AGRO-SYLVO-PASTORALES	73 080 000
40 00 063 00 4 21430 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ENCADREMENT RAPPROCHE	85 500 000

Crédit 2025/2026.1

40 00 063 03 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	20 400 006
40 00 063 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 384 915
40 00 063 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	105 000
40 00 063 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	100 169
40 00 063 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	901 125
40 00 063 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	63 000
40 00 063 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 516 090
40 00 063 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	24 041
40 00 063 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	138 282 548
064	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME AGRICULTURE	250 781 836
40 00 064 00 4 20110 11 000 0424 01	ETUDE ET ELABORATION D'UNE STRATEGIE OPERATIONNELLE POUR LA CONSTRUCTION DES HANGARS	100 000 000
40 00 064 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 253 320
40 00 064 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 876 125
40 00 064 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	292 000
40 00 064 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	274 193
40 00 064 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 602 125
40 00 064 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	72 000
40 00 064 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 883 123
40 00 064 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 387
40 00 064 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	67 486 563
065	DIRECTION DE PRODUCTION DES VEGETAUX	980 327 009
40 00 065 00 4 21180 11 000 0424 03	PROJET DE PROTECTION DES VEGETAUX	681 489 578
40 00 065 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	52 531 223
40 00 065 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	105 115 785
40 00 065 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	783 000
40 00 065 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 646 759
40 00 065 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	13 215 825
40 00 065 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	558 000
40 00 065 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 685 952
40 00 065 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	389 903
40 00 065 00 2 62430 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES ET ENNEMIS DES CULTURES	111 910 984
066	DIRECTION DE LA FERTILISATION DES SOLS	253 718 661 621
40 00 066 00 4 22180 11 000 0424 01	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTION DES ENGRAIS AU BURUNDI	253 619 905 792
40 00 066 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 448 042
40 00 066 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 638 255
40 00 066 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	231 000
40 00 066 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	2 571 449

Crédit 2025/2026.1

40 00 066 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 032 660
40 00 066 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	474 000
40 00 066 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 838 986
40 00 066 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	521 437
067	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES AGRICOLES ET DES PRODUITS FORESTIERS NON-LIGNEUX	14 024 849 096
40 00 067 00 4 21180 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE EN SAISON SECHE	298 978 000
40 00 067 00 4 21480 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ENCADREMENT RAPPROCHE	71 894 260
40 00 067 00 4 22180 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	77 383 103
40 00 067 00 4 22180 11 000 0424 02	PROGRAMME NATIONAL DE SUBVENTION DES SEMENCES AU BURUNDI	13 359 278 128
40 00 067 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	153 630 923
40 00 067 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	867 000
40 00 067 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 480 072
40 00 067 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIME DE TECHNICITE S/CONTRATS	27 181 890
40 00 067 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	754 000
40 00 067 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	17 007 790
40 00 067 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 143 930
40 00 067 00 7 66110 11 000 0414 04	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION NATIONALE SEMENCIERE	11 250 000
068	OFFICE D'HUILE DE PALME (OHP)	2 389 353 065
40 00 068 00 4 21110 11 000 0424 06	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE PALMIER A L'HUILE	1 366 408 513
40 00 068 00 4 21450 11 000 0424 01	MULTIPLICATION DE NOUVELLES CULTURES D'EXPORTATION (ANACARDIER, STEVIA, VANILLE, MILLET ET MORINGA)	153 115 318
40 00 068 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	530 869 732
40 00 068 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OHP	338 959 502
069	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ELEVAGE ET HALIEUTIQUE	433 855 000
40 00 069 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	422 815 000
40 00 069 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	11 040 000
070	DIRECTION DE LA SANTE ANIMALE	3 759 441 282
40 00 070 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	2 885 012 303
40 00 070 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	87 200 000
40 00 070 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPIN	285 000 000
40 00 070 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	69 854 201
40 00 070 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	211 258 638
40 00 070 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	885 000
40 00 070 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	4 101 221

Crédit 2025/2026.1

40 00 070 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	18 119 025
40 00 070 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	924 000
40 00 070 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	15 611 720
40 00 070 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	881 424
40 00 070 00 2 62220 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DU GOUVERNEMENT POUR LES JOURNEES MONDIALES DE L' ELEVAGE	7 000 000
40 00 070 00 2 63150 11 000 0427 01	PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES ET APPUI AU DIAGNOSTIC DES MALADIES ANIMALE	49 000 000
40 00 070 00 2 63150 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX ET ALERTE PRECOCE	47 806 250
40 00 070 00 7 66110 11 000 0424 03	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE QUARANTAINE	25 200 000
40 00 070 00 7 66110 11 000 0427 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS	51 587 500
071	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES ANIMALES	4 921 330 499
40 00 071 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	642 910 450
40 00 071 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPINS	4 028 067 413
40 00 071 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUT	64 115 733
40 00 071 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	158 527 749
40 00 071 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	423 000
40 00 071 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 619 687
40 00 071 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 757 813
40 00 071 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	274 500
40 00 071 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	14 411 613
40 00 071 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	222 541
072	DIRECTION DE LA PROMOTION DES FILIERES HALIEUTIQUES	1 284 862 893
40 00 072 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	1 057 710 877
40 00 072 00 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/S	56 161 289
40 00 072 00 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITE ET PRIME DE TECHNICITE S/STATUTS	124 152 893
40 00 072 00 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	575 000
40 00 072 00 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 732 094
40 00 072 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITES S/CONTRATS	26 956 125
40 00 072 00 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	381 000
40 00 072 00 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	11 831 232
40 00 072 00 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 362 383
073	LABORATOIRE NATIONAL VETERINAIRE (LABOVET)	255 174 974
40 00 073 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	45 800 000
40 00 073 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	97 478 725
40 00 073 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPINS	31 200 000

Crédit 2025/2026.1

40 00 073 00 2 63150 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX ET ALERTE PRÉCOCE	29 611 843
40 00 073 00 2 63150 11 000 0427 01	PRODUITS SCIENTIFIQUES ET VETERINAIRES ET APPUI AU DIAGNOSTIC DES MALADIES ANIMALES	50 084 406
40 00 073 00 7 66110 11 000 0427 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES VETERINAIRES	1 000 000
074	CENTRE NATIONAL D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET D'AMELIORATION GENETIQUE (CNIAAG)	1 026 421 237
40 00 074 00 4 21180 11 000 0427 01	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DE CHAINES DE VALEUR BOVINE, PORCINE ET AVICOLE AU BURUNDI	247 143 520
40 00 074 00 4 21230 11 000 0424 02	PROJET D'INTENSIFICATION DES PRODUCTIONS ANIMALES	14 000 000
40 00 074 00 4 21280 11 000 0424 12	CONSTRUCTION D'UN CENTRE NAISEUR ET DE MULTIPLICATION DES LAPINS	410 917 774
40 00 074 00 4 21480 11 000 0427 01	PROJET D'INSEMINATION ARTIFICIELLE ET AMELIORATION GENETIQUE	290 330 096
40 00 074 00 1 61320 11 000 0427 01	CENTRE D'APPUI A L'INSEMINATION ARTIFICIELLE	58 160 009
40 00 074 00 2 63150 11 000 0424 01	SURVEILLANCE EPIDEMIOLOGIQUE DES MALADIES DES ANIMAUX ET ALERTE PRECOCE	5 869 838
076	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENVIRONNEMENT ET GESTION DURABLE DES TERRES	725 174 564
40 00 076 00 4 21210 11 000 0611 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DES VILLAGES RURAUX	11 796 000
40 00 076 00 4 21380 11 000 0428 11	PROJET D'IMPLANTATION DES AGROPOLES	12 548 722
40 00 076 00 4 21380 11 000 0661 01	PROJET D'ELABORATION DES SCHEMAS PROVINCIAUX ET NATIONAUX DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	500 000 000
40 00 076 00 4 21380 11 000 0428 04	PROJET DE CONSTRUCTION DES CENTRES COMMUNAUX AGRO-SYLVO-PASTORALES	10 286 141
40 00 076 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUT	57 357 254
40 00 076 00 1 61140 11 000 0421 01	NDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	111 513 128
40 00 076 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	565 000
40 00 076 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATION DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 270 823
40 00 076 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	7 452 000
40 00 076 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	279 000
40 00 076 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	11 801 498
40 00 076 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	304 998
077	DIRECTION DE LA PROMOTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES FORETS	422 634 921
40 00 077 00 4 21320 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION DES SOURCES D'EAU AU BURUNDI	347 272 507
40 00 077 00 4 21330 11 000 0511 02	GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES ET LIQUIDES	4 217 851
40 00 077 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 504 257
40 00 077 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	20 776 905
40 00 077 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
40 00 077 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 281 022
40 00 077 00 7 66110 11 000 0571 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PROMOTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES FORTES	38 438 379
078	DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT ET ENVIRONNEMENT	160 030 465

Crédit 2025/2026.1

40 00 078 00 4 21280 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION ET RESTAURATION DES ZONES HUMIDES ET INONDATIONS	49 434 358
40 00 078 00 4 21320 11 000 0571 02	PROJET DE PROTECTION DES SOURCES D'EAU AU BURUNDI	1 740 000
40 00 078 00 4 21330 11 000 0511 02	GESTION INTEGREE DES DECHETS SOLIDES ET LIQUIDES	47 609 700
40 00 078 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 438 825
40 00 078 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 071 710
40 00 078 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	101 000
40 00 078 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 532 422
40 00 078 00 2 62240 11 000 0622 01	VULGARISATION DE LA POLITIQUE NATIONALE D'ASSAINISSEMENT ET DE CODE D'ASSAINISSEMENT	13 102 450
079	DIRECTION DE LA PROTECTION DU PATRIMOINE FONCIER	150 684 675
40 00 079 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 357 074
40 00 079 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	33 393 060
40 00 079 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	153 000
40 00 079 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	119 771
40 00 079 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITS ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 123 875
40 00 079 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 296 405
40 00 079 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	28 745
40 00 079 00 2 62160 11 000 0622 01	APPUI AU PROGRAMME NATIONAL DE GESTION DES TERRES DOMANIALES	98 212 745
080	DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	139 860 728
40 00 080 00 4 21120 11 000 0541 01	PROJET DE RÉHABILITATION DES SITES ET CARRIÈRES	60 842 286
40 00 080 00 4 21210 11 000 0611 01	PROJET D'APPUI AU PROGRAMME DES VILLAGES RURAUX	15 773 161
40 00 080 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	18 504 942
40 00 080 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 981 655
40 00 080 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	297 000
40 00 080 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	74 494
40 00 080 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	901 125
40 00 080 00 1 61260 11 000 0421 01	ALLOCATION FAMILIALES S/CONTRATS	27 000
40 00 080 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 441 186
40 00 080 00 1 61620 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	17 879
081	DIRECTION DU GENIE RURAL, IRRIGATION ET DEVELOPPEMENT DES SERRES	1 444 800 101
40 00 081 00 4 20110 11 000 0424 13	ÉTUDES SUR LES CENTRES SEMENCIERS	8 588 210
40 00 081 00 4 21110 11 000 0424 08	PROJET D'AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES HYDRO AGRICOLES	857 787 940
40 00 081 00 4 21110 11 000 0423 04	PROJET D'AMÉNAGEMENT DES MARAIS ET DES BASSINS VERSANTS.	486 325 357
40 00 081 00 1 61110 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	29 159 055
40 00 081 00 1 61140 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 731 405
40 00 081 00 1 61160 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	225 000
40 00 081 00 1 61210 11 000 0427 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	259 747
40 00 081 00 1 61240 11 000 0427 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 500 875

Crédit 2025/2026.1

40 00 081 00 1 61260 11 000 0427 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	162 000
40 00 081 00 1 61610 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 998 173
40 00 081 00 1 61620 11 000 0427 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	62 339
085	INSTITUT DES SCIENCES AGRONOMIQUES DU BURUNDI (ISABU)	23 138 248 236
40 00 085 00 4 20110 11 000 0424 02	PROJET D'APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (ISABU)	1 521 463 980
40 00 085 00 4 21110 11 000 0424 07	PROJET D'APPUI A L'AGRICULTURE D'EXPORTATION	398 802 174
40 00 085 00 4 21220 11 000 0424 01	REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES DE L'ISABU	858 514 728
40 00 085 00 4 21450 11 000 0424 01	MULTIPLICATION DES NOUVELLES CULTURES D'EXPORTATION	140 831 261
40 00 085 00 4 22180 11 000 0424 04	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE SEMENCIERE	16 982 801 890
40 00 085 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 590 666 543
40 00 085 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ISABU	645 167 660
086	OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET DE CERTIFICATION DES SEMENCES (ONCCS)	1 014 572 499
40 00 086 00 4 21450 11 000 0424 01	OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET DE CERTIFICATION DES SEMENCES (ONCCS)	378 290 060
40 00 086 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	255 496 364
40 00 086 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE NATIONAL DE CONTROLE ET CERTIFICATION DES SEMENCES	380 786 075
087	OFFICE BURUNDAIS POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (OBPE)	4 079 575 659
40 00 087 00 4 21110 11 000 0563 01	VALORISATION DES VIEUX BOISEMENTS	50 000 000
40 00 087 00 4 21110 11 000 0541 02	PROJET DE PRODUCTION DES ESSENCES AGROFORESTIERES, FORESTIERES ,AUTOCHTONES ET PLANTES MEDICINALES	727 527 025
40 00 087 00 4 21110 11 000 0622 01	PROJET D'APPUI A LA PROTECTION DES TERRES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	122 439 400
40 00 087 00 4 21110 11 000 0561 01	EWE BURUNDI URAMBAYE	548 235 130
40 00 087 00 1 61320 11 000 0421 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 098 121 340
40 00 087 00 2 62160 11 000 0571 01	PROGRAMME D'EDUCATION ENVIRONNEMENTALE	13 966 425
40 00 087 00 7 66110 11 000 0421 02	APPUI A LA COORDINATION NATIONALE A LA COMIFAC	203 064 463
40 00 087 00 7 66110 11 000 0421 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBPE	316 221 876
089	AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS (ABREVPA)	3 012 720 987
40 00 089 00 4 20100 11 000 0424 01	EQUIPEMENT DE L'AUTORITE BURUNDAISE DE REGULATION DES PRODUITS VETERINAIRES, DES PRESTICIDES ET DES ALIMENTS	982 589 195
40 00 089 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 626 755 319
40 00 089 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ABREVPA	403 376 473
090	COMMISSION FONCIERE NATIONALE	295 045 372
40 00 090 11 1 61320 11 000 0411 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	152 732 139
40 00 090 11 7 66110 11 000 0411 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT	142 313 233
091	IGEBU	1 511 093 436
40 00 091 00 4 21110 11 000 0622 02	PROJET D'ELABORATION DES CARTES TOPOGRAPHIQUES DES VILLES	45 441 583
40 00 091 00 4 21330 11 000 0622 01	PROJET DE REHABILITATION ET DE DENSIFICATION DU RESEAU HYDROLOGIQUE NATIONAL	15 971 100
40 00 091 00 4 21480 11 000 0562 01	MODERNISATION DES STATIONS HYDRO METEOROLOGIQUES	159 697 560

Crédit 2025/2026.1

40 00 091 11 1 61320 11 000 0571 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'IGEBU	1 205 807 606
40 00 091 00 2 62160 11 000 0541 01	SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE EN TEMPS REEL POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE AU BURUNDI	12 600 000
40 00 091 00 7 66110 11 000 0424 15	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'IGEBU	71 575 587
092	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BUHUMUZA	2 284 943 462
40 00 092 05 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	275 275 675
40 00 092 05 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	735 804 054
40 00 092 05 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	2 567 500
40 00 092 05 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	206 013 603
40 00 092 05 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	894 089 115
40 00 092 05 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	21 698 000
40 00 092 05 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	60 401 257
40 00 092 05 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	39 675 154
40 00 092 00 2 62160 11 000 0424 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DPEAE BUHUMUZA	49 419 104
093	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BUJUMBURA	2 257 416 048
40 00 093 06 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUT	361 373 820
40 00 093 06 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	910 642 315
40 00 093 06 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	5 156 500
40 00 093 06 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/C	140 161 687
40 00 093 06 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	659 159 235
40 00 093 06 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/C	22 733 500
40 00 093 06 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	79 538 995
40 00 093 06 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	29 230 892
40 00 093 00 2 62160 11 000 0424 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DPEAE BUJUMBURA	49 419 104
094	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BURUNGA	2 938 011 306
40 00 094 11 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	510 878 921
40 00 094 11 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 180 501 415
40 00 094 11 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	9 008 000
40 00 094 11 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	194 599 284
40 00 094 11 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	814 695 174
40 00 094 11 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	24 479 000
40 00 094 11 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	112 027 429
40 00 094 11 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	42 402 979
40 00 094 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	49 419 104
095	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) BUTANYERERA	3 031 428 081
40 00 095 09 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	359 826 472
40 00 095 09 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	923 297 069

Crédit 2025/2026.1

40 00 095 09 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	4 701 000
40 00 095 09 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	281 058 332
40 00 095 09 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 239 819 246
40 00 095 09 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	33 913 000
40 00 095 09 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	80 271 333
40 00 095 09 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRAT	59 122 525
40 00 095 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	49 419 104
096	DIRECTION PROVINCIALE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE (DPEAE) GITEGA	3 026 110 671
40 00 096 07 1 61110 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	422 336 134
40 00 096 07 1 61140 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	1 080 489 789
40 00 096 07 1 61160 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	4 946 000
40 00 096 07 1 61210 11 000 0424 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	232 637 293
40 00 096 00 1 61240 11 000 0424 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 065 207 834
40 00 096 07 1 61260 11 000 0424 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	29 020 000
40 00 096 07 1 61610 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	93 855 459
40 00 096 07 1 61620 11 000 0424 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	48 199 058
40 00 096 00 2 62160 11 000 0424 02	VULGARISATION ET DIFFUSION DES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES DANS LE MILIEU RURAL	49 419 104
511	PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	202 487 336
40 00 511 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE PROJET SYSTEME ALIMENTAIRE DURABLE "UBURIMYI BURAMA"	202 487 336
611	AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	3 796 621 050
40 00 611 00 4 27100 11 000 0571 03	CONTREPARTIE AUTORITE DU LAC TANGANYIKA	3 796 621 050
613	RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 000 000
40 00 613 00 4 27100 11 000 0163 01	CONTREPARTIE AU RENFORCEMENT DES CAPACITES POUR LA GESTION DES POP AU BURUNDI	6 000 000
618	PROJET PAIFAR-B	33 690 000
40 00 618 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PAIFAR-B	33 690 000
628	CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
40 00 628 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE D'UN CENTRE DE DEMONSTRATION DES TECHNOLOGIES AGRICOLES	36 800 000
629	PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	54 983 367
40 00 629 00 4 27100 11 000 0571 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE REHABILITATION DU BURUNDI A LA QUATRIEME COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	54 983 367
630	PROJET PRODER	104 000 000
40 00 630 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PRODER	104 000 000
631	PROJET PEDICAE	145 254 120
40 00 631 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE AU PROJET PEDICAE	145 254 120
638	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI-RWANDA	359 600 000

Crédit 2025/2026.1

40 00 638 00 4 27100 11 000 0414 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE DÉVELOPPEMENT INTEGRE BURUNDI- RWANDA	359 600 000
639	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
40 00 639 00 4 27100 11 000 0421 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DES COLLINES DU BURUNDI	19 800 000
641	PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DANS LES GRANDS LACS(PRDAIGL)	8 061 779 504
40 00 641 00 4 27100 11 000 0424 01	CONTREPARTIE DU PROJET REGIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DANS LES GRANDS LACS(PRDAIGL)	8 061 779 504
42	MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	219 776 264 942
001	CABINET	3 482 552 088
42 00 001 00 4 21430 11 000 0436 02	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	12 500 000
42 00 001 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	161 436 649
42 00 001 00 1 61130 11 000 0436 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	136 788 000
42 00 001 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	378 648 000
42 00 001 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 896 000
42 00 001 00 1 61210 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 205 081
42 00 001 00 1 61240 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	43 942 500
42 00 001 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	892 000
42 00 001 00 1 61340 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL JOURNALIER	15 000 000
42 00 001 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	32 132 165
42 00 001 00 1 61620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	4 216 950
42 00 001 00 2 62140 11 000 0436 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	453 501 245
42 00 001 00 2 62160 11 000 0436 03	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	241 418 355
42 00 001 00 2 62230 11 000 0436 01	CONFERENCE SUR LE PETROLE	174 500 000
42 00 001 00 2 62320 11 000 0436 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	28 753 036
42 00 001 00 2 62330 11 000 0436 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	57 596 600
42 00 001 00 2 62360 11 000 0436 01	ABONNEMENT A L'INTERNET ET ACHAT APPLICATIONS INFORMATIQUES	105 000 000
42 00 001 00 2 62510 11 000 0436 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS	920 986 507
42 00 001 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES DE BUREAU	134 100 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 10	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION GENERALE	550 039 000
42 00 001 00 7 66110 11 000 0436 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	24 000 000
016	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	2 946 514 734
42 00 016 00 4 26800 11 000 0414 01	CONTRIBUTION CADRE INTEGRE RENFORCE	58 455 860
42 00 016 00 7 66110 11 000 0436 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS TECHNIQUES	42 930 000
42 00 016 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	91 734 450
42 00 016 00 7 66110 11 000 0471 01	ENCADREMENT OPERATEURS ECONOMIQUES (Y COMPRIS EXPO DOHA ET JUAKALI)	853 394 424
42 00 016 00 7 66620 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DU BURUNDI A L'EGL	1 900 000 000

Crédit 2025/2026.1

017	DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	895 251 626
42 00 017 00 2 62550 11 000 0436 01	ENTRETIEN DU CHARROI	308 177 360
42 00 017 00 2 63120 11 000 0436 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	190 796 000
42 00 017 00 2 63210 11 000 0436 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	360 014 312
42 00 017 00 2 63510 11 000 0436 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	24 263 954
42 00 017 00 7 66110 11 000 0436 07	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE	12 000 000
018	CHAMBRE FEDERALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU BURUNDI	87 687 968
42 00 018 00 1 61320 11 000 0741 02	REMUNERATION DU PERSONNEL	61 318 964
42 00 018 00 7 66110 11 000 0471 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CHAMBRE FEDERALE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DU BURUNDI	26 369 004
019	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INDUSTRIE ET ARTISANAT	1 142 553 383
42 00 019 00 4 20110 11 000 0487 01	APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX	5 158 167
42 00 019 00 4 21480 11 000 0424 03	RENFORCER LE DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE DU CAFE (ODECA)	912 138 742
42 00 019 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	6 382 740
42 00 019 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 421 000
42 00 019 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
42 00 019 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	99 326
42 00 019 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 019 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 148 893
42 00 019 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	143 029
42 00 019 00 2 62380 11 000 0491 01	DISSEMINATION DE LA LOI SUR LA PROPRIETE INDUSTRIELLE	19 000 000
42 00 019 00 7 66110 11 000 0476 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INDUSTRIE ET ARTISANAT	185 799 986
020	DIRECTION DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL	706 335 589
42 00 020 00 4 20110 11 000 0487 01	DEVELOPPEMENT DU SECTEUR INDUSTRIEL	631 283 227
42 00 020 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 287 160
42 00 020 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	43 350 660
42 00 020 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
42 00 020 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	118 587
42 00 020 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 273 500
42 00 020 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 551 689
42 00 020 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	170 766
021	DIRECTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE	162 638 141
42 00 021 00 1 61110 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 133 945
42 00 021 00 1 61140 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 724 788

Crédit 2025/2026.1

42 00 021 00 1 61160 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	576 000
42 00 021 00 1 61210 11 000 0476 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	223 578
42 00 021 00 1 61240 11 000 0476 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
42 00 021 00 1 61260 11 000 0476 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	120 000
42 00 021 00 1 61610 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 580 016
42 00 021 00 1 61620 11 000 0476 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	321 953
42 00 021 00 7 66110 11 000 0476 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA PRODUCTION ARTISANALE	46 192 870
42 00 021 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT POUR LES CENTRES ARTISANAUX	40 496 991
022 DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION DES TECHNOLOGIES		155 752 451
42 00 022 00 4 20110 11 000 0487 01	RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE	0.0
42 00 022 00 1 61110 11 000 0465 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	22 913 790
42 00 022 00 1 61140 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 398 500
42 00 022 00 1 61160 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
42 00 022 00 1 61240 11 000 0465 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 044 544
42 00 022 00 1 61260 11 000 0465 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
42 00 022 00 1 61610 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 124 478
42 00 022 00 1 61620 11 000 0465 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	732 304
42 00 022 00 7 66110 11 000 0476 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA RECHERCHE ET DE LA VULGARISATION DES TECHNOLOGIES	75 154 835
023 DIRECTION DE PROPRIETE INDUSTRIELLE		105 278 547
42 00 023 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 392 514
42 00 023 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	44 820 000
42 00 023 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	156 000
42 00 023 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 891 245
42 00 023 00 7 66110 11 000 0441 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE PROPRIETE INDUSTRIELLE	28 018 788
024 CENTRES ARTISANAUX DE KAMENGE ET DE KAYANZA		106 057 478
42 00 024 00 1 61320 11 000 0476 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU CENTRE ARTISANAL DE KAYANZA	36 107 478
42 00 024 00 7 66110 11 000 0476 02	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES CENTRES ARTISANAUX DE KAMENGE ET DE KAYANZA	69 950 000
025 BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE		6 120 343 456
42 00 025 00 4 21450 11 000 0471 01	APPUI AU SECTEUR PRIVE ET PUBLIC POUR LA PROMOTION DES EXPORTATIONS ET LA RATIONALISATION DES IMPORTATIONS	3 792 854 000

Crédit 2025/2026.1

42 00 025 00 1 61320 11 000 0471 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 486 488 616
42 00 025 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU BUREAU DE NORMALISATION ET DE CONTROLE DE LA QUALITE	841 000 840
026	CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	1 470 857 726
42 00 026 00 4 20110 11 000 0424 01	APPUI A LA RECHERCHE POUR LA PRODUCTION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGROPASTORAUX (CNTA)	567 270 286
42 00 026 00 1 61320 11 000 0424 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	700 095 228
42 00 026 00 7 66110 11 000 0424 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CENTRE NATIONAL DE TECHNOLOGIES ALIMENTAIRES	203 492 212
027	ANAGESSA	40 594 646 165
42 00 027 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENT DE BUREAU	22 039 484
42 00 027 00 4 22180 11 000 0414 03	GESTION DE LA PRODUCTION	370 024 943
42 00 027 00 1 61320 11 000 0414 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	86 323 770
42 00 027 00 2 63150 11 000 0414 01	ACHAT DU MAÏS POUR LA REVENTE	40 000 000 000
42 00 027 00 7 66110 11 000 0414 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'ANAGESSA	116 257 968
028	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME COMMERCE	57 637 564
42 00 028 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 343 352
42 00 028 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	23 841 000
42 00 028 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
42 00 028 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	631 702
42 00 028 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 028 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 650 359
42 00 028 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	909 651
42 00 028 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME COMMERCE	20 000 000
029	DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	115 923 263
42 00 029 00 1 61110 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	25 954 192
42 00 029 00 1 61140 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	62 748 000
42 00 029 00 1 61160 11 000 0471 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	324 000
42 00 029 00 1 61210 11 000 0471 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 029 00 1 61240 11 000 0471 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 029 00 1 61610 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 671 754
42 00 029 00 1 61620 11 000 0471 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 120
42 00 029 00 7 66110 11 000 0471 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU COMMERCE INTERIEUR	20 930 937

Crédit 2025/2026.1

030	DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	281 820 648
42 00 030 00 4 23120 11 000 0411 01	CONSTRUIRE LES MARCHES POLES D'EXPORTATION DANS LES CINQ PROVINCES	50 000 000
42 00 030 00 1 61110 11 000 0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	39 833 381
42 00 030 00 1 61140 11 000 0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	71 712 000
42 00 030 00 1 61160 11 000 0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	456 000
42 00 030 00 1 61210 11 000 0472 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	205 628
42 00 030 00 1 61240 11 000 0472 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 865 375
42 00 030 00 1 61260 11 000 0472 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	63 000
42 00 030 00 1 61610 11 000 0472 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	7 170 009
42 00 030 00 1 61620 11 000 0472 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	186 715
42 00 030 00 2 62230 11 000 0472 02	PROMOTION, DOCUMENTATION ET INFORMATION COMMERCIALE	26 127 000
42 00 030 00 7 66110 11 000 0471 22	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DU COMMERCE EXTERIEUR	83 201 540
031	COMMISSION INDEPENDANTE DE LA CONCURRENCE	269 568 750
42 00 031 00 1 61320 11 000 0471 22	REMUNERATION DU PERSONNEL	98 400 000
42 00 031 00 7 66110 11 000 0471 22	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION INDEPENDANTE DE LA CONCURRENCE	171 168 750
032	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TOURISME	1 119 018 161
42 00 032 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	664 140 625
42 00 032 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	9 799 494
42 00 032 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 531 500
42 00 032 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
42 00 032 00 1 61210 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 009 463
42 00 032 00 1 61240 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	10 233 000
42 00 032 00 1 61260 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
42 00 032 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 084 502
42 00 032 00 1 61620 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	1 141 104
42 00 032 00 7 66110 11 000 0474 05	MISE EN OEUVRE DE LA STRATEGIE NATIONALE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DU TOURISME	130 280 473
42 00 032 00 7 66110 11 000 0474 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TOURISME	275 450 000
033	DIRECTION DES ETUDES ET DES STATISTIQUES	150 360 630
42 00 033 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	33 388 155
42 00 033 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	94 817 638
42 00 033 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	1 044 000
42 00 033 00 1 61210 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	1 405 519
42 00 033 00 1 61240 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	11 083 500
42 00 033 00 1 61260 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	588 000
42 00 033 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	6 009 871

Crédit 2025/2026.1

42 00 033 00 1 61620 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	2 023 947
034	DIRECTION DU MARKETING ET DE LA COMMUNICATION	54 082 969
42 00 034 00 1 61110 11 000 0474 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 613 109
42 00 034 00 1 61140 11 000 0474 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	39 163 500
42 00 034 00 1 61160 11 000 0474 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
42 00 034 00 1 61610 11 000 0474 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 270 360
035	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENERGIE	3 564 654 945
42 00 035 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	1 364 496 452
42 00 035 00 4 21380 11 000 0436 07	CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KIGOMA-GITEGA ET LES POSTES ASSOCIES	2 100 000 000
42 00 035 00 1 61110 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	1 582 628
42 00 035 00 1 61140 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	5 845 500
42 00 035 00 1 61160 11 000 0441 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
42 00 035 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	320 825
42 00 035 00 1 61240 11 000 0441 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 035 00 1 61260 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
42 00 035 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	284 873
42 00 035 00 1 61620 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	38 499
42 00 035 00 2 62550 11 000 0436 01	ENTRETIEN DU CHARROI	10 487 668
42 00 035 00 2 63210 11 000 0436 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	40 000 000
42 00 035 00 7 66110 11 000 0661 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME ENERGIE	37 760 000
036	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DU SUIVI DES PROJETS ENERGETIQUES	161 495 198
42 00 036 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	79 141 125
42 00 036 00 1 61110 11 000 0423 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	28 192 825
42 00 036 00 1 61140 11 000 0423 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	48 870 540
42 00 036 00 1 61160 11 000 0423 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
42 00 036 11 1 61610 11 000 0423 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	5 074 708
037	DIRECTION DES ENERGIES RENOUVELABLES ET DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE	880 680 627
42 00 037 00 4 21370 11 000 0434 04	ELECTRIFICATION DES CENTRES DE SANTE ET COLLEGES COMMUNAUX PAR SYSTEME SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE DECENTRALISE+REHABILITATION DES SYSTEMES INSTALLES	682 000 000
42 00 037 00 4 21370 11 000 0434 07	PROJET SOLAIRE NYAKIRIZA	63 931 560
42 00 037 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	55 982 095
42 00 037 00 1 61110 11 000 0436 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 808 417
42 00 037 00 1 61140 11 000 0436 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	52 745 040
42 00 037 00 1 61160 11 000 0436 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
42 00 037 00 1 61610 11 000 0436 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 925 515
038	DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	239 220 352
42 00 038 00 4 21380 11 000 0434 03	AMENAGEMENT DES PROJETS	132 754 676
42 00 038 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 982 818

Crédit 2025/2026.1

42 00 038 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	46 548 000
42 00 038 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	96 000
42 00 038 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 038 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 038 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 496 907
42 00 038 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	9 691
42 00 038 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION DE LA GESTION DES PRODUITS PETROLIERS ET GAZIERS	29 050 000
039	AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	6 613 736 691
42 00 039 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	5 252 361 583
42 00 039 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	875 604 169
42 00 039 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE BURUNDAISE D'ELECTRIFICATION RURALE (ABER)	485 770 939
040	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HYDROCARBURES, MINES ET CARRIERES	2 554 688 000
42 00 040 00 4 20110 11 000 0414 05	ETUDE ET RECHERCHE GEOLOGIQUE	515 400 000
42 00 040 00 4 21100 11 000 0414 01	TERRAINS, GISEMENTS ET AUTRES ACTIFS NATURELS	2 000 000 000
42 00 040 00 2 62160 11 000 0436 04	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	39 288 000
041	DIRECTION DE LA RECHERCHE GEOLOGIQUE ET MINIERE	4 194 529 597
42 00 041 00 4 20110 11 000 0414 05	ETUDE ET RECHERCHE GEOLOGIQUE	4 194 529 597
042	DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DE LA LEGISLATION DES SUBSTANCES MINERALES	22 121 637 562
42 00 042 00 4 21100 11 000 0414 01	FACILITATION DE L'EXPLOITATION DES MINERAIS	21 482 335 462
42 00 042 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	494 702 100
42 00 042 00 2 63220 11 000 0414 02	DOCUMENTATION ET LEGISLATION DES MINERAIS	46 000 000
42 00 042 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HYDROCARBURES, MINES ET CARRIERES	98 600 000
043	OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	28 365 448 083
42 00 043 00 4 20110 11 000 0414 02	ETUDE GEOLOGIQUE ET MINIERE	21 640 375 099
42 00 043 00 4 21430 11 000 0436 01	EQUIPEMENT DE L'OBM	381 571 579
42 00 043 00 4 21480 11 000 0631 01	PROCESSUS D'ACCREDITATION ET DE CERTIFICATION (EQUIPEMENTS CONFORMES A L'EAC)	3 713 172 109
42 00 043 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 328 122 040
42 00 043 00 2 62160 11 000 0436 04	SUIVI DES ACTIVITES DE TRACABILITE DES SUBSTANCES MINERALES	441 440 000
42 00 043 00 2 62160 11 000 0436 01	ENCADREMENT D'EXPLOITATIONS ARTISANALES DE SUBSTANCES MINERALES	35 700 000
42 00 043 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)	825 067 256
044	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DE BASE	1 190 943 406
42 00 044 00 4 21110 11 000 0436 03	INDEMNISATIONS POUR LE PROJET PROSECEAU III ET IV	218 150 298
42 00 044 00 4 21110 11 000 0436 01	INDEMNISATIONS DIVERSES	346 776 857
42 00 044 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	304 603 292

Crédit 2025/2026.1

42 00 044 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	8 735 197
42 00 044 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	21 991 500
42 00 044 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	193 000
42 00 044 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	546 529
42 00 044 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 766 500
42 00 044 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	74 000
42 00 044 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 572 876
42 00 044 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	65 583
42 00 044 00 2 62160 11 000 0436 02	SUIVI EVALUATION ET COORDINATION DES INTERVENTIONS DANS LE SECTEUR AEPA	135 328 250
42 00 044 00 2 63210 11 000 0436 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	16 956 000
42 00 044 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	132 183 524
045 DIRECTION DE L'EAU POTABLE		278 757 084
42 00 045 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	178 893 044
42 00 045 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	14 925 622
42 00 045 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	40 636 080
42 00 045 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	90 000
42 00 045 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 686 612
42 00 045 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	41 525 726
046 DIRECTION DE L'ASSAINISSEMENT DE BASE		394 087 541
42 00 046 00 4 21380 11 000 0436 06	PLANIFICATION ET PROGRAMMATION DES INFRASTRUCTURES	326 400 718
42 00 046 00 1 61110 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 125 799
42 00 046 00 1 61140 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 033 040
42 00 046 00 1 61160 11 000 0421 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	132 000
42 00 046 00 1 61210 11 000 0421 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	80 760
42 00 046 00 1 61240 11 000 0421 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
42 00 046 00 1 61610 11 000 0421 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 363 724
42 00 046 00 7 66200 11 000 0436 02	PLAN DIRECTEUR NATIONAL DE L'EAU	15 750 000
047 AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)		31 390 521 064
42 00 047 00 4 21280 11 000 0762 01	CONSTRUCTION ET REHABILITATION DES INFRASTRUCTURES D'ASSAINISSEMENT DE BASE	337 500 000
42 00 047 00 4 21370 11 000 0434 05	EXPLOITATION DES STATIONS DE POMPAGE	734 320 000
42 00 047 00 4 21380 11 000 0436 08	CONSTRUCTION, REHABILITATION ET EXTENSION DES AEP EN MILIEU RURAL	28 378 561 155
42 00 047 00 4 21400 11 000 0411 01	MATERIELS, MACHINES ET EQUIPEMENTS	348 979 992
42 00 047 00 1 61320 11 000 0436 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	1 418 191 157
42 00 047 00 2 63280 11 000 0436 01	APPUI A LA MAITRISE D'OUVRAGE COMMUNAL EN MATIERE DE LA PLANIFICATION ET GESTION PROFESSIONNELLE DES OUVRAGES D'AEP	98 359 540
42 00 047 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE DE L'HYDRAULIQUE ET D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL (AHAMR)	74 609 220
048 AUTORITE DE REGULATION DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)		1 050 512 447

Crédit 2025/2026.1

42 00 048 00 1 61320 11 000 0423 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	422 918 642
42 00 048 00 7 66110 11 000 0423 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES SECTEURS DE L'EAU POTABLE ET DE L'ENERGIE (AREEN)	627 593 805
049	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUHUMUZA	3 982 716 492
42 00 049 00 4 20110 11 000 0487 01	ETUDE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 547 450
42 00 049 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	2 524 898
42 00 049 00 4 21480 11 000 0424 03	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE	2 530 814 644
42 00 049 00 4 22180 11 000 0414 03	GESTION DES STOCKES STRATEGIQUES POUR LA PRODUCTION AGRICOLE	630 000 000
42 00 049 00 4 23120 11 000 0411 01	CONSTRUCTION DES MARCHES POLES D'EXPORTATION DANS LA PROVINCE BUHUMUZA	750 000 000
42 00 049 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	34 398 563
42 00 049 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUHUMUZA	33 430 937
050	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUJUMBURA	2 584 333 096
42 00 050 00 4 20110 11 000 0487 01	ETUDE, RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT	1 547 450
42 00 050 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	970 000 000
42 00 050 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	2 524 898
42 00 050 00 4 21480 11 000 0424 03	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE	1 534 509 075
42 00 050 00 4 22180 11 000 0414 03	GESTION DES STOCKES STRATEGIQUES POUR LA PRODUCTION AGRICOLE	7 922 173
42 00 050 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	34 398 563
42 00 050 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUJUMBURA	33 430 937
051	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BURUNGA	4 194 734 596
42 00 051 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	2 524 898
42 00 051 00 4 21480 11 000 0424 03	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE	2 744 380 198
42 00 051 00 4 22180 11 000 0414 03	GESTION DES STOCKES STRATEGIQUES POUR LA PRODUCTION AGRICOLE	630 000 000
42 00 051 00 4 23120 11 000 0411 01	CONSTRUCTION DES MARCHES POLES D'EXPORTATION DANS LA PROVINCE BURUNGA	750 000 000
42 00 051 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	34 398 563
42 00 051 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BURUNGA	33 430 937
052	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUTANYERERA	6 307 135 566
42 00 052 00 4 20110 11 000 0487 01	ETUDE ET RECHERCHE DE DEVELOPPEMENT	1 547 450
42 00 052 00 4 21380 11 000 0436 01	CONSTRUCTION DES STATIONS DE POMPAGE EN MILIEU URBAIN	800 000 000
42 00 052 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	2 524 898
42 00 052 00 4 21480 11 000 0424 03	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE	4 805 233 718
42 00 052 00 4 22180 11 000 0414 03	GESTION DES STOCKES STRATEGIQUES POUR LA PRODUCTION AGRICOLE	630 000 000
42 00 052 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	34 398 563

Crédit 2025/2026.1

42 00 052 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME BUTANYERERA	33 430 937
053	DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME GITEGA	5 516 969 541
42 00 053 00 4 21380 11 000 0474 02	REHABILITATION ET AMENAGEMENT DES SITES TOURISTIQUES DU BURUNDI	108 235 680
42 00 053 00 4 21430 11 000 0414 01	EQUIPEMENTS DE BUREAUX	2 524 898
42 00 053 00 4 21480 11 000 0424 03	DEVELOPPEMENT DE LA FILIERE CAFE	3 729 301 938
42 00 053 00 4 22180 11 000 0414 03	GESTION DES STOCKES STRATEGIQUES POUR LA PRODUCTION AGRICOLE	1 609 077 525
42 00 053 00 2 62580 11 000 0436 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	34 398 563
42 00 053 00 7 66110 11 000 0471 01	FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME GITEGA	33 430 937
054	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUHUMUZA	467 035 238
42 00 054 00 4 21100 11 000 0414 01	FACILITATION DE L'EXPLOITATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 054 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	57 636 675
42 00 054 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUHUMUZA	34 398 563
055	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUJUMBURA	34 398 563
42 00 055 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUJUMBURA	34 398 563
056	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BURUNGA	451 847 738
42 00 056 00 4 21100 11 000 0414 01	FACILITATION DE L'EXPLOITATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 056 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	42 449 175
42 00 056 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BURUNGA	34 398 563
057	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUTANYERERA	432 347 738
42 00 057 00 4 21100 11 000 0414 01	FACILITATION DE L'EXPLOITATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 057 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	22 949 175
42 00 057 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES BUTANYERERA	34 398 563
058	DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES GITEGA	451 910 238
42 00 058 00 4 21100 11 000 0414 01	FACILITATION DE L'EXPLOITATION DES MINERAIS	375 000 000
42 00 058 00 4 21370 11 000 0434 09	ELECTRIFICATION DES CENTRES DU PAYS	42 511 675
42 00 058 00 7 66110 11 000 0436 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTION PROVINCIALE DE L'EAU, DE L'ENERGIE ET DES MINES GITEGA	34 398 563
532	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE JIJI-MULEMBWE	10 568 001 946
42 00 532 00 4 27100 11 000 0436 02	CONTREPARTIE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE JIJI-MULEMBWE	10 568 001 946
534	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	656 569 070
42 00 534 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE KABU	656 569 070
535	PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE RUZIBAZI	74 425 950
42 00 535 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET D'AMENAGEMENT DE LA CENTRALE HYDROELECTRIQUE DE RUZIBAZI	74 425 950

Crédit 2025/2026.1

536	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LES POSTES ASSOCIES	4 205 285 047
42 00 536 00 4 27100 11 000 0436 01	CONTREPARTIE DU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA LIGNE A 220 KV KAMANYORA-BUJUMBURA ET LES POSTES ASSOCIES	4 205 285 047
551	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 791 560 189
42 00 551 00 4 27100 11 000 0423 01	CONTREPARTIE DU PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 791 560 189
552	CONTREPARTIE DU PROJET D'ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (PAEPA)	15 000 000 000
42 00 552 00 4 27100 11 000 0423 01	CONTREPARTIE DU PROJET D'ACCES A L'EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (PAEPA)	15 000 000 000
582	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION DES GRANDS LACS	31 200 000
42 00 582 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE DU PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE DANS LA REGION DES GRANDS LACS	31 200 000
45	MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	367 876 965 022
001	CABINET	885 011 024
45 00 001 00 4 21110 11 000 0661 08	ACQUEREURS DES PARCELLES DU SITE KINYINYA-RUHOGO	36 800 000
45 00 001 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	65 057 074
45 00 001 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	140 495 040
45 00 001 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	672 000
45 00 001 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	5 384 551
45 00 001 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	84 152 520
45 00 001 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 992 000
45 00 001 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	24 955 719
45 00 001 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	22 882
45 00 001 00 2 62140 11 000 0661 01	MISSIONS OFFICIELLES A L'ETRANGER	213 096 974
45 00 001 00 2 62160 11 000 0661 01	SUIVI,COORDINATION ET INSPECTION DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	62 800 000
45 00 001 00 2 62160 11 000 0485 09	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	95 000 000
45 00 001 00 2 62320 11 000 0661 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 941 000
45 00 001 00 2 62330 11 000 0661 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	21 341 264
45 00 001 00 2 62360 11 000 0661 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	100 800 000
45 00 001 00 2 62580 11 000 0135 02	ENTRETIEN DES ASCENSEURS	13 000 000
45 00 001 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU CABINET DU MINISTRE	17 500 000
025	SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	20 542 338 171
45 00 025 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	45 065 476
45 00 025 00 1 61130 11 000 0661 01	INDEMNITES DE DEPLACEMENT DES AYANTS DROIT AUX VEHICULES DE FONCTION	117 600 000
45 00 025 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	89 221 500
45 00 025 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	372 000
45 00 025 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	504 980
45 00 025 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	5 103 000

Crédit 2025/2026.1

45 00 025 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	144 000
45 00 025 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	8 111 786
45 00 025 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	60 598
45 00 025 00 2 62160 11 000 0661 01	SUIVI,COORDINATION ET INSPECTION DES PROJETS EN COURS D'EXECUTION	31 400 000
45 00 025 00 2 62160 11 000 0485 09	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	40 000 000
45 00 025 00 2 62510 11 000 0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET EQUIPEMENTS	52 612 500
45 00 025 00 2 62580 11 000 0661 01	ENTRETIEN DU CHARROI	20 702 950
45 00 025 00 2 62580 11 000 0135 02	ENTRETIEN DES ASCENSEURS	84 600 000
45 00 025 00 2 63120 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	21 856 000
45 00 025 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT CARBURANT ET LUBRIFIANTS	2 066 340 260
45 00 025 00 7 66110 11 000 0661 06	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR DU PAYS	17 600 000
45 00 025 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU SECRETARIAT PERMANENT RESPONSABLE DU PROGRAMME ADMINISTRATION GENERALE	17 941 043 121
026 DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME TRANSPORT		906 367 696
45 00 026 00 4 20110 11 000 0453 01	ETUDE DE FAISABILITE AU PROJET DE CHEMIN DE FER GITEGA-RDC	715 798 000
45 00 026 00 4 21280 11 000 0471 10	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DU PORT DE KWALA	111 000 000
45 00 026 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 402 565
45 00 026 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	24 745 500
45 00 026 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	180 000
45 00 026 00 1 61210 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	108 530
45 00 026 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 026 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 232 461
45 00 026 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	156 283
45 00 026 00 2 62580 11 000 0471 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	8 000 000
45 00 026 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN DES EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES	30 542 857
027 DIRECTION DE TRANSPORT INTERIEUR		83 681 593
45 00 027 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	27 525 791
45 00 027 00 1 61140 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	50 817 160



Crédit 2025/2026.1

45 00 027 00 1 61160 11 000 0451 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	384 000
	S/STATUTS	
45 00 027 00 1 61610 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE	4 954 642
	SOCIALE S/STATUTS	
028	DIRECTION DES TRANSPORTS INTERNATIONAUX	68 321 832
45 00 028 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 514 947
45 00 028 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	36 978 120
45 00 028 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	192 000
45 00 028 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	13 636 765
029	OFFICE DES TRANSPORTS EN COMMUN (OTRACO)	10 800 000 000
45 00 029 00 4 21410 11 000 0451 01	ACQUISITION DES VEHICULES DE L'OTRACO	10 800 000 000
030	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT	96 790 461
45 00 030 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	12 143 240
45 00 030 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 901 000
45 00 030 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	144 000
45 00 030 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	352 562
45 00 030 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	3 901 500
45 00 030 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	132 000
45 00 030 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 185 783
45 00 030 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 376
45 00 030 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE STATISTIQUE	60 000 000
031	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DES TRANSPORTS	85 245 678
45 00 031 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 841 503
45 00 031 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	54 270 000
45 00 031 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	288 000
45 00 031 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	111 789
45 00 031 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 031 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	48 000
45 00 031 00 1 61610 11 000 0441 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 471 471
45 00 031 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 415
032	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES	189 372 649
45 00 032 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	105 842 180
45 00 032 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	18 684 000
45 00 032 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	168 000
45 00 032 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	255 634

Crédit 2025/2026.1

45 00 032 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 032 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	84 000
45 00 032 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	1 905 159
45 00 032 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	30 676
45 00 032 00 7 66110 11 000 0661 01	1 FRAIS DE FONCTIONNEMENT	60 000 000
033	DIRECTION DES INFRASTRUCTURES SOCIO-ECONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES	33 492 144
45 00 033 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 457 000
45 00 033 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
45 00 033 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	367 164
45 00 033 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 033 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 384 180
45 00 033 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	10 300
034	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DES NORMES	57 959 000
45 00 034 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	16 542 465
45 00 034 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	35 356 500
45 00 034 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
45 00 034 00 1 61210 11 000 0441 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/CONTRATS	210 746
45 00 034 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 034 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	156 000
45 00 034 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 977 644
45 00 034 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	12 645
035	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME EQUIPEMENTS ET RATIONNALISATION DU CHARROI DE L'ETAT	2 387 021 902
45 00 035 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	22 545 540
45 00 035 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	72 000
45 00 035 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	694 758
45 00 035 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	6 034 500
45 00 035 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	264 000
45 00 035 00 1 61340 11 000 0135 01	REMUNERATIONS DU PERSONNEL JOURNALIER	36 000 000
45 00 035 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	10 858 812
45 00 035 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	83 371

Crédit 2025/2026.1

45 00 035 00 2 62160 11 000 0451 03	FRAIS DE REMORQUAGE DES VEHICULES A LIQUIDER	680 944 914
45 00 035 00 2 62510 11 000 0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET EQUIPEMENTS	506 906 160
45 00 035 00 2 62550 11 000 0661 01	ENTRETIEN DU CHARROI	120 000 000
45 00 035 00 2 62620 11 000 0451 01	ASSURANCES VEHICULES	898 492 291
45 00 035 00 2 63510 11 000 0661 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	104 125 556
036	DIRECTION DU CHARROI DE L'ETAT	121 778 944
45 00 036 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 079 158
45 00 036 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	38 799 540
45 00 036 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
45 00 036 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	6 340 489
45 00 036 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	56 668 650
45 00 036 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	1 152 000
45 00 036 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 714 248
45 00 036 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	760 859
037	DIRECTION DES EQUIPEMENTS ET DE L'ENTRETIEN	74 850 924
45 00 037 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	15 981 580
45 00 037 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	41 755 500
45 00 037 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	216 000
45 00 037 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	1 493 998
45 00 037 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	14 176 620
45 00 037 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	444 000
45 00 037 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	603 946
45 00 037 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	179 280
038	DIRECTION GENERALE RESPONSABLE DU PROGRAMME HABITAT, URBANISATION ET GESTION DES DECHETS ET ASSAINISSEMENT	54 043 702
45 00 038 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	13 978 016
45 00 038 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	17 874 000
45 00 038 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
45 00 038 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	861 735
45 00 038 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 302 500
45 00 038 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	324 000
45 00 038 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	2 516 043
45 00 038 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	103 408

Crédit 2025/2026.1

45 00 038 00 2 62160 11 000 0661 02	FRAIS DE SURVEILLANCE POUR LA PREVENTION DES CATASTROPHES LIEES AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES SUR LES LOGEMENTS	10 000 000
039	DIRECTION DE LA PLANIFICATION DU LOGEMENT	70 118 943
45 00 039 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 924 722
45 00 039 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 679 200
45 00 039 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	60 000
45 00 039 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	130 071
45 00 039 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 039 00 1 61260 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 039 00 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 946 450
45 00 039 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 000
040	DIRECTION DE LA GESTION DU LOGEMENT SOCIAL	75 184 128
45 00 040 00 1 61110 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 612 639
45 00 040 00 1 61140 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	42 230 160
45 00 040 00 1 61160 11 000 0444 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	228 000
45 00 040 00 1 61210 11 000 0444 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	108 530
45 00 040 00 1 61240 11 000 0444 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 201 500
45 00 040 11 1 61610 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 790 275
45 00 040 00 1 61620 11 000 0444 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	13 024
041	AUTORITE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES AU BURUNDI (ARCTI)	100 000 000
45 00 041 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION ET DE CONTROLE DES TRANSACTIONS IMMOBILIERES AU BURUNDI (ARCTI)	100 000 000
042	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BUHUMUZA	62 370 948
45 00 042 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATION DIRECT DE BASE SOUS STATUT	2 130 278
45 00 042 00 1 61140 11 000 0451 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUT	8 316 000
45 00 042 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS CONTRAT	371 625
45 00 042 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
45 00 042 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE SOUS CONTRATS	36 000
45 00 042 00 1 61610 11 000 0451 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS STATUTS	383 450
45 00 042 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE SOUS CONTRATS	44 595
45 00 042 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	48 821 000
043	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BUJUMBURA	118 106 886
45 00 043 00 1 61110 11 000 0451 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE SOUS STATUTS	3 807 793
45 00 043 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE SOUS STATUTS	13 041 000
45 00 043 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE S/STATUTS	48 000

Crédit 2025/2026.1

45 00 043 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE	278 295
	S/CONTRATS	
45 00 043 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 043 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE S/CONTRATS	168 000
45 00 043 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	685 403
45 00 043 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	33 395
45 00 043 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	97 642 000
044	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BURUNGA	114 679 635
45 00 044 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATION DIRECTE DE BASE S/STATUTS	3 523 514
45 00 044 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	11 110 500
45 00 044 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE	309 728
	S/CONTRATS	
45 00 044 00 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	1 390 500
45 00 044 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATION FAMILIALE S/CONTRATS	32 000
45 00 044 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	634 226
45 00 044 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE/SOUS CONTRAT	37 167
45 00 044 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	97 642 000
045	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS BUTANYERERA	112 643 421
45 00 045 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATION DE BASE S/STATUTS	2 160 127
45 00 045 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	7 209 000
45 00 045 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS STATUT	36 000
45 00 045 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE	682 562
	S/CONTRATS	
45 00 045 11 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	4 239 000
	S/CONTRATS	
45 00 045 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES SOUS CONTRATS	204 000
45 00 045 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	388 825
45 00 045 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 907
45 00 045 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	97 642 000
046	DIRECTION PROVINCIALE DES TRANSPORTS GITEGA	119 003 237
45 00 046 00 1 61110 11 000 0459 01	REMUNERATIONS DIRECTS DE BASE S/STATUTS	2 592 667
45 00 046 00 1 61140 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	8 559 000
45 00 046 00 1 61160 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	36 000
45 00 046 00 1 61210 11 000 0451 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE	911 131
	S/CONTRATS	
45 00 046 11 1 61240 11 000 0459 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE	8 140 500
	S/CONTRATS	
45 00 046 00 1 61260 11 000 0459 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	552 000

Crédit 2025/2026.1

45 00 046 00 1 61610 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOUS/STATUTS	460 604
45 00 046 00 1 61620 11 000 0459 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOUS/STATUTS	109 335
45 00 046 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	97 642 000
047 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUHUMUZA		127 852 708
45 00 047 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	21 728 476
45 00 047 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	47 466 540
45 00 047 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	84 000
45 00 047 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	371 625
45 00 047 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 268 000
45 00 047 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	36 000
45 00 047 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 911 126
45 00 047 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	44 595
45 00 047 00 2 62580 11 000 0459 01	ENTRETIEN ET REPARATION DES MACHINES	48 821 000
45 00 047 00 2 63510 11 000 0661 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	2 121 346
45 00 047 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUHUMUZA	1 000 000
048 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUJUMBURA		95 298 798
45 00 048 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	24 275 264
45 00 048 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	60 520 500
45 00 048 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	708 000
45 00 048 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	278 295
45 00 048 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	2 403 000
45 00 048 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	168 000
45 00 048 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 369 547
45 00 048 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	33 395
45 00 048 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	1 542 797
45 00 048 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUTANYERERA	1 000 000
049 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BURUNGA		63 250 888
45 00 049 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	19 577 092
45 00 049 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	31 131 540

Crédit 2025/2026.1

45 00 049 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	396 000
45 00 049 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	929 183
45 00 049 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 171 500
45 00 049 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	96 000
45 00 049 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 523 876
45 00 049 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	111 502
45 00 049 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 314 195
45 00 049 00 7 66110 11 000 0485 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BURUNGA	1 000 000
050 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUTANYERERA		59 450 722
45 00 050 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	17 672 304
45 00 050 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	29 390 040
45 00 050 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	300 000
45 00 050 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	682 562
45 00 050 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	4 239 000
45 00 050 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	204 000
45 00 050 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	3 181 015
45 00 050 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	81 907
45 00 050 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	2 699 894
45 00 050 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT BUTANYERERA	1 000 000
051 DIRECTIONS PROVINCIALES DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS ET DE L'EQUIPEMENT GITEGA		96 936 249
45 00 051 00 1 61110 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES DE BASE S/STATUTS	26 620 693
45 00 051 00 1 61140 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/STATUTS	49 707 540
45 00 051 00 1 61160 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/STATUTS	264 000
45 00 051 00 1 61210 11 000 0661 01	REMUNERATIONS DIRECTES S/CONTRATS	840 805
45 00 051 00 1 61240 11 000 0661 01	INDEMNITES ET PRIMES DE TECHNICITE S/CONTRATS	8 140 500
45 00 051 00 1 61260 11 000 0661 01	ALLOCATIONS FAMILIALES S/CONTRATS	456 000
45 00 051 00 1 61610 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/STATUTS	4 791 725
45 00 051 00 1 61620 11 000 0661 01	CONTRIBUTION DE L'ETAT A LA SECURITE SOCIALE S/CONTRATS	100 897
45 00 051 00 2 63210 11 000 0661 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	5 014 089

Crédit 2025/2026.1

45 00 051 00 7 66110 11 000 0661 05	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OBuha	1 000 000
052	AUTORITE MARITIME ET PORTUAIRE DU BURUNDI (AMPB) BUJUMBURA	1 456 416 812
45 00 052 00 4 21480 11 000 0452 01	ACQUISITION DES PLAQUES POUR LES BATEAUX	55 900 000
45 00 052 00 1 61320 11 000 0452 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	563 252 064
45 00 052 00 7 66110 11 000 0452 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE SECURITE DE LA NAVIGATION	45 000 000
45 00 052 00 7 66110 11 000 0452 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE MARITIME ET AEROPORTUAIRE	169 129 500
45 00 052 00 7 66200 11 000 0452 01	PLAN DE RECHERCHE ET SAUVETAGE SUR LE LAC TANGANYIKA	623 135 248
053	AUTORITE MARITIME ET PORTUAIRE DU BURUNDI (AMPB) BURUNGA	67 022 004
45 00 053 00 1 61320 11 000 0452 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	67 022 004
054	AUTORITE DE REGULATION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES (ARTF)	100 000 000
45 00 054 00 7 66110 11 000 0453 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AUTORITE DE REGULATION DES TRANSPORTS FERROVIAIRES (ARTF)	100 000 000
055	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BUHUMUZA	12 961 608 387
45 00 055 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	4 110 183 450
45 00 055 00 4 21310 11 000 0451 05	EQUIPEMENT ET MATERIEL DES TRAVAUX ROUTIERS	6 990 886 589
45 00 055 00 4 21310 11 000 0451 01	REHABILITER LES ROUTES DE LA PROVINCE BUHUMUZA	1 792 084 732
45 00 055 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNE	68 453 616
056	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BUJUMBURA	25 899 191 105
45 00 056 00 4 21310 11 000 0451 03	ENTRETIEN COURANT MANUEL DU RESEAU ROUTIER PAR LES COOPERATIVES COLLINAIRES	470 000 000
45 00 056 00 4 21310 11 000 0451 01	REHABILITER EN BITUME LES VOIES D'ACCES A LA SALLE DE CONFERENCE DE BUJUMBURA	4 222 347 600
45 00 056 00 4 21310 11 000 0451 05	EQUIPEMENT ET MATERIEL DES TRAVAUX ROUTIERS	4 609 108 800
45 00 056 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	14 866 711 361
45 00 056 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNE	1 281 240 360
45 00 056 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB)	449 782 984
057	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BURUNGA	3 972 725 482
45 00 057 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	3 560 000 000
45 00 057 00 4 21310 11 000 0451 01	REHABILITER EN BITUME LES VOIES D'ACCES A LA SALLE DE CONFERENCE DE BUJUMBURA	329 721 674
45 00 057 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNE	83 003 808
058	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) BUTANYERERA	4 791 224 288
45 00 058 00 4 21310 11 000 0451 05	EQUIPEMENT ET MATERIEL DES TRAVAUX ROUTIERS	1 000 000 000
45 00 058 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	3 475 000 000
45 00 058 00 4 21310 11 000 0451 01	REHABILITER EN BITUME LES VOIES D'ACCES A LA SALLE DE CONFERENCE DE BUJUMBURA	240 000 000
45 00 058 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNE	76 224 288
059	AGENCE ROUTIERE DU BURUNDI (ARB) GITEGA	3 115 346 978
45 00 059 00 4 21310 11 000 0451 07	FONDS D'ENTRETIEN DES ROUTES	2 549 000 000

Crédit 2025/2026.1

45 00 059 00 4 21310 11 000 0451 01	REHABILITER EN BITUME LES VOIES D'ACCES A LA SALLE DE CONFERENCE DE BUJUMBURA	483 359 610
45 00 059 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNE	82 987 368
060	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUHUMUZA	3 148 723 280
45 00 060 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	350 000 000
45 00 060 00 4 21220 11 000 0443 01	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	2 409 084 732
45 00 060 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBuha	233 333 334
45 00 060 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	34 767 486
45 00 060 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUHUMUZA	121 537 728
061	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUJUMBURA	24 641 067 712
45 00 061 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	5 177 500 000
45 00 061 00 4 21220 11 000 0443 01	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 795 625 467
45 00 061 00 4 21260 11 000 0622 01	RESTRUCTURATION DES QUARTIERS	3 000 000 000
45 00 061 06 4 21280 11 000 0471 10	CONSTRUCTION DE LA CLOTURE DU PORT DE KWALA	39 000 000
45 00 061 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBuha SIS A NGAGARA	116 666 667
45 00 061 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	994 450 390
45 00 061 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	2 977 470 623
45 00 061 00 2 62410 11 000 0135 01	LOYERS D'IMMEUBLE A USAGE DE BUREAUX	4 893 022 583
45 00 061 00 2 62750 11 000 0661 01	ENQUETE IMMOBILIERE	13 400 000
45 00 061 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUJUMBURA	5 633 931 982
062	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BURUNGA	773 204 912
45 00 062 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	425 000 000
45 00 062 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBuha	116 666 667
45 00 062 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	65 879 925
45 00 062 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	44 120 592
45 00 062 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BURUNGA	121 537 728
063	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUTANYERERA	805 815 181
45 00 063 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A VOCATION URBAINE	525 000 000

Crédit 2025/2026.1

45 00 063 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	65 879 925
45 00 063 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	34 084 170
45 00 063 00 2 62510 11 000 0135 01	ENTRETIEN DES BATIMENTS PUBLICS ET EQUIPEMENTS	59 313 358
45 00 063 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) BUTANYERERA	121 537 728
064	OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) GITEGA	8 663 388 687
45 00 064 00 4 20110 11 000 0622 03	AMENAGEMENT ET ASSAINISSEMENT DES CENTRES URBAINS ET A Vocation URBAINE	934 995 000
45 00 064 00 4 21220 11 000 0443 01	CONSTRUCTION DES BATIMENTS ADMINISTRATIFS	6 895 296 733
45 00 064 00 4 21280 11 000 0443 02	REHABILITATION DU BUREAU DE L'OBUHA	233 333 332
45 00 064 00 4 21330 11 000 0521 01	EVACUATION DES EAUX (USEES ET PLUVIALES) ET ENTRETIEN DE LA VOIRIE URBAINE	365 879 925
45 00 064 00 1 61320 11 000 0661 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	112 345 932
45 00 064 00 7 66110 11 000 0661 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OFFICE BURUNDAIS DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA CONSTRUCTION (OBUHA) GITEGA	121 537 765
517	PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT	18 454 000
45 00 517 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE DEVELOPPEMENT DU TRANSPORT	18 454 000
519	RN5 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	1 364 692 419
45 00 519 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE A LA RN16 BURURI-MAHWA-GISHUBI-GITEGA	1 364 692 419
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	6 785 317 996
45 00 521 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE A LA CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA: RN3	6 785 317 996
522	CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE-GITAZA-KABINGO-GASURU-MANYOVU	3 029 657 627
45 00 522 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET CONSTRUCTION ROUTE RUMONGE GITAZA(EXPROPRIATIONS)	3 029 657 627
528	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	4 855 539 000
45 00 528 00 4 27100 11 000 0452 01	CONTREPARTIE AU PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	4 855 539 000
581	POGRAMME DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DU CORRIDOR NORD	90 000 000
45 00 581 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROGRAMME DE MISE EN PLACE DES STATIONS D'ARRET ET DE REPOS LE LONG DU CORRIDOR NORD	90 000 000
584	PROJET DE CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER	215 938 943 202
45 00 584 00 4 27100 11 000 0475 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE CONSTRUCTION DU CHEMIN DE FER	215 938 943 202
599	RN 9 SECTION GIKOMA-BUBANZA CENTRE	7 476 801 250
45 00 599 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE CONSTRUCTION DE LA RN 9 SECTION GIKOMA-BUBANZA CENTRE	7 476 801 250
607	PROJET MULTI-NATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC: PHASE I	248 652 417

Crédit 2025/2026.1

45 00 607 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET MULTI-NATIONAL D'AMELIORATION DES ROUTES TRANSFRONTALIERES DE L'EAC: PHASE I	248 652 417
608	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS: REHABILITATION DE LA RN3 BUJUMBURA-GITAZA ET LES BOULEVARDS	36 000 000
45 00 608 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS: REHABILITATION DE LA RN3 BUJUMBURA-GITAZA ET LES BOULEVARDS	36 000 000
609	PROJET DE RESILIENCE URBAINE: PAVAGE ET BITUMAGE DES CERTAINES ROUTES DE LA VOIRIE DE BUJUMBURA	36 000 000
45 00 609 00 4 27100 11 000 0451 01	CONTREPARTIE AU PROJET DE RESILIENCE URBAINE: PAVAGE ET BITUMAGE DES CERTAINES ROUTES DE LA VOIRIE DE BUJUMBURA	36 000 000
71	INSTITUTION OMBUDSMAN	2 573 132 753
001	CABINET	2 573 132 753
71 00 001 00 4 20110 11 000 0339 02	ELABORATION DES PLANS STRATEGIQUES DE L'INSTITUTION	30 115 500
71 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE L'OMBUDSMAN	1 286 793 120
71 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'OMBUDSMAN	1 256 224 133
74	COUR SUPREME ET PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	4 489 034 539
001	CABINET	2 936 306 234
74 00 001 00 4 21410 11 000 0451 01	ACQUISITION VEHICULES DE LA COUR SUPREME	520 000 000
74 00 001 00 4 21430 11 000 0339 01	EQUIPEMENT DU NOUVEAU BATIMENT DE LA COUR SUPREME	30 000 000
74 00 001 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DE LA COUR SUPREME	1 141 545 648
74 00 001 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER	57 144 785
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE	419 163 100
74 00 001 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	107 635 575
74 00 001 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DE LA COUR SUPREME	55 000 000
74 00 001 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D' INTENDANCE DE LA COUR SUPREME	50 000 000
74 00 001 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	1 200 000
74 00 001 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	24 896 532
74 00 001 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	52 242 699
74 00 001 00 2 62520 11 000 0339 01	ENTRETIEN BATIMENT	76 193 140
74 00 001 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES	117 154 355
74 00 001 00 2 62580 11 000 0339 01	ENTRETIEN DES MACHINES	8 400 000
74 00 001 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES	95 770 000
74 00 001 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	50 000 000
74 00 001 00 2 63300 11 000 0339 01	ACHAT TOGES (POUR MAGISTRATS ET GREFFIERS)	0.0
74 00 001 00 2 63510 11 000 0339 01	CONSOMMATION EN EAU ET ELECTRICITE	8 000 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR SUPREME	22 000 000
74 00 001 00 7 66110 11 000 0331 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES SERVICES JUDICIAIRES	99 960 400
002	PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI	1 552 728 305
74 00 002 00 4 21410 11 000 0451 02	ACQUISITION VEHICULES DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	500 000 000

Crédit 2025/2026.1

74 00 002 00 1 61320 11 000 0339 01	REMUNERATION DU PERSONNEL DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	470 755 805
74 00 002 00 2 62140 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'ETRANGER	100 570 412
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 02	PROGRAMME D'ITINERANCE	5 360 182
74 00 002 00 2 62160 11 000 0339 01	FRAIS DE MISSION A L'INTERIEUR	15 298 667
74 00 002 00 2 62250 11 000 0339 01	FRAIS DE CONTACT ET DE RENSEIGNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	55 000 000
74 00 002 00 2 62260 11 000 0339 01	FRAIS D'INTENDANCE DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	50 000 000
74 00 002 00 2 62320 11 000 0339 01	FRAIS POSTAUX ET COMMUNIQUEES	800 000
74 00 002 00 2 62330 11 000 0339 01	FRAIS DES TELECOMMUNICATIONS	7 000 000
74 00 002 00 2 62360 11 000 0339 01	ABONNEMENT A L'INTERNET	27 119 200
74 00 002 00 2 62550 11 000 0339 01	ENTRETIEN VEHICULES	67 401 372
74 00 002 00 2 63120 11 000 0339 01	CARBURANT VEHICULES	72 220 000
74 00 002 00 2 63210 11 000 0339 01	ACHAT MATERIEL ET FOURNITURES DE BUREAU	27 292 000
74 00 002 00 7 66110 11 000 0339 08	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE L'INSPECTION DES LIEUX DE DETENTION	141 562 667
74 00 002 00 7 66110 11 000 0331 09	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DU PARQUET GENERAL DE LA REPUBLIQUE	12 348 000
75	COUR CONSTITUTIONNELLE	795 804 849
001	CABINET	795 804 849
75 00 001 00 4 21430 11 000 0112 01	EQUIPEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	24 368 500
75 00 001 00 1 61320 11 000 0112 01	REMUNERATION DU PERSONNEL	342 549 539
75 00 001 00 7 66110 11 000 0112 01	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE LA COUR CONSTITUTIONNELLE	428 886 810

Total général

5 168 460 343 681



TABLEAU E: TIRAGE SUR LES DONS PROJETS

Crédit 2025/2026.1

11	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DU DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	56 460 517 052
504	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI (PRODECI-TURIKUMWE)	40 783 693 951
11 00 504 00 4 27300 22 000 1033 01	PROJET DE DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE INTEGRE AU BURUNDI(PRODECI-TURIKUMWE)	40 783 693 951
508	PROJET ENTREPRENARIAT AGRO-PASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS DES JEUNES ET DES FEMMES	15 676 823 101
11 00 508 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET ENTREPRENEURIAT AGRO-PASTORAL ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNELS DES JEUNES ET DES FEMMES	15 676 823 101
14	MINISTÈRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	161 611 344 720
512	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	45 665 147 062
14 00 512 00 4 27300 22 000 0414 01	PROJET POUR L'EMPLOI ET LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE (PRETE)	45 665 147 062
535	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	115 946 197 658
14 00 535 00 4 27300 22 000 0411 01	PROJET D'APPUI AUX FONDATIONS DE L'ECONOMIE NUMERIQUE AU BURUNDI	115 946 197 658
19	MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA SECURITE SOCIALE	129 537 298 032
500	PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	129 537 298 032
19 00 500 00 4 27300 22 000 1091 01	PROJET D'APPUI AUX FILETS SOCIAUX MERANKABANDI	129 537 298 032
32	MINISTÈRE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	106 616 435 179
504	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS-REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	4 020 000 000
32 00 504 00 4 27300 22 000 1033 00	PROJET D'APPUI AU CENTRE D'EXCELLENCE SOUS-REGIONAL EN SCIENCES DE LA NUTRITION EANSI (PA-EANSI)	4 020 000 000
505	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	102 596 435 179
32 00 505 00 4 27300 22 000 0951 00	PROJET D'AMELIORATION DES COMPETENCES ET D'EMPLOYABILITE DES JEUNES (PACEJ)	102 596 435 179
33	MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE	10 543 782 048
602	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	10 543 782 048
33 00 602 00 4 27300 22 000 0759 02	PROJET DE PREPARATION ET RIPOSTE A LA COVID-19 AU BURUNDI	10 543 782 048
40	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	158 658 420 392
512	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	45 927 223 648
40 00 512 00 4 27300 22 000 0428 01	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT RURAL	45 927 223 648
514	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	39 361 484 608
40 00 514 00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET D'INTENSIFICATION DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE LA REDUCTION DE LA VULNERABILITE AU BURUNDI	39 361 484 608
626	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	28 575 714 000
40 00 626 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI A L'INCLUSION FINANCIERE AGRICOLE ET RURALE DU BURUNDI (PAIFAR-B)	28 575 714 000
627	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	39 096 374 628

Crédit 2025/2026.1

40 00 627 00 4 27300 22 000 0424 01	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DURABLE DES CHAINES DE VALEUR DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE AU BURUNDI (PADCAE-B)	39 096 374 628
633	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	5 697 623 508
40 00 633 00 4 27300 22 000 0421 01	PROJET D'APPUI A LA TRANSFORMATION DE L'AGRICULTURE DANS LA REGION NATURELLE DE BUGESERA (PATAREB)	5 697 623 508
42	MINISTERE DES RESSOURCES MINIERES, ENERGETIQUES, DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DU TOURISME	492 161 619 111
500	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA (LIGNE KIGOMA-GITEGA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	31 161 707 126
42 00 500 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DU BURUNDI ET DU RWANDA (LIGNE KIGOMA-GITEGA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	31 161 707 126
504	PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES BURUNDI-RDC (LIGNE KAMANYOLA-BUJUMBURA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	4 408 125 336
42 00 504 00 4 27300 22 000 0434 01	PROJET MULTINATIONAL D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES BURUNDI-RDC (LIGNE KAMANYOLA-BUJUMBURA ET POSTES ASSOCIES) DANS LE CADRE DU NELSAP	4 408 125 336
529	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JIJI 03 (31,5 MW)	162 185 710 943
42 00 529 00 4 27300 22 000 0434 01	CONSTRUCTION DES CHE DE MULEMBWE 34 (16,5 MW) ET JIJI 03 (31,5 MW)	162 185 710 943
539	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT E LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)	11 478 601 561
42 00 539 00 4 27300 22 000 0434 01	PROGRAMME D'APPUI AU SECTEUR DE L'EAU ET AU RENFORCEMENT ET LA RESILIENCE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE (PASEREC)	11 478 601 561
546	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	7 715 443 628
42 00 546 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET D'ACCES A L'ENERGIE PHASE I	7 715 443 628
547	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES- NYAKIRIZA	50 746 289 755
42 00 547 00 4 27300 22 000 0436 01	PROJET SOLEIL DANS LES COMMUNES RURALES-NYAKIRIZA	50 746 289 755
556	ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)	95 143 985 000
42 00 556 00 4 27300 22 000 0751 01	ACCELERER L'ACCES A L'ENERGIE SOUTENABLE ET DURABLE AU BURUNDI (ASCENT)	95 143 985 000
583	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	129 321 755 762
42 00 583 00 4 27300 22 000 0471 01	PROJET DE FACILITATION DU COMMERCE INTEGRE DANS LA REGION DES GRANDS LACS (PFCIGL)	129 321 755 762
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	211 237 901 402
595	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	80 040 618 750
45 00 595 00 4 27300 22 000 0451 01	PROJET DE RESILIENCE DES TRANSPORTS (PRT)	80 040 618 750
600	PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	27 147 189 178
45 00 600 00 4 27300 22 000 0485 01	PROJET D'URGENCE DE LA RESILIENCE URBAINE	27 147 189 178
605	PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA	60 578 904 539
45 00 605 00 4 27300 22 000 0475 01	PROJET MULTINATIONAL DE REHABILITATION DE LA RN3 : RUMONGE-GITAZA	60 578 904 539

Crédit 2025/2026.1

610	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE1;REABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	43 471 188 935
45 00 610 00 4 27300 22 000 0452 00	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI/ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE1;REABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	43 471 188 935
Total général		1 326 827 317 936



TABLEAU F: TIRAGE SUR LES PRETS PROJETS

Crédit 2025/2026.1

21	MINISTERE DE LA COMMUNICATION ET DES MEDIAS	8 879 223 135
501	Burundi Digital Television Project	8 879 223 135
21 00 501 00 4 27200 21 000 0461 01	BURUNDI DIGITAL TELEVISION PROJECT	8 879 223 135
32	MINISTERE DE L' EDUCATION NATIONALE ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	15 806 761 259
508	HIGHER INSTITUTE PROJECT	13 214 734 706
32 00 508 00 4 27200 21 000 0919 00	HIGHER INSTITUTE PROJECT	13 214 734 706
511	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L' HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	2 592 026 553
32 00 511 00 4 27200 21 000 0711 00	REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L' HOPITAL UNIVERSITAIRE KAMENGE	2 592 026 553
40	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE	29 482 426 613
625	PIPARV-B	22 127 888 517
40 00 625 00 4 27200 21 000 0424 01	PIPARV-B	22 127 888 517
630	PROJET PRODER	7 354 538 096
40 00 630 00 4 27200 21 000 0424 01	PROJET PRODER	7 354 538 096
45	MINISTERE DES INFRASTRUCTURES, DES LOGEMENTS SOCIAUX, DES TRANSPORTS ET DE L'EQUIPEMENT	7 725 379 129
521	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	4 554 300 000
45 00 521 00 4 27200 21 000 0434 01	CONSTRUCTION DE LA ROUTE RUMONGE-NYANZA : RN3	4 554 300 000
528	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	3 171 079 129
45 00 528 00 4 27200 21 000 0454 01	PROJET MULTINATIONAL BURUNDI-ZAMBIE DE DEVELOPPEMENT DU CORRIDOR DE TRANSPORT SUR LE LAC TANGANYIKA PHASE I-REHABILITATION DU PORT DE BUJUMBURA	3 171 079 129
Total général		61 893 790 136



Article 249 : Les tableaux de ventilation par programme ou dotation sur les ressources nationales et les projets annuels de performance des ministères font partie intégrante de la présente loi.

Article 250 : Les budgets annexes au budget général de l'Etat sont constitués par les budgets des communes, des hôpitaux, des sociétés et établissements publics à caractère industriel, commercial ou social.

Article 251 : Au titre de la gestion budgétaire 2025/2026, les budgets annexes modifiés des institutions visées à l'article 250 doivent être finalisés et transmis au Parlement pour considération au plus tard le 31 janvier 2026.

Article 252 : La présente loi entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2026.

Fait à Gitega, le 31 décembre 2025

EVARISTE NDAYISHIMIYE.-



PAR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU ET SCELLE DU SCEAU DE LA REPUBLIQUE,

LE MINISTRE DE LA JUSTICE, DES DROITS DE
LA PERSONNE HUMAINE ET DU GENRE,

Arthémon KATIHABWA

